Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2010

Volume III

Informations et analyses supplémentaires

Canada

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2010

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC
Ottawa, Canada K1A 0S5
Internet: http://publications.gc.ca
Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Copie papier : N° de catalogue P51-1/2010-3F
ISBN 978-0-660-97370-8
Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2010-3F-PDF
ISBN 978-1-100-94112-7

VOLUME III

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Table des matières

Section

Introduction

1. États financiers des fonds renouvelables
2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
3. Services professionnels et spéciaux
4. Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages
5. Acquisition de matériel et d'outillage
6. Paiements de transfert
7. Frais de la dette publique
8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
11. Autres informations diverses
12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le **volume I** présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

États financiers des fonds renouvelables

SOMMAIRE

Page

Agence canadienne du pari mutuel 1.2
Aliénation des biens immobiliers 1.8
Bureau de la traduction 1.12
Commission canadienne des grains. 1.19
Conseils et Vérification Canada 1.28
CORCAN 1.35
Géomatique Canada 1.43
Office de la propriété intellectuelle du Canada. 1.49
Office national du film 1.56
Passeport Canada 1.65
Production de défense 1.71
Services communs de télécommunications et d'informatique. 1.72
Services immobiliers 1.78
Services optionnels 1.85

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur exécutif,
Agence canadienne du pari mutuel
SEAN MALONE

Directeur général intérimaire, Direction des services des finances et de la gestion des ressources
Adjoint au dirigeant principal des finances
DAVID SWOL

Sous-ministre adjoint Gestion intégrée
Dirigeant principal des finances
PIERRE CORRIVEAU

le 28 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Réels	Prévisions	Réels
Résultats nets	(333)	(10)	(400)	794
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	150	434	150	296
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(183)	424	(250)	1 090
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	150	1 065	150	509
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(473)		(251)
Autorisation fournie (employée)	(333)	(168)	(400)	832

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 417)	(3 861)
Plus : imputation des CAFE sur le crédit après le 31 mars	1 241	1 479
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars	66	28
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(2 242)	(2 410)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	4 242	4 410

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT, GESTION INTÉGRÉE, AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (« l'Agence ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction de l'Agence et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

le 7 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Fonds en transit	37	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	30	30
Tiers	429	331
Provision pour créances douteuses	(113)	
Avance à justifier consentie aux employés	1	1
	384	362
À long terme		
Immobilisations (note 3)		
Au coût	3 844	2 853
Moins amortissement cumulé	1 769	1 647
	2 075	1 206
	2 459	1 568

	2010	2009
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	265	96
Tiers		
Créditeurs	976	1 383
Indemnités de vacances	305	286
Tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	114	108
	1 660	1 873
À long terme		
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	1 015	861
Passif net (note 5)	(216)	(1 166)
Engagements contractuels (note 6)		
	2 459	1 568

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels	12 392	13 642
Autres	51	48
	12 443	13 690
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	4 474	4 759
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 4)	238	140
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants	2 599	2 607
Contrôle des courses	2 016	2 055
Services photographique d'arrivée	548	552
Recherche sur les stupéfiants	201	200
Autres services professionnels et spéciaux	821	1 008
Transport et télécommunications	587	675
Locations	534	555
Services publics, matériaux et fournitures	126	167
Amortissement des immobilisations	196	156
Divers	113	22
	12 453	12 896
Résultats nets	(10)	794
Passif net, au début de l'exercice	(1 166)	(1 130)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	444	(1 046)
Apport d'actif	516	216
Passif net, à la fin de l'exercice (note 5)	(216)	(1 166)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation :		
Résultats nets	(10)	794
Plus : Provision pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	238	140
Amortissement des immobilisations	196	156
	424	1 090
Variation des actifs et de passifs à court terme (note 7)	(241)	356
Paiement d'indemnités de cessation d'emploi (note 4)	(78)	(107)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	105	1 339
Activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations	(1 065)	(509)
Activités de financement:		
Apport d'actif (note 5)	516	216
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation nette de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(444)	1 046
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 861	2 815
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 5)	3 417	3 861

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) a été établi en vertu de la *Loi nº1 de 1970*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi nº1 de 1970,* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat de biens immobilisés et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 $.

Le mandat de l'ACPM est de réglementer et de superviser le pari mutuel aux hippodromes de l'ensemble du Canada, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-dessous afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada sur les fonds renouvelables. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus au Canada car une estimation des montants courus est faite pour les indemnités de vacances et les prestations de cessation d'emploi au lieu d'obtenir une évaluation actuarielle.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Constatation des revenus

Les revenus sont générés par un prélèvement de 0.8 pourcent sur chaque dollar misé aux hippodromes canadiens. Les revenus sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

b) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont passés en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

c) Immobilisations

Les améliorations locatives sont capitalisées et amorties selon la méthode linéaire sur la durée du bail correspondant ou la durée de vie utile estimative des améliorations locatives, selon la plus courte des deux. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, depuis leur exercice d'acquisition, sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans

d) Régime de retraite

Les employés de l'ACPM participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. La contribution du gouvernement canadien au régime de pension est incluse dans la charge des avantages sociaux. Les prestations sont versées des comptes de pension de la fonction publique et de prestation de retraite supplémentaires. En vertu des dispositions législatives en vigueur, l'ACPM n'est pas tenu, de verser des contributions au titre de l'insuffisance actuarielle du régime.

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux bénéfices. Le passif lié à l'indemnité gagnée par les employés est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

f) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les estimations comptables sont utilisées principalement pour les indemnités de cessation d'emploi, la provision pour mauvaises créances, les charges à payer et la durée de vie utile estimatives des immobilisations. Les

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

3. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	1 302	399		1 701
Équipement de traitement électronique de données	274	550	74	750
Véhicules motorisés	59			59
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	545	116		661
Terrains	98			98
	2 853	1 065	74	3 844

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement	549	133		682
Équipement de traitement électronique de données	169		74	95
Véhicules motorisés	39	5		44
Bâtiments	575			575
Améliorations locatives	315	58		373
	1 647	196	74	1 769

4. Passif pour les indemnités de cessation d'emploi

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, au début de l'exercice	969	936
Indemnités de cessation d'emploi payées durant l'exercice	(78)	(107)
Provision pour les indemnités de cessation d'emploi	238	140
Passif pour les indemnités de cessation d'emploi, fin d'exercice	1 129	969
Moins : tranche à court terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	(114)	(108)
Tranche à long terme du passif pour les indemnités de cessation d'emploi	1 015	861

5. Passif net

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 417)	(3 861)
Surplus accumulé	2 685	2 479
Apport d'actif	516	216
	(216)	(1 166)

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé :

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Apport d'actif :

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, l'ACPM a reçu un versement du Conseil du Trésor afin de financer la mise en oeuvre de l'initiative de modernisation des laboratoires fédéraux. Pour l'exercice 2008-2009 le montant de 216 000 $ a servi à financer le paiement aux employés d'une somme forfaitaire suite à la ratification de la convention collective des Services des programmes et de l'administration.

6. Engagements contractuels

L'ACPM loue ses locaux et autres équipements de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à terme en avril 2016. Les paiements de location futurs annuels sont comme suit:

	(en milliers de dollars)
2011	516
2012	459
2013	406
2014	44
Années subséquentes	47
	1 472

L'ACPM a signé des contrats pour fournir des services reliés à son mandat, lesquels venant à terme en mars 2011. Les paiements futurs annuels sont estimés à 4 121 121 $.

Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

7. Variation des actifs et des passifs à court terme

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Fonds en transit	(37)	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada		24
Tierces parties — Débiteurs	15	140
Avance à justifier consentie aux employés		1
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	169	(5)
Tierces parties — Créditeurs	(407)	192
Tierces parties — Indemnités de vacances	19	4
	(241)	356

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Chef des finances par intérim,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Sous-ministre adjoint,
Direction générale des biens immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
JOHN MCBAIN

le 26 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	9 810	5 212	5 500	11 474
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		214		249
Autorisation fournie	9 810	4 998	5 500	11 225

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, avant la réduction du surplus accumulée	(6 660)	(12 060)
Réduction du surplus accumulé (note 1)	5 212	11 474
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, après la réduction du surplus accumulé	(1 448)	(586)
Plus : dépôts sur aliénations	747	316
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	144	789
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(845)	(1 059)
Limite de l'autorisation (note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	5 845	6 059

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L' ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009		2010	2009
ACTIF			PASSIF ET ACTIF NET		
À court terme			À court terme		
Débiteurs			Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	144	789	Gouvernement du Canada	4	2
Travaux en cours	4 155	3 941	Dépôts sur aliénations	743	314
				747	316
			ACTIF NET (note 3)	3 552	4 414
	4 299	4 730		4 299	4 730

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus	7 833	13 083
Frais d'exploitation		
Déboursés	1 756	300
Honoraires payés	865	1 309
	2 621	1 609
Résultats nets	5 212	11 474
Actif net, au début de l'exercice	4 414	3 088
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(5 212)	(11 474)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(862)	1 326
Actif net, à la fin de l'exercice	3 552	4 414

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	5 212	11 474
Variations du fonds de roulement (note 4)	862	(1 326)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation	6 074	10 148
Activité de financement		
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(5 212)	(11 474)
Ressources financières nettes employées par l'activité de financement	(5 212)	(11 474)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	862	(1 326)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	586	1 912
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	1 448	586

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe du recouvrement des coûts, l'aliénation des biens immobiliers excédentaires, afin de générer des recettes pour l'État. Le Fonds a été établi en 1996 en vertu de l'article 5.1 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, le montant total ne devant excéder 5 000 000 $ en aucun temps.

Tous les produits de la vente, moins les coûts et les dépenses liés à l'aliénation, sont déposés au Trésor. Conformément aux modalités approuvées par le Conseil du Trésor, tout surplus accumulé à la fin de l'année dans le Fonds, en sus de 5 000 000 $, est crédité à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF). Le montant transféré du surplus accumulé en 2009-2010 totalise 5 212 288 $ (2008-2009 : 11 474 210 $).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice financier au cours duquel le titre est transféré à l'acheteur et le paiement complet est reçu par le Fonds.

d) Travaux en cours

Les travaux en cours comprennent les coûts de la main-d'oeuvre et les déboursés encourus pour les services rendus ou les biens livrés pour les aliénations ou transferts non finalisés à la fin de l'exercice financier.

e) Dépôts sur aliénations

Les dépôts sur les aliénations des biens immobiliers constituent des recettes sur des aliénations futures qui ne sont pas finalisées à la fin de l'exercice financier.

3. Actif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	5 000	5 000
Résultats nets	5 212	11 474
Transfert en partie du surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 1)	(5 212)	(11 474)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	5 000	5 000
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(1 448)	(586)
Actif net, à la fin de l'exercice	3 552	4 414

4. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	4 299	4 730	431
Passif à court terme	747	316	431
			862

5. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation employée et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation employée et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Chef des finances par intérim,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Président-directeur général par intérim,
Bureau de la traduction
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
DONALD BARABÉ

le 26 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(4 717)	(3 628)	(3 863)	4 564
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	3 013	5 960	2 663	(4 811)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(1 704)	2 332	(1 200)	(247)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	3 358	2 866	800	3 938
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		552		538
Autorisation employée	(5 062)	(1 086)	(2 000)	(4 723)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(17 252)	(25 700)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	15 128	21 103
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	14 217	11 415
Allocation du Conseil du Trésor pour les indemnités de cessation d'emploi (note 4)	1 005	1 415
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(17 346)	(17 427)
Limite de l'autorisation (note 1)	10 000	10 000
Autorisation non employée reportée	27 346	27 427

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Fonds en transit	113	121
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	11 051	10 370
Tiers	765	1 044
Autres actifs (note 3)	366	268
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—portion à court terme (note 4)	1 005	1 415
	13 300	13 218
Frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi (note 4)	850	5 855
Immobilisations (note 5)	9 081	8 057
	23 231	27 130

	2010	2009
PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	4 984	5 080
Tiers	10 139	18 338
Indemnités de vacance et congé compensatoire	4 883	4 938
Autres passifs (note 6)	5	138
	20 011	28 494
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	25 361	25 597
	45 372	54 091
PASSIF NET (note 7)	(22 141)	(26 961)
	23 231	27 130

Obligations contractuelles (note 8).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus (note 9)	215 970	206 658
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	131 184	123 352
Indemnités de cessation d'emploi	2 004	(1 926)
Services professionnels et spéciaux	52 081	50 686
Services ministériels et administratifs	11 344	10 475
Coûts d'occupation	9 779	9 233
Transports et télécommunications	2 861	3 377
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 529	1 975
Amortissement	1 842	2 808
Achat de services de réparation et d'entretien	1 465	1 717
Information	184	95
Location	141	159
Autres dépenses	184	143
Réduction de valeur des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi (note 4)	4 000	
	219 598	202 094
Résultats nets	(3 628)	4 564
Passif net, au début de l'exercice	(26 961)	(13 684)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	8 448	(17 841)
Passif net, à la fin de l'exercice	(22 141)	(26 961)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 628)	4 564
Éléments n'utilisant pas l'encaisse		
Amortissement	1 842	2 808
Réduction de valeur des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	4 000	
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2 004	(1 926)
	4 218	5 446
Variations du fonds de roulement (note 10)	(8 975)	17 420
Encaissement des frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi	1 415	1 319
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(2 240)	(2 406)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(5 582)	21 779
Activité d'investissement		
Immobilisations—acquisitions	(2 866)	(3 938)
Ressources financières nettes employées par l'activité d'investissement	(2 866)	(3 938)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(8 448)	17 841
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	25 700	7 859
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	17 252	25 700

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangagerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1er avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1er avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement et l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, le montant total ne devant excéder 10 000 000 $ en aucun temps.

Pour 2009-2010, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 5 062 000 $ pour allouer les fonds nécessaires à son programme d'investissement (2008-2009 : 6 577 000 $). Le montant utilisé par le Fonds en 2009-2010 est de 1 086 358 $ (2008-2009 : 4 723 406 $).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi sont basés sur une estimation provenant de la direction pour cet actif plutôt que sur des évaluations actuarielles; et,
- le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi, le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés du crédit parlementaire au titre des services de traduction et les revenus générés des services d'interprétation sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds.

d) Immobilisations

Toutes les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 $ ou plus sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, sauf les améliorations locatives qui sont comptabilisées lorsque le coût initial est 25 000 $

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

ou plus. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel et outillage	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 à 5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publiqu*e et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

f) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de services au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi représentent les sommes recouvrables du Conseil du Trésor pour les indemnités de cessation d'emploi payées à des employés. Le compte est réduit à mesure que les avantages sociaux sont payés aux employés affectés et deviennent recouvrables du Conseil du Trésor.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de la rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

g) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers du Fonds.

3. Autres actifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	256	238
Charges payées d'avance	110	30
	366	268

4. Frais reportés pour indemnité de cessation d'emploi

En 1995, lors de la création du Fonds, le Conseil du Trésor a convenu d'examiner, chaque année, les demandes justifiées de remboursement des indemnités de cessation d'emploi que les employés ont accumulées avant le 1er avril 1995 pour une période de 15 ans. À partir du 1er avril 2010, les demandes de remboursement du Conseil du Trésor cessent puisque cette période de 15 ans est venue à échéance. Le Fonds a réduit les frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi afin de tenir compte du solde irrécouvrable par le Conseil du Trésor au 31 mars 2010. La réduction pour 2009-2010 est 3 999 377 $ (2008-2009 : néant).

En 1996, lorsque les employés parlementaires et de la terminologie ont été transférés au Fonds, le Conseil du Trésor a convenu des mêmes conditions pour ces employés pour le remboursement des indemnités de cessation d'emploi accumulées avant le 1er avril 1996 pour une période de 15 ans. Après le 31 mars 2011, les demandes de remboursement du Conseil du Trésor cesseront pout les indemnités payées aux employés parlementaires et de la terminologie du Fonds.

Le montant de l'allocation des indemnités de cessation d'emploi du Conseil du Trésor pour 2009-2010 est de 1 004 737 $ (2008-2009 : 1 414 590 $).

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

5. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Transferts	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage	114			114
Matériel informatique	1 957		160	2 117
Logiciels informatiques	14 153	3 823	116	18 092
Améliorations locatives	6 419	568		6 987
Actifs en construction	1 815	(4 391)	2 590	14
	24 458		2 866	27 324

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Transferts	Amortissement de l'exercice courant	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel et outillage	80		9	89
Matériel informatique	1 700		84	1 784
Logiciels informatiques	10 931		1 396	12 327
Améliorations locatives	3 690		353	4 043
	16 401		1 842	18 243
Net	8 057			9 081

6. Autres passifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Provision pour conventions collectives non signées		118
Sommets de la francophonie	5	23
Saisies—arrêts de traitements		(3)
	5	138

7. Passif net

Le déficit accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Déficit accumulé, au début de l'exercice	(1 261)	(5 825)
Résultats nets	(3 628)	4 564
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice	(4 889)	(1 261)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(17 252)	(25 700)
Passif net, à la fin de l'exercice	(22 141)	(26 961)

8. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le fonds est aussi lié à d'autres obligations contractuelles en services de traduction, d'interprétation, d'informatique et autres services. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2011	14 187
2012	7 311
2013	6 171
2014	4 689
2015	1 984
2016 et suivants	6 207
	40 549

9. Revenus

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Services de traduction	204 924	191 695
Recouvrement des frais généraux de l'affectation à but spécial	7 575	9 100
Services d'interprétation	2 917	4 053
Ventes de Termium	133	1 599
Autres	421	211
	215 970	206 658

10. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	13 300	13 218	(82)
Moins : frais reportés pour indemnités de cessation d'emploi—portion à court terme	(1 005)	(1 415)	(410)
	12 295	11 803	(492)
Passif à court terme	20 011	28 494	(8 483)
			(8 975)

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

12. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

RAPPORT DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La division financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité maximales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes. Les vérificateurs doivent exprimer une opinion indépendante qui révèlent si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, et les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers. Le Comités de vérification des ministères et organismes a approuvé l'émission des états financiers.

Approuvé par :

Chef de la direction financière
CHERYL BLAHEY

le 27 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice (perte) net pour l'exercice	2 606	4 736	905	(2 291)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	1 330	3 961	1 010	3 372
Fonds provenant de l'exploitation	3 936	8 697	1 915	1 081
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	3 816	2 998	1 795	2 415
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(247)		1 242
Autorisation fournie (employée)	120	5 946	120	(2 576)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(35 532)	(32 369)
Plus : imputation des CAFÉ sur le compte du crédit après le 31 mars	(2 463)	321
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	120	120
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(38 115)	(32 168)
Limite de l'autorisation	2 000	2 000
Autorisation non employée reportée	40 115	34 168

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU COMMISSAIRE EN CHEF ET AUX COMMISSAIRES DU FONDS RENOUVELABLE DE LA COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS

Nous avons vérifié le bilan du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2010 et les états des résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent des actifs financiers sur les passifs, de l'excédent accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Les états financiers ont été dressés en conformité avec le chapitre 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada portant sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2010 ainsi que de ses résultats de fonctionnement, de l'évolution de l'excédent de ses actifs financiers sur ses passifs et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les normes comptables décrites à la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et le Conseil du Trésor du Canada. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés

Winnipeg, Canada
le 7 mai 2010

BILAN
31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
Actifs financiers		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (note 7)	35 532	32 369
Débiteurs (note 3)	5 621	6 021
	41 153	38 390
PASSIF		
Créditeurs et charges à payer	3 114	2 726
Salaires	383	3 242
Congés annuels et heures supplémentaires	2 644	2 630
Produits reportés	139	118
Indemnités de cessation d'emploi (note 5)	10 996	10 104
	17 276	18 820
Excédent des actifs financiers sur les passifs	23 877	19 570
Actifs non financiers (note 2)		
Autres actifs	200	191
Immobilisations corporelles (note 4)	7 190	6 770
	7 390	6 961
	31 267	26 531
AVOIR DU CANADA		
Capital d'apport	4 941	4 941
Excédent accumulé	26 326	21 590
	31 267	26 531

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Approuvé par:

Administrateur général
ELWIN HERMANSON

Chef de la direction financière
CHERYL BLAHEY

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010												2009
	Inspection prévue au budget	Inspection réelle	Pondération prévue au budget	Pondération réelle	Recherche prévue au budget	Recherche réelle	Protection des producteurs prévue au budget	Protection des producteurs réelle	Services internes prévus au budget	Services internes réels	Total prévu au budget	Total réel	Total réel
	(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		(non vérifié)		
Produits													
Honoraires de services	25 846	30 285	11 075	13 182							36 921	43 467	37 250
Crédits spéciaux (note 6)	9 743	13 003	779		6 449	5 919	2 189	3 779	15 241	12 029	34 401	34 730	27 823
Crédits parlementaires (note 6)					3 467	3 967	1 147	447	582	538	5 196	4 952	4 968
Produits tirés de contrats	314	1 142						3			314	1 145	1 079
Droits exigés pour les licences							424	509			424	509	530
Produits, montant total	35 903	44 430	11 854	13 182	9 916	9 886	3 760	4 738	15 823	12 567	77 256	84 803	71 650
Charges													
Salaires et avantages sociaux	33 014	34 381	10 586	11 232	6 611	6 673	3 743	3 100	8 913	8 323	62 867	63 709	57 175
Loyers	2 018	1 937	453	442	848	843	166	174	557	560	4 042	3 956	3 875
Déplacements	1 736	1 650	458	408	349	305	428	176	1 043	530	4 014	3 069	3 558
Réparations et fournitures	1 434	1 228	327	220	885	1 070	111	94	490	529	3 247	3 141	2 707
Amortissement	1 545	1 357	105	71	861	698	153	114	311	232	2 975	2 472	2 172
Services professionnels et spéciaux	260	240	71	35	167	171	118	67	1 670	1 278	2 286	1 791	1 852
Communications	164	141	73	66	114	118	103	74	1 030	982	1 484	1 381	1 745
Autres charges	601	293	170	106	81	8	31	8	1 809	133	2 692	548	857
Charges, montant total	40 772	41 227	12 243	12 580	9 916	9 886	4 853	3 807	15 823	12 567	83 607	80 067	73 941
Résultat net	(4 869)	3 203	(389)	602			(1 093)	931			(6 351)	4 736	(2 291)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'EXCÉDENT DES ACTIFS FINANCIERS SUR LES PASSIFS EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	Montant prévu au budget 2010	Montant réel 2010	Montant réel 2009
	(non vérifié)		
Résultat net de l'exercice	(6 352)	4 736	(2 291)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 035)	(3 013)	(2 415)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 976	2 472	2 172
Gain/perte à la cession d'immobilisations corporelles		106	(7)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		15	
	(1 059)	(420)	(250)
Acquisition d'autres actifs		(200)	(191)
Utilisation d'autres actifs		191	278
		(9)	87
Augmentation (diminution) de l'excédent des actifs financiers sur les passifs	(7 411)	4 307	(2 454)
Excédent des actifs financiers sur les passifs au début de l'exercice	(10 484)	19 570	22 024
Excédent (insuffisance) des actifs financiers par rapport aux passifs à la fin de l'exercice	(17 895)	23 877	19 570

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Excédent accumulé au début de l'exercice	21 590	23 881
Résultat net de l'exercice	4 736	(2 291)
Excédent accumulé à la fin de l'exercice	26 326	21 590

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Ressources financières liées aux		
Activités de fonctionnement		
Résultat net de l'exercice	4 736	(2 291)
Éléments hors trésorerie inclus dans le gain net (la perte nette)		
Amortissement (note 4)	2 472	2 172
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 5)	1 383	1 207
Gain/perte à la cession d'immobilisations corporelles	106	(7)
	8 697	1 081
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	400	(1 072)
Autres actifs	(9)	87
Passifs	(2 927)	653
Ressources financières nettes liées aux activités de fonctionnement	6 161	749
Opérations sur les capitaux propres		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 4)	(3 013)	(2 415)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	15	
Ressources financières nettes liées aux opérations sur les capitaux propres	(2 998)	(2 415)
Ressources financières nettes (reçues) affectées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	3 163	(1 666)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	32 369	34 035
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	35 532	32 369

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)

1. Pouvoirs et objectifs

La Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (« CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la Loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs, ainsi que d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Le projet de loi C-13, Loi modifiant la *Loi sur les grains du Canada*, est mort au feuilleton lors de la prorogation du Parlement le 30 décembre 2009. Aucune décision n'a été prise à l'égard des incidences juridiques futures. Par conséquent, aucun changement n'a été apporté aux états financiers à la suite de ce projet de loi.

2. Principales conventions comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, lesquelles sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, à l'exception de ce qui suit : 1) les congés annuels et les indemnités de cessation d'emploi sont fondés sur les estimations par la direction des passifs plutôt que sur des évaluations actuarielles; et 2) le passif lié aux indemnités de cessation d'emploi constituées avant la création du Fonds ne sera pas comptabilisé avant le 1er avril 2010, soit le 15e anniversaire du Fonds (note 5).

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des produits et des charges

Les produits sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu a une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que les activités de pesée et d'inspection, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus mais qui ne sont pas encore touchés sont présentés à titre de produits reportés. Les produits reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont octroyées pour une période de 12 mois.

Sauf indication contraire, les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

Crédits parlementaires

Les crédits parlementaires continus reçus au titre des charges liées à la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil et les dépenses du Laboratoire de recherches sur les grains ont été constatés comme produits du Fonds renouvelable.

Les crédits parlementaires se rapportant aux indemnités de cessation d'emploi acquises avant le 1er avril 1995 et jusqu'au 31 mars 2010 et versés par la CCG ont été comptabilisés à titre de débiteurs liés au Conseil du Trésor.

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente du Fonds qui a été utilisé depuis sa création.

Débiteurs

Les débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers et les immobilisations corporelles sont comptabilisés par la CCG à titre d'actifs, parce qu'ils peuvent être utilisés pour la prestation de services dans les exercices à venir. Ces actifs ne fournissent habituellement pas de ressources pour régler les passifs de la CCG, à moins qu'ils ne soient vendus.

Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1er avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et comptabilisées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1er avril 1995 sont constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 $ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Suite*

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue, à compter du mois suivant l'acquisition, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans (durée du contrat de location)

Congés annuels

Les congés annuels et les congés compensatoires sont passés en charges au fur et à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives, et ces congés sont comptabilisés à la fin de l'exercice, d'après les dossiers des employés.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés accumulent des indemnités de cessation d'emploi au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG comptabilise les indemnités de cessation d'emploi que les employés ont acquises après le 31 mars 1995 et avant le 31 mars 2010. Les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés du Fonds avant le 1er avril 1995 représentent une obligation du Conseil du Trésor jusqu'au 1er avril 2010 et, par conséquent, n'ont pas été comptabilisées par le Fonds au 31 mars 2010. La CCG comptabilisera le passif lié aux indemnités de cessation d'emploi antérieures au 1er avril 1995, d'un montant environ 1 million $, le 1er avril 2010 (note 5).

Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires.* La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser de cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun montant n'a été constitué à cet égard dans les présents états financiers.

Intérêts sur prélèvements

Des intérêts sont imputés au Fonds renouvelable à un taux fixé par le Conseil du Trésor. Les intérêts débiteurs sont calculés tous les mois sur le solde de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Le Conseil du Trésor ne paie pas d'intérêts lorsque survient un excédent qui élimine la nécessité d'un prélèvement sur l'autorisation.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des produits et des charges durant les exercices visés. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les obligations à l'égard des indemnités de cessation d'emploi et des congés annuels. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

3. Débiteurs

	2010	2009
Débiteurs liés à des parties liées	19	88
Tiers	5 611	5 938
	5 630	6 026
Moins la provision pour créances douteuses	(9)	(5)
	5 621	6 021

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Suite*

4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Diminution	Solde de clôture	2010	2009
Matériel scientifique	12 880	1 632	673	13 839	7 910	1 617	565	8 962	4 877	4 970
Matériel et mobilier de bureau	716	16	31	701	714	2	31	685	16	2
Matériel opérationnel	481	157	50	588	361	29	36	354	234	120
Véhicules automobiles	202	39		241	155	19		174	67	47
Matériel informatique et logiciels	6 494	919	27	7 386	5 192	599	27	5 764	1 622	1 302
Améliorations locatives	4 907	250	24	5 133	4 578	206	25	4 759	374	329
	25 680	3 013	805	27 888	18 910	2 472	684	20 698	7 190	6 770

5. Indemnités de cessation d'emploi

La CCG offre à ses employés des indemnités de cessation d'emploi selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement capitalisées au moyen d'une charge à payer mensuelle sur les salaires. La CCG calcule l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi selon un taux estimatif de 2,75% (2,75% en 2009). Les indemnités de cessation d'emploi acquises par les employés avant le 1er avril 1995 sont financées par le Secrétariat du Conseil du Trésor jusqu'au 31 mars 2010. Le 1er avril 2010, cette obligation sera comptabilisée par la CCG sans financement additionnel à recevoir du Secrétariat du Conseil du Trésor pour le Fonds renouvelable.

	2010	2009
Indemnités de cessation d'emploi au début de l'exercice	10 104	9 149
Charge de l'exercice	1 383	1 207
Indemnités versées au cours de l'exercice	(491)	(252)
Indemnités de cessation d'emploi à la fin de l'exercice	10 996	10 104

6. Crédits parlementaires

La CCG est financée au moyen de crédits continus, de crédits spéciaux, d'une autorisation à dépenser les droits recouvrés et d'une marge de crédit renouvelable de 2 millions $. La marge de crédit du Fonds renouvelable fait l'objet d'un gel depuis l'exercice 2003-2004. Pour répondre aux besoins en constante évolution de l'industrie céréalière tout en maintenant sa durabilité financière, la CCG examine certaines solutions viables à long terme.

Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement et le bilan d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, les résultats de fonctionnement nets de la CCG pour l'exercice calculés selon le financement public diffèrent des résultats de fonctionnement nets calculés selon la comptabilité d'exercice. Un rapprochement de ces écarts est présenté dans les tableaux qui suivent.

Le coût de fonctionnement net correspond au montant total des produits, moins les produits liés aux crédits spéciaux et crédits parlementaires, moins le montant total des charges, plus le résultat net. Il n'y a pas d'élément de rapprochement entre le coût de fonctionnement net et les crédits reçus et utilisés.

	2010	2009
Total des crédits disponibles	40 730	33 592
Crédit inutilisé - vérification interne (périmé)	(348)	(399)
Remboursement d'indemnités de cessation d'emploi	(700)	(402)
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice	39 682	32 791

Le total des crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice se compose des éléments suivants :

	2010	2009
Crédits spéciaux	34 730	27 823
Crédits parlementaires	4 952	4 968
Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice	39 682	32 791

Les charges payées à même les crédits parlementaires incluent la nomination des commissaires adjoints par le gouverneur en conseil, une partie des charges du Laboratoire de recherches sur les grains ainsi que les services internes connexes.

Le dernier mandat de commissaire adjoint est arrivé à échéance en juin 2008, et aucune nouvelle nomination n'a été annoncée. À ce titre, ces fonctions ont été assumées par les commissaires et les services d'octroi de licences et des communications.

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Suite*

Les coûts inclus dans les états financiers pour ces secteurs sont résumées comme suit :

	2010	2009
Salaires et avantages sociaux	3 089	3 084
Déplacements et déménagements	222	177
Loyers	908	923
Réparations, fournitures et charges diverses	413	481
Services professionnels et spéciaux	99	166
Communications	110	43
Indemnités de cessation d'emploi	92	68
Affranchissement et fret	19	26
Produits provenant de crédits parlementaires affectés aux nominations	4 952	4 968

7. Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable se compose des montants qui suivent :

	2010	2009
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	10 996	10 104
Ressources incluses dans le fonds de roulement	545	2 605
Ressources disponibles pour les activités de fonctionnement	23 991	19 660
Total de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds renouvelable	35 532	32 369

8. Engagements en vertu de contrats de location

Des contrats de location-exploitation pour des bureaux ont été conclus principalement avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Au cours des cinq prochains exercices, les versements minimaux annuels futurs exigibles en vertu de ces contrats sont estimés comme suit :

2011	3 732
2012	3 124
2013	295
2014	76
2015	19
	7 246

9. Passifs éventuels

Des réclamations ont été présentées à la CCG dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que ces réclamations sont non fondées. L'issue de ces actions en justice ne peut être déterminée à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les présents états financiers à cet égard.

10. Opérations entre parties liées

La CCG est liée en termes de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé un loyer et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance-maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats de fonctionnement de la CCG, comme suit :

	2010	2009
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux	13 281	11 228
Loyers	3 789	3 732
Services professionnels et spéciaux		
Services de vérification et de comptabilité	146	331
Services-conseils	314	217
Services juridiques	256	264
Services de traduction	228	318
Autres	405	293
	18 419	16 383

À la fin de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les créditeurs et débiteurs :

	2010	2009
Débiteurs	19	88
Créditeurs	2 272	1 539

Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Fin*

11. Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds renouvelable consistent en débiteurs, en créditeurs et charges à payer, en salaires, en congés annuels et heures supplémentaires et en indemnités de cessation d'emploi. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme, sauf pour les indemnités de cessation d'emploi qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et se rapprochent de la juste valeur. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. La CCG fournit des services à diverses entités. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, les six plus grandes entités intégrées représentaient 84% du solde des débiteurs de la CCG (sept entités pour 85% en 2009).

12. Assurance

Conformément à la politique du gouvernement sur l'autoassurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance.

13. Impôt sur le revenu

La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu.

14. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été retraités aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conforme à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvé par :

Chef des finances par intérim
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Sous-ministre adjoint par intérim
Direction générale des conseils,
de l'information et des services partagés
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
MARK PERLMAN

le 26 mai 2010

Sous-ministre adjoint
Direction générale de la surveillance
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
FRANK BRUNETTA

le 25 mai 2010

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (non vérifié) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	2 629	(3 329)	(299)	(4 607)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	854	69	299	(529)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	3 483	(3 260)		(5 136)
Plus : recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)		3 534		1 752
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	(84)			
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		274		334
Autorisation fournie (employée)	3 567			(3 718)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde créditeur (débiteur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	2 119	514
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	1 281	3 343
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	4 308	4 765
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(908)	(908)
Limite de l'autorisation (note 1)	20 000	20 000
Autorisation non employée reportée	20 908	20 908

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009		2010	2009
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit	7		Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	836	494
Gouvernement du Canada	4 796	4 653	Tiers	445	1 805
Tiers	152	113	Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 422	1 510
Autres actifs (note 3)	27	29	Autres passifs (note 4)	1	178
				2 704	3 987
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi	4 766	5 106
				7 470	9 093
			PASSIF NET (note 5)	(2 488)	(4 298)
	4 982	4 795		4 982	4 795

Obligations contractuelles (note 6).

Passif éventuel (note 7).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus (note 8)	34 938	34 386
Coût des ventes	2 447	2 450
Bénéfice brut	32 491	31 936
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	28 359	27 759
Indemnités de cessation d'emploi	265	505
Services ministériels et administratifs	3 008	2 954
Coûts d'occupation	2 647	2 764
Services professionnels et spéciaux	738	1 090
Transports et télécommunications	436	714
Intérêts sur les prélèvements du Fonds	129	74
Services publics, fournitures et approvisionnements	128	394
Location	89	127
Amortissement		7
Autres dépenses	21	155
	35 820	36 543
Résultats nets	(3 329)	(4 607)
Passif net, au début de l'exercice	(4 298)	(3 782)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	3 534	1 752
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	1 605	2 339
Passif net, à la fin de l'exercice	(2 488)	(4 298)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(3 329)	(4 607)
Éléments n'utilisant pas l'encaisse		
Amortissement		7
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	265	505
	(3 064)	(4 095)
Variations du fonds de roulement (note 9)	(1 470)	575
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(605)	(571)
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(5 139)	(4 091)
Activité de financement		
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	3 534	1 752
Ressources financières nettes fournies par l'activité de financement	3 534	1 752
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 605)	(2 339)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	(514)	1 825
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(2 119)	(514)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada (« le Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit, de façon optionnelle et contre rémunération, des services de conseils et de vérification aux ministères et aux organismes fédéraux. Ces services sont aussi fournis sur demande aux gouvernements provinciaux, aux gouvernements territoriaux, aux administrations municipales et aux gouvernements autochtones au Canada, ainsi qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux. Le Fonds a été établi le 1er avril 1992 en vertu de l'article 5.4 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, le montant total ne devant excéder 20 000 000 $ en aucun temps.

Le Fonds reçoit des fonds d'un crédit distinct pour couvrir l'autorisation de prélèvement utilisée afin de se conformer à la Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Le montant reçu en 2009-2010 totalise 3 534 345 $ (2008-2009 : 1 752 483 $).

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif présentés en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Le principal élément pour lequel des estimations sont faites est le passif pour les indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de conseils et de vérification sont basés sur un tarif journalier. Ils sont constatés principalement au fur et à mesure que les services sont rendus.

Pour les projets à prix fixe, les revenus sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux sur la base proportionnelle de services fournis à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les projets à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont identifiées.

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur les pensions de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers du Fonds.

g) Intérêts sur les prélèvements du Fonds

Des intérêts sont portés contre le Fonds à un taux établi par le ministère des Finances et sont calculés mensuellement sur le solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

3. Autres actifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	12	17
Avances aux employés	15	12
	27	29

4. Autres passifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Provision pour conventions collectives non signées		178
Saisies—arrêts de traitement	1	
	1	178

5. Passif net

Le déficit accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Déficit accumulé, au début de l'exercice	(4 812)	(1 957)
Résultats nets	(3 329)	(4 607)
Recouvrement au titre de l'autorisation de prélèvement nette utilisée (note 1)	3 534	1 752
Déficit accumulé, à la fin de l'exercice	(4 607)	(4 812)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	2 119	514
Passif net, à la fin de l'exercice	(2 488)	(4 298)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le fonds est aussi lié à d'autres obligations contractuelles pour des services de location et d'entretien des équipements et pour d'autres services. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2011	2 559
2012	2 053
2013	1 774
2014	944
	7 330

7. Passif éventuel

Le passif éventuel représente les obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge dans les états financiers. Une réclamation importante dont l'issue future ne peut être déterminée est décrite ci-après.

Une réclamation a été déposée contre le procureur général du Canada et l'Agence du revenu du Canada alléguant des dommages pour délit civil et bris de contrat. À ce moment, l'impact financier potentiel de cette réclamation ne peut pas être estimé mais pourrait être significatif au Fonds. Il est impossible pour la Couronne d'évaluer la possibilité de règlement, le risque monétaire ou d'estimer le montant d'un règlement. Aucun passif estimatif n'a été comptabilisé pour cette réclamation dans les états financiers du Fonds.

8. Revenus

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Services de conseils	17 998	18 139
Services de vérification	16 940	16 247
	34 938	34 386

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

9. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
Actif à court terme	4 982	4 795	(187)
Passif à court terme	2 704	3 987	(1 283)
			(1 470)

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable CORCAN

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers au vérificateur externe Ersnt & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Contrôleur
JEFF STAPLEDON, CMA

Président-directeur général p.i.
WILLIAM E. RAVEN, CMA

le 31 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		(969)		(2 443)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	3 100	3 058	2 900	3 560
Fonds provenant de l'exploitation	3 100	2 089	2 900	1 117
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 100	2 323	3 100	3 128
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	1 000	(582)	2 100	6 463
Autorisation fournie (employée)		348	(2 300)	(8 474)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(11 265)	(14 759)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	7 299	12 331
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1 084	2 274
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(5 050)	(4 702)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	10 050	9 702

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU COMMISSAIRE, SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2010, ainsi que les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de CORCAN. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2010, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables présentés dans la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable de CORCAN. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ainsi que pour aucune autre fin que celle établi.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 21 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009		2010	2009
	$	$		$	$
ACTIF			PASSIF ET ACTIFS NETS		
À court terme			À court terme		
Débiteurs (note 4)	2 722	4 451	Créditeurs (note 7)	6 880	9 662
Stocks (note 5)	10 896	11 892	Revenus reportés	164	900
Autres	5	235	Salaires et vacances à payer	1 729	4 009
	13 623	16 578		8 773	14 571
Immobilisations (note 6)	12 240	13 167	À long terme		
Actifs à long terme liés aux activités abandonnées (note 14)	817		Indemnités de cessation d'emploi (note 8)	6 615	6 407
			Engagements et éventualités (notes 9 et 13)		
			ACTIFS NETS (note 10)	11 292	8 767
	26 680	29 745		26 680	29 745

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
	$	$
Revenus (notes 3 et 11)	57 295	62 775
Coût des marchandises vendues (note 11)	61 058	66 012
	(3 763)	(3 237)
Autres revenus		
Frais de formation et frais correctionnels (note 3)	23 643	24 203
Divers	290	348
	23 933	24 551
Dépenses (note 12)		
Administrations centrale/régionale	9 409	11 739
Programme d'emploi et d'employabilité	5 392	5 818
Vente et commercialisation	2 879	2 900
	17 680	20 457
Résultats nets des activités poursuivies	2 490	857
Résultats nets des activités abandonnées (note 14)	(3 459)	(3 300)
Résultats nets	(969)	(2 443)
Actifs nets au début de l'exercice	8 767	7 044
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	3 494	4 166
Actifs nets à la fin de l'exercice (note 10)	11 292	8 767

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
	$	$
Activités d'exploitation		
Résultats nets des activités poursuivies	2 490	857
Résultats nets des activités abandonnées (note 14)	(3 459)	(3 300)
Éléments hors caisse :		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	625	1 621
Amortissement	2 235	1 965
Perte (gain) sur cession d'immobilisations	198	(26)
	2 089	1 117
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Débiteurs	1 729	276
Stocks	996	(2 222)
Autres	230	(230)
Indemnités de cessation d'emploi	(417)	(460)
Créditeurs	(2 782)	(1 116)
Revenus reportés	(736)	566
Salaires et vacances à payer	(2 280)	1 031
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(1 171)	(1 038)
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations	(3 030)	(3 168)
Produits de cession d'immobilisations	707	40
Ressources financières nettes employées dans les activités d'investissement	(2 323)	(3 128)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(3 494)	(4 166)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	14 759	18 925
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	11 265	14 759

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et but

CORCAN est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou « le Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits nº 4 de 1991-1992*, qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1er avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor. Le but du Fonds renouvelable de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 $. Un montant de 15 218 000 $ a été imputé à l'autorité de ce Fonds et représente les actifs nets cédés au Fonds au début de l'exploitation en date du 1er avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

2. Principales conventions comptables

Méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation pour les fonds renouvelables du Conseil du Trésor du Canada et ce, tel que prescrit par le Receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent des principes comptables généralement reconnus en ce qui a trait :

les indemnités de vacances des employés sont fondées sur une estimation faite par la direction. Les indemnités de cessation d'emploi a été établies en utilisant l'évaluation fournie par le Conseil du Trésor;

le financement des immobilisations corporelles reçu lors de l'établissement du fonds par le Conseil du Trésor, est présenté comme capital d'apport et non en réduction des coûts des immobilisation corporelles.

Constation des revenus et dépenses

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu ou que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus mais non réalisés sont inscrits comme des revenus reportés.

La méthode du pourcentage des travaux réalisés est utilisée pour les contrats de construction. La détermination du degré d'achèvement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues.

Les dépenses sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles ont été engagées. Les indemnités de vacances et congés compensatoires sont passés en charges au fur et à mesure que les bénéfices sont courus pour les employés selon leur condition d'emploi respective.

Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le Receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor et tous les décaissements effectués par CORCAN sont payés par le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre ministères du gouvernement fédéral.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est créée pour les créances dont le recouvrement semble incertain.

Stocks

Les matières premières, les produits finis, les travaux en cours et les stocks d'agroentreprise sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le Fonds établit des provisions pour stocks en surplus et/ou périmés pour chacun des sites.

Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 $ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant le mois de leur mise en service pour la durée de leur vie utile estimative selon les taux suivants :

Équipements	10 ans
Mobiliers et équipements de bureau	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Matériels informatiques	3 ans

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique, administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des contributions pour palier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaire*.

Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds renouvelable de CORCAN ont droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés sont constatées lorsque les employés rendent les services qui y donnent droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

Congé de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers.

Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs, des créditeurs et des indemnités de cessation d'emploi. La direction est d'avis que ces instruments ne font pas courir de risques importants au Fonds en ce qui concerne les intérêts, la monnaie ou le crédit.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor du Canada, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de départ et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils surviennent.

3. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Durant l'année, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre au Fonds renouvelable de CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles, les ateliers et les fermes, et d'assurer l'entretien de ces installations ainsi que la prestation des services en ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas inclus dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de sorte qu'un seul ministère mène sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission de chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada ne sont pas inclus à titre de dépenses dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Le Fonds renouvelable de CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et tous les autres ministères fédéraux.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation	24 913	23 061
Formation, services correctionnels et autres frais	23 643	24 203
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation	29 074	38 740
	77 630	86 004

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

4. Débiteurs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	1 085	2 273
Tiers	1 829	2 453
	2 914	4 726
Provision pour créances douteuses	(192)	(275)
	2 722	4 451

5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants:

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Matières premières	5 060	5 349
Travaux en cours	309	517
Produits finis	5 886	6 184
Stocks d'agroentreprise	227	767
	11 482	12 817
Provision pour stocks périmés	(586)	(925)
	10 896	11 892

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

	Coût				
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations et radiations [1]	Actif destiné à la vente	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)				
Équipements	30 548	3 011	2 348	2 269	28 942
Améliorations locatives	1 412				1 412
Parc de véhicules	2 464	19	118	303	2 062
Autres	62				62
	34 486	3 030	2 466	2 572	32 478

	Amortissement cumulé				
	Solde d'ouverture	Amortissement	Aliénations et radiations [1]	Actif destiné à la vente	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)				
Équipements	19 708	1 748	1 485	1 584	18 387
Améliorations locatives	342	142			484
Parc de véhicules	1 232	330	76	171	1 315
Autres	37	15			52
	21 319	2 235	1 561	1 755	20 238

	2010 Valeur comptable nette	2009 Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)	
Équipements	10 555	10 840
Améliorations locatives	928	1 070
Parc de véhicules	747	1 232
Autres	10	25
	12 240	13 167

[1] Une réduction de valeur de 172 000 $ est incluse dans les aliénations et radiations pour ramener la valeur des actifs destinés à la vente de leur valeur comptable ou leur juste valeur marchande, selon le moins élevé.

La charge d'amortissement pour l'exercice a été de 2 235 000 $ (2009—1 965 000 $).

Fonds renouvelable CORCAN—*Suite*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

7. Créditeurs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada	2 011	1 339
Tiers	4 869	8 323
	6 880	9 662

8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2% par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives de salaire. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2009-2010, les charges s'élèvent à 4 400 000 $ (3 925 000 $ en 2008-2009), soit environ 2,6 fois les cotisations des employés.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, à titre de promoteur du régime.

Voici quelles étaient les indemnités de cessation d'emploi au 31 mars :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	6 407	5 246
Charge pour l'exercice	625	1 621
Indemnités versées pendant l'exercice	(417)	(460)
Obligation au titre des prestations constituées en fin d'exercice	6 615	6 407

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de CORCAN peuvent donner lieu à des contrats et des obligations couvrant plusieurs années en vertu desquels CORCAN sera tenu d'effectuer des paiements futurs pour l'acquisition de biens ou services. Le Fonds renouvelable de CORCAN a pris des engagements en vertu des modalités de divers contrats de location, y compris à l'égard d'un montant de 7 309 000 $ relatif à l'entrepôt de Kingston. Le contrat de location a été conclu en septembre 2006 et expire en août 2016.

Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	(en milliers de dollars)
2011	1 307
2012	1 310
2013	1 310
2014	1 216
2015 et par la suite	2 847
	7 990

10. Actifs nets

Les actifs nets comprennent les éléments suivants :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(11 265)	(14 759)
Déficit accumulé	(7 985)	(7 016)
Actifs nets à la fin de l'exercice	11 292	8 767

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente utilisée (fournie) depuis l'établissement du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds inclut 488 000 $ qui représentent le produit des ventes d'actifs agricoles à d'autres ministères pour lesquels CORCAN n'a pas encore reçu l'autorisation de dépenser. En 2010-2011, CORCAN fera une requête auprès du Conseil du Trésor afin d'obtenir l'autorisation de dépenser ces fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque exercice.

Fonds renouvelable CORCAN—*Fin*

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

11. Revenus et coût des marchandises vendues des activités poursuivies

Exercice terminé le 31 mars 2010	Revenus	Coût des marchandises vendues	Résultats d'opérations
	(en milliers de dollars)		
Foresterie	390	422	(32)
Services	5 740	6 392	(652)
Textile	5 841	6 003	(162)
Fabrication	34 379	37 508	(3 129)
Construction	10 945	10 733	212
	57 295	61 058	(3 763)

Exercice terminé le 31 mars 2009	Revenus	Coût des marchandises vendues	Résultats d'opérations
	(en milliers de dollars)		
Foresterie	418	486	(68)
Services	5 553	5 838	(285)
Textile	4 633	4 863	(230)
Fabrication	36 538	38 389	(1 851)
Construction	15 633	16 436	(803)
	62 775	66 012	(3 237)

12. Dépenses

Le tableau suivant donne le détail des dépenses par catégorie :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux	11 229	12 462
Transports et télécommunications	754	1 118
Information	87	113
Services professionnels et spéciaux	3 671	4 670
Locations	1 164	1 152
Achat de services de réparation et d'entretien	56	83
Services publics, fournitures et approvisionnement	491	624
Autres dépenses	228	235
	17 680	20 457

13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le Fonds renouvelable de CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'existe aucune réclamation au 31 mars 2010.

14. Activités abandonnées

Suite à la revue stratégique du SCC, le Conseil du Trésor a approuvé la fermeture des exploitations agricoles d'ici le 31 mars 2011. Par conséquent, les résultats d'exploitation de cette ligne d'affaire ont été classés dans les activités abandonnées et les chiffres correspondants ont été reclassés. Au 31 mars 2010, CORCAN a réalisé la vente d'équipement agricole pour un produit net de 698 000 $, ayant pour résultat une perte sur disposition de 15 000 $. Par ailleurs, un gain de 63 000 $ a été réalisé suite à la vente d'articles attrayants.

Même si la plupart des exploitations agricoles seront fermées en juillet 2010, il y a quelques activités qui seront peut-être poursuivies jusqu'au 31 mars 2011. Les flux de trésorerie produits par ces activités restantes ne seront pas soutenus ou importants. CORCAN travaille activement avec la Distribution des biens de la Couronne pour vendre le troupeau de vaches laitières d'ici la fin du mois de juin 2010. CORCAN est en communication avec les services techniques du SCC pour identifier les actifs qui sont d'intérêt pour le ministère. Parallèlement avec ces deux processus, CORCAN collabore avec la Distribution des biens de la Couronne pour vendre les actifs agricoles restants.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Revenus[1]	5 260	7 182
Coût des marchandises vendues [2]	8 719	10 482
Résultats d'opérations	(3 459)	(3 300)

[1] Un gain de 63 000 $ sur la vente d'articles attrayants est inclus dans les revenus.

[2] Une réduction de valeur de 172 000 $ est incluse dans le coût des marchandises vendues pour ramener la valeur des actifs destinés à la vente à leur valeur comptable ou leur juste valeur marchande, selon le moins élevé.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

RAPPORT DE GESTION

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public. Ces états financiers ont été dressés selon les principales conventions comptables énoncées à la note 2.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer un jugement avisé sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvé par :

Directeur général par intérim, Gestion des finances
(Dirigeant principal des finances adjoint par intérim)
KEN HAYMAN, CMA

Sous-ministre adjoint,
Secteur de la gestion et des services intégrés
(Dirigeant principal des finances)
BILL MERKLINGER, CMA

le 28 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (non vérifié) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultat (perte) net(te)	100	(155)	(1 600)	(1 841)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds				
Amortissement des immobilisations		39		57
Perte sur disposition d'immobilisations		18		
Autre				3
Fonds provenant de l'exploitation	100	(98)	(1 600)	(1 781)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs)		355		(863)
Autorisation fournie (employée)	100	(453)	(1 600)	(918)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde debiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 115)	(3 354)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	343	1 091
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	501	463
Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice	(2 273)	(2 726)
Limite de l'autorisation (Note 1)	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée[1]	7 273	7 726

[1] À l'autorisation fournie de 5 000 $ s'ajoute un surplus de caisse de 2 273 $. Conséquemment, le montant disponible pour emploi dans les exercices ultérieurs est de 7 273 $.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU DIRECTEUR GÉNÉRAL,
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
RESSOURCES NATURELLES CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net, du surplus accumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les fonds renouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Géomatique Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2010 ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 des états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 25 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	447	408
Tiers (Note 4)	568	257
Stocks (Note 5)	31	74
Charges payées d'avance	17	17
	1 063	756
Immobilisations (Note 6)		
Au coût	3 138	3 195
Moins : amortissement cumulé	3 088	3 088
	50	107
	1 113	863

	2010	2009
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	527	1 322
Tiers		
Créditeurs	134	257
Indemnités de congé	49	42
Revenu différé	277	178
	987	1 799
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	161	183
Passif net (Note 8)	(35)	(1 119)
Éventualités (Note 10)		
	1 113	863

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus		
Produits	797	801
Services	2 388	2 580
Consultation	54	
	3 239	3 381
Coût des produits vendus		
Produits	197	301
Revenus avant coûts directs et indirects	3 042	3 080
Coûts directs		
Traitements	515	865
Avantages sociaux	131	223
Transport et communications	104	188
Information		13
Services professionnels et spéciaux	1 666	2 092
Location	42	65
Services de réparation et d'entretien	16	85
Services publics, fournitures et approvisionnements	52	78
Autres dépenses		5
	2 526	3 614
Coûts indirects		
Perte sur disposition d'immobilisations	18	
Services du ministère et du secteur	457	646
Frais d'occupation	139	153
Amortissement des immobilisations (Note 6)	39	57
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	(22)	96
Ajustements des stocks pour désuétude	40	355
	671	1 307
Coûts totaux	3 197	4 921
Perte nette	(155)	(1 841)
Passif net, au début de l'exercice	(1 119)	(218)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	1 239	940
Passif net, à la fin de l'exercice	(35)	(1 119)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde, au début de l'exercice	797	2 638
Perte nette de l'exercice	(155)	(1 841)
Solde, à la fin de l'exercice	642	797

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Perte nette des activités courantes	(155)	(1 841)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		
Amortissement des immobilisations	39	57
Perte sur disposition d'immobilisations	18	
Autre		3
	(98)	(1 781)
Variations d'éléments du fonds de roulement (Note 3)	(1 119)	748
Variation dans la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(22)	93
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(1 239)	(940)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(1 239)	(940)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	3 354	4 294
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (Note 8)	2 115	3 354

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)

1. Autorisation et but

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le Fonds) a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 de 1993-1994*. À ce moment, il portait le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le «Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé «Fonds renouvelable de Géomatique Canada». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 $.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que : les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge; les charges et le passif pour les prestations de cessation d'emploi ne comprennent pas la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt qu'enregistré.

b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés, à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les résultat réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des rajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

c) Constatation des revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus. Pour les contrats de consultation et de services s'échelonnant sur plusieurs exercices, les revenus sont reconnus selon la méthode linéaire en fonction de la durée du contrat.

d) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen d'impression de chaque titre.

Les stocks de cartes en main comprennent uniquement celles imprimées mais non vendues depuis la création du Fonds. Le Fonds détient également en consignation les cartes qui ont été imprimées avant la création du fonds. Elles ne font pas partie de l'inventaire mais elles sont considérées dans le coût des marchandises vendues lorsqu'elles sont vendues.

e) Immobilisations

Les immobilisations acquises par le Fonds depuis le l^er^ avril 1994 sont comptabilisées au coût.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

f) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Suite*

g) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Les indemnités de cessation d'emploi gagnées avant le 1er avril 1994 sont la responsabilité du Conseil du Trésor et, par conséquent, ne sont pas enregistrées dans les comptes. Le coût des indemnités gagnées depuis le 1er avril 1994 est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

h) Frais généraux ministériels et sectoriels

Les frais généraux ministériels et sectoriels comprennent le coût des services administratifs, de gestion et les autres coûts encourus lors de la livraison de services directs au Fonds. L'allocation est fondée sur des taux préétablis en fonction du nombre d'employés (salaire) ou du nombre d'unités d'affaires (composantes sectorielles ou ministérielles).

3. Information incluse dans l'état des flux de trésorerie

	2010	2009
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	(39)	(25)
Tiers	(311)	405
Stocks	43	380
Charges payées d'avance		12
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(795)	46
Tiers	(116)	(185)
Revenu différé	99	115
Total	(1 119)	748

4. Débiteurs

Les débiteurs provenant des tiers se détaillent de la façon suivante :

	2010	2009
Débiteurs	681	372
Provision pour créances douteuses	(113)	(115)
Total	568	257

5. Stocks

	2010	2009
Cartes		
Cartes topographiques	366	411
Cartes géographiques	21	18
Provision pour désuétude des stocks	(356)	(355)
Total	31	74

6. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 489		(57)	1 432
Ameublement	32			32
Équipement mécanique	398			398
Matériel de bureau	7			7
Équipement d'impression	988			988
Équipement scientifique	281			281
Total	3 195		(57)	3 138

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Aliénations	Solde à la fin de l'exercice
Équipement informatique	1 415	7	(39)	1 383
Ameublement	30	2		32
Équipement mécanique	368	30		398
Matériel de bureau	6			6
Équipement d'impression	988			988
Équipement scientifique	281			281
Total	3 088	39	(39)	3 088

Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
(en milliers de dollars)—*Fin*

7. Renseignements par secteur d'activité

	2010			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	199	1 371		1 570
Tiers	598	1 017	54	1 669
Revenus totaux	797	2 388	54	3 239
Coût des produits vendus	197			197
Résultat avant coûts directs et indirects	600	2 388	54	3 042
Coûts directs	527	1 948	51	2 526
Coûts indirects	196	465	10	671
Coûts totaux	723	2 413	61	3 197
Pertes nettes des activités courantes	(123)	(25)	(7)	(155)
Éléments d'actif				
Actifs financiers	145	918		1 063
Immobilisations (nettes)	1	49		50
Amortissement des immobilisations	1	38		39

	2009			
	Produits	Services	Consultation	Total
Revenus				
Ministères d'État	224	1 374		1 598
Tiers	577	1 206		1 783
Revenus totaux	801	2 580		3 381
Coût des produits vendus	301			301
Résultat avant coûts directs et indirects	500	2 580		3 080
Coûts directs	857	2 757		3 614
Coûts indirects	753	554		1 307
Coûts totaux	1 610	3 311		4 921
Pertes nettes des activités courantes	(1 110)	(731)		(1 841)
Éléments d'actif				
Actifs financiers	163	593		756
Immobilisations (nettes)	1	106		107
Amortissement des immobilisations	6	51		57

8. Passif net

	2010	2009
Capital d'apport	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(2 115)	(3 354)
Surplus cumulé	642	797
Passif net	(35)	(1 119)

9. Transactions entre apparentés

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

10. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

RAPPORT DE GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaîssant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvé par :

Commissaire aux brevets, registraire des marques de commerce et présidente
MARY CARMAN

Directeur, Direction des finances
ANDRÉ ROUSSEAU, CGA

le 14 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels (Redressé - note 3)
Bénéfice net	3 397	3 085	3 252	8 363
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	5 562	3 238	5 960	2 682
Fonds provenant des opérations	8 959	6 323	9 212	11 045
Moins: éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	8 000	2 741	8 000	1 736
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(243)	2 262	6 064	(3 617)
Autorisation fournie (employée)	1 202	1 320	(4 852)	12 926

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé- note 3)
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(147 981)	(150 106)
Virement du Conseil du Trésor pour prestations de cessation d'emploi		(309)
	(147 981)	(150 415)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	6 484	7 254
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	1 563	2 360
Autres éléments	5 696	1 915
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(148 756)	(147 436)
Limite de l'autorisation	5 000	5 000
Autorisation non employée reportée	153 756	152 436

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE, INDUSTRIE CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la *Loi sur les Fonds revouvelables*. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 14 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
ACTIF		
À court terme		
Petite caisse	2	2
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	34	715
Tiers	1 529	1 646
Revenus non facturés	7 676	7 082
Charges payées d'avance	1 025	232
	10 266	9 677
Immobilisations (note 4)	10 465	11 965
Revenus non facturés	1 441	1 252
	22 172	22 894

	2010	2009 (Redressé - note 3)
PASSIF		
À court terme		
Comptes de dépôts	3 441	2 888
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	2 724	678
Tiers	5 112	11 612
Revenus reportés	39 866	39 259
	51 143	54 437
Prestations de cessation d'emploi (note 5)	14 695	9 909
Revenus reportés	45 284	52 708
	59 979	62 617
Obligations contractuelles (note 7)		
Éventualités (note 11)		
PASSIF NET (note 6)	(88 950)	(94 160)
	22 172	22 894

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Revenus	149 448	142 936
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	97 542	91 519
Services professionnels	26 397	25 162
Amortissement des immobilisations	4 241	3 704
Logement	8 630	8 226
Matériels et fournitures	1 328	1 467
Information	311	323
Communications	836	793
Voyages	681	959
Fret et courrier	478	472
Entretien et réparation	889	1 059
Formation	763	687
Location	174	202
Mauvaise créance	2	
	142 272	134 573
Bénéfice net avant ajustement	7 176	8 363
Ajustement pour prestations de cessation d'emploi (note 5)	(4 091)	
Bénéfice net	3 085	8 363
Passif net, au début de l'exercice	(94 160)	(91 770)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	2 125	(10 753)
Passif net, à la fin de l'exercice	(88 950)	(94 160)

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	3 085	8 363
Plus : amortissement des immobilisations	4 241	3 704
	7 326	12 067
Variation du fonds de roulement (note 8)	(3 883)	(3 445)
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés	(189)	495
Prestations de cessation d'emploi	4 786	422
Revenus reportés	(7 424)	2 950
	(2 827)	3 867
Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation	616	12 489
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2 741)	(1 736)
Ressources financières nettes fournies provenant des activités d'investissement et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(2 125)	10 753
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	150 106	139 353
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 6)	147 981	150 106

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1er avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 $. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 $. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Conformément à la décision du Conseil du Trésor #833200 (Compression des dépenses du budget de 2006), datée du 30 novembre 2006 et prenant effet en 2006-2007, le Fonds a transféré 50 000 000 $ de son surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »).

Le Fonds n'a pas à payer l'impôt sur le revenu.

2. Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge;
- les passifs liés aux vacances et les prestations de cessation d'emploi sont basés sur des estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles; et
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaires détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte de la cédule de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Équipement	10 ans
Ameublement	10 ans
Systèmes	durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation d'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont dues au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner.

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige la gestion à établir des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement la durée de vie utile estimative des immobilisations, les revenus et les obligations salariales. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. Ajustement de l'exercice précédent

Au cours de l'exercice, le Fonds a constaté que les revenus reportés de l'exercice précédent étaient sous-évalués et que les revenus gagnés étaient sur-évalués. La sous-évaluation des revenus reportés était due à une mauvaise interprétation de l'une des données reçues pour fins de rapports financiers. Ainsi, le Fonds a redressé ses états financiers comparatifs de l'exercice financier 2008-2009. Le tableau suivant détaille les effets de ce redressement sur les états financiers comparatifs.

Poste aux états financiers	Montant de l'exercice précédent	Montant de l'exercice précédent - redressé	Variance
État de la situation financière			
Revenus reportés à court terme	39 259	39 259	
Revenus reportés à long terme	49 643	52 708	3 065
Passif net	91 095	94 160	3 065
État des résultats et du passif net			
Revenus	144 560	142 936	(1 624)
Bénéfice net	9 987	8 363	(1 624)
Passif net, au début de l'exercice	90 329	91 770	1 441
Passif net, à la fin de l'exercice	91 095	94 160	3 065
État des flux de trésorerie			
Résultat net	9 987	8 363	(1 624)
Revenus reportés	1 326	2 950	1 624

4. Immobilisations et amortissement cumulé

Immobilisations	Solde au 1er avril 2009	Acquisitions	Aliénations	Solde au 31 mars 2010
Améliorations locatives	22 110	22		22 132
Logiciels	9 753	554	193	10 114
Matériel informatique	1 793		22	1 771
Équipement	31			31
Ameublement	115	182		297
Systèmes				
Intrepid	3 983			3 983
TechSource	7 984		2 623	5 361
Autres	12 594		23	12 571
Systèmes en développement	698	1 983		2 681
	59 061	2 741	2 861	58 941

Amortissement cumulé	Solde au 1er avril 2009	Amortissement	Diminution	Solde au 31 mars 2010
Améliorations locatives	19 687	1 124		20 811
Logiciels	7 479	1 290	193	8 576
Matériel informatique	1 648	53	22	1 679
Équipement	4	3		7
Ameublement	10	21		31
Systèmes				
Intrepid	3 916	62		3 978
TechSource	6 361	541	2 623	4 279
Autres	7 991	1 147	23	9 115
	47 096	4 241	2 861	48 476
	11 965			10 465

5. Prestations de cessation d'emploi

Jusqu'au 31 mars 2009, les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédent son embauche au sein du Fonds représentaient une obligation du Conseil du Trésor et, donc, n'avaient pas été inscrites aux états financiers du Fonds. Le passif pour les prestations gagnées à partir du moment de l'embauche d'un employé pour le Fonds ont été inscrites aux comptes comme indemnité à payer aux employés. À compter du 1er avril 2009, le Fonds est responsable de toutes les prestations de cessation d'emploi de ses employés. Un ajustement unique de 4 091 347 $ a été requis pour enregistrer le passif dans les

comptes pour le montant total des prestations de cessation d'emploi gagnées par les employés, sans tenir compte du moment auquel un employé s'est joint au Fonds. Le compte de passif à long terme pour les prestations de cessation d'emploi a été ajusté en conséquence en contrepartie du surplus cumulé du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Prestations de cessation d'emploi, début de l'exercice	9 909	9 486
Prestations payées au cours de l'exercice	(709)	(558)
Dépense de l'exercice	5 495	981
Prestation de cessation d'emploi, fin de l'exercice.	14 695	9 909

6. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds renouvelable.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 $ au moment de l'établissement du Fonds.

	2010	2009 (Redressé - note 3)
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	55 946	47 583
Résultats nets	3 085	8 363
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	59 031	55 946
INASAF, à la fin de l'exercice	(147 981)	(150 106)
Passif net	(88 950)	(94 160)

7. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour :

Services de technologies de l'information avec Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada :

	(en milliers de dollars)
2011	4 800
	4 800

Location des locaux :

	(en milliers de dollars)
2011	8 849
2012	8 953
2013	9 071
	26 873

Développement et support à l'entretien d'applications dans le cadre du programme d'amélioration constante des systèmes :

	(en milliers de dollars)
2011	2 193
	2 193

Services de recherche et accès à des bases de données en ligne :

	(en milliers de dollars)
2011	1 880
	1 880

8. Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Comptes débiteurs	798	922
Revenus non facturés (court terme)	(594)	308
Charges payées d'avance	(793)	(61)
Comptes de dépôts	553	549
Comptes créditeurs	(4,454)	(4,799)
Revenus reportés (court terme)	607	(364)
	(3,883)	(3,445)

9. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, à la traduction, au contentieux, aux rémunérations et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

10. Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

11. Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

Fonds renouvelable de l'Office national du film

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice clos le 31 mars 2010 et toute l'information figurant dans ces états incombe à la direction de l'Office national du film (Office). Ces états financiers ont été préparés par la direction conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public, ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'émises par le Bureau du contrôleur général.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de l'information présentée dans les états financiers. Certaines informations présentées dans les états financiers sont fondées sur les meilleures estimations et le jugement de la direction et tiennent compte de l'importance relative. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation des rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement de l'Office national du film concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction possède un système de gestion financière et de contrôle interne conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont exécutées en conformité avec les règlements, qu'elles respectent les autorisations du Parlement et qu'elles sont comptabilisées de manière à rendre compte de l'utilisation des fonds du gouvernement. La direction veille également à l'objectivité et à l'intégrité des données de ses états financiers par la sélection appropriée, la formation et le perfectionnement d'employés qualifiés, par une organisation assurant une séparation appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer la compréhension des règlements, des politiques, des normes et des responsabilités de gestion dans tout l'Office.

Les états financiers de l'Office ont fait l'objet d'une vérification par la vérificatrice générale du Canada.

Chef, Opérations financières
(Adjointe, dirigeante principale des finances)
LUCIE PAINCHAUD, CMA

Directrice général, Finances, opérations et technologie
(Dirigeante principale des finances)
LUISA FRATE, CA

le 25 juin 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Coût de l'exploitation	(70 119)	(66 683)	(68 623)	(68 851)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		924		3 948
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(70 119)	(65 759)	(68 623)	(64 903)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations		3 921		3 103
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		114		(131)
Autorisation fournie (employée)	(70 119)	(69 794)	(68 623)	(67 875)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	5 245	1 648
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	3 927	7 410
Autorisation nette employée à la fin de l'exercice	9 172	9 058
Limite de l'autorisation	15 000	15 000
Autorisation non employée reportée	5 828	5 942

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

AU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN ET DES LANGUES OFFICIELLES

J'ai vérifié l'état de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Office au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

De plus, à mon avis, les opérations de l'Office dont j'ai eu connaissance au cours de ma vérification des états financiers ont été effectuées, à tous les égards importants, conformément à la *Loi sur le cinéma* et aux règlements administratifs de l'Office.

Pour la vérificatrice générale du Canada
René Béliveau, CA
directeur principal

Montréal, Canada
le 25 juin 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIFS		
Actifs financiers		
Encaisse	203	220
Montant à recevoir du Trésor	2 251	4 008
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	60	184
Tiers	3 300	2 985
Stocks	269	312
Dépôts	152	71
	6 235	7 780
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	518	467
Immobilisations (note 4)	9 243	9 560
	9 761	10 027
	15 996	17 807

	2010	2009
PASSIFS		
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	1 785	1 274
Tiers	5 201	5 654
Salaires à payer	153	1 576
Indemnités de vacances et provision pour révision salariale	253	1 387
Revenus reportés	69	91
Avantages sociaux futurs (note 5)	5 243	6 417
Obligation découlant de contrats de location - acquisition (note 7)	1 292	2 405
	13 996	18 804
Avoir du Canada	2 000	(997)
Obligations contractuelles et éventualités (notes 9 et 10)		
	15 996	17 807

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par la direction :

Directrice générale, Finances, opérations et technologie
LUISA FRATE

Commissaire du gouvernement à la cinématographie
TOM PERLMUTTER

Approuvé par le conseil d'administration :

Membre
JEROME S. ZWICKER

Membre
YVES DESJARDINS-SICILIANO

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Charges (note 6a)		
Programmation anglaise		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	22 496	23 838
Production commanditée et prévente	1 030	516
	23 526	24 354
Programmation française		
Production de films et d'autres formes de présentations visuelles		
Programme de l'Office	16 850	15 578
Production commanditée et prévente	962	211
	17 812	15 789
Distribution	5 906	8 301
Marketing, accessibilité et rayonnement	13 545	13 742
Développement et applications numériques	3 536	3 225
Services internes	9 062	9 224
	32 049	34 492
Total des charges	73 387	74 635
Revenus (note 6b)		
Institutionnel et éducatif	1 908	1 958
Télévision	933	1 031
Production commanditée et prévente	1 993	727
Consommateur	684	872
Plans d'archives	779	554
Divers	341	471
Salles	66	171
	6 704	5 784
Coût de fonctionnement net	66 683	68 851

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net	(66 683)	(68 851)
Éléments n'affectant pas les sorties (entrées) de fonds :		
Amortissement des immobilisations	3 246	2 773
(Gain) perte sur l'aliénation d'immobilisations	(14)	162
Variation de l'obligation pour indemnités de vacances et provision pour révision salariale	(1 134)	1 139
Variation nette pour avantages sociaux futurs	(1 174)	(127)
Autres variations dans l'actif et le passif	(1 757)	823
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	(67 516)	(64 081)
Activités de financement		
Paiements sur l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	(1 011)	(1 544)
Encaisse utilisée pour les activités de financement	(1 011)	(1 544)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2 925)	(2 049)
Produit de l'aliénation d'immobilisations	15	491
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement	(2 910)	(1 558)
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	(71 437)	(67 183)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'AVOIR DU CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Avoir du Canada, début de l'exercice	(997)	(152)
Coût de fonctionnement net	(66 683)	(68 851)
Encaisse nette fournie par le gouvernement	71 437	67 183
Variation du montant à recevoir du Trésor	(1 757)	823
Avoir du Canada, fin de l'exercice	2 000	(997)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant du ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'Office national du film (« Office ») est un organisme culturel mentionné à l'annexe 1.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le Commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

— produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;

— représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;

— faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;

— conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et

— remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujetti aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables importantes

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'émises par le Bureau du Contrôleur général, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

Crédits parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et de crédits parlementaires votés annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

L'Office est aussi financé en partie par des crédits parlementaires du gouvernement du Canada. Ces crédits sont votés annuellement pour renflouer le Fonds renouvelable des charges d'exploitation admissibles et des acquisitions nettes d'immobilisations. La base sur laquelle les crédits sont consentis à l'Office ne correspond pas aux principes comptables utilisés dans la préparation des états financiers, car ces crédits sont principalement fondés sur les besoins de trésorerie. En conséquence, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux pourvus par les crédits parlementaires. Le rapprochement des deux méthodes de présentation est fait à la note 3.

Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office paie ses frais d'exploitation à même le Trésor, lequel est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds sont versées au Trésor et les débours sont payés à même le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada équivaut à la différence entre la totalité des entrées de fonds et la totalité des débours incluant les transactions avec les divers ministères et organismes du gouvernement fédéral.

Montant à payer au (à recevoir du) Trésor

L'élément « Montant à recevoir du Trésor » représente le montant que l'Office est autorisé à prélever du Trésor, sans crédit supplémentaire, afin de s'acquitter de ses obligations et l'élément « Montant à payer au Trésor » représente le montant que l'Office doit payer au Trésor pour les montants reçus.

Constatation des charges

Toutes les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances sont passées en charge au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Production de films et d'autres formes de présentations visuelles

Tous les coûts de production sont imputés aux charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés et sont présentés à l'état des résultats comme suit :

Programme de l'Office

Tous les coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autre formes de présentation visuelles non commanditées.

Production commanditée et prévente

La portion des coûts engagés pour des productions et des coproductions de films ou autres formes de présentations visuelles correspondant aux montants commandités. L'excédent du coût sur les montants commandités est imputé au programme de l'Office.

Revenus

Les revenus de production de films et d'autres formes de présentations visuelles sont comptabilisés au montant équivalant aux coûts de production commanditée et de prévente dans l'exercice au cours duquel ces coûts sont engagés. Tout profit est reconnu dans l'exercice où la production est terminée.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs de tiers dont le recouvrement est incertain.

Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût des autres copies est imputé aux charges de l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autre	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

L'Office détient une collection de près de vingt miles oeuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 $ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière comme immobilisation pour assurer que le lecteur soit conscient de son existence.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimums exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations détenues par l'Office et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations versées à titre d'employeur représentent le coût complet pour l'Office. Ce montant est équivalent à un multiple des cotisations versées par les employés et pourrait changer au fil du temps selon la situation financière du Régime. Les cotisations de l'Office sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus et représentent l'ensemble de ses obligations en matière de prestations de retraite. L'Office n'est pas tenu à l'heure actuelle de verser des cotisations au titre des insuffisances actuarielles du Régime de retraite de la fonction publique.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est imputé aux résultats de l'exercice au cours duquel elles sont gagnées par les employés. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que les années de service et le statut de

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

l'employé pour calculer la valeur de l'obligation au titre des indemnités de départ. Au cours de l'exercice, l'Office a effectué un examen de sa provision qui a entraîné certaines modifications à sa méthode de calcul. L'examen visait à tenir compte du profil historique des départs volontaires et de mises à pied pour représenter davantage les scénarios probables du futur. Une modification de la méthode de calcul de la provision pour cessation d'emploi représente une révision d'estimation comptable. Les résultats des périodes antérieures n'ont pas été retraités et l'impact sur les résultats et sur l'obligation au titre des indemnités constituées de l'exercice est de 1 410 000 $. Ces indemnités sont pour l'Office la seule obligation de cette nature dont le règlement entraînera des paiements au cours des prochains exercices.

Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'èvénement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation de ces états financiers conformément aux conventions comptables du Conseil du Trésor, qui sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public ainsi qu'aux lignes directrices de fin d'année telles qu'émises par le Bureau du Contrôleur général, exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les revenus et les charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. La durée de vie utile des immobilisations, les provisions pour créances douteuses et l'obligation relative aux indemnités de départ des employés sont les principaux éléments pour lesquels des estimations ont été utilisées. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Ces estimations sont révisées périodiquement et les ajustements, lorsque requis, sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils ont été identifiés.

3. Crédits parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen de crédits parlementaires annuels. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen de crédits parlementaires qui ont été autorisés dans des exercices précédents, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans des exercices futurs. En conséquence, les résultats de fonctionnement nets de l'Office diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants:

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des crédits parlementaires de l'exercice en cours :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net	66 683	68 852
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les crédits :		
Ajouter (déduire) :		
Gain (perte) sur aliénation des immobilisations	15	(162)
Variation de l'obligation pour indemnités de vacance et provision pour révision salariale	1 134	(1 139)
Variation nette pour avantages sociaux futurs	1 173	127
Amortissement des immobilisations	(3 246)	(2 774)
	(924)	(3 948)
Rajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les crédits :		
Ajouter (déduire) :		
Acquisition d'immobilisations	2 925	2 049
Paiements sur l'obligation découlant de contrats de location-acquisition	1 011	1 544
Produit de l'aliénation d'immobilisations	(15)	(491)
	3 921	3 102
Crédits de l'exercice en cours utilisés	69 680	68 006

b) Crédits fournis et utilisés :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Crédit 65—Budget principal des dépenses	65 062	65 042
Budget supplémentaire des dépenses	5 057	3 581
Report de fonds autorisé	(439)	(617)
Crédits de l'exercice en cours utilisés	69 680	68 006

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

c) Rapprochement de l'encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada et des crédits de l'exercice en cours utilisés :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	71 437	67 183
Variation de la situation nette du Trésor		
Variation des comptes débiteurs	(191)	823
Variation des comptes créditeurs	57	(255)
Variation des revenus reportés	(23)	(23)
Autres ajustements	(1 600)	278
Crédits de l'exercice en cours utilisés	69 680	68 006

4. Immobilisations

	(en milliers de dollars)									
	Coût				Amortissement cumulé				2010	2009
	Début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Début de l'exercice	Amortissement	Aliénations et radiations nettes	Fin de l'exercice	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Équipement technique	26 767	824	58	27 534	20 310	2 217	58	22 469	5 065	6 457
Logiciels et équipement informatique	13 628	752	70	14 310	11 260	821	70	12 012	2 298	2 367
Mobilier, équipement de bureau et autre	897			897	812	26		837	60	86
Améliorations locatives	4 501	1 353	203	5 650	3 850	182	203	3 830	1 820	650
Total	45 793	2 929	331	48 391	36 232	3 246	331	39 148	9 243	9 560

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 3 665 932 $ (2009 — 4 150 083 $) moins l'amortissement cumulé de 1 189 286 $ (2009—715 218 $). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 788 465 $ (2009—718 627 $). Les acquisitions des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition se sont élevées à 4 286 $ (2009—3 195 997 $).

5. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

L'Office et tous les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2% par année de services validables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées sur l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du régime. En 2010 les charges s'élèvent à 3 967 902 $ (2009—3 578 307 $), soit environ 2,1 fois (2009—2 fois) les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Suite*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire en fin d'emploi. Ce régime n'étant pas capitalisé d'avance, il ne détient aucun actif et présente un déficit égal à l'obligation au titre des indemnités constituées. Les indemnités seront payées à même les crédits parlementaires futurs. Au 31 mars 2010, les renseignements utiles à l'égard de ce régime sont les suivants :

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités constituées au début de l'exercice	6 417	6 544
Charge pour l'exercice	(397)	772
Indemnités versées au cours de l'exercice	(777)	(899)
Obligation au titre des indemnités constituées à la fin de l'exercice	5 243	6 417

6. a) Charges

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux	39 034	40 071
Services professionnels et spéciaux	10 564	8 854
Location	8 538	8 478
Amortissement des immobilisations	3 246	2 774
Transport et communication	3 111	3 384
Participation en espèces dans les coproductions	2 712	4 016
Matériel et fournitures	2 227	2 293
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire	975	1 102
Réparations et entretien	960	715
Redevances	837	1 236
Information	699	867
Divers	499	683
(Gain) perte sur l'aliénation des immobilisations	(15)	162
	73 387	74 635

b) Revenus

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Copies de films	2 004	2 489
Production commanditée et prévente	1 993	727
Redevances	1 587	1 543
Plans d'archives	779	554
Divers	341	471
	6 704	5 784

7. Obligation découlant de contrats de location-acquisition

L'Office a des ententes pour la location d'équipement technique, informatique et de bureau en vertu de contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant des taux d'intérêt théoriques de 8% à 10%. Les obligations correspondantes sont remboursées pendant la durée des baux de 2 à 5 ans. Les paiements minimums exigibles en vertu des baux pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 totalisent 1 010 601 $ (2009—paiements de 1 543 779 $). Des intérêts de146 903 $ (2009—147 542 $) sont imputés aux résultats.

L'obligation découlant de contrats de location-acquisition comprend les éléments suivants :

	(en milliers de dollars)
Paiements futurs exigibles en vertu des baux :	
2011	451
2012	599
2013	279
2014	70
	1 399
Moins : intérêts théoriques	107
	1 292

8. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et autres sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010, l'Office a loué des locaux du Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC) pour un montant de 7 037 091 $ (2009— 7 170 600 $) et encouru 1 291 433 $ pour les travaux effectués pour la relocalisation du bureau de Vancouver.

Le gouvernement a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficience et l'efficacité de sorte qu'un seul ministère mène sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne sont pas inclus à titre de charge dans l'état des résultats. L'Office reçoit également gratuitement les services de vérification offerts par le Bureau du vérificateur général.

Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Fin*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

9. Obligations contractuelles

L'Office a des baux à long terme pour la location de locaux et d'équipement. Le plus important de ces baux a été conclu avec TPSGC pour les locaux et est en vigueur jusqu'en 2015. Les montants futurs minimaux à verser en loyers pour les cinq prochaines années et subséquentes sont les suivants :

	Locaux	Équipement	Total
	(en milliers de dollars)		
2011	6 722	1 065	7 787
2012	6 502	470	6 972
2013	5 626	187	5 813
2014	5 365	102	5 467
2015-2020	2 894	11	2 905
	27 109	1 835	28 944

Du montant de 27 109 000 $ pour la location de locaux, des ententes totalisant 48 000 $ ont été signées avec des tiers et 27 061 000 $ avec TPSGC.

10. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujettie à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction estime que les règlement final de ces réclamations ne devrait pas avoir d'effet important sur les états financiers.

11. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de Passeport Canada

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA GESTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada exigés par le Conseil du Trésor, conformément à sa politique, concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, l'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international concorde avec les états financiers ci-joints.

La Direction des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes au regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection minutieuse, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

La Direction a présenté les états financiers au vérificateur externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvé par :

Le dirigeant principal des finances et directeur général de la Direction des Services généraux
DENIS FORTIER

La présidente-directrice générale de Passeport Canada
CHRISTINE DESLOGES

le 1er juin 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION (EMPLOYÉE) FOURNIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(40 574)	(15 212)	(28 791)	(40 531)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	16 520	13 272	51 984	19 300
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(24 054)	(1 940)	23 193	(21 231)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Affectation bloquée			(10 000)	
Acquisitions nettes d'immobilisations	10 000	13 477	5 482	13 943
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		(11 104)	27 711	(13 076)
Autorisation fournie (employée)	(34 054)	(4 313)		(22 098)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORISATION NON EMPLOYÉE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(58 366)	(65 618)
Plus : imputation des CAFE sur le crédit après le 31 mars	21 199	25 500
Moins : montants affectés au crédit après le 31 mars	4 542	5 925
autres éléments	2 228	2 207
Autorisation nette employée (fournie) à la fin de l'exercice	(43 937)	(48 250)
Limite de l'autorisation	4 000	4 000
Autorisation non employée reportée	47 937	52 250

Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

AU SOUS-MINISTRE ADJOINT,
SERVICES MINISTÉRIELS, MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2010 et les états des résultats et variation de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été préparés afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du Receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds renouvelable de Passeport Canada. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Passeport Canada au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada décrites à la note 2.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable et le Conseil du Trésor. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Ernst & Young s.r.l/S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 7 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	4 237	4 994
Tiers	305	931
Charges payées d'avance	263	102
Stocks	12 250	14 460
	17 055	20 487
À long terme		
Immobilisations (note 3)		
Au coût	174 358	160 881
Moins : amortissement cumulé	(122 211)	(111 665)
	52 147	49 216
	69 202	69 703

	2010	2009
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	7 709	8 294
Tiers		
Créditeurs	12 278	16 591
Indemnités de vacances	4 160	3 861
Retenues sur paiements aux entrepreneurs	500	375
Revenus reportés	66	88
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	560	512
	25 273	29 721
À long terme		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	20 230	18 157
	45 503	47 878
ACTIF NET (note 4)	23 699	21 825
Obligations contractuelles (note 5)		
	69 202	69 703

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus		
Droits gagnés	290 560	262 898
Revenus divers	237	329
	290 797	263 227
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux	182 464	183 005
Fret, messageries et camionnage	28 655	28 321
Matériel de passport	23 314	19 320
Services professionnels et spéciaux	20 697	15 588
Locaux	14 901	14 705
Amortissement	10 546	13 952
Services de passeports dans les missions à l'étranger (note 6)	4 447	4 447
Télécommunications	3 798	5 194
Entretien et réparations	3 716	3 781
Information	3 665	4 738
Imprimerie, papeterie et fournitures	3 527	3 658
Voyages et déménagements	2 881	3 227
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2 726	3 144
Location	455	447
Divers	160	183
Services postaux et affranchissements	57	48
	306 009	303 758
Résultats nets	(15 212)	(40 531)
Actif net, au début de l'exercice	21 825	33 706
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	7 252	5 938
Apport d'actif	9 834	22 712
Actif net, à la fin de l'exercice (note 4)	23 699	21 825

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	(15 212)	(40 531)
Plus : Provision pour indemnités de cessation d'emploi	2 073	2 481
Amortissement	10 546	13 952
	(2 593)	(24 098)
Variation d'actif et passif à court terme (note 7)	(1 016)	9 391
Ressources financières nettes employées par les activités d'exploitation	(3 609)	(14 707)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(13 477)	(13 943)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(13 477)	(13 943)
Activités de financement		
Apport de capital (note 4)	9 834	22 712
Ressources financières nettes fournies par les activités de financement	9 834	22 712
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice	(7 252)	(5 938)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au début de l'exercice	65 618	71 556
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice (note 4)	58 366	65 618

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le Fonds) a été établi en 1969 pour assurer la délivrance des documents de voyage aux citoyens canadiens et à certains résidents permanents au Canada qui ne peuvent obtenir de passeport valide de leur pays d'origine. La *Loi sur les fonds renouvelables* a autorisé le fonctionnement du Fonds.

Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à même le Trésor jusqu'à un total de 4 000 000 $ aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés. Un montant de 746 000 $, représentant l'actif net pris en charge par le Fonds et les actifs contribués au Fonds, a été imputé à cette autorisation lorsque le Fonds est devenu budgétaire en 1981.

2. Principales conventions comptables

a) Méthode de comptabilisation

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 4 de la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* du Conseil du Trésor et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada pour les raisons suivantes :

— le passif au titre des indemnités de vacances et des prestations de cessation d'emploi est fondé sur les estimations faites par la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;

— les revenus tirés des droits de demande de services de passeports sont comptabilisés au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'il est indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et,

— le financement reçu du Conseil du Trésor au titre d'immobilisations est comptabilisé comme un apport de capital et non pas comme une réduction du coût de ces immobilisations.

b) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

Les revenus reportés sont comptabilisés pour les demandes à l'égard desquelles les droits ont été perçus et déposés, mais qui n'ont pas été vérifiées au 31 mars.

c) Stocks

Les stocks de matières et fournitures sont constatés au coût selon la méthode du coût moyen.

d) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Projets d'immobilisation	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Amélioration locatives	Durée du bail
Mobilier	10 ans
Véhicules	5 ans
Matériel de traitement électronique des données (TED)	3-5 ans
Autres matériel et outillage	5 ans

Les projets d'immobilisations correspondent aux actifs en cours de construction qui ne sont pas amortis. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle du bail ou la durée de vie utile estimative de l'amélioration, selon la période la moins longue.

Le Fonds capitalise les dépenses imputées au projet du Plan de perfectionnement de la technologie (PPT). Les coûts du projet ont été séparés en quatre catégories et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative de chacune des catégories, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Plan de perfectionnement de la technologie (PPT)	
Matériel et outillage	10 ans
Système	4 ans
Mobilier	10 ans
Matériel de traitement électronique des données (TED)	4 ans

e) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Passeport Canada ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, selon les niveaux

Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi, conformément aux conventions collectives et aux conditions d'emploi. Le coût des prestations est comptabilisé à mesure que les prestations sont acquises par les employés.

f) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente loi, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations de l'employé compte tenu des services rendus au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent les obligations de retraite totales du Fonds et sont imputées aux activités sur une base continue. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la loi actuelle, de verser des cotisations pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais imputés au Trésor au titre de l'indexation des paiements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

g) Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants constatés des actifs et passifs, ainsi que sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date du bilan et sur les montants constatés des revenus et dépenses de la période. Les estimations comptables sont utilisées principalement aux fins de l'établissement des indemnités de cessation d'emploi et des charges à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des corrections s'avèrent nécessaires, elles sont comptabilisées dans les états financiers de la période où elles deviennent connues.

h) Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des indemnités de cessation d'emploi. Leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme. À moins d'indication contraire, la direction estime que le Fonds n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt, de change ou de crédit important au titre de ces instruments financiers.

3. Immobilisations et amortissement cumulé :

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	33 877			33 877
Projets d'immobilisations	13 635	9 384	(5 696)	17 323
Améliorations locatives	89 931	3 037	349	93 317
Mobilier	84			84
Matériel de TED	21 495	1 008	5 347	27 850
Véhicules	41			41
Autre matériel et outillage	1 818	48		1 866
	160 881	13 477		174 358

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice	Valeur comptable nette
	(en milliers de dollars)			
Plan de perfectionnement de la technologie	33 877		33 877	
Projets d'immobilisations				17 323
Améliorations locatives	65 409	5 007	70 416	22 901
Mobilier	79	1	80	4
Matériel de TED	11 449	5 211	16 660	11 190
Véhicules	4	8	12	29
Autre matériel et outillage	847	319	1 166	700
	111 665	10 546	122 211	52 147

Les projets d'immobilisations inclut les actifs en construction qui ne sont pas encore amortis.

4. Actif net

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(58 366)	(65 618)
Surplus accumulé	1 591	16 803
Apport de capital	80 474	70 640
	23 699	21 825

Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds :

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie détenue par le gouvernement pour le Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation du surplus de chaque exercice y compris la prise en charge de l'actif net d'ouverture de 746 000 $ au moment de l'établissement du Fonds.

Apport de capital :

Au cours de l'exercice, Passeport Canada a reçu un montant de 9 834 000 $ (9 977 000 $ en 2009) du Conseil du Trésor. pour financer les projets d'immobilisations. En 2009, Passeport Canada avait également reçu un montant de 12 735 000 $ servant à financer un montant forfaitaire versé aux employés en vertu d'une nouvelle convention collective de l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

5. Engagements

Le Fonds loue ses locaux et autres pièces d'équipement de bureau en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en 2018. Les paiements de location minimums futurs annuels sont approximativement comme suit :

	(en milliers de dollars)
2011	48 875
2012	18 538
2013	12 260
2014	9 939
2015	5 395
2016 et après	9 370
	104 377

6. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, au logement et aux services juridiques ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une des fonctions de Passeport Canada, qui est un organisme du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires du MAECI. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de la variation de l'actif net. Pour l'exercice 2010, le Fonds a perçu et remis au MAECI des frais consulaires de 95 055 600 $ (86 603 775 $ en 2009).

En décembre 2008, Service Canada et Passeport Canada ont signé un protocole d'entente visant les coûts liés au traitement de demandes des passeports. Ainsi, pour toutes les demandes traitées par Service Canada à partir de juin 2008, Service Canada facturera un montant de 12,39 $ par demande à Passeport Canada. Ces coûts sont présentés à la rubrique Services professionnels et spéciaux de l'État des résultats et de la variation de l'actif net. En 2010, un montant de 5 096 500 $ (3 700 000 $ en 2009) a été facturé à Passeport Canada par Service Canada pour le traitement de demandes de passeports. En 2009, un montant de 790 000 $ avait aussi été facturé pour des frais initiaux et de formation.

7. Variation d'actif et passif à court terme

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Actifs		
Débiteurs — Gouvernement du Canada	757	10 813
Débiteurs — Tiers	626	(815)
Charges payées d'avance	(161)	4 022
Stocks	2 210	(6 847)
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	(585)	3 721
Tiers — Créditeurs	(4 313)	(1 123)
Tiers — Indemnités de vacances	299	(65)
Tiers — Retenues sur paiements aux entrepreneurs	125	(50)
Revenus reportés	(22)	(265)
Tranche à court terme de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	48	
	(1 016)	9 391

8. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Fonds renouvelable de la production de défense

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Approuvé par :

Chef des finances par intérim,
ALEX LAKRONI

le 31 mai 2010

Sous-ministre adjointe,
Politiques en matière de programmes
Direction générale des approvisionnements
JOHANNE BÉLISLE

le 31 mai 2010

FONDS RENOUVELABLE DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée	100 000	100 000

COMPTE DE PRÊTS DE LA PRODUCTION DE DÉFENSE

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Limite conjointe d'autorisation (note 1)	100 000	100 000
Moins : autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense	100 000	100 000
Autorisation non employée reportée		

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (« Le Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;

b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tel que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et

c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions en aucun temps.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Chef des finances par intérim,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Président-directeur général,
Direction générale des services d'infotechnologie
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
MAURICE CHÉNIER

le 27 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(8 139)	1 891		811
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	3 463	6 455	175	7 266
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(4 676)	8 346	175	8 077
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	2 770	2 109	175	1 910
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	1 644	437		(936)
Autorisation fournie (employée)	(9 090)	5 800		7 103

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(4 721)	(16 162)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	19 365	52 954
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	37 751	54 099
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(23 107)	(17 307)
Limite de l'autorisation (note 1)	40 000	20 000
Autorisation non employée reportée	63 107	37 307

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— *Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et de l'actif (passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Actif		
À court terme		
Fonds en transit	5	
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	27 795	53 738
Tiers	294	361
Autres actifs (note 3)	1 139	2 693
	29 233	56 792
Immobilisations (note 4)	10 155	6 503
	39 388	63 295

	2010	2009
Passif et actif (passif) net		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	2 280	1 039
Tiers	17 082	56 803
Indemnités de vacances et congés compensatoires	1 877	1 619
Autres passifs (note 5)	3	472
	21 242	59 933
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	8 029	6 577
	29 271	66 510
Actif (passif) net (note 6)	10 117	(3 215)
	39 388	63 295

Obligations contractuelles (note 7).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF (PASSIF) NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus (note 8)	260 870	235 931
Coût des ventes	182 954	167 251
Bénéfice brut	77 916	68 680
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	34 041	26 842
Indemnités de cessation d'emploi	1 863	3 668
Services professionnels et spéciaux	26 636	21 304
Amortissement	5 083	2 581
Services ministériels et administratifs	2 413	1 786
Services publics, fournitures et approvisionnements	2 357	4 454
Achat de services de réparation et d'entretien	1 985	5 192
Transports et télécommunications	896	903
Coûts d'occupation	816	813
Intérêts sur les prélèvements du Fonds	59	
Radiations d'immobilisations		410
Autres dépenses	(124)	(84)
	76 025	67 869
Résultats nets	1 891	811
Actif (passifs) net, au début de l'exercice	(3 215)	5 194
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	11 441	(9 220)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	10 117	(3 215)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	1 891	811
Éléments n'utilisant pas l'encaisse		
Amortissement	5 083	2 581
Radiations d'immobilisations		410
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	1 863	3 668
	8 837	7 470
Variations du fonds de roulement (note 9)	(11 132)	6 737
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(411)	(497)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation	(2 706)	13 710
Activités d'investissement		
Immobilisations—acquisitions	(2 109)	(1 910)
Immobilisations—transferts du Crédit	(6 626)	(2 580)
Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement	(8 735)	(4 490)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(11 441)	9 220
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	16 162	6 942
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	4 721	16 162

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique— *Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique (« le Fonds ») fournit des services de réseau et d'infrastructure, des services de télécommunications vocales, des services par satellite, des services de sécurité de la technologie de l'information et des services gérés. Le Fonds a été établi en 1963 sous le nom Fonds renouvelable de l'Agence des télécommunications gouvernementales. En 1994, le nom a été changé à Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique et, en son nom courant depuis 2002-2003. L'autorisation légale du Fonds est l'article 5.2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, le montant total ne devant excéder 20 000 000 $ en aucun temps. Pour 2009-2010, le Fonds a reçu l'approbation du Conseil du Trésor d'augmenter l'autorisation permanente à 40 000 000 $. Le Fonds est en attente d'une décision du Parlement du Canada d'augmenter en permanence l'autorisation permanente continue à 40 000 000 $, à partir du 1er avril 2010.

Pour 2009-2010, le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 9 090 040 $ pour allouer les fonds nécessaires à son programme d'investissement et pour couvrir un déficit attendu (2008-2009 : 3 651 000 $). Le montant utilisé par le Fonds en 2009-2010 est néant (2008-2009 : néant).

Au 1er avril 2009, le Fonds a élargi sa ligne d'affaires en Sécurité de la technologie de l'information pour y inclure les Services d'identification, d'authentification et d'autorisation, ainsi que les Services de communications sécurisées qui étaient auparavant financés par le crédit de la Direction générale des services d'infotechnologie de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Environ vingt-cinq employés à temps plein ont été transférés au Fonds.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif pour les indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services de télécommunications et d'informatique sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds. Les revenus provenant de biens achetés auprès de fournisseurs en systèmes de télécommunications pour le compte des clients sont constatés lorsque ces biens sont livrés aux ministères et organismes fédéraux ou à la clientèle externe. Les services d'identification, d'authentification et d'autorisation réalisés pour la gestion des justificatifs internes (GJI) sont constatés au fur et à mesure que les services sont fournis durant l'année.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

d) Immobilisations

Toutes les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 $ ou plus sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de chaque immobilisation, comme suit :

Catégorie	Durée de vie utile estimative
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

f) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de la rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

g) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers du Fonds.

h) Intérêts sur les prélèvements du Fonds

Des intérêts sont portés contre le Fonds à un taux établi par le ministère des Finances et sont calculés mensuellement sur le solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.

3. Autres actifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	770	2 682
Charges payées d'avance	369	11
	1 139	2 693

4. Immobilisations

Immobilisations	Solde au début de l'exercice	Transferts du crédit	Acquisitions	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Matériel informatique	13 937	21 024	2 109	(259)	36 811
Logiciels informatiques	355	305			660
	14 292	21 329	2 109	(259)	37 471

Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Transferts du crédit	Amortissement de l'exercice courant	Radiations	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)				
Matériel informatique	7 458	14 401	5 057	(259)	26 657
Logiciels informatiques	331	302	26		659
	7 789	14 703	5 083	(259)	27 316
Net	6 503	6 626			10 155

5. Autres passifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Provision pour conventions collectives non signées		469
Saisies—arrêts de traitement	3	3
	3	472

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

6. Actif (passif) net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus, net des déficits, de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	12 947	12 136
Résultats nets	1 891	811
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	14 838	12 947
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice	(4 721)	(16 162)
Actif (passif) net, à la fin de l'exercice	10 117	(3 215)

7. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'un accord d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le Fonds est aussi lié à des contrats avec des fournisseurs de télécommunication. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2011	69 808
2012	42 408
2013	45 495
2014	21 930
2015	2 219
	181 860

8. Revenus

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Services d'infrastructure des données en réseau	115 316	96 647
Services de gestion du réseau d'entreprise du gouvernement	9 011	70 140
Services de communication vocale en réseau	52 692	52 844
Services d'identification, d'authentification et d'autorisation	65 322	
Services de défense du périmètre	8 543	7 574
Services de communications sécurisées	4 167	
Autres revenus	5 819	8 726
	260 870	235 931

9. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	29 233	56 792	27 559
Passif à court terme	21 242	59 933	(38 691)
			(11 132)

10. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courtant.

11. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Chef des finances par intérim,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Sous-ministre adjoint
Direction générale des biens immobiliers
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
JOHN MCBAIN

1e 26 mai 2010

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (NON VÉRIFIÉ) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets	(10 000)	18 995		15 559
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		(212)		(19 266)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation	(10 000)	18 783		(3 707)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		750		(6 931)
Autorisation fournie (employée)	(10 000)	18 033		3 224

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (NON VÉRIFIÉ) AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(143 566)	(85 781)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	343 144	304 755
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	221 341	222 703
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(21 763)	(3 729)
Limite de l'autorisation (note 1)	300 000	150 000
Autorisation non employée reportée	321 763	153 729

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services immobiliers (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Fonds en transit	411	69
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	240 348	203 395
Tiers	13 186	19 308
Autres actifs (note 3)	13 546	9 070
	267 491	231 842

	2010	2009
PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer		
Gouvernement du Canada	22 723	10 227
Tiers	317 790	252 042
Indemnités de vacance et congés compensatoires	11 304	10 973
Autres passifs (note 4)	2 640	9 030
	354 457	282 272
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	43 810	41 556
	398 267	323 828
Passif net (note 5)	(130 776)	(91 986)
	267 491	231 842

Obligations contractuelles (note 6).

Passif éventuel (note 7).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus bruts	1 606 568	1 281 987
Débours recouvrables effectués au nom des clients	1 217 696	937 575
Revenus nets	388 872	344 412
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	220 624	197 351
Indemnités de cessation d'emploi	6 159	1 850
Activités indirectes des Biens immobiliers	80 241	70 331
Services ministériels et administratifs	48 219	44 562
Coûts d'occupation	14 676	13 114
Services professionnels et spéciaux	131	9
Mauvaises créances	(117)	125
Provision pour réclamations		146
Autres dépenses	(56)	1 365
	369 877	328 853
Résultats nets	18 995	15 559
Passif net, au début de l'exercice	(91 986)	(34 555)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(57 785)	(72 990)
Passif net, à la fin de l'exercice	(130 776)	(91 986)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	18 995	15 559
Élément n'utilisant pas l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	6 159	1 850
	25 154	17 409
Variation du fonds de roulement (note 8)	36 536	59 467
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(3 905)	(3 886)
Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du fonds, au cours de l'exercice	57 785	72 990
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	85 781	12 791
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	143 566	85 781

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services immobiliers (« le Fonds ») fournit, selon le principe de la rémunération des services, des services immobiliers optionnels aux autres ministères gardiens ainsi qu'aux ministères et organismes qui demandent d'autres services, en plus de ceux qui sont prévus dans la gamme des services de gestion des locaux et des avoirs fédéraux. Plus particulièrement, le Fonds comprend les activités de génie et d'architecture, de gestion immobilière, de logement et de dessaisissement, et de services de soutien. Le Fonds a été établi en 1980 sous le nom de Fonds renouvelable des Travaux publics. En 1985, le nom a été changé à Fonds renouvelable des services d'architecture, de génie et de l'immobilier et en son nom courant depuis avril 1996. L'autorisation légale du Fonds est l'article 5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés. Jusqu'au 31 mars 2009, le montant total ne devait excéder 150 000 000 $ en aucun temps. Du 1er avril 2009 au 31 mars 2011, cette autorisation permanente continue est augmenté à 300 000 000 $ afin de s'adapter à l'augmentation des paiements suite à l'annonce du budget 2009 par le ministre des Finances sur les investissements dans les projets fédéraux d'infrastructure.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Le principal élément pour lequel des estimations sont faites est le passif pour les indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques et les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de clientèle externe, sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds.

d) Dépenses

Les activités indirectes des Biens immobiliers, les services ministériels et administratifs et les coûts d'occupation sont basés sur les dépenses budgétées du personnel telles qu'établies dans le cadre du budget du programme des services professionnels et techniques et de l'activité de programme Locaux et avoirs fédéraux (LAF) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Dans le cas de la livraison de services à l'activité de programme LAF, le calcul des coûts est ajusté en fin d'exercice afin de refléter le volume réel atteint durant l'exercice.

e) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

f) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Suite*

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de la rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

g) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers du Fonds.

3. Autres actifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	13 529	9 035
Avances aux employés	7	25
Charges payées d'avance	10	10
	13 546	9 070

4. Autres passifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Provision pour conventions collectives non signées		6 724
Dépôts de garantie détenus en fiducie	2 642	28
Fonds de responsabilité professionnelle		2 284
Saisies-arrêts de traitement	(2)	(6)
	2 640	9 030

5. Passif net

Le surplus (déficit) accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars	
Déficit accumulé, au début de l'exercice	(6 205)	(21 764)
Résultats nets	18 995	15 559
Surplus (déficit) accumulé, à la fin de l'exercice	12 790	(6 205)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(143 566)	(85 781)
Passif net, à la fin de l'exercice	(130 776)	(91 986)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour des services immobiliers. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

Exercice se terminant le 31 mars	(en milliers de dollars)
2011	368 200
2012	38 519
2013	32 342
2014	19 548
2015	17 640
2016 et suivants	34 931
	511 180

7. Passif éventuel

Plusieurs réclamations ont été faites auprès du Fonds dans le cours normal des activités. Certaines de ces obligations éventuelles pourraient devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, le passif estimatif et une charge sont comptabilisés dans les états financiers du Fonds. Une réclamation importante dont l'issue future ne peut être déterminée est décrite ci-après.

Une réclamation pour un montant de 39,7 millions de dollars a été déposée contre la Couronne et des tierces parties alléguant la violation présumée d'obligations contractuelles. La Couronne n'est pas en mesure d'évaluer la possibilité d'un règlement et du montant à risque, ni d'estimer le montant d'un règlement quelconque. Aucun passif estimatif n'a été comptabilisé pour cette réclamation dans les états financiers du Fonds.

8. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	267 491	231 842	(35 649)
Passif à court terme	354 457	282 272	72 185
			36 536

Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Fonds renouvelable des services optionnels

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des services optionnels tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers, incombe à la direction du Fonds. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleurs estimations et jugements de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le Rapport ministériel sur le rendement concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de gestion financière, de comptabilité et de rapports. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

À l'exception de l'état de l'autorisation fournie et du rapprochement de l'autorité non employée, la direction a présenté les états financiers aux vérificateurs externes qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers. L'état de l'autorisation fournie et celui du rapprochement de l'autorité non employée n'ont pas été vérifiés puisque ce n'est pas exigé par la politique du Conseil du Trésor.

Approuvée par :

Chef des finances par intérim,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
ALEX LAKRONI

le 28 mai 2010

Sous-ministre adjointe,
Politiques en matière de programmes
Direction générale des approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
JOHANNE BELISLE

le 26 mai 2010

ÉTAT DE L'AUTORISATION FOURNIE (EMPLOYÉE) (non vérifié) POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Résultats nets		62		(1 846)
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds		405		(3 009)
Fonds provenant (employés) de l'exploitation		467		(4 855)
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs et de passifs		3		(2 019)
Autorisation fournie (employée)		464		(2 836)

RAPPROCHEMENT DE L'AUTORITÉ NON EMPLOYÉE (non vérifié) AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2010	2009
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds	(14 198)	(10 095)
Plus : imputation des CAFE sur le compte du crédit après le 31 mars	9 876	11 349
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars	(128)	4 984
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice	(4 194)	(3 730)
Limite de l'autorisation (note 1)	35 000	35 000
Autorisation non employée reportée	39 194	38 730

Fonds renouvelable des services optionnels—*Suite*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À LA CHEF ADJOINTE DE LA SURVEILLANCE, BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable des services optionnels (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 6.4 de la politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les règles comptables décrites dans la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et du Conseil du Trésor afin de se conformer à l'article 6.4 de la politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés,
experts-comptables autorisés

Ottawa, Canada
le 31 mai 2010

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS

(en milliers de dollars)

	2010	2009		2010	2009
ACTIF			PASSIF ET PASSIF NET		
À court terme			À court terme		
Fonds en transit	3	2 802	Créditeurs et charges à payer		
Débiteurs			Gouvernement du Canada	140	200
Gouvernement du Canada	1 043	1 349	Tiers	9 736	9 162
Tiers	3 241	3 635	Autres passifs (note 4)	160	193
Autres actifs (note 3)	54	71		10 036	9 555
			Provision pour indemnités de cessation d'emploi	805	761
				10 841	10 316
			PASSIF NET (note 5)	(6 500)	(2 459)
	4 341	7 857		4 341	7 857

Obligations contractuelles (note 6).
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—*Suite*

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DU PASSIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Revenus (note 7)	109 778	109 704
Coût des ventes	102 205	101 420
Bénéfice brut	7 573	8 284
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux	3 932	3 682
Indemnités de cessation d'emploi	59	34
Services professionnels et spéciaux	2 106	5 232
Services ministériels et administratifs	685	547
Coûts d'occupation	470	470
Services publics, fournitures et approvisionnements	112	21
Information	80	13
Transports et télécommunications	36	78
Location	15	14
Achat de services de réparation et d'entretien	4	3
Autres dépenses	12	36
	7 511	10 130
Résultats nets	62	(1 846)
Passif net, au début de l'exercice	(2 459)	(775)
Ressources financières nettes employées (fournies) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	(4 103)	162
Passif net, à la fin de l'exercice	(6 500)	(2 459)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS
(en milliers de dollars)

	2010	2009
Activités d'exploitation		
Résultats nets	62	(1 846)
Élément n'utilisant pas l'encaisse		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi	59	34
	121	(1 812)
Variations du fonds de roulement (note 8)	3 997	1 732
Paiements de la provision pour indemnités de cessation d'emploi	(15)	(82)
Ressources financières nettes fournies (employées) par les activités d'exploitation et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice	4 103	(162)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice	10 095	10 257
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	14 198	10 095

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds renouvelable des services optionnels—*Suite*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des services optionnels (« le Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères clients, comme le service d'approvisionnement en communication, la gestion des voyages et les services centraux de déménagement. De plus, le Fonds achète des vaccins et des médicaments pour le compte des provinces et des territoires. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits nº 4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, le montant total ne devant excéder 35 000 000 $ en aucun temps.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables établies par le Conseil du Trésor et les exigences de rapport du receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public puisque le passif pour les indemnités de cessation d'emploi est basé sur une estimation provenant de la direction pour ce passif plutôt que sur des évaluations actuarielles.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Utilisation d'estimations

Les états financiers dressés conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada comprennent des estimations et des hypothèses de la direction qui touchent les montants d'actif et de passif en date des états financiers et les montants de revenus et de frais présentés au cours des exercices indiqués. Le principal élément pour lequel des estimations sont faites est le passif pour les indemnités de cessation d'emploi. Les résultats réels pourraient différer des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

c) Constatation des revenus

Les recouvrements du programme d'inoculation sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe sur la base proportionnelle des biens livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont identifiées.

Les revenus générés sur les recouvrements à titre de services de communication, d'impression et d'audio-visuel sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

Les recouvrements de la gestion du transport comprennent des commissions sur les voyages et des services centraux de déménagement. Les commissions sur les voyages et les recouvrements sur les services centraux de déménagement sont constatés sur une base d'utilisation.

d) Régime de retraite

Les dispositions de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires* s'appliquent aux employés du Fonds. La part du régime de retraite assumée par le gouvernement du Canada est incluse dans le montant imputé au Fonds au titre des avantages sociaux. Les paiements réels de pension sont tirés des comptes de pension de la fonction publique et de prestations de retraite supplémentaires.

e) Indemnités de cessation d'emploi, congés annuels et congés compensatoires

Les indemnités de cessation d'emploi s'accumulent avec les années de service au gouvernement du Canada tel que prévu dans les conventions collectives. Les coûts estimés de ces indemnités sont imputés aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

Le passif pour les congés annuels et les congés compensatoires est calculé aux niveaux de la rémunération en vigueur à la fin de l'exercice pour tous les crédits de congés annuels et compensatoires non utilisés accumulés par les employés.

Fonds renouvelable des services optionnels—*Fin*

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS—*Fin*

f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui sont pas payables. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états financiers du Fonds.

3. Autres actifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe sur les produits et services	51	70
Avances aux employés	3	1
	54	71

4. Autres passifs

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Indemnités de vacance et congés compensatoires	160	112
Provision pour conventions collectives non signées		81
	160	193

5. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus, net des déficits, de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds. L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, au début de l'exercice	7 636	9 482
Résultats nets	62	(1 846)
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	7 698	7 636
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice	(14 198)	(10 095)
Passif net, à la fin de l'exercise	(6 500)	(2 459)

6. Obligations contractuelles

Le Fonds loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre le Fonds et Travaux publics et Services gouvernementaux Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Le fonds est aussi lié à des obligations contractuelles en vertu de services en communication. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
Exercice se terminant le 31 mars	
2011	561
2012	506
2013	496
2014	82
	1 645

7. Revenus

	2010	2009
	(en milliers de dollars)	
Recouvrements du programme d'inoculation	75 835	68 497
Recouvrements de la gestion du transport	29 703	37 232
Recouvrements de communication, d'impression et d'audio-visuel	4 218	3 898
Programme d'analyse comparative	22	77
	109 778	109 704

8. Variations du fonds de roulement

	2010	2009	Variations
	(en milliers de dollars)		
Actif à court terme	4 341	7 857	3 516
Passif à court terme	10 036	9 555	481
			3 997

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice courant.

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*

SOMMAIRE

Page

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes 2.2
Créances—radiations ou renonciations 2.9
Avances à justifier. 2.14
Pertes de fonds et de biens publics. 2.18

Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP).

SOMMAIRE DES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

	Montant*
	$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (ARTICLE 23)—	
Agence du revenu du Canada	1 115 332 383
Patrimoine canadien—	
Ministère	22 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	433 847 811
Citoyenneté et Immigration—	
Ministère	523 254
Environnement—	
Ministère	42 973
Pêches et Océans —	
Ministère	813 918
Justice—	
Ministère	5 063 113
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	404 936 053
Gendarmerie royale du Canada	283 095
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1 644 688
TARIF DES DOUANES (ARTICLE 115)—	
Sécurité publique et Protection civile—	
Agence des services frontaliers du Canada	88 995 888
Total	2 051 505 176

* Voir le détail à l'état suivant intitulé «Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes».

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES

Description du décret	Montant
	$
EN VERTU DE L'ARTICLE 23 DE LA LGFP	
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
CP 1976-1026 du 6 mai 1976, accordait une remise d'impôt à payer en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu* relativement à certaines réserves pour redevance de Syncrude.	44 511
CP 1990-2848, 21 décembre 1990, décret de remise visant les projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis, prévoit une remise des taxes d'accise, des droits d'accise, de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente harmonisée (TVH) sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada et les produits, immeubles ou services fournis au gouvernement des États-Unis ou à ses mandataires autorisés, ou à un ministère du gouvernement du Canada ou à une Société d'État agissant pour le compte du gouvernement des États-Unis.	5 772
CP 1990-2854, 21 décembre 1990, décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères fédéraux, prévoit pour les ministères fédéraux une remise de la TPS payée ou due sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussions sur les recettes nettes que le gouvernement conserve à la fin.	1 106 883 028
CP 1992-1052, 14 mai 1992, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, accorde une remise de certains impôts sur le revenu ou de la TPS payés ou dus par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	2 388 788
CP 1992-2399, 19 novembre 1992, décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise*), accorde une remise de la TPS/TVH payée ou due sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	4 420 407
CP 1994-568, 14 avril 1994, décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*; la remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	34 254
CP 1994-585, 14 avril 1994, décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), accorde la remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement dans les revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	22 250
CP 1995-0197, 7 février 1995, accordait une remise d'impôt sur le revenu aux Indiens du Yukon, pour certaines terres du Territoire du Yukon que le Canada s'est engagé à considérer comme des réserves aux fins de l'impôt sur le revenu.	8 321
CP 1997-1529, 23 octobre 1997, décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens (1997), accorde la remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS payés ou dus par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	778 251
CP 2003-910, 12 juin 2003, accordait une remise de l'impôt fédéral et de la taxe sur les produits et services aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	229 281
CP 2003-989, 18 juin 2003, décret de remise visant l'établissement indien du Camp Ipperwash (2003), accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou à payer par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash.	71 060
C.P 2003-990, 18 juin 2003, prise du décret de remise visant les établissements Innus du Labrador (2003) qui accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la taxe de vente harmonisée aux Premières nations innues de Shesatshiu et de Mushuau, leurs membres et d'autres personnes, vivant à deux établissements innus au Labrador précisés.	95 732
CP 2007-105, 29 janvier 2007, décret de remise nº 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre. Sur recommandation de la ministre du Revenu national et du ministre du Commerce international et en vertu du paragraphe 23(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, décret de remise nº 2 des droits sur les remboursements de dépôts douaniers à l'égard des produits de bois d'oeuvre, ci-après.	3 248
CP 2009-0170, 5 février 2009, accordait une remise d'impôt sur le revenu de 527,91$ ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Catherine Bland pour l'année d'imposition 1990.	2 206

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 2009-0299, 26 février 2009, accordait une remise d'impôt sur le revenu de 2 891$ ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Wendy Drever pour l'année d'imposition 2002.	3 862
CP 2009-377, 5 mars 2009, décret de remise visant Les Filles de la Sagesse d'Ontario, accorde une remise au titre de la TPS payée sur des services de traiteur exonérés qui on été fournis à un établissement de santé au cours de la période commençant le 1er octobre 1992 et se terminant le 23 novembre 1993.	6 151
CP 2009-378, 5 mars 2009, décret de remise visant la Maison Accueil-Sagesse, accorde une remise au titre de la TPS payée sur des services de traiteur exonérés qui ont été fournis à un établissement de santé au cours de la période commençant le 24 novembre 1993 et se terminant le 31 mars 1996.	11 043
CP 2009-431, 26 mars 2009, décret de remise visant Lorie A. Poirier, accorde une remise au titre de la TPS payée relativement à un remboursement pour habitations neuves refusé.	4 779
CP 2009-0671, 30 avril 2009, accordait une remise de 3 860,61$, ainsi que les intérêts s'y rapportant, payés ou à payer par Sherri-Lee Merson, pour l'année d'imposition 2003.	3 861
CP 2009-0878, 4 juin 2009, accordait une remise de 588 $, ainsi que les intérêts s'y rapportant payés ou à payer par Jared Torgerson, pour l'année d'imposition 1992.	1 874
CP 2009-0951, 11 juin 2009, accordait une remise d'une partie d'impôt sur le revenu, ainsi que les intérêts payés ou à payer par Pierre Gosselin ou sa succession pour les années d'imposition 1991 à 2000 et 2003 à 2005.	28 500
CP 2009-0968, 11 juin 2009, accordait une remise d'un montant de 16 143 $ au titre de la prestation fiscale canadienne pour enfants qui a été versé par erreur à Nelly Bituala-Mayala pour les années d'imposition de base 2003 et 2004, alors qu'elle n'y avait pas droit	16 143
CP 2009-1014, 18 juin 2009, décret de remise visant Laurie's Recycling & Waste Services Inc., accorde une remise, en plus des intérêts et de la pénalité, au titre de la TPS percevable relativement à la fourniture de services pour la collecte des déchets au cours de la période du 1er avril 2004 au 30 juin 2004.	24 716
CP 2009-1224, 30 juillet 2009, accordait à Rosa Amorim une remise d'une somme d'impôt sur le revenu de 2 839 $, de la pénalité de 1 422,85 $ ainsi que les intérêts, payés ou à payer par elle pour l'année d'imposition 1991.	34 163
CP 2009-1225, 30 juillet 2009, accordait la remise d'une somme d'impôt sur le revenu de 16 930,61 $ payé ou à payer par Margaret Brule pour les années d'imposition 1991 à 1995 et des pénalités payées ou à payer par elle pour les années d'imposition 1992 à 1995, ainsi que les intérêts y afférents.	27 340
CP 2009-1226, 30 juillet 2009, décret de remise visant Gagné Lessard Sports Inc., accorde une remise, en plus des intérêts et de la pénalité, au titre de la TPS percevable relativement à des produits que des consommateurs non-résidents ont exportés aux États-Unis au cours de la période du 1er octobre 2000 au 30 juin 2002.	55 276
CP 2009-1540, 9 septembre 2009, décret de remise visant Évasion Hors Piste Inc., accorde une remise, en plus des intérêts et de la pénalité, au titre de la TPS percevable relativement à des produits que des consommateurs non-résidents ont exportés aux États-Unis au cours de la période du 1er septembre 2001 au 28 février 2003.	37 244
CP 2009-1541, 9 septembre 2009, décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, prévoit une remise des droits de douane, des droits d'accise de la TPS/TVH et de la taxe d'accise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada et à leur personnel affecté au Canada à titre temporaire.	27 245
CP 2009-1720, 8 octobre 2009, décret de remise visant Adel Karadsheh, accorde une remise à titre de crédit de taxe sur les intrants, notamment de la TPS, relativement à l'achat d'un taxi en août 1998.	1 369

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 2009-1754, 22 octobre 2009, décret de remise visant Liard First Nation, accorde une remise à titre de remboursement de la TPS relativement à des activités de la gestion de la bande au cours de la période du 1er avril 1998 au 31 mars 2000.	31 174
CP 2009-1895, 26 novembre 2009, décret de remise visant Michael Renshaw, accorde une remise de 8 837.46$ payée ou à payer pour l'année d'imposition 1994 à titre d'intérêts en vertu de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.	8 837
CP 2009-1987, 10 décembre 2009, accordait une remise à Jean Fortin de la somme de 1 095,28$, payée ou à payer par lui pour l'année d'imposition 2004 au titre de l'impôt exigible en vertu de la partie I la *Loi de l'impôt sur le revenu*, ainsi que des intérêts afférents.	1 095
CP 2009-1988, 10 décembre 2009, accordait une remise à Scott Franko des sommes d'impôt sur le revenu de 2 169$, 3 755,90$ et 1 636,65 $ pour les années d'imposition 1989, 1990 et 1991, respectivement, ainsi que des intérêts afférents, de la pénalité de 292,81$ pour l'année d'imposition 1989, ainsi que des intérêts d'imposition tous les intérêts restants pour l'année d'imposition 1990, payés ou à payer par Scott Franko au titre de la partie I de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.	10 119
DC 2004-0178, 7 avril 2004, remise des intérêts et pénalités au nom de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour les années d'imposition 2003 à 2006.	4 359
DC 2006-0518, 5 mai 2006, remise des intérêts et pénalités au nom de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour les années d'imposition de 2006 à 2008.	4 942
DC 2007-155, 30 mars 2007, remise des intérêts et pénalités au nom de la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour l'année d'imposition 2006.	45
DC 2009-0929, 29 septembre 2009, remise des intérêts et pénalités au nom de la province de l'Alberta pour les années d'imposition 1992 à 2008.	354
DC 2010-0120, 20 janvier 2010, remise des intérêts et pénalités au nom de la province de Colombie-Britannique pour l'année d'imposition 2002.	783
Total	1 115 332 383

Description du décret	Montant
	$
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	
CP 2009-1415, 6 octobre 2009, pouvoir d'annuler une dette à la suite de la négociation d'un règlement à l'amiable avec les payeurs de droits de licence de radiodiffusion de la partie II.	22 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
CP 2009-1715, 17 octobre 2009, sur recommandation du ministre du Patrimoine canadien et du Conseil du Trésor et en vertu du paragraphe 23(2.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil, estimant que l'intérêt public le justifie, fait remise, sous réserve du désistement, avant le 9 octobre 2009, des appelants—titulaires au sens de l'article 1 du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion—dans la cause pendante devant la Cour suprême du Canada portant le numéro de dossier 32703, des sommes suivantes : les droits de licence de la partie II à payer par tout titulaire, aux termes de l'alinéa 3b) de ce règlement au plus tard le 30 novembre 2007, le 30 novembre 2008 et le 30 novembre 2009 pour les années de rapport 2006, 2007 et 2008 ainsi que les intérêts visés à l'article 4 de ce même règlement à verser au regard de ces droits.	433 847 811
Total	433 869 811
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	
CP 2006-0366, le 11 mai 2006 a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit le remboursement du montant de 485$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	523 254
ENVIRONNEMENT	
Ministère	
CP 2009-0874, 4 juin 2009, décret de remise visant le Centre d'interprétation de la nature Cape Jourimain autorisait la remise du montant du loyer dû entre 2000 et 2007 aux termes du bail conclu le 16 mars 2000.	42 973

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Suite*

Description du décret	Montant
	$
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
CP 2008-1671 du 5 septembre 2008, remise des droits de services à la navigation maritime (DSNM) de la Garde côtière canadienne aux navires commerciaux qui effectuent des trajets maritimes dans les eaux canadiennes entre des endroits situés au nord du 60º de latitude Nord et ceux situés au sud du 60º de latitude Nord.	100 000
CP 2009-967, 11 juin 2009, remise à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants de traversiers sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglaçage fournis par la Garde Côtière canadienne du 1er avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes.	713 918
Total	813 918
JUSTICE	
Ministère	
CP 1994-269, le 16 février 1994, amendement du règlement concernant la saisie-arrêt de sommes fédérales pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires, fait pour conseil CP 1988-473 du 17 mars 1988 que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	5 063 113
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Agence des services frontaliers du Canada	
CP 1964-5000 du 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello.	613
CP 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	151 762
CP 1974-2522 du 19 novembre 1974, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	180 137
CP 1976-1884 du 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période que les marchandises sont au Canada.	252 178
CP 1976-2984 du 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	392 905
CP 1978-1136 du 13 avril 1978, remise des droits de douane sur les navires affrétés par la CN Marine Corporation pour le service de transbordeurs de la région de l'Atlantique.	157
CP 1978-3762 du 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne internationale.	242 302
CP 1979-395 du 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	20 062
CP 1982-1994 du 30 juin 1982, remise de la TPS sur des aéronefs civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparées à l'étranger.	129 864 816
CP 1983-2525 du 10 août 1983, remise des droits de douane et de la TPS sur l'eau-de-vie, le vin ou les matières aromatiques contenant une quantité d'eau-de-vie importée aux fins de mélange dans une distillerie avec de l'eau-de-vie en entrepôt.	273 224 510
CP 1984-867 du 15 mars 1984, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	101 601
CP 1985-277 du 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données.	14
CP 1985-2954 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par la poste.	1
CP 1985-2955 du 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par des services de messageries.	133 556
CP 1987-1044 du 21 mai 1987, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	335 945
CP 1988-1203 du 17 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des pâtes.	44
CP 1990-2848 du 21 décembre 1990, remise des droits y compris la taxe sur les produits et services sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	480

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Suite*

Description du décret	Montant
	$
CP 1990-2849 du 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de la Pâque d'une catégorie non disponible au Canada.	34 505
CP 1992-2397 du 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'aéronefs étrangers.	465
	404 936 053
Gendarmerie royale du Canada	
CP 2006-387 17 mai 2006, décret de remise de droits applicables aux armes à feu (permis) lequel prévoit le remboursement des droits relatifs au renouvellement de permis d'armes à feu.	283 095
Total	405 219 148
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
CP 2009-1654, 1er octobre 2009, le décret accorde aux centres d'entreprise des femmes de la Saskatchewan et du Manitoba une remise des sommes dues à Sa Majesté par suite du non-respect de l'alinéa 4(iii) des modalités de l'accord de contribution lié à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs, car le recouvrement des sommes est jugé déraisonnable. Ce décret vise le Centre d'entreprise des femmes du Manitoba et Women Entrepreneurs of Saskatchewan Inc.	1 644 688
EN VERTU DE L'ARTICLE 115 SUR LE TARIF DES DOUANES	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Agence des services frontaliers du Canada	
CP 1988-1242 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur des chemises à col façonné importées par les fabricants de chemises.	53 800
CP 1988-1244 du 23 juin 1988, remise des droits de douane et de la TPS sur les blouses et les chemisiers importés par les fabricants de blouses et de chemisiers et les fabricants de coordonnés.	64 375
CP 1991-1129 du 13 juin 1991, remise des droits sur les marchandises acquises aux États-Unis et importées au Canada par des résidents d'Akwesasne, par les propriétaires ou les exploitants de magasins communautaires dûment autorisés et par le Conseil mohawk d'Akwesasne ou un organisme autorisé par celui-ci.	3 588
CP 1995-132 du 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratives.	107 723
CP 1995-1202 du 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	47 151
CP 1997-830 du 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné.	9 856 314
CP 1997-2054 du 29 décembre 1997, remise d'une partie des droits de douane à certains fabricants sur des tissus écrus pour vêtements de dessus importés au Canada.	1 561 220
CP 1997-2055 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de chemises à col façonné sur des tissus pour chemises à fils teints ou écrus.	3 494
CP 1997-2056 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de vêtements de dessus sur des vêtements de dessus.	1 936 099
CP 1997-2057 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de blouses et chemisiers ou coordonnés pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés.	13 546 990
CP 1997-2058 du 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de tissus pour vêtements de dessus sur des tissus pour vêtements de dessus.	17 500
CP 1998-1456 du 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	19 144
CP 2001-2283 du 13 décembre 2001, remise des droits de douane et de la TPS pour certains couturiers canadiens qui confectionnent des vêtements pour hommes et pour femmes.	412 729
CP 2004-535 du 3 mai 2004, remise des droits de douane diminués en application du Règlement sur la diminution ou la suppression des droits de douane sur les navires, à l'égard de l'importation d'unités mobiles de forage au large.	40 014 641

DÉTAIL SUR LES REMISES DE TAXES, DROITS, PÉNALITÉS ET AUTRES DETTES — *Fin*

Description du décret	Montant
	$
CP 2008-815 (A&B) du 1mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes - en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire - sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	698 450
CP 2008-1766 - F0001, F0002 et F0003 du 20 novembre 2008, remise des droits de douane, des taxes d'accise et de la totalité ou d'une partie sur les produits et services sur les marchandises importées temporairement pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010. . . .	20 652 670
Total	88 995 888

Créances—radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement telle que décrite à i) *a), b)* et *c)*—

a) L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

b) L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article sus-mentionné.

c) Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.

ii) Une approbation du Conseil du Trésor— L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.

iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire—

a) L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.

b) L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.

c) L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

Code	
A	Radiations
B	Renonciations
C	Remises
D	Dispenses

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES—										
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE										
Ministère	A	686	5 544 137						686	5 544 137
Agence canadienne d'inspection des aliments	A	190	140 998						190	140 998
Commission canadienne des grains—										
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	A	3	139						3	139
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE										
Ministère	A/D	140	29 690 653						140	29 690 653
Prêts aux entreprises de Terre-Neuve et du Labrador—										
Capital	A					7b	8	456 680	8	456 680
Intérêts	A					7b	8	279 053	8	279 053
AGENCE DU REVENU DU CANADA	A	148 998	1 843 441 749						148 998	1 843 441 749
PATRIMOINE CANADIEN										
Ministère	A	49	791 263			*	1	22 000	50	813 263
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	C/D	2	304			*	1	433 847 811	3	433 848 115
Office national du film—										
Fonds renouvelable de l'Office national du film	A	22	57 300						22	57 300
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION										
Ministère	A/C	81	55 847			*	1 079	523 254	1 160	579 101
Prêts consentis aux immigrants	A					7b	3 013	820 949	3 013	820 949
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	A	17	5 355 870						17	5 355 870
ENVIRONNEMENT										
Ministère	A/C/D	1 072	76 514			*	1	42 973	1 073	119 487
Agence Parcs Canada	A/D	8	134 776						8	134 776
FINANCES										
Ministère	A	6	3 106						6	3 106
PÊCHES ET OCÉANS	A/C/D	143	90 933			*	2	813 918	145	904 851
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministère	A/D	60	652 413						60	652 413
Fonds renouvelable de Passeport Canada	A	18	1 524						18	1 524
Agence canadienne de développement international	A/B	11	2 271 794			32c	1	16 147 699	12	18 419 493
SANTÉ										
Ministère	A	103	601 942						103	601 942
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	A/D	12 508	94 691 324						12 508	94 691 324
Compte des rentes sur l'État	A					7c	935	84 434	935	84 434
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN										
Ministère	A	24	4 588 136						24	4 588 136

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Suite*

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
INDUSTRIE										
Ministère	A/D	35	5 638 117						35	5 638 117
Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle	A	1	1 575						1	1 575
Agence spatiale canadienne	A	5	17 479						5	17 479
Conseil national de recherches du Canada	A	62	8 933 445						62	8 933 445
Statistique Canada	A	2	53						2	53
JUSTICE										
Ministère	C					*	63 897	5 063 113	63 897	5 063 113
Cour suprême du Canada	A	14	1 749						14	1 749
DÉFENSE NATIONALE										
Ministère	A	693	117 046 283						693	117 046 283
RESSOURCES NATURELLES										
Ministère	A/D	825	939 226						825	939 226
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	D	5	1 106						5	1 106
Commission canadienne de sûreté nucléaire	A	13	18 480						13	18 480
CONSEIL PRIVÉ										
Directeur général des élections	A	37	46 614						37	46 614
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE										
Agence des services frontaliers du Canada	A/D	727	42 861 822						727	42 861 822
Service canadien du renseignement de sécurité	D	22	66						22	66
Service correctionnel	A	253	9 676						253	9 676
Fonds renouvelable CORCAN	A	3	46 150						3	46 150
Commission nationale des libérations conditionnelles	A	2	6 307						2	6 307
Gendarmerie royale du Canada	C					*	4 881	283 095	4 881	283 095
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX										
Ministère	A/D	7	372 567						7	372 567
Pension de retraite	A	31	111 273						31	111 273
TRANSPORTS										
Ministère	A	1 429	396 213						1 429	396 213
CONSEIL DU TRÉSOR										
École de la fonction publique du Canada	A	17	21 870						17	21 870
ANCIENS COMBATTANTS	A	440	319 599						440	319 599
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	A/C	8	1 098 154			*	2	1 644 688	10	2 742 842
		168 772	*2 166 078 546*				*73 829*	*460 029 667*	*242 601*	*2 626 108 213*
LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ—										
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	A	6	438 916						6	438 916
AGENCE DU REVENU DU CANADA	A	24 614	352 946 774						24 614	352 946 774
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	A	43	4 801 984						43	4 801 984
INDUSTRIE										
Statistique Canada	A	3	1 840						3	1 840

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Suite*

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
TRANSPORTS										
Ministère	A	33	7 481						33	7 481
		24 699	*358 196 995*						*24 699*	*358 196 995*
LOI SUR LE FINANCEMENT DES PETITES ENTREPRISES DU CANADA—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	2 020	102 640 434						2 020	102 640 434
LOI FÉDÉRALE SUR L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	B	149 467	89 549 192						149 467	89 549 192
LOI FÉDÉRALE SUR LES PRÊTS AUX ÉTUDIANTS—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	B	371	14 820						371	14 820
LOI SUR LES MESURES DE RÉINSERTION ET D'INDEMNISATION DES MILITAIRES ET VÉTÉRANS DES FORCES CANADIENNES—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	18	111 843						18	111 843
LOI SUR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	1	108 387 738						1	108 387 738
LOI SUR LE MINISTÈRE DES ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	170	282 845						170	282 845
LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	A/B	85 823	49 948 007						85 823	49 948 007
LOI SUR LA TAXE D'ACCISE—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA[2]	B	6 450	102 255 939						6 450	102 255 939
LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS—										
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL										
Ministère	B	1	6 603 528 658						1	6 603 528 658
LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU—										
AGENCE DU REVENU DU CANADA[2]	B/D	254 423	389 350 553						254 423	389 350 553

CRÉANCES—RADIATIONS OU RENONCIATIONS—*Fin*

		Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
	Code[1]	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
			$		$			$		$
LOI SUR LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE—										
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES										
Ministère	C	2 975	4 872 504						2 975	4 872 504
LOI SUR LE PARLEMENT DU CANADA —										
PARLEMENT										
Chambre des communes	A	9	1 636						9	1 636
LOI SUR LES PENSIONS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	57	404 906						57	404 906
LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES—										
INDUSTRIE										
Ministère	A	27	789 338						27	789 338
LOI SUR LES ALLOCATIONS AUX ANCIENS COMBATTANTS—										
ANCIENS COMBATTANTS	B	2	14 075						2	14 075
		695 285	9 976 428 029				73 829	460 029 667	769 114	10 436 457 696
SOMMAIRE—										
Radiations	A	278 448	2 782 688 741				3 964	1 641 116	282 412	2 784 329 857
Renonciations	B	188 278	6 952 252 601				1	16 147 699	188 279	6 968 400 300
Remises	C	2 975	4 872 504				69 864	442 240 852	72 839	447 113 356
Dispenses	D	225 584	236 614 183						225 584	236 614 183
		695 285	9 976 428 029				73 829	460 029 667	769 114	10 436 457 696

* Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.

(1) Voir l'introduction ci-dessus.

(2) Renonciation afférente au dossier Équité provenant des lois déterminées.

Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

AVANCES À JUSTIFIER

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2010		Avances réglées en avril 2010		Avances en circulation au 30 avril 2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	82	53 355	74	38 925	8	14 430
Commission canadienne du lait	1	400			1	400
Agence canadienne d'inspection des aliments	254	77 512	205	68 756	49	8 756
Commission canadienne des grains	21	7 399	21	7 399		
	358	*138 666*	*300*	*115 080*	*58*	*23 586*
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	*21*	*8 594*	*19*	*6 650*	*2*	*1 944*
AGENCE DU REVENU DU CANADA	*2 096*	*1 909 764*	*462*	*375 284*	*1 634*	*1 534 480*
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	83	65 088	36	45 453	47	19 635
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	1	1 200	1	1 200		
Bibliothèque et Archives du Canada	29	8 475	1	62	28	8 413
Office national du film	99	75 892	55	53 921	44	21 971
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	4	1 400			4	1 400
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2	1 000			2	1 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1	500			1	500
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1	300			1	300
	220	*153 855*	*93*	*100 636*	*127*	*53 219*
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	195	434 529	53	266 821	142	167 708
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	4 650	1	1 100	9	3 550
	205	*439 179*	*54*	*267 921*	*151*	*171 258*
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	*27*	*7 050*	*1*	*200*	*26*	*6 850*
ENVIRONNEMENT						
Ministère	194	167 961	7	11 023	187	156 938
Agence canadienne d'évaluation environnementale	7	2 800			7	2 800
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	2	1 000			2	1 000
Agence Parcs Canada	260	196 405	3	1 400	257	195 005
	463	*368 166*	*10*	*12 423*	*453*	*355 743*
FINANCES						
Ministère	12	18 117	6	9 916	6	8 201
Vérificateur général	6	1 950	6	1 950		
Tribunal canadien du commerce extérieur	1	500	1	500		
Agence de la consommation en matière financière du Canada	1	200			1	200
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	7	5 750			7	5 750
Bureau du surintendant des institutions financières	15	18 800	3	6 000	12	12 800
	42	*45 317*	*16*	*18 366*	*26*	*26 951*

AVANCES À JUSTIFIER—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2010		Avances réglées en avril 2010		Avances en circulation au 30 avril 2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
PÊCHES ET OCÉANS	*357*	*248 973*	*349*	*231 123*	*8*	*17 850*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère	585	1 636 341	257	667 538	328	968 803
Agence canadienne de développement international	153	341 790	131	270 390	22	71 400
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	1	400			1	400
Commission mixte internationale	3	1 811	3	1 811		
	742	*1 980 342*	*391*	*939 739*	*351*	*1 040 603*
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	*5*	*4 600*			*5*	*4 600*
SANTÉ						
Ministère	216	101 191	159	57 297	57	43 894
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	3	900	3	900		
Instituts de recherche en santé du Canada	41	186 300			41	186 300
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1	300			1	300
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1	500	1	500		
Agence de la santé publique du Canada	45	15 587	40	12 650	5	2 937
	307	*304 778*	*203*	*71 347*	*104*	*233 431*
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère	475	205 465	335	108 595	140	96 870
Conseil canadien des relations industrielles	11	3 100			11	3 100
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1	800			1	800
	487	*209 365*	*335*	*108 595*	*152*	*100 770*
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	85	123 468	1	800	84	122 668
Commission canadienne des affaires polaires	1	600			1	600
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	2	1 000	2	1 000		
Greffe du Tribunal des revendications particulières	1	500			1	500
	89	*125 568*	*3*	*1 800*	*86*	*123 768*
INDUSTRIE						
Ministère	142	85 999	136	83 163	6	2 836
Agence spatiale canadienne	15	21 704	10	12 152	5	9 552
Conseil national de recherches du Canada	41	40 450			41	40 450
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	80	339 000			80	339 000
Greffe du Tribunal de la concurrence	1	500			1	500
Conseil de recherches en sciences humaines	2	800			2	800
Statistique Canada	25	84 793	8	29 620	17	55 173
	306	*573 246*	*154*	*124 935*	*152*	*448 311*
JUSTICE						
Ministère	75	6 024 981	7	1 381	68	6 023 600
Commission canadienne des droits de la personne	4	2 300	4	2 300		
Tribunal canadien des droits de la personne	1	500	1	500		
Commissaire à la magistrature fédérale	51	1 612 011	5	190 298	46	1 421 713
Service administratif des tribunaux judiciaires	49	8 935	49	8 935		
Bureau du directeur des poursuites pénales	17	4 019			17	4 019
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	5	2 200			5	2 200
Cour suprême du Canada	4	16 650			4	16 650
	206	*7 671 596*	*66*	*203 414*	*140*	*7 468 182*

AVANCES À JUSTIFIER—*Suite*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2010		Avances réglées en avril 2010		Avances en circulation au 30 avril 2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	13 184	32 822 578	4 852	7 438 372	8 332	25 384 206
Comité des griefs des Forces canadiennes	1	500			1	500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1	500			1	500
	13 186	*32 823 578*	*4 852*	*7 438 372*	*8 334*	*25 385 206*
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	410	228 370	399	210 369	11	18 001
Commission canadienne de sûreté nucléaire	7	2 167			7	2 167
Office national de l'énergie	1	850	1	850		
Administration du pipe-line du Nord	1	400	1	400		
	419	*231 787*	*401*	*211 619*	*18*	*20 168*
PARLEMENT						
Sénat	17	6 300			17	6 300
Chambre des communes	9	10 645	5	4 471	4	6 174
Bibliothèque du Parlement	8	2 350			8	2 350
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	1	500			1	500
Conseiller sénatorial en éthique	1	250			1	250
	36	*20 045*	*5*	*4 471*	*31*	*15 574*
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	48	22 435	9	3 664	39	18 771
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	6	2 800	1	600	5	2 200
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	13	8 200			13	8 200
Directeur général des élections	8	2 300			8	2 300
Commissariat aux langues officielles	13	3 700	13	3 700		
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1	300			1	300
	89	*39 735*	*23*	*7 964*	*66*	*31 771*
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	28	14 850			28	14 850
Agence des services frontaliers du Canada	778	836 742	17	22 477	761	814 265
Service canadien du renseignement de sécurité	1	5 000 000	1	5 000 000		
Service correctionnel	203	210 115	5	4 188	198	205 927
Commission nationale des libérations conditionnelles	9	4 775			9	4 775
Bureau de l'enquêteur correctionnel	2	500			2	500
Gendarmerie royale du Canada	2 202	10 302 478	1 086	7 565 704	1 116	2 736 774
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1	250			1	250
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	2	800			2	800
	3 226	*16 370 510*	*1 109*	*12 592 369*	*2 117*	*3 778 141*
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	*314*	*513 272*	*242*	*403 815*	*72*	*109 457*
TRANSPORTS						
Ministère	194	119 019	192	117 758	2	1 261
Office des transports du Canada	8	7 700			8	7 700
Bureau de l'infrastructure du Canada	1	600			1	600
Tribunal d'appel des transports du Canada	3	3 700			3	3 700
	206	*131 019*	*192*	*117 758*	*14*	*13 261*

AVANCES À JUSTIFIER—*Fin*

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2010		Avances réglées en avril 2010		Avances en circulation au 30 avril 2010	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		$		$		$
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	17	10 295	4	2 807	13	7 488
École de la fonction publique du Canada	25	17 858			25	17 858
Commissariat au lobbying	1	200	1	200		
Commissariat à l'intégrité du secteur public	1	1 000	1	1 000		
	44	*29 353*	*6*	*4 007*	*38*	*25 346*
ANCIENS COMBATTANTS	*99*	*47 974*	*95*	*45 446*	*4*	*2 528*
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	*10*	*7 750*	*1*	*3 200*	*9*	*4 550*
Total	23 560	64 404 082	9 382	23 406 534	14 178	40 997 548

Pertes de fonds et de biens publics

Les informations sur les pertes de fonds et de biens publics sont exigées en vertu de la politique du Conseil du Trésor sur les pertes de deniers et infractions et autres actes illégaux commis contre la Couronne.

PERTES DE REVENUS SUITE À UNE FRAUDE OU À UNE FAUSSE DÉCLARATION INTENTIONNELLE — DÉCOUVERTES OU DÉTECTÉES EN 2009-2010

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)					
Impôt sur le revenu	116	7 428 731	1 969 105	1 073 144	4 386 482
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	115	7 265 375	1 688 648	1 337 156	4 239 571
Autres pertes administrées	5	111 065		30 700	80 365
	236	*14 805 171*	*3 657 753*	*2 441 000*	*8 706 418*
Causes devant les tribunaux (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux estimé par l'ARC)					
Impôt sur le revenu	387	129 435 165		(1)	(1)
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	199	73 590 341		(1)	(1)
Autres pertes administrées	14	4 262 947		(1)	(1)
	600	*207 288 453*			
	836	222 093 624	3 657 753	2 441 000	8 706 418
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes*—					
Non déclaration/Contrebande	38	328 773	147 948	42 083	138 742
Fausse déclaration—Valeur	13	6 533 702	15 166	4 314	6 514 222
Autres infractions	9	24 296	10 933	3 110	10 253
	60	6 886 771	174 047	49 507	6 663 217
	896	228 980 395	3 831 800	2 490 507	15 369 635

(1) Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2009-2010	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère					
Perte de petite caisse (1 cas)	1	253		253	
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Emploi non autorisé de la carte d'achat	30	1 582			1 582
Déficits de caisse de revenus	30	13		13	
Commission canadienne des grains					
Utilisation frauduleuse de la carte de voyage d'employés par une personne autre que le titulaire de la carte (2 cas)		1 428	1 428		
Usage inapproprié de la carte de voyage d'employés (4 cas)		13 472	7 971		5 501
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère					
Vol de petite caisse		269		269	
Un double de chèque encaissé par un employé		188		188	
Réclamations frauduleuses concernant une entente de contribution		208 148	30 182	177 966	
AGENCE DU REVENU DU CANADA					
Déficits de caisse	1	870		870	
Déclaration frauduleuse sur une déclaration d'impôt	1	16 720	950		15 770
Réclamation de déplacement faussée	1	811			811
Falsification de documents	1	480			480
Déclaration frauduleuse pour remboursement	1	52 031			52 031
Utilisation non autorisée de carte de voyage de l'ARC (14 cas)	1	22 732	22 732		
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère					
Déficits de caisse (8 cas)		567		567	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada					
Utilisation frauduleuse de la carte d'achat ministérielle par une personne autre que le titulaire de la carte (2 cas)	10	31 635	31 635		
ENVIRONNEMENT					
Ministère					
Perte de petite caisse		100		100	
Vol de fonds publics		40			40
Agence Parcs Canada					
Déficits de caisse	25	53 084	36 511	16 573	
Perte ou vol des recettes (dépôt quotidien 1 cas)	25	400		400	
Perte ou vol des recettes (dons du Centre de Nature)	25	1 000		1 000	
Perte ou vol d'avance de voyage permanente	25	500		500	
Faux billet reçu (1 cas)	25	20		20	
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère					
Endossement frauduleux de chèques	1	61 039	24 881		36 158
Usage frauduleux d'une carte d'achat	1	2 500			2 500
Usage frauduleux d'une carte d'achat dû à un vol d'identité (11 cas)	1	6 418	6 418		
Perte des recettes	1	220		220	
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée (10 cas)	1	21 165	15 270		5 895
Emploi non autorisé d'un téléphone cellulaire de l'État	1	300			300

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2009-2010	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère					
Vol de petite caisse	1	362		362	
Fausse monnaie dans le dépôt bancaire (5 cas)	1	170		170	
Vol d'essence	1	600		600	
Déficit du compte caisse de AF 2000	1	3 601		3 601	
Perte de fonds lors d'un transit (3 cas)	1	5 453		5 453	
Perte de revenus consulaires (3 cas)	1	1 328		1 328	
Perte de fonds lors d'un voyage officiel (2 cas)	1	1 462		1 462	
Déficit de caisse		100		100	
Perte de fonds d'urgence		519	519		
Fausses réclamations médicales (2 cas)		5 325		5 325	
Mauvaise utilisation de la carte d'achat		400	400		
Perte de revenus consulaires (3 cas)		28 734		28 734	
Agence canadienne de développement international					
Demande de subventions et de contributions faussées ou falsifiées	30	703 000			703 000
Réclamations de paiement frauduleuses	30	154 454			154 454
Usage personnel d'un téléphone cellulaire	25	3 736			3 736
Vol et utilisation de livrets de coupons de taxi	25	624		624	
SANTÉ					
Ministère					
Utilisation frauduleuse de carte d'achat de l'État (1 cas)	1	208		208	
Demandes de contributions faussées ou falsifiées (3 cas)	10	8 399 000	553 198		7 845 802
Trop-payés - Fournisseur de services de santé aux non assurés (5 cas)	1	10 683 689			10 683 689
Demandes de prestations frauduleuses (2 cas)	1	251 000			251 000
Fausse réclamation d'heures supplémentaires et usage inapproprié de coupons de taxi (1 cas)	1	30 000			30 000
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas)	1	19 222			19 222
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère					
Déficits de caisse (10 cas)	1	191		191	
Fausse monnaie reçue (4 cas)	1	11		11	
Perte de coupons de transport en commun (2 cas)	1	4		4	
Perte de recettes (1 cas)	1	10		10	
Achats frauduleux sur carte d'achat du gouvernement (1 cas)	1	68		68	
Vol de recettes (1 cas)	1	493		493	
Réclamations frauduleuses pour des prestations d'assurance-emploi (112 561 cas)	(S)	119 124 773	21 721 005	14 467	97 389 301
Réclamations frauduleuses du régime de pension du Canada (292 cas)	(S)	606 033	93 274	19	512 740
Réclamations frauduleuses de la sécurité de la vieillesse (15 cas)	(S)	606 989	44 092		562 897
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas)	(S)	6 500	900		5 600
Réclamations frauduleuses du programme de protection des salariés (24 cas)	(S)	21 928	11 455		10 473
Réclamations frauduleuses du programme canadien de prêts aux étudiants (19 cas)	(S)	137 572	6 440	43 263	87 869
Accès frauduleux aux fonds publics (subventions et contributions) (1 cas)	5	80 000	10 000		70 000

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2009-2010	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère					
Réclamation de déplacement falsifiée		2 258	1 000		1 258
Perte d'argent des traités	1	609		609	
INDUSTRIE					
Ministère					
Usage personnel de coupons de taxi		1 328		1 328	
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère					
Pertes de fonds publics HMCS Iroquois		420			420
Pertes de fonds publics ASU Edmonton (2 cas)		71			71
Pertes d'avances permanentes Dundurn - vol soupçonné		21 000		21 000	
Pertes de fonds publics BFC Kingston		800			800
Pertes d'avances permanentes BFC Halifax - vol soupçonné		300		300	
Pertes de fonds publics 8 Wing Trenton - vol		3 870			3 870
Pertes d'avances permanentes FOI Afghanistan (5 cas)		19 803	862	18 941	
Pertes de fonds publics FOI Afghanistan (5 cas)		587			587
Pertes d'avances permanentes BFC Borden - vol soupçonné		4 200		4 200	
Perte de revenu de la vente de billets de repas à BFC Esquimalt		386		386	
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère					
Vol d'une carte d'essence ARI Canada (1 cas)	1	3 000		3 000	
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat du gouvernement (1 cas)	1	6 438	6 204		234
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère					
Vol de coupons de taxi (2 cas)	1	5 509	325	50	5 134
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Agence des services frontaliers du Canada					
Vol d'argent (2 cas)	10	3 800			3 800
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat (1 cas)	10	2 091			2 091
Vol d'un fond de caisse (2 cas)	10	40		40	
Perte de petite caisse (4 cas)	10	902	700	202	
Utilisation fauduleuse d'un compte de courrier (1 cas)	10	348			348
Service correctionnel					
Vol de petite caisse	2	700		500	200
Mandat bancaire frauduleux	1	1 000	1 000		
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX					
Fraude - Caisse de retraite de la fonction publique		112 807	108 552		4 255
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi (3 cas)	1	26 077	90	3 077	22 910
Programme des commandites		6 988 140	233 180	6 754 960	
Emploi frauduleux d'une carte d'achat	1	4 087	2 099		1 988
Réclamation invalide d'heures supplémentaires	(S)	1 800	1 470		330
Perte de recettes	1	23 650		23 650	
Trop-payés—Caisse de retraite de la fonction publique		211 459	78 927	34 554	97 978

PERTES DE FONDS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION, UN ACTE ILLÉGAL OU UN ACCIDENT — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Fin*

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2009-2010	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$
Receveur général—Direction du contrôle du remboursement des chèques					
Chèques du receveur général incluants les mandats de l'assurance emploi et les chèques de la Banque du Canada—					
Endossements faux (5 260 cas)		3 879 976	3 842 679	37 297	
Endossements irréguliers (202 cas)		133 373	133 373		
Non endossés (1 560 cas)		1 406 383	1 406 383		
Paiements électroniques mal dirigés		2 380 557	1 345 148	1 035 409	
Autres (514 cas)		2 837 729	2 797 295	40 434	
Comptes de banques des ministères—					
Non endossés (1 cas)		260	260		
TRANSPORTS					
Ministère					
Usage personnel de coupons de taxi	1	9 072		9 072	
Réclamations de déplacement falsifiées (7 cas)	1	7 939			7 939
ANCIENS COMBATTANTS					
Demandes frauduleuses de prestations en vertu de la *Loi sur les pensions*	10	2 807		2 807	
Demandes frauduleuses de paiement présentées par un fournisseur ou un entrepreneur	1	2 524		2 524	
Demandes frauduleuses de prestations pour heures supplémentaires présentées par un employé	1	3 170			3 170
		159 486 814	32 578 808	8 299 772	118 608 234

(S) Autorisation législative.

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dommage à une propriété de l'État suite à un vol (2 cas)	900		900	
Dommage à une propriété de l'État suite à du vandalisme (3 cas)	2 813		2 813	
Dommage à un véhicule de l'État suite à un vol (4 cas)	4 313		4 313	
Perte de BlackBerry (14 cas)	8 386		8 386	
Vol de BlackBerry (1 cas)	599		599	
Vol d'appareil photographique (1 cas)	200		200	
Vol d'essence (1 cas)	100		100	
Vol de carte graphique (1 cas)	100		100	
Vol d'appareil de chauffage (4 cas)	155		155	
Vol d'ordinateur portatif (13 cas)	12 772		12 772	
Vol de luminaire (2 cas)	155		155	
Vol de faucheuse (1 cas)	300		300	
Vol de PalmPilot (3 cas)	1 050		1 050	
Vol de nettoyeur à pression (1 cas)	1 650		1 650	
Vol de projecteur (1 cas)	2 255		2 255	
Vol de rouanne (1 cas)	200		200	
Vol de panneau solaire (1 cas)	250		250	
Commission canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme au véhicule de l'État (57 cas)	29 168		29 168	
Vol d'ordinateur portatif (1 cas)	1 434		1 434	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'une entrée par effraction	802	502	300	
Vol d'équipement technique	1 700		1 700	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Dommage à un véhicule de l'État (6 cas)	4 268		4 268	
Vol de téléphone (2 cas)	552		552	
Vol d'équipement et pièces informatiques (19 cas)	14 682		14 682	
Vol de BlackBerry (3 cas)	999		999	
Vol de coupons de taxi (1 cas)	870		870	
Vol de bicyclette (1 cas)	370		370	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif (1 cas)	1 299		1 299	
Dommage à un édifice lors d'une entrée par effraction	2 143		2 143	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Vol d'un lecteur Blu-ray	215		215	
Office national du film				
Vol d'un projecteur	8 000		8 000	
Téléfilm Canada				
Vol d'un ordinateur portatif	2 500		2 500	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Dommage à une porte lors d'une entrée par effraction	250		250	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Perte de BlackBerry (1 cas)	400		400	
Vol d'équipement technique (1 cas)	78		78	
Vol d'équipement informatique (2 cas)	1 600		1 600	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommage à un édifice lors d'une entrée par effraction	336		336	
Dommage à la jauge suite à l'enlèvement du régulateur d'azote et vol d'un réservoir au Mountsberg Creek à Mountsberg Reservoir	300		300	
Dommage à un véhicule de l'État (3 cas)	1 398		1 398	
Dommage à un véhicule de l'État et vol de biens publics lors d'une entrée par effraction	5 296		5 296	
Dommage aux propriétés et vol d'équipment lors d'entrée par effraction (2 cas)	1 900		1 900	
Perte d'un BlackBerry (4 cas)	830			830
Perte d'une remorque, VTT	875		875	
Perte d'une remorque, motoneige	9 462		9 462	
Vol de téléphone cellulaire	180			180
Vol de téléphone cellulaire lors d'une entrée par effraction d'un véhicule (2 cas)	200		100	100
Vol d'un appareil photo numérique	100			100
Vol de tasses d'Environnement Canada	10		10	
Vol d'équipement lors d'une entrée par effraction	1 050		1 050	
Vol d'équipement lors d'une entrée par effraction d'un véhicule et dommage à un véhicule de l'État	2 600		2 600	
Vol d'équipement	375		375	
Vol d'un ordinateur portatif (6 cas)	8 100		3 000	5 100
Vol d'un ordinateur portatif lors d'une entrée par effraction d'un véhicule et dommage à un véhicule de l'État	1 250		1 250	
Vol de projecteur lors d'une entrée par effraction	12 000		12 000	
Vol de panneaux solaires	1 800		1 800	
Vandalisme aux installations appartenant à l'État	190		190	
Vandalisme sur un véhicule de l'État (2 cas)	3 080		3 080	
Vandalisme sur un terrain	500		500	
Vandalisme d'un compteur électrique à Grindstone et Aldershot	400		400	
Agence Parcs Canada				
Incendie de mobilier urbain (1 cas)	1 500		1 500	
Incendie de salle de toilettes (2 cas)	29 400		29 400	
Vol d'un BlackBerry (1 cas)	125		125	
Vol de tondeuses à gazon (3 cas)	9 200		9 200	
Vol d'un coupe-herbe (1 cas)	200		200	
Vol d'un véhicule tout terrain (1 cas)	9 000	9 000		
Vol d'un vilebrequin à glace (1 cas)	451		451	
Vol d'un moteur hors-bord (2 cas)	16 952		16 952	
Vol d'ordinateurs (2 cas)	3 500		3 500	
Vol d'équipement (3 cas)	5 300		5 300	
Vol d'huile à chauffage (1 cas)	400		400	
Vol d'équipements de sauvetage (1 cas)	220		220	
Vol de panneaux de signalisation (1 cas)	100		100	
Vol de motoneiges (2 cas)	23 698		23 698	
Vol d'outils et d'extincteurs (11 cas)	2 220		2 220	
Vol d'équipement vidéo (1 cas)	10 770		10 770	
Vandalisme sur des bâtiments (26 cas)	13 885		13 885	
Vandalisme à la propriété (1 cas)	3 200		3 200	
Vandalisme sur une clôture et une porte (1 cas)	320		320	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
Vandalisme sur un véhicule du gouvernement (1 cas)	1 121		1 121	
Vandalisme aux équipements de parc (11 cas)	8 440		8 440	
Vandalisme sur des tables de picnic, poubelles et banc du secouriste (1 cas)	2 180		2 180	
Vandalisme sur des panneaux de signalisation (3 cas)	1 570		1 570	
Vandalisme sur des puits de lumière (1 cas)	840		840	
Vandalisme sur des fenêtres (1 cas)	1 100		1 100	
Vandalisme sur du mobilier urbain (5 cas)	1 625		1 625	
FINANCES				
Ministère				
Vol d'ordinateur portatif (2 cas)	5 400		5 400	
Vérificateur général				
Vol d'un BlackBerry	200		200	
Vol de microphones (2 cas)	200		200	
Vol d'un récepteur	500		500	
Bureau du surintendant des institutions financières				
Vol d'équipement	1 200		1 200	
PÊCHES ET OCÉANS				
Ministère				
Dommages à des édifices lors d'entrée par effraction	21 727		21 727	
Dommages à un conteneur lors de vols d'objets de récupération (3 cas)	350		350	
Dommages à une clôture lors de tentative d'entrée par effraction	1 000		1 000	
Vol d'un appareil photographique	556		556	
Vol de matériel informatique (9 cas)	14 296		14 296	
Vol d'équipement électronique (6 cas)	3 021		3 021	
Vol d'équipement de terrain (6 cas)	8 585		8 585	
Vol d'essence	75		75	
Vol d'équipement d'incubation	1 000		1 000	
Vol d'un gyrophare	500		500	
Vol de motoneige et remorque (2 cas)	20 600		20 600	
Vandalisme aux aides à la navigation (7 cas)	10 401		10 401	
Vandalisme sur un édifice	200		200	
Vandalisme sur des véhicules d'État (4 cas)	1 405		1 405	
Vandalisme sur une clôture	1 795		1 795	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Vol d'équipement	1 691			1 691
Vol de véhicule	35 951		35 951	
Ordinateur portatif perdu (2 cas)	2 886			2 886
Agence canadienne de développement international				
Perte d'équipement de communication (13 cas)	3 502		3 502	
Vol d'ordinateur portatif (4 cas)	6 130		6 130	
Vol d'équipement d'ordinateur (6 cas)	2 435		2 435	
Vol de fournitures de bureau - clés USB (4 cas)	125		125	
SANTÉ				
Ministère				
Vol de papeterie et fournitures de bureau (2 cas)	3 050		3 050	
Vol d'ordinateurs portatifs (6 cas)	20 000		20 000	
Vol d'équipement audiovisuel (1 cas)	12 700		12 700	
Vol de périphériques d'ordinateur portatif (1 cas)	2 100		2 100	
Perte de téléphone cellulaire (2 cas)	200		200	
Perte/vol de BlackBerry (7 cas)	700		700	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
Perte d'un ordinateur portatif (5 cas)	6 749		6 749	
Perte d'une souris sans fil et d'un clavier (1 cas)	300		300	
Perte de câbles d'ordinateur (1 cas)	50		50	
Perte d'un dosimètre (1 cas)	200		200	
Instituts de recherche en santé du Canada				
Vol du BlackBerry d'un employé pendant un voyage en Chine	600		600	
Agence de la santé publique du Canada				
Pertes d'ordinateurs portatifs (3 cas)	6 500		6 500	
Pertes de 2 accessoires ANP et d'une souris	1 161		1 161	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs (20 cas)	32 686		32 686	
Vol d'ordinateur (1 cas)	660		660	
Vol de moniteurs (2 cas)	653		653	
Vol de BlackBerry (1 cas)	100		100	
Vandalisme aux véhicules de l'État (4 cas)	894		894	
Vandalisme sur de l'équipement de bureau (2 cas)	585		585	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Vol d'un BlackBerry (4 cas)	650		650	
Pièce manquante dans un ordinateur	564		564	
Vol d'un ordinateur portatif (3 cas)	3 381		3 381	
Vandalisme sur les véhicules automobiles du gouvernement	596		596	
Vol de l'ordinateur portatif d'un employé	1 490		1 490	
INDUSTRIE				
Ministère				
Vol d'écran d'ordinateur (2 cas)	1 263		1 263	
Vol d'ordinateur portatif (8 cas)	10 453		10 453	
Vol de BlackBerry (1 cas)	200		200	
Vol d'émetteur-récepteur (1 cas)	1 687		1 687	
Perte de projecteur (11 cas)	15 885		15 885	
Perte de BlackBerry (13 cas)	2 346		2 346	
Perte de téléphone cellulaire (9 cas)	419		419	
Perte d'ordinateur portatif (15 cas)	16 687		16 687	
Vol de clés d'édifice (1 cas)	991		991	
Vol de sac d'ordinateur portatif (1 cas)	150		150	
Perte d'écran d'ordinateur (62 cas)	7 800		7 800	
Perte d'appareil électro-ménager (3 cas)	28		28	
Perte de purificateur d'air (1 cas)	617		617	
Perte de téléviseur (2 cas)	159		159	
Perte de système de son (4 cas)	1 563		1 563	
Perte de lecteur microfiche (1 cas)	54		54	
Perte d'appareil photographique (8 cas)	2 897		2 897	
Perte de déchiquetteuse (4 cas)	3 253		3 253	
Perte de facsimilé (4 cas)	2 038		2 038	
Perte d'ordinateur (126 cas)	53 327		53 327	
Perte d'équipement d'ordinateur (5 cas)	2 635		2 635	
Perte de scanner (5 cas)	762		762	
Perte d'équipement de mesure (25 cas)	17 576		17 576	
Perte d'équipement de communication (25 cas)	24 884		24 884	
Perte d'imprimante (14 cas)	4 826		4 826	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
Agence spatiale canadienne				
Vol d'ordinateur portatif (1 cas)	1 500		1 500	
Conseil national de recherches du Canada				
Vol d'ordinateurs portatifs (5 cas)	10 725		10 725	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
Vol d'un ordinateur portatif	865		865	
Statistique Canada				
Vol de matériel informatique	5 054		5 054	
JUSTICE				
Ministère				
Vol d'ordinateurs portatifs	4 500		4 500	
Vol d'un BlackBerry	500		500	
Commissaire à la magistrature fédérale				
Vol d'équipement technique	7 363		7 363	
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Vol d'un ordinateur portatif dans une aire publique au palais de justice de Vancouver (1 cas)	1 850		1 850	
Cour suprême du Canada				
Vol d'un terminal de poche (1 cas)	630		630	
Vol des décorations de Noël (1 cas)	8 400		8 400	
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Vol d'effets militaires (3 961 articles)	252 629	1 285	251 344	
Vol d'équipement de transport (6 articles)	24 522		24 522	
Vol de machinerie (1 article)	1 476		1 476	
Vol d'équipement de télécommunication (7 articles)	83 948		83 948	
Vol d'équipement électronique (5 articles)	1 208		1 208	
Vol d'équipement technique (36 articles)	43 683		43 683	
Vol d'outils (8 articles)	1 870	58	1 812	
Vol d'armes et accessoires (55 articles)	3 193	75	3 118	
Vol d'équipement spécifique aux militaires (47 articles)	29 680	1 162	28 518	
Vol d'équipement non spécifique aux militaires (54 articles)	13 655	120	13 535	
Vol d'ordinateurs (6 articles)	15 907		15 907	
Vol d'ordinateurs portatifs (5 articles)	13 425	250	13 175	
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Vol d'un ordinateur portatif (3 cas)	7 256		7 256	
Vol de téléviseur (2 cas)	2 813		2 813	
Vol de BlackBerry (2 cas)	750		750	
Vol de GPS, appareil photo numérique, ordinateur portatif d'un véhicule (1 cas)	7 000		7 000	
Vol de creusets en platine (1 cas)	30 000		30 000	
PARLEMENT				
Chambre des communes				
Vol d'ordinateur portatif (2 cas)	4 102	1 618	2 484	
Vol d'un téléphone cellulaire	700		700	
Bibliothèque du Parlement				
Vol d'équipement (5 cas)	1 027		1 027	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère				
Vol d'un ordinateur portatif	749		749	
Directeur général des élections				
Perte d'un BlackBerry (1 cas)	500		500	
Perte d'un téléphone cellullaire (3 cas)	300		300	
Vol d'un ordinateur portatif (2 cas)	2 964		2 964	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Agence des services frontaliers du Canada				
Vol d'uniformes (13 cas)	3 064	1 128	1 936	
Vol de composante d'uniforme (15 cas)	1 573		1 573	
Vol de BlackBerry/téléphone cellulaire (5 cas)	1 258		1 258	
Dommages à la propriété (2 cas)	914		914	
Vol d'équipement (2 cas)	426		426	
Service correctionnel				
Dommage suite à un incendie (11 cas)	1 370		1 370	
Dommage suite à une perturbation causée par des détenus (29 cas)	113 806	1 677	112 129	
Perte d'actifs en inventaire (344 cas)	131 555	716	130 839	
Vol d'ordinateur (1 cas)	903		903	
Vol de fournitures (46 cas)	2 823	2 410	413	
Vandalisme sur la propriété et sur l'équipement (1 505 cas)	99 662	4 644	91 156	3 862
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (49 cas)	257 706	12 750	160 702	84 254
Vandalisme sur des sites de communications (2 cas)	4 252		4 252	
Dommage à la propriété de l'État (5 cas)	3 621	376	3 245	
Vol de propriété de l'État	289		289	
Vol de GPS (2 cas)	500		500	
Vol d'ordinateurs/équipement (12 cas)	3 673		3 673	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Vol d'un BlackBerry (3 cas)	1 049		1 049	
Vol d'équipement informatique (19 cas)	19 917		19 917	
Vol d'équipement de télécommunication	100		100	
Vol d'outils	1 573		1 573	
Vandalisme sur un édifice (9 cas)	14 733		14 733	
Vandalisme sur du mobilier (2 cas)	1 652		1 652	
TRANSPORTS				
Ministère				
Vandalisme sur des véhicules de l'État (3 cas)	3 147		3 147	
Vol d'ordinateurs portatifs (6 cas)	8 836	1 760	7 076	
Vol d'appareil photo numérirque	250		250	
Vol d'un système de positionnement global	300		300	
Vol d'un casque	285		285	
Vol d'équipement et de gants spécialisés	397		397	
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Vol de projecteurs de plafond (2 cas)	21 650		21 650	
École de la fonction publique du Canada				
Perte d'un projecteur	2 140		2 140	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE INFRACTION OU AUTRE ACTE ILLÉGAL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
ANCIENS COMBATTANTS				
Vol d'un téléphone cellulaire (2 cas)	95		95	
Vol d'un Blackberry (2 cas)	880		880	
Vol d'équipement informatique	1 830		1 830	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Perte d'équipement (1 cas)	367		367	
	2 013 216	39 531	1 874 682	99 003

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Dommage à un pulvérisateur (1 cas)	1 088		1 088	
Dommage à un véhicule de l'État (49 cas)	30 949		30 949	
Dommage à un lampadaire (1 cas)	2 652	2 652		
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (111 cas)	133 024	16 970	110 885	5 169
Commission canadienne des grains				
Dommages à un émetteur-récepteur	925		925	
Perte d'un téléavertisseur	104		104	
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident	121		121	
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (11 cas)	7 472	900	6 572	
Dommage à un tapis et une chaise (1 cas)	3 000		3 000	
Dommages à de l'équipement audiovisuel (2 cas)	3 000		3 000	
Perte de BlackBerry (11 cas)	3 490		3 490	
Perte d'équipement et de pièces informatiques (15 cas)	1 420		1 420	
Perte de téléphone cellulaire (6 cas)	863		863	
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Perte d'un BlackBerry (1 cas)	472		472	
Bibliothèque et Archives du Canada				
Perte d'une pièce d'équipement de son lors d'un déménagement (1 cas)	35 000		17 500	17 500
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme				
Perte d'un adapteur intelligent	59		59	
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère				
Perte d'un appareil photo numérique	300		300	
Perte de BlackBerry (4 cas)	1 950		1 950	
Perte d'une bannière de citoyenneté	430		430	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
Perte de BlackBerry (2 cas)	100		100	
Perte d'un ordinateur portatif (1 cas)	300		300	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (4 cas)	4 821		4 821	
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Dommages à un Blackberry et carte d'accès/identité causé par un feu dans un véhicule	58			58
Dommage à un véhicule de l'État - Navette	4 000			4 000

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
Dommage à un véhicule de l'État lors de l'embarquement d'un bateau sur la remorque	3 000		3 000	
Ouverture de coffre fort et remplacement de la serrure de sécurité par un serrurier	650			650
Accident d'un véhicule de l'État (6 cas)	68 936		68 936	
Perte d'une balance	50		50	
Perte d'un barbecue	199		199	
Perte de jumelles (7 cas)	1 865		1 865	
Perte d'un BlackBerry (2 cas)	400		400	
Perte d'un caméscope (3 cas)	1 616		1 616	
Perte d'appareil photographique (2 cas)	744		744	
Perte de téléphone cellulaire (4 cas)	2 076		2 076	
Perte d'ordinateur (17 cas)	29 165		29 165	
Perte d'un appareil photo numérique	1 300		1 300	
Perte d'agenda électronique (10 cas)	3 200		3 200	
Perte de télécopieur	2 583		2 583	
Perte de table à tracer	7 395		7 395	
Perte d'un navigateur satellite (GPS) (2 cas)	848		848	
Perte d'ordinateur portatif (5 cas)	19 097		19 097	
Perte de lentilles	825		825	
Perte d'un lecteur de microfilm	1 750		1 750	
Perte de moniteur (18 cas)	18 143		18 143	
Perte d'une imprimante (2 cas)	917		917	
Perte de système d'enregistrement des rayonnements	6 230		6 230	
Perte d'émetteur-récepteur radio (5 cas)	4 880		4 880	
Perte d'un routeur	1 500		1 500	
Perte de projecteur de diapositives	722		722	
Perte d'un téléscope d'observation (3 cas)	646		646	
Perte d'un niveau à lunette	315		315	
Perte d'un téléviseur	375		375	
Perte d'une tour, lecteur de disques (2 cas)	9 226		9 226	
Perte d'une remorque, ATV 1991	749		749	
Accident de véhicule (5 cas)	13 328		13 328	
Dommages à des propriétés de l'État causés par un feu à un domicile	200			200
Agence Parcs Canada				
Bris de téléphone cellulaire (1 cas)	125		125	
Bris à une fenêtre (1 cas)	1 000		1 000	
Dommage à une passerelle (1 cas)	1 180			1 180
Dommage au réservoir de diesel (1 cas)	645		645	
Dommage à un appareil photo numérique (1 cas)	150		150	
Dommage au véhicule gouvernemental (2 cas)	9 725		9 725	
Dommage au véhicule gouvernemental lors d'un accident (24 cas)	67 937		64 415	3 522
Dommage au tracteur et à un dégageur de glace (1 cas)	11 600		11 600	
Dommage à un ordinateur portatif (2 cas)	2 400		2 400	
Dommage aux véhicules privées causé par accident (3 cas)	3 145		3 145	
Perte de livres (2 cas)	65		65	
Perte de téléphones cellulaires (2 cas)	250		250	
Perte de clé (1 cas)	10		10	
Perte de radio avec émetteur-récepteur (1 cas)	450		450	
Dommage à des biens publics causés par une tempête (2 cas)	980		980	
FINANCES				
Ministère				
Perte d'appareils BlackBerry (6 cas)	3 294		3 294	
Vérificateur général				
Perte de BlackBerry suite à un dommage d'eau (2 cas)	400		400	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
Bureau du surintendant des institutions financières				
Équipement perdu	3 650		3 650	
PÊCHES ET OCÉANS				
Ministère				
Équipement de bateau et remorque endommagés (4 cas)	2 141		2 141	
Équipement d'appareil photographique endommagé (3 cas)	1 317		1 317	
Matériel informatique endommagé (2 cas)	19 712		19 712	
Équipement électronique endommagé	600		600	
Équipement de terrain endommagé (4 cas)	3 100		3 100	
Arme à feu endommagée	158		158	
Édifices de l'État endommagés	200		200	
Véhicules de l'État endommagés (63 cas)	143 144	35 649	103 906	3 589
Véhicules de l'État endommagés lors d'un accident (2 cas)	37 058	1 451	35 607	
Filet de pêche endommagé	30		30	
Motoneige endommagée	8 065		8 065	
Perte d'équipement d'appareils photographiques (4 cas)	2 049		2 049	
Perte d'équipement de terrain (3 cas)	14 956		14 956	
Perte d'une arme à feu	100		100	
Perte d'un moteur hors-bord	1 200		1 200	
Perte d'équipement scientifique et de laboratoire (15 cas)	129 020		129 020	
Perte d'équipement d'appareil photographique suite à un incendie	75		75	
Perte d'armes à feu suite à un incendie (2 cas)	4 331		4 331	
Perte d'un bâtiment de stockage suite à un incendie	504 335		504 335	
Perte d'un quai suite à un incendie	133 435		133 435	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
Pertes dues à un incendie à la chancellerie d'Abuja	200 000		200 000	
GOUVERNEUR GÉNÉRAL				
Dommage causé par le bris d'une canalisation d'eau	80 000	16 330		63 670
SANTÉ				
Agence de la santé publique du Canada				
Dommages à 3 téléphones cellulaires et à 2 dispositifs de données de téléphonie mobile	1 997		1 997	
Dommages aux ordinateurs portatifs (2 cas)	2 300		2 300	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Dommage aux véhicules de l'État (15 cas)	17 748	5 279	12 469	
Perte ou dommage à des BlackBerry (5 cas)	1 950		1 950	
Perte de cartes d'accès (135 cas)	2 025		2 025	
Perte d'équipement informatique (1 cas)	25		25	
Perte de téléphones cellulaires (4 cas)	1 050		1 050	
Perte d'une pagette (1 cas)	50		50	
Dommage à un appareil à affranchir (1 cas)	659		659	
Perte d'un livre (1 cas)	48		48	
Conseil canadien des relations industrielles				
Dommage à un BlackBerry	449		449	
Perte de clé USB mémoire flash	15		15	
Perte d'étui à BlackBerry	15		15	

2 . 32 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Perte d'une clé USB de 1GO	20		20	
Perte de BlackBerry (4 cas)	1 949		1 949	
Perte d'un téléphone cellulaire (5 cas)	600		600	
Dommages à un véhicule du gouvernement	15 264	1 363	13 901	
INDUSTRIE				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (11 cas)	24 929		24 929	
Dommage à un véhicule de l'État - autre (3 cas)	1 451		1 451	
Vandalisme sur une clôture (2 cas)	3 600		3 600	
Dommage à un écran d'ordinateur (1 cas)	219		219	
Dommage à un ordinateur portatif (2 cas)	7 684		7 684	
Agence spatiale canadienne				
Perte de téléphone sans fil (BlackBerry) (2 cas)	100		100	
Perte de dictaphone (1 cas)	60		60	
Conseil national de recherches du Canada				
Perte d'équipement causé par le froid	5 450		5 450	
JUSTICE				
Commission des droits de la personne				
Perte d'équipement de communications vocales (3 cas)	600		600	
Bureau du directeur des poursuites pénales				
Perte d'une carte d'identification/accès	6		6	
Cour suprême du Canada				
Perte d'équipement suite au dommage causé par l'eau (1 cas)	283			283
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Perte ou dommage d'effets militaires (11 986 articles)	745 989	29 640	716 349	
Perte ou dommage d'équipement de transport (214 articles)	843 516		843 516	
Perte ou dommage de machinerie (51 articles)	137 024		137 024	
Perte ou dommage d'équipement de télécommunications (599 articles)	555 202	9 637	545 565	
Perte ou dommage d'équipement électronique (246 articles)	264 946	1 064	263 882	
Perte ou dommage d'équipement technique (408 articles)	659 864	25 060	634 804	
Perte ou dommage d'outils (336 articles)	143 269	164	143 105	
Perte ou dommage d'armes et accessoires (3 375 articles)	291 661	5 319	286 342	
Perte ou dommage d'équipement spécifique aux militaires (3 605 articles)	1 141 320	6 321	1 134 999	
Perte ou dommage d'équipement non spécifique aux militaires (3 399 articles)	692 107	4 291	687 816	
Perte ou dommage d'ordinateurs (151 articles)	202 000		202 000	
Perte ou dommage d'ordinateurs portatifs (24 articles)	62 757		62 757	
Perte ou dommage d'équipement de génie de construction (6 articles)	267		267	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Suite*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Dommage à un véhicule de l'Etat lors d'un accident (2 cas)	4 097		4 097	
Dommage à un véhicule loué lors d'un accident (2 cas)	2 058		2 058	
Perte de BlackBerry (2 cas)	1 000		1 000	
PARLEMENT				
Chambre des communes				
Perte d'équipement informatique (2 cas)	6 277	4 950	1 327	
Perte de mobilier de bureau	3 425		3 425	
Dommage à de l'équipement informatique (2 cas)	2 022		2 022	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Perte d'appareils BlackBerry (6 cas)	1 199			1 199
Agence des services frontaliers du Canada				
Dommages à l'équipement (2 cas)	110 200		110 200	
Perte d'équipement (50 cas)	52 252		52 252	
Perte d'uniformes (50 cas)	7 708		7 708	
Perte de téléphones cellulaires et BlackBerry(18 cas)	4 569		4 569	
Véhicules endommagés (3 cas)	3 691		3 691	
Perte de clef (21 cas)	2 386		2 386	
Perte d'équipement informatique (4 cas)	2 155		2 155	
Perte d'articles d'uniforme (53 cas)	2 005		2 005	
Dommages à la propriété (3 cas)	1 391		1 391	
Service correctionnel				
Dommage causé par l'eau (9 cas)	79 932	1 100	78 832	
Dommage suite à un accident de véhicule automobile (66 cas)	162 082	1 852	150 708	9 522
Dommage suite à un incendie (7 cas)	6 868		6 868	
Dommage de propriété et d'équipements (17 cas)	66 358		66 358	
Gendarmerie royale du Canada				
Dommage à un véhicule de l'État (1 367 cas)	4 178 225	694 263	3 413 982	69 980
Dommage à la propriété de l'État (10 cas)	36 034		36 034	
Vol d'ordinateurs/équipement (7 cas)	35 248		35 248	
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Dommage à un édifice (25 cas)	381 183	250 000	131 183	
Dommage à du mobilier (2 cas)	7 110		7 110	
Dommage à la centrale de chauffage Cliff causé par une explosion	70 897 807		70 897 807	
Dommage à de l'équipement informatique	738		738	
Dommage à un véhicule	920		920	
Perte d'un BlackBerry (7 cas)	2 027		2 027	
Perte d'un téléphone cellulaire	25		25	
Perte d'équipement informatique (10 cas)	6 358		6 358	
Perte de clés	36		36	
Perte d'un téléavertisseur	186		186	

PERTES DE BIENS PUBLICS ATTRIBUABLES À UNE DESTRUCTION OU UN DOMMAGE ACCIDENTEL — SURVENUES OU DÉCOUVERTES EN 2009-2010 — *Fin*

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
	$	$	$	$
TRANSPORTS				
Ministère				
Dommage à un appareil photo numérique (1 case)	150		150	
Dommage aux véhicules de l'État lors d'accidents (31 cas)	93 641	44 752	48 889	
Dommage à un ordinateur portatif (1 cas)	1 835		1 835	
Perte de BlackBerry (5 cas)	1 679		1 679	
Perte de téléphones cellulaires (10 cas)	1 369		1 369	
Perte d'une clé de salle de conférence	100		100	
Perte de cartes d'édifice, de stationnement et d'identification (24 cas)	150		150	
Perte d'un câble	3 100		3 100	
Perte d'appareil photographiques (3 cas)	999		999	
Office des transports du Canada				
Perte d'un BlackBerry	199		199	
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat				
Perte de BlackBerry (12 cas)	6 588	2 196	4 392	
Commissariat au lobbying				
Perte de BlackBerry	100		100	
ANCIENS COMBATTANTS				
Perte de matériel de bureau (2 cas)	927		927	
Perte d'un appareil Bluetooth	108		108	
Dommage à un bureau causé par une conduite d'alimentation rompue	15 627		15 627	
Perte d'un appareil photo numérique	185		185	
	83 855 357	1 161 203	82 513 632	180 522

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE								
Ministère								
Réclamations frauduleuses pour des avances de voyage	2002-2003	8 500	(1 000)	7 500	500	3 537	3 463[1]	
Utilisation frauduleuse de carte de paiement	2004-2005	3 176	5 291	8 467	2 120		6 347[1]	
Utilisation frauduleuse de feuille de temps	2004-2005	16 556	40 359	56 915	17 607	2 400	26 915	9 993
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (102 cas)	2004-2005	377 975		377 975	61 394	13 155	303 426[1]	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (141 cas)	2008-2009	426 006		426 006	27 972	20 076	377 958[1]	
Commission canadienne des grains								
Usage inapproprié de carte de voyage d'employés (5 cas)	2008-2009	12 165		12 165	10 305	1 860		
AGENCE DU REVENU DU CANADA								
Réclamations frauduleuses de congés annuels	2007-2008	8 626		8 626		8 626		
Réclamations frauduleuses pour paiement (remboursement de TPS)	2004-2005	40 000		40 000			40 000[1]	
Réclamations frauduleuses pour des indemnités de voyage	2008-2009	185		185			185[1]	
Réclamations frauduleuses d'heures supplémentaires (2 cas)	1997-98	133 792		133 792	86 160		45 000	2 632
Achats personnels par un employé avec une carte de paiement de l'ARC	2007-2008	4 064		4 064		1 765		2 299
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'ARC et réclamations frauduleuses de paiement	2005-2006	7 752		7 752				7 752
Achats personnels par un employé avec une carte d'achat de l'ARC	2008-2009	3 219		3 219				3 219
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)								
Impôt sur le revenu	2001-2002	11 371 419		11 371 419	5 347 324		5 924 083[1]	100 012
Impôt sur le revenu	2002-2003	8 768 905		8 768 905	4 719 636	22 372	3 825 730[1]	201 167
Impôt sur le revenu	2003-2004	12 026 416		12 026 416	8 568 635	9 706	3 108 112[1]	339 963
Impôt sur le revenu	2004-2005	7 922 895		7 922 895	5 300 270	72 365	2 151 302[1]	398 958
Impôt sur le revenu	2005-2006	9 648 565		9 648 565	5 907 022	97 411	2 465 429	1 178 703
Impôt sur le revenu	2006-2007	5 865 180		5 865 180	2 340 056	225 773	1 854 280[1]	1 445 071
Impôt sur le revenu	2007-2008	13 004 212		13 004 212	3 169 730	387 422	6 432 855[1]	3 014 205
Impôt sur le revenu	2008-2009	15 562 835		15 562 835	5 103 584	1 579 341	1 935 332[1]	6 944 578
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2001-2002	9 442 892		9 442 892	1 770 103		7 669 691[1]	3 098
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2002-2003	13 042 536		13 042 536	1 089 591	33 997	11 764 552[1]	154 396
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2003-2004	6 800 491		6 800 491	2 691 769	18 563	3 717 262[1]	372 897
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2004-2005	4 581 548		4 581 548	1 238 396	12 612	2 957 271[1]	373 269

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2005-2006	5 924 283		5 924 283	1 468 057	15 626	3 264 247[1]	1 176 353
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2006-2007	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 777 967	20 477	4 916 370[1]	959 865
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2007-2008	17 198 434		17 198 434	2 572 512	677 919	11 538 544[1]	2 409 459
Taxe sur produits et services/taxe de vente harmonisée	2008-2009	13 735 115		13 735 115	4 546 847	388 301	5 315 988[1]	3 483 979
Autres pertes administrées	2006-2007	72 003		72 003	35 374	1 204	508	34 917
Autres pertes administrées	2008-2009	96 645		96 645	950		83 072[1]	12 623
PATRIMOINE CANADIEN								
Commission de la fonction publique								
Usage personnel de coupons de taxi	2006-2007	2 905		2 905	2 313	592		
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION								
Ministère								
Détournement de fonds	2002-2003	178 540	89 038	267 578	15 178			252 400
ENVIRONNEMENT								
Ministère								
Utilisation abusive de carte de paiement de l'État et usage non autorisé de la carte	1997-98	7 400		7 400				7 400
Utilisation abusive d'une carte d'achat de l'État	2002-2003	124		124				124
Utilisation abusive d'une carte d'achat de l'État (2 cas)	2006-2007	3 696		3 696	1 938	1 600		158
Dommages à des véhicules de l'État à la suite d'accidents (17 cas)	2001-2002	54 216		54 216			54 216[1]	
Vol de petite caisse (4 cas)	2007-2008	433		433			433 [1]	
Vol de véhicules et de remorques (5 cas)	2000-2001	30 147		30 147			30 147 [1]	
Vol de véhicules et de remorques (3 cas)	2002-2003	45 567		45 567	44 944		200	423
Vol d'ordinateur portatif (16 cas)	2001-2002	63 390		63 390	2 286		58 390	2 714
Vol d'ordinateur portatif (13 cas)	2003-2004	47 840		47 840	2 200		30 926	14 714
Vol d'ordinateur portatif (9 cas)	2004-2005	41 058		41 058	1 800		25 524	13 734
Vol d'ordinateurs et d'équipements périphériques (17 cas)	2002-2003	32 490		32 490	1 048		27 490	3 952
Vol de micro-ordinateur (28 cas)	2007-2008	36 773		36 773		32 375	4 398	
Vol d'équipement de bureau (8 cas)	2001-2002	2 008		2 008			960	1 048
Vol d'équipement optique (7 cas)	2001-2002	15 485		15 485	637		8 485	6 363
Vol d'outils (6 cas)	2002-2003	18 979		18 979			18 129	850
Vol d'équipement technique (9 cas)	2002-2003	6 692		6 692			6 172	520
Vol de matériel audio-vidéo (4 cas)	2003-2004	14 998		14 998			2 498	12 500
Vol d'armes à feu (6 cas)	2002-2003	4 200		4 200			1 850	2 350
Vol de vêtements et d'uniformes (3 cas)	2002-2003	1 850		1 850			1 050	800
Vol d'enveloppe contenant de l'argent	2004-2005	8		8				8
Vandalisme aux véhicules appartenant à l'État (7 cas)	2004-2005	19 189		19 189			19 189[1]	
Vandalisme aux installations appartenant à l'État (2 cas)	2004-2005	4 082		4 082			4 082[1]	
Vandalisme d'un receveur (1 cas)	2007-2008	1 000		1 000			1 000 [1]	
Perte de véhicule et d'équipement suite à l'engloutissement d'un traversier	2005-2006	45 000		45 000				45 000
Utilisation frauduleuse de carte d'achat du gouvernement	2008-2009	3 108		3 108			3 108[1]	

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Agence Parcs Canada								
Explosion d'un ponton dans le canal Chambly	2007-2008	16 067		16 067				16 067
Dommage à une clôture	2007-2008	2 637		2 637	2 637[1]			
Dommage à un bureau causé par le gel des tuyaux d'eau (2 cas)	2008-2009	12 000		12 000			2 000	10 000
Dommage au véhicule de l'État (6 cas)	2008-2009	14 805	(3 804)	11 001		696	10 305	
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (29 cas)	2008-2009	105 885	1 200	107 085	4 129		76 876[1]	26 080
Déficits nets de la caisse (déficits bruts 30 476$; surplus brut 19 884$)	2008-2009	10 593		10 593			9 612	981
Vol d'artéfact (2 cas)	2008-2009	2 750		2 750			2 750 [1]	
FINANCES								
Vérificateur général								
Réclamations de déplacement frauduleuses	2007-2008	16 740		16 740		16 740		
PÊCHES ET OCÉANS								
Vandalisme - Destruction de 3 navires de pêche achetés sous le programme Marshall	2003-2004	1 875 000		1 875 000	6 000			1 869 000
Vol d'installation de plomberie et d'équipement sanitaire	2006-2007	5 490		5 490				5 490
Vol d'électricité	2008-2009	12 910		12 910		10 000	2 910	
Vol de matériel informatique (26 cas)	2008-2009	51 758	3 630	55 388			55 388	
Dommage à un véhicule de l'État (36 cas)	2007-2008	68 439		68 439	9 076		59 363 [1]	
Véhicules de l'État endommagés (66 cas)	2008-2009	141 002		141 002	32 345	1 000	107 657	
Moteur à hors bord endommagé (1 cas)	2008-2009	1 478		1 478	383	1 095		
Motoneige endommagée (1 cas)	2008-2009	800		800		800		
Abri pour motoneige endommagé (1 cas)	2008-2009	5 000	(1 814)	3 186		3 186		
Remorque pour motoneige endommagée (1 cas)	2008-2009	2 500		2 500		1 470	1 030[1]	
Équipement de soudure endommagé (1 cas)	2008-2009	500		500			500[1]	
Usage frauduleux d'une carte d'appel téléphonique	2008-2009	2 002		2 002		1 001	1 001	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL								
Ministère								
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires	1994-95	176 857		176 857				176 857
Vol de fonds de mission (3 cas)	2000-2001	935 794		935 794				935 794
Vol d'un dépôt en argent (2 cas)	2007-2008	900		900				900
Achat pour usage personnel	2007-2008	1 778		1 778				1 778
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas)	2003-2004	42 559	(410)	42 149			1 149	41 000
Fraude concernant les revenus d'immigration	2003-2004	2 000 000	200 000	2 200 000	450 000			1 750 000
Fausse réclamation d'heures supplémentaires	2007-2008	112		112				112
Réclamation pour fausses factures d'hôtel	2007-2008	1 135		1 135				1 135

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Agence canadienne de développement international								
Demandes de subventions et de contributions faussées ou falsifiées (3 cas)[3]	2008-2009	2 991 215	(8 215)[3]	2 983 000	38 000[3]	90 116	2 528 000[1]	326 884
Réclamations de paiement faussées ou falsifiées	2008-2009	21 214		21 214	1 618	1 971		17 625
SANTÉ								
Ministère								
Demandes de prestations frauduleuses (2 cas)	2007-2008	149 674	(13 134)	136 540				136 540[1]
Instituts de recherche en santé du Canada								
Vol de GPS de l'auto du président	2008-2009	300		300			300 [1]	
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES								
Ministère								
Réclamations frauduleuses pour prestations :								
Prestations d'assurance-emploi	2002-2003	133 462 360	(33 019 296)	100 443 064	68 121 809	906 046	31 415 209[1]	
Prestations d'assurance-emploi	2003-2004	106 399 911	1 436 011	107 835 922	70 261 029	3 049 068	12 431 087[1]	22 094 738
Prestations d'assurance-emploi	2004-2005	68 476 029	18 836 473	87 312 502	54 777 148	4 215 201	1 267 167[1]	27 052 986
Prestations d'assurance-emploi	2005-2006	127 650 924	(15 725 856)	111 925 068	66 986 735	6 666 648	937 072[1]	37 334 613
Prestations d'assurance-emploi	2006-2007	152 555 845	(16 159 139)	136 396 706	75 092 407	10 722 481	739 414[1]	49 842 404
Prestations d'assurance-emploi	2007-2008	146 870 081	(6 738 263)	140 131 818	63 255 804	16 754 571	400 829[1]	59 720 614
Prestations d'assurance-emploi	2008-2009	116 135 633	(2 078 171)[4]	114 057 462	28 169 069[4]	22 851 099	178 138	62 859 156
Allocations familiales	1988-89	144 968	(21 875)	123 093	60 664		61 849	580
Allocations familiales	1991-92	79 520	(5 817)	73 703	25 689		42 967	5 047
Allocations familiales	1993-94	113 772	42 974	156 746	41 185	535	111 252	3 774
Allocations familiales	1994-95	3 690	23 197	26 887	4 550	2 600	16 294	3 443
Sécurité de la vieillesse	1985-86	168 923	430 684	599 607	166 887	8 325	184 955	239 440
Sécurité de la vieillesse	1986-87	173 459	68 877	242 336	89 961	5 039	143 876	3 460
Sécurité de la vieillesse	1987-88	348 198	(103 546)	244 652	131 221	2 224	82 923	28 284
Sécurité de la vieillesse	1988-89	1 149 776	(478 928)	670 848	228 398	525	260 248	181 677
Sécurité de la vieillesse	1989-90	745 061	16 679	761 740	125 757	14 537	216 743	404 703
Sécurité de la vieillesse	1990-91	450 788	39 304	490 092	117 576	2 431	192 431	177 654
Sécurité de la vieillesse	1991-92	563 001	159 382	722 383	138 298	5 171	461 358	117 556
Sécurité de la vieillesse	1992-93	541 650	525 550	1 067 200	150 375	2 316	817 659	96 850
Sécurité de la vieillesse	1993-94	256 140	119 417	375 557	75 219	8 834	171 205	120 299
Sécurité de la vieillesse	1994-95	1 076 882	133 922	1 210 804	176 211	6 862	764 223[1]	263 508
Sécurité de la vieillesse	1995-96	558 177	446 246	1 004 423	433 108	16 539	443 435	111 341
Sécurité de la vieillesse	1996-97	556 744	1 014	557 758	46 989	225	308 072[1]	202 472
Sécurité de la vieillesse	1997-98	808 271	402 225	1 210 496	166 063	14 015	649 131	381 287
Sécurité de la vieillesse	1998-99	955 473	202 323	1 157 796	255 863	6 445	368 234	527 254
Sécurité de la vieillesse	1999-2000	517 463	(63 522)	453 941	178 861	15 092	105 433	154 555
Sécurité de la vieillesse	2000-2001	985 419	(130 563)	854 856	188 151	13 488	45 512	607 705
Sécurité de la vieillesse	2001-2002	3 658 263	(3 078 024)	580 239	74 767	4 477	69 331	431 664
Sécurité de la vieillesse	2002-2003	843 538	(231 351)	612 187	100 120	11 230	190 300	310 537
Sécurité de la vieillesse	2003-2004	2 330 524	(848 066)	1 482 458	79 485	21 215	89 517	1 292 241
Sécurité de la vieillesse	2004-2005	1 013 070	(694 547)	318 523	53 867	18 137		246 519
Sécurité de la vieillesse	2005-2006	718 362	(253 155)	465 207	37 604	8 968	55 584[1]	363 051
Sécurité de la vieillesse	2008-2009	134 360		134 360	5 444	6 874		122 042
Régime de pensions du Canada	1979-80	249		249				249
Régime de pensions du Canada	1986-87	3 034	11 444	14 478	3 218			11 260

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Régime de pensions du Canada	1987-88	2 815	9 382	12 197	10 964			1 233
Régime de pensions du Canada	1989-90	204 857	(144 153)	60 704	28 915		20 145	11 644
Régime de pensions du Canada	1990-91	1 237 299	(1 164 705)	72 594	35 648	1 136	13 113	22 697
Régime de pensions du Canada	1991-92	400 740	(254 169)	146 571	55 705	11 024	3 180	76 662
Régime de pensions du Canada	1992-93	305 029	(61 462)	243 567	122 447	8 740	11 797	100 583
Régime de pensions du Canada	1993-94	244 571	(100 305)	144 266	95 390	450	4 352	44 074
Régime de pensions du Canada	1994-95	554 947	(335 288)	219 659	82 710	8 581	2 632	125 736
Régime de pensions du Canada	1995-96	724 248	(96 198)	628 050	178 272	20 326	8 359[1]	421 093
Régime de pensions du Canada	1996-97	287 024	53 219	340 243	223 368	13 359	5 026[1]	98 490
Régime de pensions du Canada	1997-98	1 862 075	(1 342 808)	519 267	188 905	29 608	38 214	262 540
Régime de pensions du Canada	1998-99	922 012	64 600	986 612	203 834	16 228	120 313[1]	646 237
Régime de pensions du Canada	1999-2000	1 166 820	(184 853)	981 967	245 548	27 231	61 577	647 611
Régime de pensions du Canada	2000-2001	1 426 831	(831 437)	595 394	183 444	17 302	14 132[1]	380 516
Régime de pensions du Canada	2001-2002	1 675 005	(905 269)	769 736	275 384	25 892	45 638[1]	422 822
Régime de pensions du Canada	2002-2003	540 077	157 021	697 098	178 674	43 357	73 817	401 250
Régime de pensions du Canada	2003-2004	331 076	260 950	592 026	142 652	29 297	1 124	418 953
Régime de pensions du Canada	2004-2005	709 351	33 701	743 052	88 075	37 763	9 461[1]	607 753
Régime de pensions du Canada	2005-2006	392 020	296 704	688 724	173 234	26 035	58 278[1]	431 177
Régime de pensions du Canada	2006-2007	27 486	671 466	698 952	207 837	53 542	21 106[1]	416 467
Régime de pensions du Canada	2007-2008	852 364	(78 713)	773 651	394 448	34 869	86 572[1]	257 762
Régime de pensions du Canada	2008-2009	724 860	(117 511)	607 349	174 279	42 926	93 954[1]	296 190
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (1 cas)[1]	2004-2005	68 010	(43 064)	24 946			18 874[1]	6 072
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (3 cas)	2005-2006	37 397	(14 447)	22 950			6 847[1]	16 103
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas)	2006-2007	5 195	(4 802)	393			243[1]	150
Demandes frauduleuses d'application à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (3 cas)	2008-2009	11 059		11 059				11 059
Émission frauduleuse de chèques par un employé, région de l'administration centrale	1997-98	186 158		186 158	146 002	23 086		17 070
Perte de deniers publics :								
Dépôt direct frauduleux	2004-2005	44 293		44 293	13 929	600		29 764
Fraude par un employé (2 cas)	2006-2007	11 767[1]	(32)	11 735	650[1]	300[1]		10 785[1]
Opération frauduleuse par un employé (Sécurité de la vieillesse) (3 cas)	2008-2009	115 669		115 669	10 630			105 039
Accès frauduleux aux fonds publics (Subventions et contributions) (4 cas)	2008-2009	95 794		95 794				95 794
Perte de recettes (2 cas)	2006-2007	1 418	(13)	1 405				1 405
Détournement de fonds du gouvernement (1 cas)	2007-2008	30 000		30 000	30 000			
Usage personnel de coupons de taxi (1 cas)	2007-2008	22 000	(1 425)	20 575				20 575

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN								
Ministère								
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1987-88	18 278	2 506	20 784	18 824			1 960
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan	1988-89	5 170		5 170	1 000		1 170	3 000
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1992-93	9 471	9 725	19 196	6 400		2 581	10 215
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (6 cas)	1993-94	31 294	(3 542)	27 752	4 291		4 134	19 327
Réclamations frauduleuses pour paiement d'assistance sociale, région de la Saskatchewan (3 cas)	1994-95	8 632	(137)	8 495	1 352		888	6 255
Réclamations frauduleuses dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas)	2005-2006	60 000		60 000			9 000	51 000
Fraude dans les fonds prévus pour l'éducation, Saskatchewan	1999-2000	2 710		2 710	100			2 610
Utilisation non autorisée de carte de paiement - AC	2007-2008	342		342				342
INDUSTRIE								
Ministère								
Mauvais usage de carte d'achat (2 cas)	2003-2004	189 160	(3 556)	185 604	92 183	17 500	66 921	9 000
JUSTICE								
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Vol de petite caisse du bureau régional de London	2008-2009	36		36			36[1]	
DÉFENSE NATIONALE								
Ministère								
Détournement de fonds d'une avance permanente, BFC USS Edmonton	2002-2003	23 000	6 711	29 711	26 526	2 400		785
Réclamations frauduleuses, encaissement de chèques et reçu de paye, USFC, Ottawa	1999-2000	28 305	63 047	91 352	24 391			66 961
Réclamations frauduleuses pour frais de scolarité USFC Bruxelles	2002-2003	92 000		92 000	19 000	2 400		70 600
Paiements frauduleux déposés dans un compte bancaire personnel à Ottawa	2007-2008	33 948		33 948	3 000	2 000		28 948
Écart dans une avance permanente BFC Halifax	2002-2003	3 000		3 000	1 571		1 429[1]	
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avance permanente à BFC Petawawa (2 cas)	2007-2008	783		783	127	656		
Écart de fonds détenus par des détenteurs d'avance permanente à BFC Halifax	2008-2009	2 127		2 127		2 127		

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Perte de revenu de la vente de billets de repas à BFC Esquimalt	2006-2007	736		736				736
Perte d'argent et de documents à Op Archer (3 cas)	2006-2007	7 268		7 268				7 268
Perte due à une possibilité de fraude par un ex-militaire à HMCS Montréal	2006-2007	200		200	50			150
Perte d'avances permanentes Kandahar - vol suspecté	2008-2009	20 538		20 538				20 538
Vol d'avance permanente à CRFC Québec	2008-2009	434		434				434
Déficits du sous caissier BFC St-Jean	2008-2009	377		377				377
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire								
Demandes frauduleuses de paiement à l'entrepreneur	2008-2009	6 300		6 300		6 300		
RESSOURCES NATURELLES								
Ministère								
Encaissement frauduleux des chèques de voyage (2 cas)	2007-2008	12 895		12 895	2 409			10 486
CONSEIL PRIVÉ								
Ministère								
Vol d'un ordinateur portatif	2008-2009	2 735		2 735			2 735 (1)	
Perte de BlackBerry (5 cas)	2008-2009	795		795			795 (1)	
Perte d'imprimante	2008-2009	1 000		1 000			1 000 (1)	
Perte d'un ordinateur portatif	2008-2009	1 525		1 525			1 525 (1)	
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE								
Agence des services frontaliers du Canada								
Taxes et droits de douane à l'importation	2003-2004	9 461 548		9 461 548	64 343		3 785 687	5 611 518
Utilisation frauduleuse d'une carte de paiement	2006-2007	265 000		265 000	3 281	162		261 557
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat (1 cas)	2008-2009	270		270		270		
Perte de revenus due à des infractions contre la *Loi sur les douanes*—								
Non déclaration/Contrebande	2006-2007	3 488 297		3 488 297	46 353	11 766	2 703 810(1)	726 368
Non déclaration/Contrebande	2007-2008	122 261		122 261	3 182		119 079(1)	
Non déclaration/Contrebande	2008-2009	135 058		135 058	54 246	12 485	54 062(1)	14 265
Fausse déclaration—Valeur	2006-2007	508 778		508 778	75 398	13 827	48 850(1)	370 703
Fausse déclaration—Valeur	2008-2009	24 407		24 407	4 735	2 537	14 851(1)	2 284
Fausse déclaration—Origine	2006-2007	5 279 463		5 279 463	3 500	493 171	877 805(1)	3 904 987
Fausse déclaration—Autre	2006-2007	148 649		148 649	9 051	130 543	9 055	
Autres infractions	2008-2009	11 239		11 239			1 638(1)	9 601
Service correctionnel								
Dommage suite à un incendie (35 cas)	2008-2009	16 626		16 626	1 753		14 873 (1)	
Dommage suite à des manifestations de détenus (88 cas)	2008-2009	558 075		558 075		12 500	545 575	
Vol d'ordinateur (9 cas)	2008-2009	15 023		15 023		959	14 064 (1)	
Vol de fournitures (18 cas)	2008-2009	3 296		3 296	2 311		985 (1)	
Vandalisme de propriété et d'équipement (6 cas)	2007-2008	2 238		2 238	879	185	1 174	
Vandalisme de propriété et d'équipement (292 cas)	2008-2009	51 018		51 018	2 496	1 940	43 685	2 897

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Gendarmerie royale du Canada								
Avaries faites avec intention à des véhicules policiers	2001-2002	48 221		48 221	15 047		32 408	766
Dommage aux véhicules de l'État	2003-2004	236 176		236 176	70 369		141 097	24 710
Dommage aux véhicules de l'État	2003-2004	1 767 217		1 767 217	349 023		1 314 497	103 697
Dommage aux véhicules de l'État	2004-2005	68 176		68 176	42 264		24 546	1 366
Dommage aux véhicules de l'État	2004-2005	1 043 979		1 043 979	130 214		912 905	860
Dommage aux véhicules de l'État (427 cas)	2005-2006	1 080 980		1 080 980	118 095	346	954 329	8 210
Dommage aux véhicules de l'État (32 cas)	2006-2007	100 940		100 940	26 085		57 134	17 721
Dommage aux véhicules de l'État (629 cas)	2006-2007	1 453 806		1 453 806	148 698		1 279 618	25 490
Dommage aux véhicules de l'État lors d'un accident (2 cas)	2007-2008	942 960		942 960	112 472	14 719	796 301	19 468
Dommage aux véhicules de l'État (44 cas)	2008-2009	86 617		86 617	7 169	24 156	51 655	3 637
Dommage aux véhicules de l'État (741 cas)	2008-2009	2 145 330		2 145 330	427 525	90 796	1 413 016[1]	213 993
Dommage aux biens de l'État (11 cas)	2005-2006	53 700		53 700	6 335		1 463	45 902
Dommage aux biens de l'État (5 cas)	2005-2006	21 371		21 371			16 826	4 545
Dommage à une motoneige	2002-2003	6 660		6 660				6 660
Dommage à des véhicules policiers (15 cas)	2002-2003	111 540		111 540	57 301		51 262	2 977
Dommages à un véhicule de transport policier	2000-2001	71 593		71 593	17 444	176	22 696	31 277
Dommages/perte de matériel	2001-2002	84 553		84 553	1 919		58 430	24 204
Dommages/perte de matériel	2002-2003	59 703		59 703			55 203	4 500
Dommages/perte de matériel	2002-2003	164 971		164 971			160 260	4 711
Dommage au matériel	2003-2004	50 000		50 000				50 000
Dommage au matériel (2 cas)	2005-2006	6 386		6 386			1 386	5 000
Dommages à des véhicules de la GRC (accidents)	2000-2001	1 348 510		1 348 510	344 675		948 444	55 391
Dommages à des véhicules de la GRC (accidents)	2001-2002	1 296 339		1 296 339	415 925	40	643 545	236 829
Dommages aux biens/matériel	2000-2001	63 150		63 150			58 150	5 000
Dommages aux biens/matériel	2001-2002	389 980		389 980	169 000		181 000	39 980
Vandalisme à des véhicules de l'État	2001-2002	312 937		312 937	158 151		18 084	136 702
Vandalisme à des véhicules policiers (9 cas)	2002-2003	4 172		4 172	35		3 533	604
Vol de biens de l'État	2000-2001	54 331		54 331			39 183	15 148
Détachement de Sooke, petite caisse	2002-2003	100		100				100
Déficit du compte pour éventualités (2 cas)	2005-2006	572		572			373	199
Emploi non-autorisé de cartes de crédits	2007-2008	4 394		4 394	3 800	594		
Dommage aux véhicules de l'État - MVA (6 cas)	2007-2008	91 154		91 154	7 204	8 560	19 888[1]	55 502
Dommage intentionnel aux véhicules de l'État (1 cas)	2006-2007	5 661		5 661	1 250	700		3 711
Vol des recettes (1 cas)	2006-2007	31 899		31 899				31 899
Détournement des recettes de prise d'empreintes digitales par un employé	2008-2009	4 500		4 500				4 500

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Suite*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX								
Dommage à un édifice (29 cas)	2007-2008	211 672		211 672			211 672 [1]	
Fraude—Employé de la paye	2006-2007	250 000		250 000	19 470	7 959		222 571
Fraude—Caisse de retraite de la fonction publique	2006-2007	1 185 000	(912 069)[4]	272 931	49 958[4]		117 897[1]	105 076
Fraude—Caisse de retraite de la fonction publique	2007-2008	87 464	(49 031)[4]	38 433	1 356[4]	299		36 778
Fraude—Caisse de retraite de la fonction publique	2008-2009	58 187	74 834 [4]	133 021	1 016[4]			132 005
Encaissement frauduleux d'instruments de paiement	2007-2008	9 600		9 600			6 142	3 458
Fausse réclamation de jours travaillés	2008-2009	1 541		1 541		1 541		
Malfaisance par un employé	2007-2008	2 775 542		2 775 542	541 656	345 556	1 888 330 [1]	
Trop-payés—Caisse de retraite de la fonction publique	2007-2008	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977		85 160[1]	30 882
Programme des commandites	2007-2008	2 568 561[1]		2 568 561	1 248 512[1]			1 320 049
Programme des commandites	2008-2009	2 140 000		2 140 000	32 808		1 987 192	120 000
Vol de petite caisse (3 cas)[1]	2007-2008	838[1]		838	383		226 [1]	229
Vol d'équipement informatique (13 cas)	2008-2009	18 253		18 253			18 253 [1]	
Perte d'équipement informatique (7 cas)	2008-2009	4 832		4 832			4 552	280
Perte d'un livre de bibliothèque	2008-2009	50		50		50		
Perte de fonds attribuable à un acte illégal	2004-2005	3 452 066		3 452 066	348 666[1]		3 005 207 [1]	98 193
TRANSPORTS								
Ministère								
Emploi non autorisé d'un téléphone cellulaire par une employée	2007-2008	6 339		6 339	4 748[1]			1 591
Bureau de l'infrastructure du Canada								
Paiement d'une carte de voyage par le gouvernement du Canada pour compte en souffrance	2006-2007	3 401		3 401				3 401
ANCIENS COMBATTANTS								
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1991-1992	44 112	(25 692)	18 420	18 320		100[1]	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1992-1993	97 219	(5 634)	91 585	16 900[2]	900		73 785
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1994-1995	120 906	(97 884)	23 022	22 721		301[1]	
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1995-1996	61 330		61 330	920			60 410
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants	1998-99	74 145	(9 971)	64 174				64 174
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas)	1999-2000	107 828		107 828	13 854	240		93 734
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1995-96	71 625	(19 185)	52 440	19 289			33 151

PERTES DE FONDS OU DE BIENS PUBLICS — MISE À JOUR DES CAS DÉCLARÉS DANS LES *COMPTES PUBLICS DU CANADA* DES EXERCICES ANTÉRIEURS — *Fin*

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les *Comptes publics du Canada*	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2009-2010	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
		$	$	$	$	$	$	$
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	1996-1997	41 555	(38 896)	2 659	200			2 459
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1997-98	111 877	(92 775)	19 102	18 150	952		
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas)	1999-2000	18 518	48 402	66 920				66 920
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2003-2004	27 888		27 888				27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2004-2005	30 108	(18 908)	11 200	131			11 069
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2005-2006	9 846		9 846	2 610			7 236
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire	2006-2007	2 328		2 328		120		2 208
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (5 cas)	2008-2009	378 004	(1)	378 003		380		377 623
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas)	2007-2008	51 893	(10 464)	41 429	5 901	290		35 238
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (8 cas)	2008-2009	83 556	(14 175)	69 381	8 688[2]	237		60 456
Détournement d'un compte de fiducie géré par un employé	1999-2000	22 013		22 013	19 468		2 545[1]	
Usage personnel de carte d'achat de l'État par un employé	2003-2004	13 704		13 704	1 352			12 352
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants, et des prestations selon la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*	2004-2005	10 618		10 618				10 618
Demandes frauduleuses pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants	2005-2006	9 221		9 221	1 200	600		7 421
Demande frauduleuse pour des allocations en vertu du Règlement sur les soins de santé pour anciens combattants	2008-2009	755		755				755
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN								
Perte d'équipement (2 cas)	2008-2009	552		552		500[1]	52 [1]	
Vol d'un ordinateur portatif	2008-2009	4 218		4 218		658[1]	3 560 [1]	
		1 109 942 092	(63 315 621)	1 046 626 471	498 609 895	70 824 117	161 741 040	315 451 419

[1] Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

[2] Le montant présenté dans les exercices antérieurs est réparti dans « Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration » et « Montant recouvré dans les exercices antérieurs » en 2009-2010.

[3] « Montant de la perte initiale » et « Montant recouvré dans les exercices antérieurs » ont été réduit de 8 215 $ et 5 062 $ respectivement en raison de la suppression de 2 cas rapportés précédemment.

[4] Le montant de la perte rapportée antérieurement et le montant recouvré correspondant sont modifiés afin de supprimer les réclamations qui se sont avérées non frauduleuses.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Services professionnels et spéciaux

SOMMAIRE

Page

Services professionnels et spéciaux 3.2

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	14 568 885	4 571 076	53 231	36 389 282	2 200 682	4 320 830
Commission canadienne du lait	73 473			106 523	118 633	48 288
Agence canadienne d'inspection des aliments	10 642 745	1 146 997	695 687	4 944 002	3 697 020	5 997 075
Commission canadienne des grains	406 128				665	255 737
	25 691 231	**5 718 073**	**748 918**	**41 439 807**	**6 017 000**	**10 621 930**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère	**1 650 381**			**293 100**	**706 353**	**685 088**
AGENCE DU REVENU DU CANADA	**165 963 861**	**491 038**	**2 341 623**	**72 976 088**	**5 244 079**	**49 976 428**
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	2 953 574	19 708 549		8 207 951	6 040 548	1 921 205
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	97 613			1 521 873	1 014 845	896 332
Bibliothèque et Archives du Canada	598 989		7 680	6 584 509	376 636	118 732
Commission des champs de bataille nationaux	20 712	9 807			22 300	26 818
Office national du film	7 120	6 509 396		314 115		30 955
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	38 417			47 735	189 274	9 283
Commission de la fonction publique	69 917		16 896	2 372 203	845 798	1 550 429
Commission des relations de travail dans la fonction publique	100	3 568	5 715	171 406	491 493	110 433
Tribunal de la dotation de la fonction publique	850		1 750	52 197	112 734	4 156
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		5 489		2 400	17 153	
	3 787 292	**26 236 809**	**32 041**	**19 274 389**	**9 110 781**	**4 668 343**

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 $ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé; et,
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 $.

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
7 959 010	2 939 451	14 125 918	1 926 989	5 584 242	6 239 639	30 620 825	131 500 060
			100 018	71 318	74 116	742 322	1 334 691
831 324	1 600 127	11 276 997	1 551 533	1 999 217	3 293 956	26 434 393	74 111 073
577 875	54 233	49 800	181 032	19 902	422 123	268 514	2 236 009
9 368 209	**4 593 811**	**25 452 715**	**3 759 572**	**7 674 679**	**10 029 834**	**58 066 054**	**209 181 833**
1 836 706			**421 766**	**517 363**	**1 562 449**	**5 298 731**	**12 971 937**
4 341 636	**10 409 701**	**1 171 571**	**8 282 604**	**1 038 557**	**21 112 022**	**6 061 241**	**349 410 449**
739 342	587 673	1 871 157	799 143	2 648 471	3 184 832	5 354 976	54 017 421
650 098	136 143		457 189	105 217	592 152	144 143	5 615 605
1 167 221	1 517 596		324 724	1 169 024	1 111 167	890 266	13 866 544
	292 807		24 325		7 277	126 752	530 798
91 275	183 759	21 594	263 779		360 736	6 821 942	14 604 671
56 198	840		33 432	221 644	137 794	333 617	1 068 234
2 782 451	526 735	6 598	165 369	476 837	1 639 657	2 368 670	12 821 560
17 800	48 309		88 594	149 185	109 962	740 422	1 936 987
	6 912		49 657	15 722	45 872	48 876	338 726
136 295	906		4 881	2 947	11 592		181 663
5 640 680	**3 301 680**	**1 899 349**	**2 211 093**	**4 789 047**	**7 201 041**	**16 829 664**	**104 982 209**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	6 137 117		91 513 380	32 265 921	4 228 607	697 776
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	370 831			3 849 260	8 800 496	194 103
	6 507 948		**91 513 380**	**36 115 181**	**13 029 103**	**891 879**
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	**677 795**	**7 417**		**895 102**	**457 187**	**23 948**
ENVIRONNEMENT						
Ministère	21 546 276	17 078 704	72 986	2 849 592	8 296 717	8 108 137
Agence canadienne d'évaluation environnementale	9 964	223 790	9 625	620 742	597 839	1 644 383
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	17 838			28 115	76 090	
Agence Parcs Canada	4 524 766	65 882 304	282 327	3 192 091	6 416 137	2 405 534
	26 098 844	**83 184 798**	**364 938**	**6 690 540**	**15 386 783**	**12 158 054**
FINANCES						
Ministère	179 374			1 869 959	897 122	3 380 382
Vérificateur général	2 124 017			289 756	767 009	104 348
Tribunal canadien du commerce extérieur	9 962		3 486	136 755	123 111	642
Agence de la consommation en matière financière du Canada				121 588	173 115	151 686
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	291 120	6 980		621 785	271 297	537 560
Bureau du surintendant des institutions financières	243			2 563 072	367 076	639 289
	2 604 716	**6 980**	**3 486**	**5 602 915**	**2 598 730**	**4 813 907**
PÊCHES ET OCÉANS						
Ministère	**89 591 284**	**58 603 238**	**695 946**	**14 229 716**	**5 385 329**	**11 333 447**
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL						
Ministère	44 547 089	13 446 896	844 668	29 871 879	7 810 947	16 762 922
Agence canadienne de développement international	6 178 444	19 250	91 445	5 934 576	2 038 559	1 247 081
Commission mixte internationale	81 578			155 370	102 950	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	35 680			43 500	4 932	113 861
	50 842 791	**13 466 146**	**936 113**	**36 005 325**	**9 957 388**	**18 123 864**

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
3 835 987	5 860 439	2 121 982	834 509	4 382 212	4 173 311	271 010	156 322 251
300 556	680 363		284 945	327 532	377 516	1 356 759	16 542 361
4 136 543	**6 540 802**	**2 121 982**	**1 119 454**	**4 709 744**	**4 550 827**	**1 627 769**	**172 864 612**
2 000	**158 663**		**171 384**	**26 505**	**406 029**	**2 843 711**	**5 669 741**
30 913 134	2 286 949	22 962 593	1 686 551	14 445 677	9 801 858	5 792 448	145 841 622
2 224 224	159	22 500	128 862	597 725	285 540	203 681	6 569 034
523 914	9 956		77 283	12 750	18 804	269 968	1 034 718
2 022 980	2 464 847	5 166 715	1 774 671	1 441 404	3 534 728	44 097 317	143 205 821
35 684 252	**4 761 911**	**28 151 808**	**3 667 367**	**16 497 556**	**13 640 930**	**50 363 414**	**296 651 195**
354 962	558 242	92 564	911 305	1 588 643	1 037 544	3 502 265	14 372 362
346 627	109 927		899 635	28 288	1 029 882	196 227	5 895 716
13 825			49 925	103 424	164 436	339 373	944 939
			47 248	14 060	78 475	3 188 941	3 775 113
207 289	840		258 816	116 028	735 863	408 028	3 455 606
			613 842	557 956	781 826	3 311 449	8 834 753
922 703	**669 009**	**92 564**	**2 780 771**	**2 408 399**	**3 828 026**	**10 946 283**	**37 278 489**
13 247 827	**6 672 634**	**26 968 193**	**1 473 336**	**6 650 075**	**10 285 020**	**11 358 320**	**256 494 365**
20 911 325	44 613 334	85 577	12 678 879	20 111 863	15 722 278	24 011 647	251 419 304
639 766	536 699		567 190	5 734 967	3 157 616	7 089 215	33 234 808
	20 355	1 687 120	79 492	5 033	21 642	684 723	2 838 263
6 000			1 884	56 554	12 312	48 767	323 490
21 557 091	**45 170 388**	**1 772 697**	**13 327 445**	**25 908 417**	**18 913 848**	**31 834 352**	**287 815 865**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	**163 325**		**367**	**24 673**	**412 951**	
SANTÉ						
Ministère	3 914 247	1 711 699	318 359 172	32 376 600	8 454 864	26 911 726
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				116 604	109 798	252 860
Instituts de recherche en santé du Canada	148 735		1 905	1 169 820	382 734	34 928
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	6 315			180 227	40 448	15 732
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	234 047	155 570		197 023	51 706	812 036
Agence de la santé publique du Canada	4 263 714	35 880	1 684 765	5 758 943	5 681 916	2 758 555
	8 567 058	**1 903 149**	**320 045 842**	**39 799 217**	**14 721 466**	**30 785 837**
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère	302 503 924	41 804	6 684 594	59 721 193	21 869 401	10 619 486
Conseil canadien des relations industrielles	24 313		4 543	19 825	297 514	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					21 819	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	388 846				174 746	
	302 917 083	**41 804**	**6 689 137**	**59 741 018**	**22 363 480**	**10 619 486**
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	13 364 962	44 866 971	350 461	24 856 048	5 500 373	87 473 629
Agence canadienne de développement économique du Nord	79 516		275	25 000	109 152	97 602
Commission canadienne des affaires polaires	55 148			65 270	13 422	
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	197 120			172 143	48 321	52 740
Greffe du Tribunal des revendications particulières	1 301				43 416	
	13 698 047	**44 866 971**	**350 736**	**25 118 461**	**5 714 684**	**87 623 971**

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
			16 347	**268 007**	**44 196**	**273 071**	**1 202 937**
23 823 130	2 172 697	24 805 585	2 625 209	17 714 346	13 469 573	11 360 345	487 699 193
476 506	872	166 000	43 412	524 001	27 365	96 552	1 813 970
1 125 366	125 758	233 128	712 405	322 442	712 979	1 861 274	6 831 474
305 700	80		13 382	496 049	138 735	203 266	1 399 934
79 700		283 428	40 959	364 758	73 287	19 584	2 312 098
14 911 038	1 212 033	12 860 616	1 444 822	10 756 921	3 472 976	15 666 101	80 508 280
40 721 440	**3 511 440**	**38 348 757**	**4 880 189**	**30 178 517**	**17 894 915**	**29 207 122**	**580 564 949**
59 614 165	4 753 999	3 870 222	2 499 150	16 233 800	13 790 939	22 042 100	524 244 777
1 700	44 333		34 417	19 937	141 598	122 607	710 787
680	5 952		17 321		10 773	126 830	183 375
	3 875		84 984		40 123	438 308	1 130 882
59 616 545	**4 808 159**	**3 870 222**	**2 635 872**	**16 253 737**	**13 983 433**	**22 729 845**	**526 269 821**
45 016 988	492 175	40 246 353	2 020 817	3 987 894	6 668 458	52 017 531	326 862 660
245 941			30 748	30 980	54 633	397 939	1 071 786
1 000		56 850	47 284				238 974
66 020	310		32 905	180 698	18 558	1 164 447	1 933 262
	2 318		15 543	92 996	23 486	322 969	502 029
45 329 949	**494 803**	**40 303 203**	**2 147 297**	**4 292 568**	**6 765 135**	**53 902 886**	**330 608 711**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
INDUSTRIE						
Ministère	13 343 255	1 160 149	204 441	25 780 027	6 197 108	15 787 521
Agence spatiale canadienne	4 063 210	83 309 758	131 606	3 048 101	898 020	325 313
Commission du droit d'auteur	56 458			175 203	43 682	66 937
Conseil national de recherches du Canada	4 020 971	11 433 904	351 510	3 469 989	945 669	3 697 162
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	557 303	265		2 067 784	253 298	31 385
Greffe du Tribunal de la concurrence	32 565	9 928		13 185	81 308	
Conseil de recherches en sciences humaines	220 432	162		1 045 792	84 252	47 548
Statistique Canada	3 943 269		206 117	8 400 995	2 183 823	329 625
	26 237 463	**95 914 166**	**893 674**	**44 001 076**	**10 687 160**	**20 285 491**
JUSTICE						
Ministère	3 495 750		355 240	8 667 192	3 960 803	4 525 910
Commission canadienne des droits de la personne	75 864		14 906	329 686	484 596	202 463
Tribunal canadien des droits de la personne	62 735			49 648	158 403	20 590
Commissaire à la magistrature fédérale	650 905			206 523	106 857	701 995
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 751 719	50 785		667 324	2 543 041	97 793
Bureau du directeur des poursuites pénales	994 571		9 559	361 624	588 842	35 417 266
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	130 127			880 698	551 878	584 549
Cour suprême du Canada	461 763	9 491		692 059	437 260	
	8 623 434	**60 276**	**379 705**	**11 854 754**	**8 831 680**	**41 550 566**
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	339 910 709	1 250 412 945	177 084 120	80 746 031	26 564 906	8 594 266
Comité des griefs des Forces canadiennes	98 271		350	237 476	136 721	18 750
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	38 095		1 147	348 899	81 067	915 571
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	69 892		4 900	30 582	7 664	6 074
	340 116 967	**1 250 412 945**	**177 090 517**	**81 362 988**	**26 790 358**	**9 534 661**
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	61 107 850	134 088 870	115 903	6 948 356	4 009 604	4 408 160
Commission canadienne de sûreté nucléaire	824 214	222 829	68 120	4 152 914	1 209 925	120 683
Office national de l'énergie	344 451			1 309 799	181 300	68 904
Administration du pipe-line du Nord	99 023			17 200	2 094	63 205
	62 375 538	**134 311 699**	**184 023**	**12 428 269**	**5 402 923**	**4 660 952**

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
20 880 959	3 413 386	1 971 770	2 162 700	8 756 750	7 628 425	3 957 307	111 243 798
2 362 207	1 206 043	63 039 235	370 327	1 152 715	1 944 013	2 538 615	164 389 163
16 970	230	69 360	26 091	79 532	8 165	31 271	573 899
6 513 785	3 477 917	12 953 807	1 753 528	1 916 052	4 322 112	22 210	54 878 616
633 692	426	297 768	293 773	440 640	275 773	1 496 039	6 348 146
23 467			15 054	595	30 104	59 280	265 486
342 772	39	138 025	192 741	260 583	211 036	1 261 757	3 805 139
276 998	1 659 309	341 040	679 839	170 763	4 378 764	4 345 541	26 916 083
31 050 850	**9 757 350**	**78 811 005**	**5 494 053**	**12 777 630**	**18 798 392**	**13 712 020**	**368 420 330**
1 849 858	1 573 598	1 036 815	5 611 154	2 224 051	6 164 871	9 839 917	49 305 159
283 634	44 521	68 743	102 626	437 591	216 189	824 783	3 085 602
21 246			13 198	15 560	27 679	574 268	943 327
195 896	3 304		77 680	220 989	816 672	255 317	3 236 138
100 988	1 933 349		170 468	160 249	282 695	728 241	9 486 652
156	392 675		1 026 261	424 542	358 007	1 304 281	40 877 784
312 699	105 447	46 481	160 385	2 291 154	423 223	1 708 138	7 194 779
145 710	936	14 000	248 042	32 147	208 943	260 399	2 510 750
2 910 187	**4 053 830**	**1 166 039**	**7 409 814**	**5 806 283**	**8 498 279**	**15 495 344**	**116 640 191**
49 052 770	77 285 450	30 941 961	7 962 200	43 012 681	126 994 236	549 493 330	2 768 055 605
77 230	4 217		36 757	96 161	123 908	800	830 641
55 537	9 892		45 842	50 720	8 824	504 631	2 060 225
41 333		147 920	8 271		12 327	49 503	378 466
49 226 870	**77 299 559**	**31 089 881**	**8 053 070**	**43 159 562**	**127 139 295**	**550 048 264**	**2 771 324 937**
8 382 659	2 642 347	20 941 288	2 278 423	11 885 667	7 469 397	25 538 948	289 817 472
960 678	191 609	2 440 476	151 572	1 066 145	1 643 688	3 479 339	16 532 192
72 508			253 592	86 066	627 058	2 188 785	5 132 463
14 000			3 710	17 586		11 522	228 340
9 429 845	**2 833 956**	**23 381 764**	**2 687 297**	**13 055 464**	**9 740 143**	**31 218 594**	**311 710 467**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Suite*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
PARLEMENT						
Sénat	458 950		56 765	226 607	98 140	221 138
Chambre des communes	824 773		400 045	6 404 233	306 860	233 507
Bibliothèque du Parlement	244 747			1 258 654	132 828	79 644
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	252 631			370 696		875
Conseiller sénatorial en éthique	12 000			9 900		
	1 793 101		**456 810**	**8 270 090**	**537 828**	**535 164**
CONSEIL PRIVÉ						
Ministère	1 101 105			3 523 177	3 063 141	5 632 645
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	186 974				561 719	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	652 026	26 692	18 130	329 166	255 372	255 854
Directeur général des élections	4 412 325		37 936	20 533 974	834 244	926 297
Commissariat aux langues officielles	134 106			145 947	369 088	1 840
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					5 230	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	27 970			29 390	32 745	21 170
	6 514 506	**26 692**	**56 066**	**24 561 654**	**5 121 539**	**6 837 806**
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	4 712 117			1 449 736	3 283 583	1 609 912
Agence des services frontaliers du Canada	23 477 698	295 785	23 311 051	160 712 197	5 903 847	10 628 464
Service correctionnel	9 493 981	1 768 332	120 377 229	21 280 176	6 529 352	6 196 851
Commission nationale des libérations conditionnelles	302 621		33 282	37 086	663 431	340 692
Bureau de l'enquêteur correctionnel	14 003			126 809	106 167	
Gendarmerie royale du Canada	249 225 381	29 552 751	74 338 735	53 046 557		14 291 947
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	52 166			47 335	120 491	5 534
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	49 883			409 496	400 393	9 512
	287 327 850	**31 616 868**	**218 060 297**	**237 109 392**	**17 007 264**	**33 082 912**
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	**340 641 715**	**320 452 383**	**54 485**	**288 243 362**	**63 992 825**	**20 967 398**

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
741 412		1 460 072	595 078	6 409	422 658	287 825	4 575 054
1 325 258	107 201	4 121 767	3 154 137	371 084	1 567 658	223 624	19 040 147
23 479		445	249 037	430 253	254 672	270 135	2 943 894
7 275	43 341		16 909		57 939	109 809	859 475
9 152		2 600	3 362				37 014
2 106 576	**150 542**	**5 584 884**	**4 018 523**	**807 746**	**2 302 927**	**891 393**	**27 455 584**
1 129 129	2 185 239	294 181	478 141	940 427	1 599 369	957 345	20 903 899
16 000	24 191		3 632	16 252	31 399	14 395	854 562
592 396	48 177	4 521	62 183	18 894	441 898	18 167	2 723 476
4 871 864	298 088	92 745	334 205	1 965 741	866 999	2 276 382	37 450 800
1 441 217	384	117 812	162 468	375 433	199 730	136 223	3 084 248
52 475				40 777			98 482
70 440	851		22 758		17 879	69 648	292 851
8 173 521	**2 556 930**	**509 259**	**1 063 387**	**3 357 524**	**3 157 274**	**3 472 160**	**65 408 318**
5 619 143	1 798 226	1 304 424	543 845	1 231 108	1 947 010	746 027	24 245 131
1 254 347	15 018 020	164 367	568 945	701 161	6 450 776	13 571 090	262 057 748
786 490	11 606 970	89 750	1 205 366	2 215 979	47 547 323	65 480 242	294 578 041
79 447	231 155		55 254	220 312	185 260	422 421	2 570 961
110 024			12 698	54 160	23 926	29 853	477 640
4 256 331	123 127 996	2 272 819	5 149 538	11 985 064	15 326 794	2 820 275	585 394 188
73 821			35 074		5 306		339 727
358 800	65 559	138 271	27 236	128 948	212 664	51 585	1 852 347
12 538 403	**151 847 926**	**3 969 631**	**7 597 956**	**16 536 732**	**71 699 059**	**83 121 493**	**1 171 515 783**
199 053 153	**29 688 541**	**7 535 275**	**1 459 707**	**24 843 423**	**18 716 741**	**348 613 592**	**1 664 262 600**

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX—*Fin*

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction	Services juridiques
	$	$	$	$	$	$
TRANSPORTS						
Ministère	13 525 835	38 597 607	1 023 067	21 364 836	6 760 465	11 240 546
Office des transports du Canada	108 030		8 345	670 922	200 698	4 832
Bureau de l'infrastucture du Canada	868 173	14 950	11 363	7 251 648	754 478	348 657
Tribunal d'appel des transports du Canada				50 444	71 635	39 675
	14 502 038	**38 612 557**	**1 042 775**	**29 337 850**	**7 787 276**	**11 633 710**
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	1 363 371			2 516 125	3 695 612	5 057 728
École de la fonction publique du Canada	2 129 541	34 605	88 292	9 112 578	1 204 693	45 685
Commissariat au lobbying	2 960			1 512	54 769	11 907
Commissariat à l'intégrité du secteur public	153 205			167 171	73 006	8 576
	3 649 077	**34 605**	**88 292**	**11 797 386**	**5 028 080**	**5 123 896**
ANCIENS COMBATTANTS	**9 280 396**	**7 245**	**321 072 777**	**2 537 788**	**2 324 192**	**526 508**
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	**1 207 515**			**435 932**	**326 899**	**200 919**
Total	**1 801 031 256**	**2 105 975 859**	**1 143 101 948**	**1 110 146 073**	**264 943 338**	**397 266 165**

Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
32 910 693	3 677 307	16 372 397	1 758 781	16 804 667	9 984 183	9 042 473	183 062 857
		32 298	107 930	246 984	521 878	574 069	2 475 986
589 293	145 678	455 680	196 951	1 692 528	677 760	2 100	13 009 259
			5 157	20 667	6 051	188 637	382 266
33 499 986	**3 822 985**	**16 860 375**	**2 068 819**	**18 764 846**	**11 189 872**	**9 807 279**	**198 930 368**
3 780 838	1 389 339	70 975	1 619 511	3 127 592	5 843 208	53 302 241	81 766 540
394 271	311 475	47 670	1 548 303	4 299 752	16 565 012	4 769 991	40 551 868
55 350	3 396		12 222	35 172	42 676	1 213 120	1 433 084
58 059	2 682	24 000	37 775	43 016	33 969	371 063	972 522
4 288 518	**1 706 892**	**142 645**	**3 217 811**	**7 505 532**	**22 484 865**	**59 656 415**	**124 724 014**
600 524	**1 938 368**		**777 943**	**1 371 183**	**2 794 251**	**5 943 052**	**349 174 227**
1 667 814	**97 983**		**212 441**	**228 042**	**660 219**	**2 396 084**	**7 433 848**
596 951 828	**376 847 863**	**339 203 819**	**90 955 318**	**269 427 138**	**427 399 022**	**1 425 718 153**	**10 348 967 780**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages

SOMMAIRE

Page

Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages 4.2

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- du détail pour les contrats de 250 000 $ ou plus (25 000 $ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 $ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 $) et le nombre total d'entrepreneurs.

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	$	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère		1 029 695	5 428 109	572 219	7 030 023
Agence canadienne d'inspection des aliments			45 000		45 000
		1 029 695	**5 473 109**	**572 219**	**7 075 023**
PATRIMOINE CANADIEN					
Bibliothèque et Archives du Canada			7 553 487		7 553 487
Commission des champs de bataille nationaux		73 126	310 021		383 147
		73 126	**7 863 508**		**7 936 634**
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC			**46 335**		**46 336**
ENVIRONNEMENT					
Ministère		5 054 882	1 232 992		6 287 874
Agence Parcs Canada	548 122	15 851 303	2 758 093	64 689	19 222 207
	548 122	**20 906 185**	**3 991 085**	**64 689**	**25 510 081**

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—*Suite*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	$	$	$	$	$
FINANCES					
Agence de la consommation en matière financière du Canada			33 128		33 128
Bureau du surintendant des institutions financières			596 499		596 499
			629 627		**629 627**
PÊCHES ET OCÉANS					
Ministère	**745 477**	**40 842 915**	**702 027**	**331 038**	**42 621 457**
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	**20 805 061**	**44 479**	**49 109 673**	**15 324 961**	**85 284 174**
SANTÉ					
Ministère		1 906 016	5 011 645		6 917 661
Agence de la santé publique du Canada		397 030	2 652 176		3 049 206
		2 303 046	**7 663 821**		**9 966 867**
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	282 271	54 539	676 510		1 013 320
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens			762 660		762 660
	282 271	**54 539**	**1 439 170**		**1 775 980**
INDUSTRIE					
Ministère			542 474		542 474
Agence spatiale canadienne			20 349		20 349
Conseil national de recherches du Canada		55 863	15 500 613		15 556 476
		55 863	**16 063 436**		**16 119 299**
JUSTICE					
Commission canadienne des droits de la personne			**3 010**		**3 010**
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	**3 010 755**	**59 601 568**	**162 703 379**	**8 197 420**	**233 513 122**

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES—*Fin*

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
	$	$	$	$	$
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	8 000		8 108 063		8 116 063
Office national de l'énergie			646 387		646 387
	8 000		**8 754 450**		**8 762 450**
CONSEIL PRIVÉ					
Directeur général des élections		**8 294**	**1 188 970**		**1 197 264**
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère			176 015		176 015
Agence des services frontaliers du Canada		27 973	16 022 761		16 050 734
Service correctionnel		3 901 032	115 194 370		119 095 402
Gendarmerie royale du Canada	2 271 147	6 759 116	64 354 529	5 623 353	79 008 145
	2 271 147	**10 688 121**	**195 747 675**	**5 623 353**	**214 330 296**
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	**6 493 910**	**20 948 782**	**89 094 684**	**232 470**	**116 769 846**
TRANSPORTS					
Ministère	**29 183 073**	**20 756 280**	**5 741 389**		**55 680 742**
ANCIENS COMBATTANTS			**13 242 346**		**13 242 346**
Total	**63 347 816**	**177 312 893**	**569 457 694**	**30 346 150**	**840 464 553**

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Acquisition de matériel et d'outillage

SOMMAIRE

Page

Acquisition de matériel et d'outillage 5.2

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de matériel et d'outillage, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	8 860 800		2 223 842
Commission canadienne du lait			
Agence canadienne d'inspection des aliments	2 476 901		186 385
Commission canadienne des grains	40 190		10 448
	11 377 891		**2 420 675**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	**245 251**		**73 922**
AGENCE DU REVENU DU CANADA	**418 427**		**4 436 901**
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	1 317		
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	76		32
Bibliothèque et Archives du Canada	104 825		130 594
Commission des champs de bataille nationaux	39 922		
Office national du film			12 369
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme			11 915
Commission de la fonction publique			23 446
Commission des relations de travail dans la fonction publique			85 688
Tribunal de la dotation de la fonction publique			323
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles			
	146 140		**264 367**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
19 228 817	29 967 119	1 862 394	168 055		10 853 628	73 164 655
86 114		2 974				89 088
5 871 928	10 883 349	1 904 438		265 285	697 267	22 285 553
1 405 681	2 409 753	167 881		45 115	208 762	4 287 830
26 592 540	**43 260 221**	**3 937 687**	**168 055**	**310 400**	**11 759 657**	**99 827 126**
1 380 756		**429 319**		**7 621**		**2 136 869**
78 615 588	**9 935**	**8 889 140**		**983 193**	**1 466 870**	**94 820 054**
4 238 506	178 432	912 836	12 685	320 521	185 569	5 849 866
74 578		124 974		7 014		206 674
2 222 906	21 814	320 101		25 376	333 711	3 159 327
39 295	10 546			3 672	24 201	117 636
1 827 106					1 443 629	3 283 104
164 618		61 670		15 604		253 807
1 846 160	21 823	486 507		9 147	20 141	2 407 224
790 928		85 593			74	962 283
11 055		5 142			651	17 171
8 169						8 169
11 223 321	**232 615**	**1 996 823**	**12 685**	**381 334**	**2 007 976**	**16 265 261**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	56 679		6 922 581
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada			107 826
	56 679		**7 030 407**
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	**67 156**		**41 482**
ENVIRONNEMENT			
Ministère	5 767 185	76 692	1 757 310
Agence canadienne d'évaluation environnementale			25 660
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			140
Agence Parcs Canada	8 458 518		814 609
	14 225 703	**76 692**	**2 597 719**
FINANCES			
Ministère			18 226
Vérificateur général			296 206
Tribunal canadien du commerce extérieur			410
Agence de la consommation en matière financière du Canada			5 374
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
Bureau du surintendant des institutions financières			11 388
			331 604
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	**85 931 369**	**106 179**	**3 349 405**
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	2 905 679		772 568
Agence canadienne de développement international			178 505
Commission mixte internationale			10 265
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
	2 905 679		**961 338**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
13 511 960	208 009	3 059 748		2 006 409	73 374	25 838 760
915 695		293 931		11 194		1 328 646
14 427 655	**208 009**	**3 353 679**		**2 017 603**	**73 374**	**27 167 406**
1 101 763		**103 728**		**13 192**	**15 569**	**1 342 890**
29 051 640	27 388 713	3 659 986		1 766 136	3 337 532	72 805 194
169 803	20 918	270		197 308	1 621	415 580
111 684		6 049		48 905		166 778
8 087 373	2 608 545	2 005 338	1 278 875	284 683	5 288 002	28 825 943
37 420 500	**30 018 176**	**5 671 643**	**1 278 875**	**2 297 032**	**8 627 155**	**102 213 495**
1 669 673		192 382		764 602	3 916	2 648 799
922 250		282 536		22 618		1 523 610
166 702		67 912		2 049		237 073
63 229		21 981			7 316	97 900
4 372 595		102 880		36 214		4 511 689
1 676 772		677 113				2 365 273
8 871 221		**1 344 804**		**825 483**	**11 232**	**11 384 344**
21 500 578	**12 654 734**	**3 703 272**	**566 448**	**522 793**	**16 518 319**	**144 853 097**
26 716 606	5 938 483	18 998 329		1 421 609	7 422 522	64 175 796
3 906 340		1 284 752			11 243	5 380 840
82 101		7 519		7 251		107 136
34 818		1 172				35 990
30 739 865	**5 938 483**	**20 291 772**		**1 428 860**	**7 433 765**	**69 699 762**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	**468**		
SANTÉ			
Ministère	974 701		1 138 262
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée			
Instituts de recherche en santé du Canada			95 587
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			2 597
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			768
Agence de la santé publique du Canada	115 878		749 481
	1 090 579		**1 986 695**
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	369 589		6 365 965
Conseil canadien des relations industrielles			4 884
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
	369 589		**6 370 849**
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	504 435		529 226
Agence canadienne de développement économique du Nord	101 778		8 323
Commission canadienne des affaires polaires			
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens			84 438
Greffe du Tribunal des revendications particulières			151 710
	606 213		**773 697**
INDUSTRIE			
Ministère	1 251 785		1 249 799
Agence spatiale canadienne	227 279		1 685 325
Commission du droit d'auteur			
Conseil national de recherches du Canada	628 776		106 325
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			1 983
Greffe du Tribunal de la concurrence			18 585
Conseil de recherches en sciences humaines			1 216
Statistique Canada			1 643
	2 107 840		**3 064 876**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
240 119		**4 203**			**990**	**245 780**
8 120 417	25 598 854	3 251 363	47 496	364 276	3 729 584	43 224 953
15 183		5 372				20 555
1 414 692		42 099		8 626	2 055	1 563 059
81 832		9 354		6 019	654	100 456
218 291		82 616			425	302 100
8 441 382	9 944 949	703 682	748 335	152 532	2 887 685	23 743 924
18 291 797	**35 543 803**	**4 094 486**	**795 831**	**531 453**	**6 620 403**	**68 955 047**
40 598 214	214 464	12 937 150		681 398	785 584	61 952 364
187 120		14 279		4 509	467	211 259
270						270
82 777				3 764		86 541
40 868 381	**214 464**	**12 951 429**		**689 671**	**786 051**	**62 250 434**
15 009 007	287 030	4 429 100		194 066	886 449	21 839 313
158 879	633	18 381		2 465	1 364	291 823
58 053						58 053
117 156		358 478		13 565		573 637
231 604		49 466				432 780
15 574 699	**287 663**	**4 855 425**		**210 096**	**887 813**	**23 195 606**
10 261 734	6 289 325	3 364 837	39 292	169 011	1 778 404	24 404 187
5 518 745	31 930 214	302 737	138 347	38 875	1 266 736	41 108 258
14 468		14 527			77	29 072
15 085 115	33 836 547	1 950 356	20 047 537	91 942	7 405 722	79 152 320
451 199		49 211		4 163	5 415	511 971
17 237		3 870			1 779	41 471
185 201		85 495		1 885	31 288	305 085
16 188 327	161 866	1 244 891		371 077	79 937	18 047 741
47 722 026	**72 217 952**	**7 015 924**	**20 225 176**	**676 953**	**10 569 358**	**163 600 105**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
JUSTICE			
Ministère	2 070		1 562 386
Commission canadienne des droits de la personne			74 122
Tribunal canadien des droits de la personne			2 376
Commissaire à la magistrature fédérale			25 928
Service administratif des tribunaux judiciaires	26 676		41 772
Bureau du directeur des poursuites pénales	49 728		206 451
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			27 115
Cour suprême du Canada	31 949		35 078
	110 423		**1 975 228**
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	1 761 604 918	616 156 627	130 193 372
Comité des griefs des Forces canadiennes			
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire			9 443
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications			462
	1 761 604 918	**616 156 627**	**130 203 277**
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	1 934 826		2 344 305
Commission canadienne de sûreté nucléaire	185 121	21 988	655 160
Office national de l'énergie	994		57 376
Administration du pipe-line du Nord			
	2 120 941	**21 988**	**3 056 841**
PARLEMENT			
Sénat	417		239 052
Chambre des communes	652 651	8 980	940 422
Bibliothèque du Parlement			51 212
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique			943
Conseiller sénatorial en éthique			
	653 068	**8 980**	**1 231 629**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
7 798 285	89 489	3 290 314		145 979	137 494	13 026 017
375 628		87 592		9 571		546 913
81 427		11 623				95 426
185 738		27 378		1 770	7 982	248 796
933 936	28 431	197 895		11 213	23 149	1 263 072
1 149 016	15 653	262 682		132 823	61 273	1 877 626
600 814		329 499		36 217	1 011	994 656
525 768	27 244	179 318		8 573	6 868	814 798
11 650 612	**160 817**	**4 386 301**		**346 146**	**237 777**	**18 867 304**
305 629 118	388 282 620	50 312 829	6 597 730	4 497 212	203 587 622	3 466 862 048
186 656		2 942		602	500	190 700
101 258	2 169	60 426		7 991		181 287
569				3 544		4 575
305 917 601	**388 284 789**	**50 376 197**	**6 597 730**	**4 509 349**	**203 588 122**	**3 467 238 610**
17 200 313	11 111 561	3 461 873	276 557	195 884	2 984 184	39 509 503
6 080 649	1 588 625	1 912 512			598 122	11 042 177
1 342 271		1 063 191			219 600	2 683 432
4 460	472	10 401			199	15 532
24 627 693	**12 700 658**	**6 447 977**	**276 557**	**195 884**	**3 802 105**	**53 250 644**
813 557	102 889	564 083		142 813	320 041	2 182 852
6 650 836		709 622		366 009	933 403	10 261 923
399 387	7 242	64 292		33 956	6 797	562 886
61 348		17 157		1 091		80 539
120				539		659
7 925 248	**110 131**	**1 355 154**		**544 408**	**1 260 241**	**13 088 859**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Suite*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	107 772		410 960
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			10 973
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	50 832		37 433
Directeur général des élections			123 207
Commissaire aux langues officielles	851		35
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
	159 455		**582 608**
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère	(1 734)		305 209
Agence des services frontaliers du Canada	2 171 503	2 323 800	5 459 365
Service correctionnel	7 234 846	571 585	2 475 559
Commission nationale des libérations conditionnelles	38 654		19 293
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
Gendarmerie royale du Canada	89 793 572	6 707 586	48 054 073
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
	99 236 841	**9 602 971**	**56 313 499**
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	**1 099 028**		**2 174 605**
TRANSPORTS			
Ministère	20 931 579	17 804	944 427
Office des transports du Canada			89 358
Bureau de l'infrastructure du Canada			
Tribunal d'appel des transports du Canada			
	20 931 579	**17 804**	**1 033 785**

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
4 177 876	296 579	709 810		59 576	127 390	5 889 963
123 942		70 023		83 460		288 398
316 660	34 115	32 881		43 219	130 228	645 368
3 828 153		246 844		126 899	121 319	4 446 422
256 977		55 867		10 579		324 309
25 086		34 438				59 524
8 728 694	**330 694**	**1 149 863**		**323 733**	**378 937**	**11 653 984**
3 685 857		348 024		306 932		4 644 288
7 361 156	13 043 203	3 608 777		210 671	5 526 874	39 705 349
28 043 513	6 134 808	10 271 321		61 576	21 931 570	76 724 778
111 218		210 180		13 964	4 192	397 501
18 713		11 170		5 533		35 416
62 721 142	14 565 082	9 617 040	93 500	2 337 768	12 708 238	246 598 001
1 817		25 469				27 286
113 132		158 570		740		272 442
102 056 548	**33 743 093**	**24 250 551**	**93 500**	**2 937 184**	**40 170 874**	**368 405 061**
42 172 657	**1 671 694**	**38 204 305**	**32 756 284**	**951 940**	**7 951 096**	**126 981 609**
21 780 157	392 555	4 106 533	134 542	60 246	2 984 376	51 352 219
365 409		102 343		79 735	4 455	641 300
3 949 127		224 923		52 537	1 039	4 227 626
15 154		23 122				38 276
26 109 847	**392 555**	**4 456 921**	**134 542**	**192 518**	**2 989 870**	**56 259 421**

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE—*Fin*

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport [1]	Munitions et armes de guerre	Matériel de communication
	$	$	$
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	38 254		6 967
École de la fonction publique du Canada	35 448		31 810
Commissariat au lobbying			6 894
Commissariat à l'intégrité du secteur public			600
	73 702		**46 271**
ANCIENS COMBATTANTS	**81 079**		**428 739**
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	**744**		**94 977**
Total	**2 005 620 762**	**625 991 241**	**230 845 396**

(1) Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 1 279 104 680 $; des navires, bateaux et pièces connexes, 168 415 605 $;des véhicules automobiles et pièces connexes, 531 572 198 $; et des véhicules divers et pièces connexes, 26 528 279 $.
(2) Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.
(3) Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé [2]	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels)	Autres équipements et machinerie [3]	Total
$	$	$	$	$	$	$
3 303 155		257 197		2 415 632	10 367	6 031 572
1 063 650		270 277		158 785	29 590	1 589 560
56 971		14 839				78 704
39 603		12 218				52 421
4 463 379		**554 531**		**2 574 417**	**39 957**	**7 752 257**
1 866 307	**10 695**	**356 832**		**477 882**	**1 339 775**	**4 561 309**
1 064 024		**528 146**		**61 239**		**1 749 130**
891 153 419	**637 991 181**	**210 710 112**	**62 905 683**	**24 010 384**	**328 537 286**	**5 017 765 464**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Paiements de transfert

SOMMAIRE

Page

Paiements de transfert 6.2

PAIEMENTS DE TRANSFERT

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

PAIEMENTS DE TRANSFERT

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
Ministère	6 621 331	948 773 936	637 125 558
Agence canadienne d'inspection des aliments	8 374 513		2 441
	14 995 844	**948 773 936**	**637 127 999**
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE			
Ministère	**56 197**	**109 637 854**	**993 353**
AGENCE DU REVENU DU CANADA	**215 277 039**		**205 545 368**
PATRIMOINE CANADIEN			
Ministère	28 033 603	109 823 300	274 466 151
Bibliothèque et Archives du Canada			
Office national du film			
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme			
	28 033 603	**109 823 300**	**274 466 151**
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
Ministère	**41 759 292**		**394 698 328**
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	**40 111**	**114 747 466**	**63 431 907**
ENVIRONNEMENT			
Ministère	227 050	382 855	8 105 624
Agence canadienne d'évaluation environnementale		15 000	295 500
Agence Parcs Canada			4 993 327
	227 050	**397 855**	**13 394 451**

Certains renseignements non publiés dans les *Comptes publics du Canada* sont disponibles sur le web, dans un format PDF (Acrobat), à l'adresse URL suivante : http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/txt/72-fra.html. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 $ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 $.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
$	$	$	$	$
29 671 238	124 111 316	77 300		1 746 380 679
				8 376 954
29 671 238	**124 111 316**	**77 300**		**1 754 757 633**
	165 342 531	**30 845 343**		**306 875 278**
	5 824 278			**426 646 685**
13 507 408	725 676 132	13 778 761		1 165 285 355
	2 543 368			2 543 368
	248 500			248 500
	20 471 824			20 471 824
13 507 408	**748 939 824**	**13 778 761**		**1 188 549 047**
1 632 522	**500 373 453**			**938 463 595**
	142 260 904	**21 514 061**		**341 994 449**
10 493 352	110 533 057	1 019 669		130 761 607
37 884	1 694 812			2 043 196
	7 331 452			12 324 779
10 531 236	**119 559 321**	**1 019 669**		**145 129 582**

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	$	$	$
FINANCES			
Ministère			49 756 273 054
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada			
			49 756 273 054
PÊCHES ET OCÉANS			
Ministère	**87 123 928**		**1 190 000**
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL			
Ministère	6 558 734		
Agence canadienne de développement international			
	6 558 734		
GOUVERNEUR GÉNÉRAL	**398 679**		
SANTÉ			
Ministère	231 552		70 334 648
Instituts de recherche en santé du Canada	908 837 958		
Agence de la santé publique du Canada	148 140		50 973 962
	909 217 650		**121 308 610**
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES			
Ministère	**38 795 662 271**	**17 557 551**	**1 078 075 976**
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN			
Ministère	37 547 168	523 641 676	652 385 026
Agence canadienne de développement économique du Nord		3 641 253	9 811 139
Commission canadienne des affaires polaires			
	37 547 168	**527 282 929**	**662 196 165**
INDUSTRIE			
Ministère		485 491 647	1 014 278 729
Agence spatiale canadienne	174 000	2 107 000	
Conseil national de recherches du Canada	138 750	201 707 066	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 004 173 718		
Conseil de recherches en sciences humaines	659 459 398		
Statistique Canada			
	1 663 945 866	**689 305 713**	**1 014 278 729**

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
$	$	$	$	$
488 884 213	112 727 343			50 357 884 610
	1 400 000			1 400 000
488 884 213	**114 127 343**			**50 359 284 610**
348 298	**23 117 550**			**111 779 776**
7 018 975 817	362 021 945	12 664 683	4 700 000	7 404 921 179
3 327 464 384				3 327 464 384
10 346 440 201	**362 021 945**	**12 664 683**	**4 700 000**	**10 732 385 563**
				398 679
15 448 966	1 506 265 385	731 348		1 593 011 899
	20 306 845			929 144 803
1 997 038	189 818 256			242 937 396
17 446 004	**1 716 390 486**	**731 348**		**2 765 094 098**
2 434 793	**755 378 126**	**46 617 490**		**40 695 726 207**
	4 789 788 606	4 841 857		6 008 204 333
	17 122 180	1 253 011		31 827 583
	10 000			10 000
	4 806 920 786	**6 094 868**		**6 040 041 916**
6 779 922	500 928 425	17 008 662		2 024 487 385
30 433 818	5 776 871			38 491 689
11 755 492	57 434 969			271 036 277
				1 004 173 718
				659 459 398
	560 800			560 800
48 969 232	**564 701 065**	**17 008 662**		**3 998 209 267**

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Suite*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	$	$	$
JUSTICE			
Ministère	14 292 328		346 679 969
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
	14 292 328		**346 679 969**
DÉFENSE NATIONALE			
Ministère	**6 144 756**		**15 332 634**
RESSOURCES NATURELLES			
Ministère	274 205 472	390 411 243	1 782 675 527
Commission canadienne de sûreté nucléaire			
	274 205 472	**390 411 243**	**1 782 675 527**
PARLEMENT			
Sénat	43 579		
Chambre des communes			
	43 579		
CONSEIL PRIVÉ			
Ministère	151 364		
Directeur général des élections			
	151 364		
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE			
Ministère			124 855 721
Service correctionnel			
Gendarmerie royale du Canada	102 946 606		13 775 093
	102 946 606		**138 630 814**
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		**136 069**	
TRANSPORTS			
Ministère	568 231	174 519 139	110 563 804
Bureau de l'infrastructure du Canada		4 757 601	2 863 491 896
	568 231	**179 276 740**	**2 974 055 700**

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
$	$	$	$	$
563 790	23 393 578			384 929 665
	435 266			435 266
563 790	**23 828 844**			**385 364 931**
203 955 682	**10 547 968**			**235 981 040**
1 597 087	95 613 933			2 544 503 262
114 027	733 761			847 788
1 711 114	**96 347 694**			**2 545 351 050**
414 431				458 010
976 868				976 868
1 391 299				**1 434 878**
				151 364
	27 184 375			27 184 375
	27 184 375			**27 335 739**
1 156 668	116 570 766	2 921 471		245 504 626
20 000	1 600 485			1 620 485
1 900	565 178			117 288 777
1 178 568	**118 736 429**	**2 921 471**		**364 413 888**
	487 783	**471 319 811**	**(470 235 664)**	**1 707 999**
183 296	49 436 058	27 459 291		362 729 819
	209 618 462	1 076 355 091		4 154 223 050
183 296	**259 054 520**	**1 103 814 382**		**4 516 952 869**

PAIEMENTS DE TRANSFERT—*Fin*

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
	$	$	$
CONSEIL DU TRÉSOR			
Secrétariat	374 949		
École de la fonction publique du Canada			
	374 949		
ANCIENS COMBATTANTS	**2 411 517 942**		
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		**107 018 861**	**4 040 808**
Total	**44 611 088 659**	**3 194 369 517**	**59 484 395 543**

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Ré-affectation des paiements de transfert	Total
$	$	$	$	$
200 000	20 000			594 949
	288 057			288 057
200 000	**308 057**			**883 006**
9 351 729	**11 706 205**			**2 432 575 876**
	235 609 300	**12 915 441**		**359 584 410**
11 178 400 623	**10 932 880 103**	**1 741 323 290**	**(465 535 664)**	**130 676 922 071**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Frais de la dette publique

SOMMAIRE

Page

Frais de la dette publique 7.2

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

Les frais de la dette publique comprennent:

– les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;

– l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue; et,

– les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
DETTE NON ÉCHUE—			
Intérêt sur les obligations négociables[1]**—**			
À payer en monnaie canadienne—			
H63—1985/88-2009	4,25		11 199 311
H68—1985/87-2009	11,00		9 931 502
H79—1986-2010	9,75		7 095 958
H81—1986/87/89/90-2010	9,50	2 170 185 000	207 944 515
H85—1986-2010	8,75	97 018 000	8 489 076
H87—1986/87/88-2011	9,00	463 681 000	41 731 290
H98—1987-2011	8,50	606 151 000	51 522 835
A23—1989/90/91-2014	10,25	709 898 000	72 764 545
A34—1990-2015	11,25	456 505 000	51 356 813
A39—1990/91-2021	10,50	567 361 000	69 284 398
A43—1991-2021	9,75	286 188 000	33 925 578
A49—1991/92-2022	9,25	206 022 000	20 635 277
A55—1992/93/94-2023	8,00	3 757 121 000	332 849 481
A76—1994/95-2025	9,00	3 075 345 000	310 508 680
L25—1991/92/93/94/95-2021	4,25	7 169 149 993	304 554 285
VS05—1995/96/97-2026	4,25	6 879 809 795	292 264 399
WV25—1999/2000/01/02/03-2031	4,00	7 304 723 870	292 059 791
XQ21—2003/04/05/06-2036	3,00	6 537 216 356	196 030 242
YK42—2007-2041	2,00	6 778 024 015	111 540 182
VW17—1996/97-2027	8,00	6 441 435 000	516 606 855
WR13—1998/99-2009	5,50		52 454 661
WL43—1998/99/2000/01-2029	5,75	12 804 867 000	736 279 853
WX80—1999/2000-2010	5,50	4 633 780 000	274 006 540
XB51—2000/01-2011	6,00	9 693 269 000	586 980 869
XG49—2001/02/03/04-2033	5,75	13 410 295 000	771 091 963
XH22—2001/02-2012	5,25	10 356 853 000	543 734 783
XM17—2002-2013	5,25	8 996 594 000	472 321 185
XS86—2003/04-2014	5,00	9 753 802 000	487 690 100
XT69—2003/04-2009	4,25		121 999 926
XW98—2004/05/06/07-2037	5,00	13 999 089 000	699 954 450
XX71—2004/05-2015	4,50	10 143 325 000	456 449 625
XY54—2004/05-2010	4,00	5 852 884 000	273 936 894
YB43—2005/06-2016	4,00	10 157 400 000	406 296 000
YC26—2005/06-2011	3,75	8 766 862 000	328 757 325
YF56—2006/07-2017	4,00	10 342 526 000	413 701 040
YG30—2006/07-2012	3,75	6 799 165 000	254 968 688
YH13—2006/07-2009	3,75		11 225 386
YJ78—2007-2009	4,25		107 885 943
YL25—2007/08-2018	4,25	10 622 764 000	451 467 470
YM08—2007/08-2010	3,75	2 927 100 000	119 867 450
YN80—2007/08-2013	3,50	15 063 624 000	527 226 840
YP39—-2008/09-2011	2,75	9 888 102 000	324 368 710
YQ12—2008/09-2042	4,00	11 300 000 000	313 221 918
YR94—2008/09-2020	3,75	17 650 000 000	588 061 644
YS77—2008/09-2015	3,00	16 000 000 000	480 000 000
YT50—2008/09-2011	1,25	9 645 000 000	135 555 890
YU24—2009/10-2015	2,00	15 000 000 000	215 424 658
YW89—2009/10-2012	1,00	10 000 000 000	79 424 658
YX62—2009/10-2013	2,00	10 500 000 000	154 287 671
YY46—2009/10-2012	1,25	9 500 000 000	63 801 370
YZ11—2009/10-2021	3,50	10 100 000 000	131 312 329
ZB34—2009/10-2012	1,50	9 000 000 000	36 863 014

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
MZ17—2009/10-2015	2,50	9 000 000 000	46 438 356
ZD99—2009/10-2013	1,75	9 600 000 000	24 854 794
ZE72—2009/10-2013	1,50	3 000 000 000	2 465 753
		368 013 135 029	*13 636 672 769*
Moins : titres détenus par le gouvernement		50 726 000	
		367 962 409 029	***13 636 672 769***
À payer en devises étrangères—			
2009-2014	2,38	3 047 400 000	40 575 688
2010-2020	3,50	2 744 000 000	20 260 493
2001-2003/19	divers	53 658 619	9 985 053
		5 845 058 619	*70 821 234*
Moins : titres détenus par le gouvernement		55 251 084	9 747 984
		5 789 807 535	***61 073 250***
		373 752 216 564	**13 697 746 019**
Titres au détail—			
Obligations d'épargne du Canada[1]—			
S46—1991-2003/2013	0,40-2,00	183 960 989	3 669 202
S47—1992-2004/2014	0,40-2,00	298 014 885	5 704 889
S48—1993-2005/2015	0,40-2,00	240 255 152	4 558 812
S49—1994-2006/2016	0,40-2,00	350 535 188	6 868 009
S50—1995-2007/2017	0,40-2,00	281 710 879	5 384 367
S51—1996-2008/2019	0,40-2,00	522 104 934	11 593 405
S52—1997-2009/2017	0,40-2,00	521 020 902	9 595 145
S54—1998-2008/2019	0,40-2,00	231 700 402	3 999 013
S55—1998-2008/2019	0,40-1,85	17 975 386	317 300
S56—1999-2009/2019	0,40-1,65	3 584 390	64 218
S57—1999-2009/2019	0,40-1,25	2 122 365	31 903
S58—1999-2009/2019	0,40-1,00	4 437 981	58 726
S59—1999-2009/2020	0,75	2 891 109	28 816
S60—1999-2009/2020	0,40-2,00	123 814 092	2 607 439
S61—1999-2009/2020	0,40-1,85	13 412 538	293 888
S62—1999-2009/2020	0,40-1,65	4 772 148	98 018
S63—1999-2009/2020	0,40-1,25	2 913 196	50 536
S64—1999-2009/2020	0,40-1,00	5 274 474	75 883
S65—2000-2010	0,75	8 314 629	76 821
S66—2000-2010	0,40-2,00	147 256 768	2 455 744
S67—2000-2010	0,40-1,85	12 491 447	204 743
S68—2001-2011	0,40-1,65	6 131 118	97 488
S69—2001-2011	0,40-1,25	4 488 566	59 511
S70—2001-2011	0,40-1,00	4 380 047	51 853
S71—2001-2011	0,75	3 084 299	27 455
S72—2001-2011	0,40-2,00	202 880 511	3 234 944
S73—2001-2011	0,40-1,85	12 895 461	209 179
S74—2002-2012	0,40-1,65	3 047 098	47 686
S75—2002-2012	0,40-1,25	2 473 237	32 127
S76—2002-2012	0,40-1,00	7 509 750	84 472
S77—2002-2012	0,75	6 170 757	54 572
S78—2002-2012	0,40-2,00	234 337 560	3 692 580
S79—2002-2012	0,40-1,85	18 302 084	287 965
S80—2003-2013	0,40-1,65	4 901 857	76 809
S81—2003-2013	0,40-1,25	3 407 587	42 953
S82—2003-2013	0,40-1,00	7 472 973	82 068
S83—2003-2013	0,75	8 025 157	67 801
S84—2003-2013	0,40-2,00	173 423 722	2 807 326
S85—2003-2013	0,40-1,85	9 565 300	145 793
S86—2004-2014	0,40-1,65	2 514 342	37 574
S87—2004-2014	0,40-1,25	1 862 790	23 041
S88—2004-2014	0,40-1,00	4 054 719	45 067
S89—2004-2014	0,75	2 401 989	20 014
S90—2004-2014	0,40-2,00	194 306 623	3 169 980

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
S91—2004-2014	0,40-1,85	10 945 174	170 372
S92—2005-2015	0,40-1,65	4 192 147	61 713
S93—2005-2015	0,40-1,25	2 298 320	27 804
S94—2005-2015	0,40-1,00	4 967 272	56 158
S95—2005-2015	0,75	3 017 351	24 257
S96—2005-2015	0,40-2,00	247 579 118	4 058 627
S97—2005-2015	0,40-1,85	12 243 052	186 806
S98—2006-2016	0,40-1,65	3 257 800	48 681
S99—2006-2016	0,40-1,25	2 581 094	31 813
S100—2006-2016	0,40-1,00	5 562 043	62 563
S101—2006-2016	0,75	3 963 274	32 153
S102—2006-2016	0,40-2,00	331 284 181	5 538 254
S103—2006-2016	0,40-1,85	15 630 143	239 261
S104—2007-2017	0,40-1,65	4 187 912	61 670
S105—2007-2017	0,40-1,25	2 959 569	35 629
S106—2007-2017	0,40-1,00	7 807 868	88 148
S107—2007-2017	0,75	5 634 008	45 120
S108—2007-2017	0,40-2,00	464 064 905	8 352 177
S109—2007-2017	0,40-1,85	25 623 164	396 422
S110—2008-2018	0,40-1,65	7 857 498	111 784
S111—2008-2018	0,40-1,25	8 049 955	101 332
S112—2008-2018	0,40-1,00	10 166 108	128 215
S113—2008-2018	0,75	15 473 787	132 940
S114—2008-2018	0,40-2,00	883 471 129	15 544 479
S115—2008-2018	0,40-1,85	64 134 563	1 117 304
S116—2009-2019	0,40-1,65	45 877 989	882 775
S117—2009-2019	0,40-1,25	43 548 858	621 869
S118—2009-2019	0,40-1,00	55 264 357	594 887
S119—2010-2019	0,75	40 981 740	369 115
S120—2010-2019	0,40	573 791 219	638 532
S121—2010-2019	0,40	28 592 317	38 963
S122—2010-2020	0,40	13 356 633	13 381
S123—2010-2020	0,40	10 517 406	7 019
S124—2010-2020	0,40	7 372 136	74 010
		6 862 455 491	*112 029 368*
Obligations à prime du Canada[(1)]—			
P3—1998-2008/2019	2,35-2,50	358 817 603	11 439 030
P4—1998-2008/2019	2,35-2,50	41 115 344	1 369 040
P5—1999-2009/2019	2,35-2,50	9 096 745	323 058
P6—1999-2009/2019	1,75-1,90	6 880 733	180 766
P7—1999-2009/2019	1,75-1,90	30 565 570	837 824
P8—1999-2009/2019	1,40	25 487 570	491 361
P9—1999-2009/2019	1,00-3,40	141 228 965	7 112 322
P10—1999-2009/2019	1,00-3,40	42 704 953	2 445 873
P11—1999-2009/2020	1,00-3,20	15 534 099	862 026
P12—1999-2009/2020	1,00-3,00	11 466 358	703 226
P13—1999-2009/2020	1,00-3,00	30 850 973	1 664 494
P14—2000-2010	2,90	58 710 710	2 254 864
P15—2000-2010	2,35-2,50	310 467 632	9 425 524
P16—2000-2010	2,35-2,50	67 982 892	2 141 706
P17—2001-2011	2,35-2,50	75 816 676	2 381 016
P18—2001-2011	1,75-1,90	142 401 810	3 376 459
P19—2001-2011	1,75-1,90	18 502 612	426 602
P20—2001-2011	1,40	19 397 814	338 202
P21—2001-2011	3,40-3,50	341 637 684	13 457 650
P22—2001-2011	3,40-3,50	47 455 895	1 924 877
P23—2002-2012	3,20-3,25	12 799 466	485 108
P24—2002-2012	3,00-3,05	10 812 870	388 663
P25—2002-2012	1,00-3,35	58 688 678	2 378 210
P26—2002-2012	3,35	29 195 228	1 188 045
P27—2002-2012	3,40-3,50	684 747 200	27 669 413
P28—2002-2012	3,40-3,50	135 015 137	5 637 677
P29—2003-2013	3,20-3,25	52 340 641	2 068 827
P30—2003-2013	3,00-3,05	8 648 892	319 898

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
P31—2003-2013	3,00-3,15	42 417 933	1 555 102
P32—2003-2013	2,90	37 515 650	1 275 238
P33—2003-2013	3,00-3,05	18 942 454	696 138
P34—2003-2013	2,35-2,50	525 252 290	14 378 495
P35—2003-2013	2,35-2,50	115 877 996	3 236 980
P36—2004-2014	2,35-2,50	40 121 227	1 136 503
P37—2004-2014	1,75-1,90	26 542 503	543 866
P38—2004-2014	1,75-1,90	37 732 805	782 852
P39—2004-2014	1,40	21 287 702	329 901
P40—2004-2014	3,40-3,50	152 023 364	5 708 701
P41—2004-2014	3,40-3,50	36 493 175	1 395 027
P42—2005-2015	3,20-3,25	12 137 225	440 558
P43—2005-2015	3,00-3,05	6 035 277	207 217
P44—2005-2015	3,00-3,15	7 761 236	267 313
P45—2005-2015	2,90	7 021 195	218 608
P46—2005-2015	2,35-2,50	84 836 224	2 198 234
P47—2005-2015	2,35-2,50	36 086 583	955 946
P48—2006-2016	2,35-2,50	11 034 876	291 926
P49—2006-2016	1,75-1,90	11 451 235	226 832
P50—2006-2016	1,75-1,90	11 527 552	228 220
P51—2006-2016	1,40	13 598 569	205 844
P52—2006-2016	1,00-3,35	84 050 922	2 170 818
P53—2006-2016	1,00-3,35	21 086 957	595 653
P54—2007-2017	1,00-3,25	6 012 043	175 768
P55—2007-2017	1,00-3,05	4 703 869	140 353
P56—2007-2017	1,00-3,35	31 593 291	1 091 869
P57—2007-2017	3,35	23 878 377	852 124
P58—2007-2017	3,40-3,50	78 625 042	2 818 712
P59—2007-2017	3,40-3,50	19 661 810	716 182
P60—2008-2018	3,20-3,25	4 989 946	170 246
P61—2008-2018	3,00-3,05	5 512 202	175 102
P62—2008-2018	3,00-3,15	11 287 690	366 564
P63—2008-2018	2,90	15 938 071	473 490
P64—2008-2018	2,35-2,50	168 335 840	4 187 674
P65—2008-2018	2,35-2,50	98 435 688	2 436 021
P66—2009-2019	2,35-2,50	69 317 768	1 684 555
P67—2009-2019	1,75-1,90	26 055 640	497 815
P68—2009-2019	1,75-1,90	28 958 741	549 409
P69—2010-2019	1,40	37 593 481	525 978
P70—2010-2019	1,00	100 223 097	417 508
P71—2010-2019	1,00	58 526 441	195 172
P72—2010-2020	1,00	21 913 351	54 785
P73—2010-2020	1,00	17 462 429	28 978
P74—2010-2020	1,00	14 747 075	12 281
		4 992 977 592	*159 908 319*
		11 855 433 083	**271 937 687**
Obligations pour le Régime de pensions du Canada	**divers**	**451 891 000** [2]	**51 896 151**
Intérêt sur les eurobillets à moyen terme	**4,50**		**1 673 625**
Total des intérêts sur la dette non échue		386 059 540 647	14 023 253 482
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2008-2009			714 836 819
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2009-2010		175 849 122 000	489 856 476
		175 849 122 000	**1 204 693 295**
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada—			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2008-2009			13 817 426
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2009-2010		2 452 704 969	10 208 512
		2 452 704 969	**24 025 938**
		178 301 826 969	1 228 719 233

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables			**1 129 972 954**
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel			**591 292 114**
			1 721 265 068
Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes		178 301 826 969	2 949 984 301
Réévaluation des accords d'échange de devises		**(4 233 175 672)**	**(437 862 189)**
Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts			**31 536 737**
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés		**(5 092 110 549)**	
Obligation relative à des contrats de location-acquisition	**divers**	**4 089 731 828**	**227 984 950**
Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue		**559 125 813 223**	**16 794 897 281**
RÉGIMES DE RETRAITE, AUTRES AVANTAGES FUTURS ET AUTRES COMPTES (INTÉRÊT)—			
Régimes de retraite du secteur public—			
Compte de pension de retraite de la fonction publique	divers	94 568 793 168	6 159 725 451
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique	divers	259 560 587	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes	divers	45 490 149 408	2 974 368 763
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes	divers	38 045 434	
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve	divers	4 315 976	
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	12 595 517 080	816 709 495
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada	divers	13 204 037	
Compte d'allocations de retraite des parlementaires	divers	606 714 383	57 879 876
Compte de convention de retraite des parlementaires	divers	197 463 495	19 272 737
Compte de convention de retraite—			
CCR n° 1—Fonction publique	divers	767 691 100	49 218 887
CCR n° 1—Forces canadiennes	divers	255 794 444	16 197 106
CCR n° 1—Gendarmerie royale du Canada	divers	27 671 517	1 801 845
CCR n° 2—Fonction publique	divers	796 582 812	52 594 489
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges)	divers	158 741 888	
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres)	divers	544 741	3 602 480
		155 780 790 070	**10 151 371 129**
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite	divers	(12 938 000 000)	(374 000 000)
		142 842 790 070	***9 777 371 129***
Prestations futures des Anciens Combattants et autres employés			
Régimes de soins de santé et de services dentaires		15 598 000 000	803 000 000
Indemnités de cessation d'emploi		5 261 000 000	208 000 000
Indemnisation des accidents du travail		699 000 000	25 000 000
Régime des avantages des anciens combattants		30 425 000 000	1 399 000 000
Régime des avantages de la Gendarmerie royale du Canada		2 244 000 000	131 000 000
	4,40	***54 227 000 000***	***2 566 000 000***
Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et aux prestations futures des Anciens Combattants et autres employés		**197 069 790 070**	**12 343 371 129**
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada)	divers	**174 785 010**	**736 114**
Compte des rentes sur l'État	divers	**243 456 437**	**17 238 829**
Comptes de dépôt—			
Dépôt de garantie générale	divers	5 014 285	26 093
Société de gestion Canada Hibernia—			
Fonds de réserve pour abandon	divers	93 718 808	
Code canadien du travail—Appels sur recouvrement de salaire	divers	1 297 242	2 173
Dépôts de garantie aux entrepreneurs	divers	2 084 131	534 079
Comptes ne portant pas intérêt		621 324 410	
		723 438 876	***562 345***

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Suite*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
Comptes en fiducie—			
Paiements d'expérience commune	divers	374 222 091	
Fonds des bandes indiennes	divers	1 026 151 660	40 502 611
Comptes de succession des Indiens	divers	16 708 660	419 296
Comptes d'épargne des Indiens	divers	38 001 967	1 476 168
Service canadien du renseignement de sécurité—			
Bourses scolaires	divers	26 740	62
Gendarmerie royale du Canada—Caisse fiduciaire de bienfaisance	divers	2 307 599	3 636
Fonds de fiducie des détenus	divers	16 378 839	8 565
Intérêt - Résolution des pensionnats indiens	divers		841 171
Démarrage Agri-investissement	divers		1 022 709
Comptes gérés	divers	993 946	3 357
Fonds de successions	divers	1 797 252	444
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être—Anciens Combattants	divers	1 218 818	2 867
Comptes ne portant pas intérêt		551 601	
		1 478 359 173	***44 280 886***
Total comptes de dépôt et en fiducie		**2 201 798 049**	**44 843 231**
Comptes d'assurance et de prestations de décès—			
Liquidation - Compagnie d'assurances	divers	5 679 762	
Compte de prestations de décès des Forces régulières	divers	192 112 934	12 732 549
Compte de prestations de décès de la fonction publique	divers	2 828 860 022	180 497 625
Comptes ne portant pas intérêt		9 732 524	
		3 036 385 242	***193 230 174***
Comptes de pension—			
Compte de pension pour les agents des rentes	divers	731	47
Gendarmerie royale du Canada—			
Caisse de pension des personnes à charge	divers	27 049 733	1 809 667
		27 050 464	***1 809 714***
Autres comptes à fins déterminées—			
Programme Agri-investissement	divers	540 493 674	
Programme canadien de stabilisation du revenu agricole	divers	61 204 662	
Fonds des écoles publiques—Ontario et Québec	5,00	2 677 771	133 889 [3]
Fonds d'abandon futur Hibernia	divers	137 780 597	311 591
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens	divers	37 477 318	1 264 539
Service administratif des tribunaux judiciaires—			
Compte spécial	divers	7 357 482	12 880
Comptes ne portant pas intérêt		116 348 037	
		903 339 541	***1 722 899***
Revenus reportés—Comptes à fins déterminées	divers	[4]	***11 224***
Autres comptes à fins déterminées		**3 966 775 247**	**196 774 011**
Allocations de droits de tirage spéciaux	divers	[5]	**16 383 042**
Total des frais de la dette publique relativement aux autres obligations		**6 586 814 743**	**275 975 227**
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS (INTÉRÊT)—			
Commission des champs de bataille nationaux—Fonds de fiducie	divers	721 979	1 650
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	divers	388 870 097	9 338 534
Compte de fiducie de Mackenzie King	divers	225 000	8 100
Dons pour la recherche sur la santé	divers	140 267	21 455
Conseil de recherches en sciences humaines—			
Fonds pour les boursiers de la Reine	divers	250 000	809
Comptes ne portant pas intérêt		(4 537 911 101)	
Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés		**(4 147 703 758)**	**9 370 548**

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE—*Fin*

	Taux d'intérêt	Montant de capital	Montant des frais pour 2009-2010
	%	$	$
Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation		758 634 714 278	29 423 614 185
Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement)		**4 147 703 758**	**(9 370 548)**
TOTAL DES FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE		**762 782 418 036**	**29 414 243 637**
Composé de:			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives avant provision et redressements de consolidation			27 003 629 235
Total de la provision des frais de la dette publique			2 419 984 950
Redressements de consolidation			(9 370 548)
Total des frais de la dette publique			29 414 243 637

(1) Les ans affirmés pour chaque émission d'obligation correspondent à l'an d'émission et à l'an échéance.

(2) La durée de l'échéance est pour une période de 20 années ou moins telle que prévue par le ministre des Finances sur recommandation de l'Actuaire en chef du Bureau du surintendant des institutions financières et remboursable en totalité ou en partie avant l'échéance, seulement à la discrétion du ministre des Finances.

(3) La répartition de l'intérêt aux provinces de l'Ontario et du Québec est faite sur la base de la population.

(4) Des information supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume I.

(5) Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de change à la section 8 du volume I.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Paiements de réclamations contre l'État, Paiements à titre gracieux et Montants adjugés par une cour

SOMMAIRE

Page

Paiements de réclamations contre l'État. 8.2
Paiements à titre gracieux 8.18
Montants adjugés par une cour 8.25

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par programme, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 $ ou plus. Les réclamations inférieures à 1 000 $ sont présentées en un seul montant à la fin de chaque programme, avec le nombre total de ces réclamations.

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Intact Insurance Company pour	
Poulin J	6 514
Manitoba Public Insurance pour	
Bos G	1 319
Murray D & J	5 221
Saskatchewan Government Insurance pour	
Dale K PL	8 653
Hamand O	2 015
Johnston J	1 286
Randall W	1 113
Réclamations inférieures à 1 000 $ (12)	4 079
	30 200
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Corkum M	1 067
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Dery S	1 814
Intact Insurance Company pour	
Hale H	1 912
Ireland T.	1 150
Kirkwood K.	2 387
Manitoba Public Insurance pour	
Gobeil L-A	3 706
Saskatchewan Government Insurance pour	
McKenna D	1 014
Sovereign General Insurance pour	
Cottenie N	15 359
Unifund Assurance pour	
Sautner L	8 593
Indemnisation pour remplacer des effets personnels volés d'un employé—	
Vaillancourt L P.	1 132
Règlement pour un délai de contrat concernant l'enlèvement de frêne—	
Ian Angus en fiducie pour	
Trelton Contruction	90 000
Règlement d'une réclamation concernant un avis de destruction de volaille—	
Cliché Lortie Ladouceur Inc	11 572
Règlement pour des dommages causés à un véhicule dans un poste de quarantaine—	
East Can Transport Services Ltd	2 863
Règlement pour le départ d'un employé—	
Nom retenu [1]	98 059
Règlement pour des frais de litige—	
McInnes Cooper en fiducie pour	
Adams et al.	15 000 000
Règlement pour des dommages de propriété causés au moment de la destruction et la disposition de volaille—	
Blaks Enterprises	1 736
Transform Compost Systems	1 178
Règlement pour le prélèvement d'arbres basé sur un avis de disposition—	
Sullivan Mahoney LLP en fiducie pour	
Olivieri F & E	7 500
Règlement d'une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne—	
Chandra M.	2 000
Règlement d'une réclamation concernant un accident impliquant un véhicule de l'État—	
Braithwaite Boyle en fiducie pour	
Cervatiuc A & A	367 300
Règlement d'une réclamation reliée à un grief—	
MacIsaac P.	1 336
Règlement d'une réclamation concernant la certification de produits de viande—	
Frigo Royal	1 837
Réclamations inférieures à 1 000 $ (16)	5 887
	15 629 402
Commission canadienne des grains	
Paiement des frais de stationnement engagés en raison d'une erreur dans la livraison des échantillons—	
Viterra Inc	17 825
Règlement d'une réclamation se rapportant à l'emploi—	
2 noms retenus [1]	19 420
	37 245
	15 696 847
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	841

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Règlement pour dommages en vertu de la Commission des relations de travail dans la fonction publique—	
Nom retenu[1]	3 750
Règlement en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*—	
4 noms retenus[1]	100 000
Règlement en vertu de dédommagement pour mal et souffrance, ne résultant pas de la perte d'emploi—	
Nom retenu[1]	5 000
Règlement en vertu du remboursement des frais de réhabilitation—	
Nom retenu[1]	4 800
Réclamations inférieures à 1 000 $ (6)	1 998
	115 548
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	
Paiement pour services rendus par Priscilla E.S.J. Kennedy, procureur associé, Davis SENC dans le cas d'Eleanor Doctor—	
Davis & Company LLP en fiducie pour Priscilla Kennedy	1 000
Subvention du programme d'aide aux publications à Eleanor Doctor—	
Eleanor Doctor	5 195
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	305
	6 500
Bibliothèque et Archives du Canada	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
MAACO Auto Painting pour Pugh G R	1 460
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	1 208
	2 668
Office national du film	
Règlement d'un grief relatif à un congédiement—	
Sue Mander	*12 000*
Commission de la fonction publique	
Règlement des coûts légaux—	
Le bureau d'avocat de Kris Klein en fiducie pour Nom retenu[1]	5 000
Règlement pour dommages et frais légaux—	
Kevin Fox en fiducie pour Nom retenu[1]	22 000
	27 000
	48 168

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	
Règlement à l'amiable d'une réclamation relatifs aux services rendus—	
Adetayo G Akinyemi en fiducie pour Nom retenu[1]	1 046
Darryl W Larson en fiducie pour Fang M	2 000
Raoul Boulakia en fiducie pour Hashi S A, Rodol M O & Rodol A O	1 500
Sivamoorthy S	7 000
Waldman, Associés en fiducie pour Nom retenu[1]	95 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	1 009
	107 555
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
Règlements par médiation en vertu d'un grief protégés par une clause de confidentialité—	
2 noms retenus[1]	83 144
Règlement hors cour pour des dommages contractuels—	
Shibley Righton LLP en fiducie pour Hasan Uran	40 000
	123 144
	230 699
ENVIRONNEMENT	
Ministère	
Accident impliquant un véhicle de l'État—	
Reh N	1 571
Indemnité suite à une réclamation—	
Cashin M	17 537
Règlement des allégations de malfaisance dans l'exercice d'une charge publique—	
Torys LLP en fiducie pour Fielding Chemical Technologies Inc	200 000
Monagha J	2 000
Indemnité suite à une entente de règlement - Plainte de harcèlement—	
Slatnik R	4 000
Indemnité suite à une entente de règlement - Accident de véhicule—	
Rochon Genova LLP en fiducie pour L'Heureux R	55 000
Paiement suite à un arbitrage de griefs qui s'est soldé par une médiation confidentielle entre les parties. Le montant en cause fait foi du règlement final de ce dossier—	
Smith S	1 500
Réparation au véhicule accidenté—	
Canadian Direct Insurance Inc pour Jarman R	1 806
Insurance Corporation of British Columbia pour Dhillon M	1 370

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Norgate Auto Body Ltd	1 444
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	500
	286 728
Agence Parcs Canada	
Réclamation pour bri des conditions du contrat de location—	
Parlee McLaws LLP pour Scott D	1 833
Réclamation pour dommages à une propriété résidentielle—	
Lockington Lawless Fitzpatrick LLP pour 673470 Ontario Ltd	6 250
Réclamation pour dommage à une déneigeuse—	
Park J	1 413
Réclamation pour dommage à un bateau—	
Farmers' Mutual Insurance Company pour Jamieson D	1 574
Locke J	13 964
Parmenter D	2 648
Ricard D	1 828
Sant J	1 000
Vinnitsky S	1 800
Réclamation pour dommage à un véhicule à moteur loué—	
Budget Rent-A-Car pour McLelland J	4 827
Enterprise Location d'auto	7 773
Gervais Auto	2 414
Réclamation pour dommage à un motorisé—	
Gore B	3 286
Réclamation pour dommage à un véhicule à moteur—	
Debler G	1 431
INS Insurance pour Firlotte C	3 994
Intact Insurance pour McConnell W	1 018
SGI Canada pour Lonsberry D	9 094
Unifund Assurance Company pour Berry & Smith Trucking	2 000
Réclamation pour un accident à un véhicule à moteur—	
Miller/Olson, Miller/Miller	40 000
Réclamations pour blessures personelles—	
Jacquart F	3 950
Meinig D	1 500
Seguin F	1 650
Règlement de déclaration relié à un employé—	
Nom retenu [1]	20 000
Réclamation d'un employé—	
Direction Travail pour Nom retenu [1]	24 850
Plainte reliée à un contrat pour une clôture—	
McInnes Cooper pour Maritime Fence	1 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (24)	8 472
	169 569
	456 297
FINANCES	
Vérificateur général	
Réclamations inférieures à 1 000 $ (5)	379
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Caird G	1 680
Chiasson N	2 388
Collection Management Services pour Redmond T	1 262
Daigle D	1 425
Fuels W	4 900
Halifax Chrysler Dodge Jeep pour Daniels R	2 127
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Carson D	1 306
Morrissey D	1 232
Plasman C	4 956
Lewis T	4 035
Mackenzie Range Supply	9 283
Raynes A	1 317
Shea M	1 000
Sheppard D	1 000
Unifund Claims Inc pour Pelham E	1 581
Vellett & Co pour Garthwaite K	167 352
Accident impliquant un navire de l'État—	
Arthur P	3 300
Travelers Insurance pour Theberge J F	2 995
Règlement d'une demande de paiment relatif à des crédits de vacances—	
Churcher G	2 869
Règlement d'une demande de remboursement de frais d'éducation à une université canadienne—	
Nom retenu [1]	5 630
Indemnité pour dommages à un véhicule—	
Family Insurance Solutions Inc pour Antosh D	3 549
Indemnité pour la perte des revenus provenant des phoques—	
Lewis Sinnott Shortall Hurley Bruce pour Genge R & Genge B	300 000
Dommages à de l'équipement de pêche—	
Borthwick C	1 464
Dugas D	1 339
Sonnenberg G	1 176
Dommages à un véhicule de location—	
Woodward Rent-A-Car	15 934
Remboursement pour poissons saisis—	
Fiander E J	1 134

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement pour les frais encourus relatifs à une entente de contribution périmée—	
Première nation Wagmatcook	91 136
Règlement d'une réclamation pour des dommages causés à de l'équipement scientifique—	
Carter Gourdeau en fiducie pour Compagnie d'assurance Aviva du Canada	272 000
Règlement d'une réclamation pour des dommages causés à la coque d'un bateau—	
Ritch Durnford en fiducie pour Université du Nouveau-Brunswick	47 500
Règlement d'une demande de frais relatifs à la fin d'emploi—	
Nom retenu[1]	20 000
Remplacement d'une motoneige—	
Tatatuapik T	6 806
Réclamations inférieures à 1 000 $ (19)	7 107
	990 783
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Règlement pour dommages à une cargaison—	
Hans-Jurgen Zeyse (GBMH & Co) KG Safmarine Agulhas	9 419
Règlement d'une réclamation reliée à un accident de voiture—	
Allenby R	103 250
Règlement pour dommages à des biens personnels—	
Weiner D	1 939
Indemnité relié à l'achat d'année de services—	
Trottier P	20 213
Règlement d'une réclamation reliée à la cessation d'emploi—	
Chanchay E	26 045
Giambrone Law LLP pour Clarke C	2 075
La Caisse des règlements pécuniaires des avocats (CARPA) pour Robillard P[2]	40 182
Firme d'avocat Steven Korda pour Trocchia D	38 000
Loos L	116 423
Robinson N	10 000
Tornivaara K	39 080
Victor Ages Vallance LLP en fiducie pour Nom retenu[1]	2 500 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (3 335)	64 402
	2 971 028
Agence canadienne de développement international	
Indemnisation pour vol d'effets personnels lors d'un voyage officiel à l'étranger—	
Singh N	1 189
Règlement hors cour concernant les demandes de révision judiciaire en matière d'accès à l'information—	
Barrette & Associés pour Groupe Collège Lasalle Inc	3 000
	4 189
	2 975 217
SANTÉ	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Manitoba Public Insurance Corp pour Singh J	5 237
McInnes Cooper pour Litz S	19 324
Punnett & Johnston pour Gamble D	105 000
Saskatchewan Government Insurance (SGI) pour Marion Johnston	16 483
Taylor & Blair pour Tabrizi A R	28 248
Règlement des allégations de malfaisance dans l'exercice d'une charge publique—	
Torys LLP en fiducie pour Fielding Chemical Technologies Inc	80 000
Règlement pour des dommages généraux—	
Tremblay J A	13 500
Règlement des réclamations pour des dommages provoqués par la force d'eau rompue—	
Blakeney Henneberry Murphy & Galligan pour Sagamok Anishna Wbek First Nation and Saulteaux Enterprises Inc	16 667
Règlement des dommages généraux pour des services juridiques—	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck LLP pour Tremblay J A	10 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (4)	1 444
	295 903
Agence de la santé publique du Canada	
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	*54*
	295 957

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Règlement d'une réclamation reliée à la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* résultant de blessures reliées au travail lors d'un accident de voiture—	
Nom retenu[(1)]	3 000
Règlement d'une réclamation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État—	
Ploughman K	1 078
Règlement d'une réclamation devant le tribunal canadien des droits de la personne pour souffrances et douleurs—	
Armstrong Wellman pour	
Palmer F	6 908
Walden R	6 954
Nom retenu[(1)]	16 000
Règlement d'une réclamation pour erreur administrative—	
Association canadienne des agents financiers	4 419
Règlement d'une réclamation pour dommages résultant d'allégations d'abus—	
Nom retenu[(1)]	135 000
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux, intérêts, frais et déboursés—	
2 noms retenus[(1)]	120 000
Règlement d'une réclamation reliée à des griefs devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique en raison de la révocation du statut de fiabilité d'un employé—	
Nom retenu[(1)]	69 947
Règlement d'une réclamation reliée à des griefs devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique en raison d'allégations d'harcèlement—	
Nom retenu[(1)]	40 000
Règlement d'une réclamation reliée à des griefs devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique en raison de la détermination du statut d'un employé—	
Nom retenu[(1)]	1 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (13)	1 440
	405 746
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Règlement d'un litige concernant une méthode de calcul des intérêts—	
O'Reilly et Associés pour	
Première nation des Siksika	225 785
KPMG LLP pour	
Saddle Lake First Nation comprised of the Saddle Lake Group & Whitfish Lake Group	2 803 812
Réclamation d'un litige concernant une règlementation minière—	
Merrill Shepard, en fiducie pour	
Sahtu Secretariat Inc au nom de tous les Sahtu Dene & Metis	120 000
Règlement d'un litige concernant des réclamations d'abus—	
Diverses firmes d'avocats	
18 noms retenus[(1)]	167 727
399 noms retenus[(1)]	32 706 590
2 681 noms retenus[(1)]	288 366 408
Règlement d'un litige concernant des abus psychologiques—	
Ian Lawson en fiducie pour	
Nom retenu[(1)]	132 741
Règlement d'un litige concernant des dommages sur des terres—	
Peter Grant and Associates en fiducie pour	
Alfred Joseph et al. au nom de tous les autres membres de Hagwilget Village	21 500 000
Règlement d'un litige concernant le non respect d'un traité—	
Banque Nova Scotia	
Nom retenu[(1)]	29 000 000
James Freeman Kyle Law Corp	
Nom retenu[(1)]	1 000 000
William Major, Barrister & Solicitor en fiducie pour	
George Kakeway et al.	6 917 904
Règlement d'un litige concernant le non paiement de factures—	
Weiler, Maloney, Neilson en fiducie pour	
V.B. Cook Co Limited	38 000
Règlement d'une réclamation en dommages-intérêts en raison d'une servitude consentie à HEPCO—	
Duboff Edwards Haight & Schachter Law	
Corporation en fiducie pour	
Red Rock First Nation	20 000
Règlement d'une réclamation pour des retards dans un project spécifique—	
Dennis P Loewen law firm P.C. Inc en fiducie pour	
Dennis P Loewen law firm P.C. Inc.	610 960
Règlement d'une réclamation concernant la modification d'un bail visant des terres sur une réserve—	
Arvay Finlay Barristers en fiducie pour	
Tribus Cowichan	215 000
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	79
	383 825 006
INDUSTRIE	
Ministère	
Accident impliquant un véhicule de l'État—	
Aviva Canada / Cabot Insurance pour	
Heffernan C	3 546
Crawford & Company (Canada) Inc pour	
Sand Control Systems Limited	15 220
Lishingman D	1 278

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
La Personnelle Assurances Générales Inc pour	
Bachteram L	6 412
Bernier S	2 926
Paiement suite à une plainte en vertu de la *Loi sur les langues officielles*—	
Picard F	1 458
Règlement d'un litige concernant le processus d'examen d'une demande de brevet—	
Ridout & Maybee LLP en fiducie pour	
Belzberg S	19 000
Règlement d'une réclamation pour la décontamination entre de l'essence et du diesel—	
9051-5511 Québec Inc	1 044
Règlement d'adjudication des dépenses du tribunal de la concurrence—	
Affleck Greene McMurtry LLP en fiducie pour	
Roy M	10 500
Règlement d'une évaluation contestée sous la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*—	
Lea Campbell en fiducie pour	
Jenkins R	1 500
Réclamations inférieures à 1 000 $ (4)	1 204
	64 088
Conseil national de recherches du Canada	
Règlement hors cour pour réclamation se rapportant à l'emploi—	
Nom retenu[1]	15 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*—	
Nom retenu[1]	250 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	705
	265 705
Statistique Canada	
Entente hors cour d'une revendication—	
Nom retenu[1]	*92 000*
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	129
	92 129
	421 922
JUSTICE	
Ministère	
Règlement pour perte de bagage—	
Brown L	1 200
Règlement pour perte de revenu et autres dommages—	
Nom retenu[1]	96 000
Règlement pour processus partial—	
Doyon E	20 000
Règlement pour harcèlement—	
Edge R	350 000
Nom retenu[1]	24 000
Nelligan O'Brien Payne LLP	27 750
Réclamations inférieures à 1 000 $ (2)	910
	519 860
Tribunal canadien des droits de la personne	
Règlement hors cours pour une réclamation reliée à une médiation—	
Shores Jardine LLP en fiducie pour	
Lavigne R	*3 000*
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Règlement de plainte en droit de la personne—	
Nom retenu[1]	*2 500*
	525 360
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	
Indemnisation pour dommages corporels subit au London Air Show—	
Kronis Rotsztain Margles Cappel	50 000
Indemnisation pour résiliation du contrat—	
Hodgson Sinnett en fiducie pour	
Markow J	60 000
Compensation pour une enquête injustifiée par la police militaire—	
Davidson T	77 470
Compensation pour congédiement injustifié—	
Lagueux J	50 000
Règlements ministériels en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*—	
18 paiements à des bénéficiaires @ 39 $ à 67 850 $[4]	322 797
Débours divers—	
Austring Fendrick Fairman et Parkkari en fiducie pour	
Fuller C	17 668
AVW Tel Av	1 992
Bailey & Associates en fiducie pour	
Asche H	23 000
Barnes Sammon LLP en fiducie pour	
Krieger B	5 000
BIMA SRB Koblenz	19 106
Bird and Thatcher en fiducie pour	
Paddon V	40 000
Caron A	1 004
College of the North Atlantic	23 677
Hartl G	23 288
Hartl G	15 298
ISTS Les specialistes	1 275
Kovich P	33 885
Lambert K	1 366
Loews Le Concorde	3 126
Lombard General Insurance Company pour	
Cerberus Inc	3 183
Lord Elgin Hotel	3 766
McInnes Cooper en fiducie pour	
Asling G	9 375
Mcinnis J	21 142
Nato	24 999
Ministère des Transports de l'Ontario	1 811
Templeman Menninga LLP en fiducie pour	
Desrosiers C	26 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Wheeler R	10 483
Wolch H	11 000
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, en Allemagne—	
Bafu	114 085
Règlement hors cour—	
Berthe S	1 273
CNS Insurance pour	
Haight D	1 350
Hobbs M	1 614
La Personnelle Assurances Generales Inc	3 069
Port de Québec	1 424
Rieck D	1 240
TD Assurance	1 052
Van Isle Marina	1 649
Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Wilson C	6 071
Paiement pour des dommages environnementaux en Allemagne—	
BIMA SRB Nurnberg	3 667 767
Paiement des prestations supplémentaires de décès—	
D Troy Sweet en fiducie pour	
Perry B	60 325
Paiements relatifs à des dommages et des pertes à des bénéficiaires en Afghanistan—	
19 paiements à des bénéficiaires en Afghanistan @ 1 030 $ à 5 523 $[3]	47 905
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule ministériel—	
British Columbia Ministry of Transportation	5 812
Brunway Highways	3 562
CDI Insurance pour	
Littke M	3 982
Chapman Auto Body Ltd pour	
Roy A	1 506
Cowichan Collision pour	
Victoria Fire Department	6 870
Custom Automotive Inc pour	
Pike D and D	2 116
Darthmouth Motors LP pour	
Macdonald D	1 116
Family Insurance pour	
Smith J	3 795
Gerrard A	1 000
Hoffman L	3 500
Homes to Go Manufacturing Ltd.	3 950
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Blajkevitch O	2 809
Clance J	1 866
Crawford T	2 365
Fisher W	1 438
Gencoglu I	1 622
Godin C	1 946
Lakowsk M	6 995
Lopez M.	8 594
Myres L	1 042
Shepard R	1 324
Intact Insurance Company pour	
Baigent D.	2 310
Keen T	7 120
Valkenburg J	2 204
Yetman R	4 422
John's Autobody pour	
How C	3 014
Manitoba Public Insurance.	3 670
Manitoba Public Insurance pour	
Hammond A	2 896
Jantz S	1 683
Klassen T	2 064
Kohanski S	1 000
Yohannes A	1 260
Mounce K	1 413
Noseworthy A	1 000
Nova Scotia Ministry of Finance pour	
Nova Scotia Department of Transportation	14 133
Oliver B	3 909
Palmater S	1 332
Parlee McLaws LLP en fiducie pour	
Lucas T	33 000
Personal Insurance Company of Canada pour	
Cavicchi D	2 387
Phillips J	3 188
Primmun Insurance Company pour	
Tremblay J	2 854
Saskatchewan Government Insurance pour	
Clement M	1 357
Seaboard/Harmac Transportation	11 551
Security National pour	
Bernier C	1 137
Skylink Aviation Incorporated	200 000
The Co-operators	1 490
The Co-operators General Insurance Company	1 796
The Insurance Company of PEI pour	
Rizzolo G	1 095
The Personal Insurance Company pour	
Brosseau M	5 495
United General Insurance Corporation pour	
Carson D	2 342
Wawanesa Mutual Insurance Company	2 676
Wawanesa Mutual Insurance Company pour	
Engles B.	2 221
Kardynal S	5 743
McKinnon R	4 840
Read S	5 083
Règlement d'une réclamation pour vices de construction d'un hangar de la Force aérienne allemande à Goose Bay—	
Bundeskasse Trier	882 383
Règlement d'une réclamation pour dommages environnementaux affectant le sol—	
Sampson McDougall en fiducie pour	
New Dawn Enterprises	122 078
Règlement de réclamations pour des terres louées non-remise à l'état original—	
Reynolds O'Brien LLP	100 000
Tyendinaga Mohawk Bank	150 000
Règlement d'une réclamation pour lésions corporelles—	
McRoberts Law Office en fiducie pour	
Michaud K	150 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement d'une réclamation relative à un grief—	
Ryder-Burbidge Hurley Fasano en fiducie pour Cross J	164 300
Règlement d'une réclamation relative à l'attribution du contrat—	
Stewart McKelvey en fiducie pour AirTite Sheet Metal	220 084
Règlement de réclamations relatives à l'emploi—	
Bacar A	50 600
Cutnam M	50 600
Flamain M	50 600
Garcia A	50 600
Gauvreau C	50 600
Lapointe D	50 600
Parisell A	50 600
Perreault J	50 600
Renaud J	50 600
Seguin J	50 600
Skeete W	50 600
Tanguay A	50 600
Turcotte L	50 600
Règlement de réclamations suite à des blessures corporelles—	
Adair Morse LLP en fiducie pour Bar-Moshe O	1 500 000
Austring Fendrick Fairman and Parkkari en fiducie pour Fuller C	127 134
Bernath P	47 500
Blois Nickerson and Bryson LLP en fiducie pour Richars E	3 123
Boyne Clarke en fiducie pour Alexander A	40 000
Deshaies J	1 960
Emond M	15 000
Horne Marr Zak en fiducie pour Warburton N	267 275
Hunt Miller & Co LLP en fiducie pour Unruh L	35 000
MacAulay McColl en fiducie pour McIntosh S	190 000
McKellar Structured Settlements	2 000 000
Nelson Wilson en fiducie pour Atwill G	40 000
Parker's Collision pour Cote D	1 088
Parlee McLaws LLP en fiducie pour Erb J	150 000
Richard Glenn en fiducie pour Stephens L	52 000
Sampson McDougall LLP en fiducie pour Shaw D	33 000
W Gerald Punnett en fiducie pour Tonin D	80 250
Règlement de réclamations pour perte et/ou dommages aux effets personnels—	
Abbott C	2 312
Bell Canada	1 213
Bond And Coolen Contracting Limited	1 075
Buchan G	1 650
County of Renfrew	3 329
Dahr L	1 129
Downton J	31 445
Gerald L	1 675
Hydro One	2 768
Jeff's Auto Body	2 168
Jutras J	4 616
Kendel V	2 995
MacAdams Collision Center & Windshield Repair pour Hould M	1 579
Maritime Canvas Converters pour Paledeau G	4 258
Murphy T	1 850
Norquay Developments	3 950
Paradis S	2 732
Portsville Limited	1 521
Ross M	1 765
Sampson McDougall LLP en fiducie pour New Dawn Enterprises	60 481
Senechal P	1 769
Soares M	2 246
The Personal Insurance Company	2 000
The Personal Insurance Company pour Murray A	1 944
Wash World	5 759
Règlement de réclamation pour dommages de locations—	
Allen Byer's Equipment Limited	2 342
Bell Rental Systems	3 337
Bonne Route	2 227
Brossard Location de Camions	2 413
Budget Rent-A-Car	122 442
Clearway Rental	5 078
CMP Automotive Ltd Rentals	61 335
Commercial Body and Paint pour National Car & Truck Rental	2 494
Discount Car & Truck Rentals	80 669
Enterprise Rent-A-Car	232 582
Franklin Coach Lines	4 168
Golden Arrow School Buses	2 700
Hyatt Sales and Rentals	22 678
Intact Insurance Company	23 903
J H Ryder Machinery	1 682
Korpan Tractor	58 453
Location Sauvageau Inc	3 323
MacLeans Sports Limited	32 733
National Car Rental	11 249
O'town Auto Limited	5 605
Penske Location de Camions	1 108
Penske Truck Leasing Canada	12 308
Pete's Sales and Service	10 301
Primmun Insurance	3 260
Rent World	6 319
Ryder	1 128
R&D Trailer Rentals	3 827
Shaw Truck Rentals	70 681
SM Sport	7 080
SnoCruise Guided Tours & Rental	1 979
Stoorcan Enterprise Rent-A-Car	1 963
Sutherland Excavating Limited	20 293
TC Valley Collision	3 282
Trius Truck Centre	5 607
Variable Rentals	1 341

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Wajax industries	15 799
Réclamations inférieures à 1 000 $ (654)	234 119
	13 459 442
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiement à l'Alberta dans le cadre d'une entente de réglement et quittance qui a résolu le contentieux constitutionnel relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats—	
Ministère de la Justice Province d'Alberta pour Ministère de l'Énergie Province d'Alberta	33 450 060
Paiement à la Saskatchewan dans le cadre d'une entente de réglement et quittance qui a résolu le contentieux constitutionnel relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldat—	
Ministère de l'Énergie et ressources Province de Saskatchewan	34 918 569
Règlement d'une réclamation pour accident impliquant un véhicule de l'État—	
Mark F Crossfield pour Michael John McAulay	8 500
Règlement pour résolution d'une dispute contractuelle—	
Nom retenu[1]	44 000
	68 421 129
Commission canadienne de la sûreté nucléaire	
Règlement d'une plainte par la Commission canadienne des droits de la personne pour discrimination à l'endroit d'une personne handicapée—	
Nom retenu[1]	5 562
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	30
	5 592
Office national de l'énergie	
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	*120*
	68 426 841
PARLEMENT	
Sénat	
Réclamation inférieure à 1 000$ (1)	*450*
Chambre des communes	
Une entente hors cour a été obtenue par les parties concernant un dossier lié à l'emploi—	
Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier	2 000
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	240
	2 240
	2 690

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Vol d'un ordinateur portable personnel—	
Ransom J	1 298
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	600
	1 898
Directeur général des élections	
Paiements sous la *Loi canadienne sur les droits de la personne*—	
Dever S	2 000
Hughes J P	10 311
Règlement d'un litige pour un incident survenu dans un bureau de scrutin le jour de l'élection générale du 23 janvier 2006—	
Lenczner Slaght en fiducie pour Erskine E	43 500
Réclamations inférieures à 1 000 $ (3)	758
	56 569
	58 467
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Agence des services frontaliers du Canada	
Une indemnisation pour discrimination présumée—	
Khan S	13 750
Yaffa M	6 000
Remboursement de l'équipment informatique endommagé—	
LaTona T	1 146
Indemnisation pour véhicule endommagé—	
27472620 Québec Inc	1 852
Anthony L	1 332
Ayotte C	3 502
Freightliner Century	20 772
Gongalez A I O	1 376
Gugliotti N	1 210
Centre de réclamation ICBC-Langley	1 501
Insurance Corporation of British Columbia	2 039
Jubril K	2 013
Kinakin S	47 162
Kinakin V	21 878
Lieu J	13 360
Assurance publique du Manitoba	2 238
Nieman D S	1 182
Pelletier G	2 456
Salmon R	1 921
Thibault R	1 132
Action pour préjudice corporel—	
Ford R J	3 175
Remboursement des coûts de cour et dommages généraux—	
Thornberry C	3 882
Règlement pour dommages à un bien—	
AB Tile & Stone Ltd	1 000
Cedarome Canada Inc	1 492
Fleet Canada Inc	1 012

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Kang Y B	1 465
Learmonth R	1 570
Mohoboob F	1 158
Ransom P	2 200
Solutions Solistics	1 129
Waldron J	3 927
Règlement de réclamation relié en matière d'emploi—	
Arya S	7 444
Trudeau P	14 000
Règlement d'une réclamation en matière de saisie et de poursuites—	
Law Firm LLP McTague en fiducie pour Udell J	5 000
Réclamations inférieures à 1 000 $ (101)	26 355
	222 631
Service correctionnel	
Règlements de la Commission canadienne des droits de la personne—	
Nom retenu[1]	201 059
Indemnisations pour erreurs et/ou omissions du SCC—	
Caisse de bienfaisance des détenus	1 387
Jock D	6 256
Rambaran M	3 254
Indemnisation pour des coûts de litige—	
Nom de détenu retenu[1]	3 000
Indemnisations pour perte et/ou dommages aux biens personnels—	
2 noms retenus[1]	16 400
4 noms de détenus retenus[1]	4 779
Indemnisations pour des accidents de véhicules motorisés—	
Abji S	2 000
Abji Z	2 000
Aliments Chicoine Inc	5 715
AXA Pacific Insurance	15 400
Canadian Northern Shield Insurance Company	1 641
Garage Ernest Leroux Inc	2 603
ICBC Insurance Company	2 768
ICBC Insurance Company	2 652
ICBC Insurance Company	2 180
ICBC Insurance Company	2 278
ICBC Insurance Company	1 475
Intact Insurance	2 865
Jugo V	2 928
Mosser L	1 778
Nom de détenu retenu[1]	2 736
Saskatchewan Government Insurance	1 443
Security National Insurance Co	2 536
TD Insurance Home & Auto	1 210
Indemnisation pour cas reliés au travail—	
6 noms retenus[1]	54 664
Plante J	95 000
Alliance de la Fonction publique du Canada	1 256
Règlement hors cours pour erreurs et/ou omissions du SCC—	
3 noms de détenus retenus[1]	14 400
15 noms retenus[1]	279 671
Réclamations inférieures à 1 000 $ (761)	104 845
	842 179
Commission nationale des libérations conditionelles	
Réclamation pour un accident de véhicule motorisé—	
Saskatchewan Government Insurance pour Braun J	1 570
Réclamations inférieures à 1 000 $ (3)	1 102
	2 672
Gendarmerie royale du Canada	
Règlements négociés—Mode alternatif de règlement des différends—	
26 noms retenus[1]	757 537
Réclamations des employés pour des effets personnels—	
Birston S	3 675
De Long A	1 110
Ikkidluak M	1 545
Kent J	1 225
Dommage pour biens personnels, propriété privée, immeubles, terrain et animaux—	
Ali M	1 187
BC Hydro	3 500
Brady W	5 850
Brown C	3 023
Carolyn Parsons and Shamrock Autobody pour Ducharme E	1 615
Chivers S	1 399
Chomicki Baril Mah LLP en fiducie pour Fox S	9 291
Comox Pacific Express Ltd	1 931
Dhesi B	2 100
EFCO Enterprises Ltd.	1 150
Gallinger J	3 577
Glenmore Millwork pour Sever C	2 741
Hamilton R	3 373
Hixson T	1 074
ING Insurance Company of Canada pour Auger R	12 617
Insurance Corporation of BC pour Att E	1 292
Lee Jay Auto Body Ltd pour Tookey B	1 524
Legace R	1 230
Orka Property Services pour Goolevitch R	2 395
Rivero E	1 000
Taylor M	2 722
Triangle RV Centre Ltd pour Smith K	1 538
Village of Fort Simpson	1 200
Règlement hors cour: rémunération, dépenses et intérêts—	
6 noms retenus[1]	1 373 595
Cox & Palmer en fiducie pour Lily Investments	25 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Engel Brubaker en fiducie pour	
Babiuk E	14 353
Fasten Martineau DuMoulin LLP en fiducie pour	
Murrin S	300 000
Heenan Blaikie LLP en fiducie pour	
Smith G	3 000
Mathers W	2 773
Monagham J	2 000
Public Guardian and Trustee en fiducie pour	
Bountoulousis N	1 000
Bountoulousis P	1 000
Tessmer Law Office pour	
Duncan J	6 000
The Good Samaritan	23 606
Règlement pour violation de la *Charte des droits*—	
6 noms retenus[1]	599 000
Berberi D	4 441
Kostyniuk & Bruggeman en fiducie pour	
Berberi D	5 814
Règlement pour pension autorisée—	
Doucette G	17 305
Règlements pour dommages provenant d'une tierce personne pour véhicules accidentés—	
Abdalle I	1 671
Affordable Towing Services Ltd pour	
Dollar Thrifty Auto	1 000
Alberta Motor Association Insurance pour	
Frederick J	1 450
Hall K	1 774
ASAP Towing Services pour	
Swan D	3 820
Aviva Canada Inc pour	
Haley T	5 718
MacKenzie T	2 636
McDonald J	5 819
McIntaggart M	2 531
AXA Pacific Insurance pour	
Cole E	5 238
Barnes J	2 314
Beaverho W	6 147
Benoit R & E	2 991
Blasetti E	2 000
Bonavista Congregation of Jehovah	1 652
Boyd Autobody & Glass	
Latham J	2 467
Brooks Taxi pour	
Robinson M	1 112
Campbell N E	1 800
Canadian Direct Insurance Inc pour	
Adamson W	2 337
Beales B	1 358
Keigher T	6 681
Olson P	3 446
Ross S	1 447
Canso Ford Sales (2005) Ltd pour	
Jardine M	1 361
Carolos N	1 000
Carriere R	1 000
Carroll K	2 057
Chen J	1 864
City of Calgary	22 100
City of Kelowna	4 381
Classic Glass & Auto pour	
Armitage R	9 535
Claude Nadeau and Herber's Reliable Autobody Ltd pour	
Nadeau C	1 095
Clearwater Well Drilling & Eastern pour	
Eastern Charlotte Lions Club	2 100
Cloverdale Boyd Auto Body pour	
Garth M	1 545
Coates K	4 551
Collision Clinic pour	
Jackson S	1 478
Conso Ford Sales pour	
McKenna M	4 012
Cooperators General Insurance pour	
Gordon K	2 962
Harley M	2 531
Jeffrey T	7 823
Courchene A	2 273
Craftman Collision pour	
Saez J C	1 850
Crosstown Bodyshop pour	
Mackey K	1 121
Dollard J	1 925
Dominion of Canada pour	
Bergeron F	2 273
Bilyk B	22 543
Dumas R	5 474
Eagle Creek Body Shop pour	
Eagle Creek Body Shop	1 738
Economical Insurance pour	
Jaman C	7 396
Enterprise Rent-A-Car	1 894
Enterprise Rent-A-Car	1 407
Enterprise Rent-A-Car pour	
McDonald J	1 217
Family Insurance Solutions Inc pour	
Boucher D	7 834
Mason C	2 159
Rathwell C	1 792
Skene P	6 851
Fleming M	1 451
Frank Loder Autobody Ltd pour	
Keeping-Sibley B	1 586
Frenchie's Service pour	
Brewer D	1 992
Furlong M	1 500
Gibby's Auto Body Ltd pour	
Harper E S	2 921
Heim S and Maclean A	2 000
Hendley W	1 846
Hilltop Subaru Hyundai pour	
Lowe M	1 075
Hodder R	1 029
ING Halifax pour	
Link R	2 528
ING Insurance Company pour	
Hackett A	1 431
Humbke B	3 523
Kneller G	3 228
Page D	3 764

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Takahashi C	3 626
Insurance Corporation of BC	1 668
Insurance Corporation of BC pour	
Benson K	1 015
Boulter D	10 128
Budy M	4 664
Buillemin G	2 821
Bullock A.	2 329
Camangeg T.	4 250
Chang S A	1 125
Cheung P	15 840
Chung H H.	4 196
Crumley T	3 591
Delgiglio A	8 976
Dosanjh P S	7 293
Echinique A.	1 430
Ellis G	1 708
Figel H	2 128
Gill G	7 921
Goewenberg M	3 193
Grewel S	2 607
Hagar-Gaube L	1 506
Hawes S	1 059
Hillon B	1 672
Hubscher T	2 324
Idopen RE	1 678
Iliakis P	1 935
Island Pacific Brewing Company Ltd	18 378
Keilback F	3 517
Krompocker J	7 643
Laforet S	15 227
Lal I	4 872
Lam M	2 078
Lapansky N	1 993
Locke H	1 088
Loewen K	1 940
Low W	2 226
Lu J.	6 069
Manali L	2 784
Marshall M H J	4 480
Martin M	4 714
McIntosh G	7 281
McMullen C	1 890
Medi Van Inc	4 769
Morrison J	1 039
Murray J.	1 986
Murray M.	2 143
Neil A.	3 084
Nelson M	10 260
Nguyen F D	1 186
Nguyen T	1 176
North Shore Taxi (1996) Ltd	2 313
Patterson H	1 042
Pesek M	1 677
Pettigrew L	3 944
Rigden D	6 309
Robbins D	1 010
Robinson S	1 512
Rumble A.	2 893
Salmon L	1 277
Salvador N.	17 218
Savage R	4 350
Schultz R	2 638
Shaw S	1 705
Singh N	2 618
Smith D	1 216
Teron C	1 343
Tran V B	1 727
Tsirogiannis E	2 605
Van A	1 430
Van W.	2 282
Vo B	1 099
Wang Y	2 587
Warner K	2 748
Wells J	1 070
Wheelhouse C	3 597
Wilson B	2 768
Wipp B	48 610
Wong J	1 476
Yong S J.	1 041
Intact Insurance Company pour	
Anderson K	1 958
Brault F	2 916
Hearty P	2 500
Morrow K	3 318
Stewart T	19 366
Wiebe T	1 526
Zermiak T	2 791
Irving Collision Repairs pour	
Greek B	1 618
Jacobson A.	1 366
Jim Hatheway Ford Sales Ltd pour	
Daniel C.	3 576
Just in Time Cleaning pour	
Gallant M.	4 192
Kal Tire pour	
Brady C	2 412
Kim Sign of the Times pour	
McDonald's Restaurant	2 340
Lac La Biche Transport Ltd	1 487
Lindsay R.	1 777
MacDonald C.	3 456
Manitoba Public Insurance Corp pour	
Audet D	2 533
Beardy B	5 842
Bray M	5 104
Bray M	7 485
Bunz P	1 937
Deminick A	2 713
Dhillon C	2 683
Ewbank K	1 583
Grubb A	1 006
Hebert L.	2 159
Jaworski F	2 265
Kim J W.	2 441
Leiss K.	1 795
Nesbitt C	3 030
Reimer G & B	1 142
Tessier J	1 446
Weathermon S	1 507
Wiebe D	2 667
Wurtak J.	1 940

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Mayer E	1 424
Mayne C	1 472
Mel's Auto Body Ltd pour	
Simmonds G	1 298
Menard N L	1 086
Millennium Insurance pour	
Howie D	1 173
Miller J	1 634
Nanaimo Autobody Ltd pour	
Perraton L	1 294
Neary J	1 305
North's Autobody Collision Centre pour	
Coldwell K	1 505
Northgate Chevrolet Buick GMC pour	
Mack L	1 431
O'Regan's Collison pour	
G Matthews	2 094
Otter Point Collision Ltd pour	
Rittaler W D	1 865
Patterson A	2 180
Peace Hills General Insurance Company pour	
Dicastri D	2 259
Dwight P	1 784
Misiwich K	7 226
Pembridge Insurance pour	
Thibault R	1 543
Premium Insurance pour	
Pickup W	1 100
Prince Albert Roman Catholic	3 429
Purves S J	2 137
RBC Insurance pour	
Gray N	1 356
Reflections Autobody Ltd pour	
Toepfer D & H	1 672
Reid N	1 706
Richard R	1 540
Rittaler W D	4 530
RM of Reynolds	1 298
Royal & Sun Alliance Insurance Co pour	
Opena J	1 096
Saskatchewan Government Insurance pour	
Case R	2 003
Cockrum L	4 863
Cummine D	5 804
Davison C	17 580
Dinsdale C	4 251
El Amoury T	4 573
Forence S	1 885
Friars P	2 414
Funk D	1 303
Mcnab C	3 137
Milo D	2 479
O'Connor D	6 224
Pearce J	1 585
Railton C	2 368
Schlamp P & H	3 096
Stulberg P	5 317
Sveinbjornson T	10 614
Screaming Eagle Boat World pour	
Chauvel D A	1 067
Security National Insurance pour	
Dargarel M	1 673
Shier L	6 854
SGI Saskatchewan Government Insurance pour	
Bear D	21 864
Putlick M	1 191
Shearwater Marine Ltd pour	
Pacific Lure	1 561
Shuman C	2 988
Sintra Engineering Inc pour	
Lewis J	2 346
Slade J	1 151
Smith M	3 464
Southgate Collision pour	
Byrnell L	2 005
State Farm Insurance pour	
Blasetti E	5 587
Segriff J	7 339
Steele Collision Center Dartmouth pour	
Phillips Electronics	3 144
T R Collision pour	
Drew M	1 255
TD Meloche Monnex Insurance Co pour	
Bezan A	1 036
Bull A	2 797
Tirecraft Shelby Automotive pour	
Lord J	3 371
Touch of Class 2005 Ltd pour	
Maraz K	2 140
Trinity Collision Centre pour	
Cormier A	2 614
Walsh L	1 555
Wawanesa Mutual Insurance pour	
Arsenault L	9 111
Caughlin S	1 172
Haines P	3 448
Kean W	10 706
Moulton M	4 607
Murtonen A	1 907
Speacey A	1 880
Western Inventory Services Ltd pour	
Czarnecki J	1 071
Whitehorse Motors LTD pour	
Thompson J	1 486
Règlements pour dommages causés par blessures personnelles, assault, fausse arrestation, force excessive, perte de revenue et négligence—	
Allan Francis Pringle LLP en fiducie pour	
Philips J M	5 000
Bendig & Klassen en fiducie pour	
Studer M	2 000
Fitzpatrick K	35 000
Hirtle Legal Services Inc en fiducie pour	
Wamboldt C	20 000
James H Cluff en fiducie pour	
Fernandez E	10 000
Mackay T	7 000
Maclean Keith en fiducie pour	
Smart L	73 960
Miller Thomson LLP en fiducie pour	
Herbers C and C	25 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Myers Weinberg LLP en fiducie pour	
Benson-Podolchuk S	346 000
Neelin L A	2 000
Styles K T	2 500
Susan Cooper Barrister & Solicitor en fiducie pour	
Veevee M & J	3 000
Tarrabain & Company en fiducie pour	
Ammar Z	10 000
Wolch, Hursh, deWit, Silverberg & Watts en fiducie pour	
William L	12 000
Règlements pour dépenses encourues—	
3 noms retenus[1]	170 441
Animal Shelter (Bathurst) Inc, SPCA pour	
Bathurst SPCA	1 470
Basha R K	8 166
Eichenbert N R	1 200
Engel Brubaker en fiducie pour	
Semeniuk J	12 919
Miller Thomson LLP en fiducie pour	
Herbers C and C	2 323
Nowosad & Company en fiducie pour	
Desbiens Y	6 000
Squires L	1 169
Steeves N W B.	3 800
Tait M.	1 048
The Minister of Finance	1 048
Règlements pour dommages d'ordre général, douleur et souffrance—	
5 noms retenus[1]	189 500
Engel Brubaker en fiducie pour	
Love J.	125 000
Goodyear K J.	3 535
MacDermid Lamarsh Law Office en fiducie pour	
MacDonald A & H	10 000
Merchant Law Group en fiducie pour	
Naresh S.	7 500
Noble Johnston and Associates en fiducie pour	
Andrew H	37 349
Règlements pour blessures / fatalité à la suite d'un accident d'automobile—	
Ahlstrom Wright Oliver & Cooper LLP en fiducie pour	
Venning G	1 000
Baker Newby en fiducie pour	
McKenzie A C.	35 000
Becker, Lavin & Wessler en fiducie pour	
Lamb T.	34 950
Brij Mohan & Associates en fiducie pour	
Passi B	11 500
Passi G	2 500
Card K	1 000
Cliff W Hosker pour	
Vernon BC Fence Tree & Planter	1 762
Crawford V J	25 000
Crowe Dillon Robinson en fiducie pour	
Alexander R J	7 000
Dunn & Company en fiducie pour	
Dix R/Hente S/Parke K L.	4 000
Vanstone P.	1 000
Emma Andrews en fiducie pour	
Chacon J	16 250
Enterprise Rent-A-Car	1 128
Feller Kazimirsky en fiducie pour	
Craven J R	260 000
Fortis BC Inc pour	
City of Kelowna	5 566
Frederiksen S.	14 357
Fulton & Company en fiducie pour	
Woodman J	253 000
Gertsoyg & Company en fiducie pour	
Hashira Y.	35 000
Meyerhoff D	75 000
Glen Orris, Q.C. en fiducie pour	
Rennie T and R	48 000
Gordin Lizotte en fiducie pour	
Lebouthillier C	100 000
Gurevitch Headon & Associates en fiducie pour	
Dionne BJ	7 997
Gustavson W	1 524
Heather, Sadler, Jenkins LLP en fiducie pour	
Smith L	45 000
Hryzak E	1 000
Hum D	6 000
Insurance Corporation of BC pour	
Kumar A	6 863
Kumar M	8 488
Masyana S & K and Shergil J	276 500
Jabour Sudeyko en fiducie pour	
Sall J.	2 000
James H Cluff en fiducie pour	
Larocque J	160 000
Jeffrey and Calder en fiducie pour	
Mayne C.	18 500
John Mickelson Law Corp en fiducie pour	
Dias A	6 500
J Yvon Arseneau C.P. Inc en fiducie pour	
Labonte D	10 000
Tennier S	7 000
Kendall K.	2 500
Kenkel S.	3 000
Larry Landry C.P. Inc en fiducie pour	
Gray N	4 000
Lawson Glod Mahoney en fiducie pour	
Hammond L.	11 500
Lu L	10 470
Macisaac & Macisaac en fiducie pour	
Golding D	35 000
Majic Purdy Law Corporation en fiducie pour	
Mcintosh J	25 000
Mcintosh M	5 000
Mcleod & Company LLP en fiducie pour	
Smith C	7 000
Smith J	10 000
Michael Golden Law Corp en fiducie pour	
Lynn Stockli T L	30 000
Minister of Finance pour	
Larocque J	4 096
Smith L	2 762
Ministry of Transportation & Highways pour	
Province of BC	4 659
Murphy Collette Murphy en fiducie pour	
Paul Dois	3 996
Northrup H.	1 000

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Philip Sheppard Law Office en fiducie pour	
Whelan L	25 000
Whelan S	25 000
Poole Althouse en fiducie pour	
Short N	125 000
Presse Mason en fiducie pour	
Martin C	60 000
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour	
Calcagno A	61 078
Quinlan Abrioux en fiducie pour	
Kang Y S	9 048
Quon Ferguson en fiducie pour	
Tecklenberg F	168 200
R M of Springfield	1 132
Salmon L	7 000
Service Master pour	
Brewsters Pub	7 731
Shaw Cable	3 536
Simpson Thomas & Accoc en fiducie pour	
Lingley J W	45 000
Spraggs & Co Law Corporation en fiducie pour	
Cain C	20 000
Stafford D	25 000
Watt G	7 500
Stephens & Holman en fiducie pour	
Gruenwald E	25 500
Stewart T	4 500
Town of Banff	25 000
Voeller G J	1 300
Waddell Raponi en fiducie pour	
Abramenko G	105 000
Waterston Law Group pour	
Bruckbauer T	4 763
Wright L	4 900
Yassin Choukri, Q.C pour	
Clavette G	18 230
Règlements pour perte sur salaire—	
Bailey T	1 073
Fairbanks J	1 867
Règlements pour perte, destruction et dommage à des pièces à conviction—	
Frank's Repairs & Mechanical pour	
Blum M	1 161
Glacier Building Suppies Ltd	3 896
Huntenburg S H G	3 821
Insurance Corporation of BC pour	
Dacamara D	1 068
Meadowlark Towing pour	
Willett K	1 040
Newbrook R	2 928
Phillips B	10 000
Reynolds M	3 913
Smit K	1 000
Steele R	1 159
Summit Landscape & Design Ltd pour	
Morton K	3 885
Règlements pour blessures physiques, tension nerveuse et/ou douleur et souffrance—	
Bristow Moyse Lawyers en fiducie pour	
Pottle B	15 000
Pottle S	10 000
Cleall Barristers & Solicitor en fiducie pour	
Kulak T E	25 000
Davis & Company LLP en fiducie pour	
Sillito M	25 000
Grover & Company en fiducie pour	
Istifo M	16 250
Owen Bird Law Corp en fiducie pour	
Pierce L & Lieder M	80 000
The Economical Insurance Group pour	
Howard G	1 910
Yearwood & Company en fiducie pour	
Antoine J and Gabriel S	14 000
Règlements pour couvrir les frais légaux—	
2 noms retenus[1]	194 000
Arnst G	1 779
Clive Elkin Law Corporation en fiducie pour	
Burke Hushi	3 810
Dean Duckett Carlson pour	
Sillito M	3 158
Doane & Young LLP en fiducie pour	
Association de la police montée de l'Ontario	10 000
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Berger S	20 000
McAra R	2 000
Règlements pour couvrir les frais de remorquage—	
A1-Towing and Auto Express	3 000
Coquitlam Towing & Storage	3 265
Réclamations inférieures à 1 000 $ (349)	160 136
	8 331 377
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation relié en matière d'emploi—	
Nom retenu[1]	*10 000*
	9 408 859
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Indemnité suite à des travaux supplémentaires et délais reliés à un contrat—	
2 noms retenus[1]	538 732
Halsall Associates Limited	19 560
Indemnité pour perte financière suite à de l'information erronée fournie — Pension de retraite de la fonction publique—	
Bastien Morand & Associés en fiducie pour	
Boudreau M	2 462
16 noms retenus[1]	139 093
Règlement hors cour suite à une plainte reliée à une demande de soumission—	
Nom retenu[1]	9 000
Remboursement de frais légaux—	
Tremblay Bois Mignault Lemay en fiducie pour	
Nom retenu[1]	8 500
Nom retenu[1]	4 000
Remboursement de frais médicaux à un employé—	
Nom retenu[1]	3 141
Règlement suite à un grief—	
Nom retenu[1]	99 500

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Règlement résultant d'un accident automobile—	
Superior Auto Body Ltd	1 156
Règlement suite à la résiliation d'un contrat—	
Acron Capability Engineering Inc	3 307
Règlement de dépenses suite à une dispute contractuelle—	
4 noms retenus[1]	1 231 674
APM Construction Ltd	44 000
Gilbert McGloan Gillis en fiducie pour	
1278481 Ontario Ltd	1 386 162
Stewart Mckelvey Stirling & Scales en fiducie pour	
Duke Services Inc	87 280
Réclamations inférieures à 1 000 $ (71)	18 834
	3 596 401
TRANSPORTS	
Ministère	
Règlement d'une réclamation suite à un accident	
McInnes Cooper en fiducie pour	
Asling G.	9 375
Règlement d'une réclamation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État—	
Dorey R	3 212
Philip Sheppard Law Office pour	
Fitzgerald	28 000
Règlement d'une réclamation résultant d'une révocation d'une autorité d'agir en tant que gestionnaire des opérations—	
Alexander Holburn Beaudin & Lang LLP en fiducie pour	
Chapman N T	85 000
Règlement en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*—	
Cichelly D	8 000
Règlement d'un grief relatif à la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*—	
Abbott D	3 663
Alguire C	4 805
Bishop T.	2 875
Blachford G	1 221
Bolton R.	1 103
Bonish G A	4 609
Burow F	1 733
Carty J	12 000
Catterson R	3 900
Clark C.	3 151
Cloutier P	2 206
Cossette M.	4 225
Cowman P	1 379
Davie D	7 129
Duchin D	1 773
Flewelling C	2 048
Haran J D	3 663
James N	3 703
Kaufman L	4 727
Lunau J.	7 051
MacMillan H	5 357
Manuel G	1 063
Marsan G	3 388
McCoig J	2 718
McGregor R.	1 379
Menard S	2 639
Owens C.	1 142
Royle D	1 300
Ruck J.	2 797
Seeley C	12 000
Warren C	2 836
Webber K	3 664
Welsh D	6 696
Règlement de frais légaux pour Spiral Aviation Training Company—	
Heenan Blaikie LLP	2 500
Réclamations inférieures à 1 000 $ (10)	4 726
	264 756
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	
Paiement de l'entente approuvée lors de la médiation par les personnes impliquées—	
Nom retenu[1]	4 000
Règlement d'une dépense liée à la livraison de biens de la couronne—	
Nom retenu[1]	2 000
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	210
	6 210
École de la fonction publique du Canada	
Règlement hors cour pour réclamation reliée à l'emploi—	
Dunn B	4 736
Réclamation inférieure à 1 000 $ (1)	108
	4 844
	11 054
ANCIENS COMBATTANTS	
Règlement d'une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne—	
Nom retenu[1]	110 000
Règlement de réclamation des frais légaux—	
Clarke B pour	
Grant J	6 500
Réclamations inférieures à 1 000 $ (4)	619
	117 119
Total	501 334 399

(1) Nom retenu en vertu des conditions du règlement.
(2) Ce règlement est actuellement en appel donc le paiement a été effectué à CARPA re : Robillard P. Ils détiennent les fonds en attendant le résultat de l'appel.
(3) Noms retenus en vertu des conditions de l'exemption accordé par le Comité permanent des Comptes publics.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 $ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 $ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire, consenti à titre de don dans l'intérêt public sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non.

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Indemnisation pour véhicule endommagé—	
Centennial Auto Body Ltd pour Patriguen A	511
Standard Auto Glass pour Mackay V	252
	763
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Indemnisation pour des dommages à un fil électrique causé par l'extraction d'arbres—	
Vendramini A	1 103
Indemnisation lié aux tests effectués sur des animaux—	
Vanhumbeck P	1 000
Paiement inférieur à 100 $ (1)	55
	2 158
	2 921
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Allocations pour frais de chauffage[1]—	
3 048 indemnités @ 125 $	381 000
540 indemnités @ 250 $	135 000
Indemnisation pour avoir incorrectement refusé le rabais de dividende de l'Alberta payé à un particulier—	
Young S	400
Remboursement de frais encourus dû à une erreur administrative de l'ARC—	
Brandon W	140
Dufresne JG	128
Paiements inférieurs à 100 $ (61)	1 962
	518 630
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	
CP 2010-416, le 25 mars 2010, son Excellence la Gouverneur générale en conseil autorise à verser un paiement unique au nom de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et la duchesse de Cornouailles—	
Fonds pour les familles des militaires	250 000
Remboursement de frais de voyage pour accompagner un collègue malade—	
Lelliott J	285
Paiement inférieur à 100 $ (1)	21
	250 306

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Bibliothèque et Archives du Canada	
Paiement pour service ambulancier pour un employé—	
Coopérative des paramédics de l'Outaouais pour Petit J-L	130
Paiement à un visiteur pour frais ambulancier et effets personnels suite à un incident—	
Perrier N	260
Remboursement à un visiteur pour des frais médicaux suite à une chute—	
Sallows G	173
	563
	250 869
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	
Indemnisation pour erreur administrative sur les cotisations syndicales—	
Boileau L	1 578
Delaquis S	342
Prieur S	667
L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada	1 538
Indemnisation pour dépenses relatives à des soins médicaux—	
Scown D	2 986
Indemnisation pour des soins de physiothérapie—	
Nom retenu[1]	500
Paiements inférieurs à 100 $ (5)	218
	7 829
ENVIRONNEMENT	
Ministère	
Annulation de l'allocution de l'hon Jim Prentice—	
Conseil patronal de l'environnement du Québec	*1 140*
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour dommage à un véhicule—	
Crowe R	489
Dane E	1 634
Gallant P	1 537
Remboursement d'un miroir—	
Plante M	153
Remboursement de la valeur de la quote-part de l'employeur pour les pensions de retraite, les avantages sociaux et les congés—	
Gibeau M	5 154

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Remboursement des bâtons de ski—	
Magnan J C	216
	9 183
	10 323
PÊCHES ET OCÉANS	
Ministère	
Règlement de cotisations syndicales suite à une erreur administrative—	
Arnott R	950
Guilde de la Marine Marchande du Canada	1 758
Pope R	924
Institut professionnel de la fonction publique du Canada	833
Wo L	278
Règlement de cotisations syndicales en raison d'un changement d'unité de négociation—	
Guilde de la Marine Marchande du Canada	6 985
Institut professionnel de la fonction publique du Canada	1 558
Paiements inférieurs à 100 $ (2)	69
	13 355
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Remboursement de biens personnels volés—	
Linden AM	515
Remboursement de frais de déplacement—	
Bearden R	1 112
Gokulamani S	1 728
	3 355
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Remboursement des coûts engendrés à la suite d'une erreur administrative—	
Carvajal A	815
Parisé M	2 000
Thériault R	479
Remboursement des frais de poste et de frais bancaires—	
Staniforth L	148
Paiements inférieurs à 100 $ (22)	784
	4 226
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Indemnitié suite à une poursuite contre une Première nation—	
Moravian of the Thames	29 500

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
INDUSTRIE	
Ministère	
Compensation de salaire à un employé blessé pendant son service en Afghanistan—	
Kowlessar D	*22 677*
Statistique Canada	
Indemnisation pour dommages à la clôture d'une ferme par un véhicule de location opéré par un employé de la fonction publique fédérale—	
Waechter R	*400*
	23 077
JUSTICE	
Ministère	
Indemnisation pour une erreur administrative causant la perte du plan d'assurance dentaire—	
Mahaffey A	131
Indemnisation pour dommages causés une tierce partie—	
Centre BeneFIT de la Banque du Canada	240
Indemnisation pour frais d'inscription—	
Thermitus T	144
	515
Commissaire à la magistrature fédérale	
Indemnisation pour intérêts encourus—	
Reimnitz S	*6 215*
Service administratif des tribunaux judiciaires	
Frais associés avec un grief—	
Blondin M	333
Chamberland L	333
Cooper B	333
Cormier D	333
Desrosiers S	333
Gendron P	333
Gravelle R	333
Héroux R J	333
Laviolette S	333
Lehman D	333
Martin D	333
Young S	333
	3 996
	10 726
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	
Indemnité pour expériences chimiques—	
Almey B	24 000
Arbeau L	24 000
Arnold W	24 000
Arsenault J	24 000
Ashton R	24 000

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	$		$
Bailey W	24 000	Hannaberry A	24 000
Baker D	24 000	Harney F	24 000
Beaton C	24 000	Harrison D	24 000
Beliveau T	24 000	Hayes J	24 000
Bernas W	24 000	Hayward H	24 000
Bingham H	24 000	Hemsley H	24 000
Blundell W	18 000	Herbin C	24 000
Bond J	24 000	Hill J	24 000
Bonnell R	24 000	Hogg T	24 000
Bouchard A	24 000	Hubley A	24 000
Boudreau A	24 000	Hurd L	24 000
Bourcier C	24 000	Hurley H	24 000
Bridgeman R	24 000	Hustwayte N	24 000
Brum A	24 000	Jalbert R	24 000
Burrows M	24 000	Jarvis S	24 000
Butler C	24 000	Johnson W	24 000
Butterworth R	24 000	Kadey C	24 000
Cadwallader C	24 000	Keetch W	24 000
Carpenter A	21 600	Kehoe M	24 000
Carruthers J	24 000	Kerr I	24 000
Caughey K	24 000	Killeleagh O	24 000
Clarke G	24 000	Knox D	24 000
Clinker E	24 000	Koropatniski A	24 000
Collins K	24 000	Landrigan P	24 000
Conway G	24 000	Lawrence M	24 000
Costello F	24 000	Leech C	24 000
Coughlin A	24 000	Legge D	24 000
Coulas J	24 000	Lemaitre M	24 000
Courtney R	24 000	MacDonald N	24 000
Coutinho S	24 000	MacKinnon J	24 000
Couture E	24 000	MacKinnon L	24 000
Crane R	24 000	March D	24 000
Crotty F	24 000	Marsden N	24 000
Curran W	24 000	May G	24 000
Cushing J	24 000	McAllister J	24 000
Daly R	24 000	McFarland H	24 000
Dancey J	24 000	McIntosh C	24 000
Davies J	24 000	McQuaid G	24 000
Davis K	24 000	Melanson G	24 000
Dodge D	24 000	Mercer R	24 000
Dormer N	24 000	Mesh C	24 000
Douglas P	24 000	Miller M	24 000
Draper M	24 000	Milsom W	24 000
Dunbar W	24 000	Munn F	24 000
Eisnor M	24 000	Murdoch P	24 000
Eldridge L	24 000	Murray G	24 000
Fevens C	24 000	Nagle O	24 000
Finley P	24 000	Naugle A	24 000
Fletcher M	16 000	Neary J	24 000
Flynn W	24 000	Nelson J	24 000
Fontaine A	24 000	Packer D	24 000
Fortner R	24 000	Pagé G	24 000
Fortune R	24 000	Palmer J	24 000
Gagne R	24 000	Paradine W	24 000
Gill T	24 000	Parker H	24 000
Goodin A	24 000	Parsons L	24 000
Grant B	24 000	Patterson L	24 000
Grant G	24 000	Pattman J	24 000
Guilderson C	24 000	Pearson D	24 000
Habec M	24 000	Phillips A	24 000
Hall N	24 000	Pitre J	24 000
		Plummer G	24 000

8 . 20 PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant	Détail et bénéficiaire	Montant
	$		$
Power K	24 000	Indemnisation pour biens personnels endommagés—	
Raaflaub J	24 000	Anderson S	558
Radley-Walter S	24 000	Atkinson C	650
Rafuse B	24 000	Baptiste K	102
Ree A	24 000	Brasseur P	199
Reilander N	24 000	Burke H	156
Reville D	24 000	Carter Goudreau en fiducie pour L'Union Canadienne	
Richard R	24 000	Compagnie d'Assurances	676
Ricketts E	24 000	Cereste A	680
Rivard R	24 000	Crossman V	229
Robbins A	24 000	Emilie J	204
Robichaud J	24 000	Gallant J	120
Robinson R	24 000	Grady C	239
Ronan J	24 000	Guerrier J	428
Roode F	24 000	Haiti Electric	725
Rossi F	24 000	Laroche M	755
Russell V	24 000	Mackenzie V	245
Saulnier H	24 000	Mann N	650
Schjelderup V	24 000	Mardy L	350
Schofield A	24 000	Moisan S	309
Scott J	24 000	Murray S	470
Scully K	24 000	O'Brien S	500
Skanes L	24 000	Ouellet M	689
Skouris A	24 000	Prosser K	169
Slievert J	24 000	Provencher F	118
Small L	24 000	Wallingham R	260
Smith C	24 000	Indemnisation pour pertes de biens personnels—	
Steeves V	24 000	Arsenault R	150
Stewart L	24 000	Aubin S	220
Stockwell V	24 000	Banks C	349
Stokes W	24 000	Barteaux J	199
Surtees W	24 000	Bernard M	130
Sutherland M	24 000	Bernardo R	650
Swan D	24 000	Birt M	626
Sweeten H	24 000	Blake J	300
Taylor J	24 000	Boisvert M	971
Theoret E	24 000	Bonvie C	450
Tighe J	24 000	Bradley R	126
Trepanier W	6 000	Brennen H	650
Tuplin R	24 000	Bruyère A	127
Unger C	24 000	Burt L	255
Verge R	24 000	Campos H	245
Vidito E	24 000	Caron C	370
Wall T	24 000	Charest M	150
Walton J	24 000	Chirnside R	300
Ward D	24 000	Collins R	169
Waterman G	24 000	Contu A	747
Weiler G	24 000	Cyr B	355
Werry R	24 000	Dawson D	1 049
Wesley G	24 000	Dempsey B	178
Wheeler T	24 000	Dietrich F	1 010
White D	24 000	Dinnelle J	130
White J	24 000	Dumbreck S	240
White P	24 000	Fernet R	410
White W	24 000	Filiatrault J	500
Whitehead P	24 000	Francis M	140
Wilson L	24 000	Gala A	1 017
Woiner R	12 000	Galarneau J	500
Woodruff B	24 000	Getchell K	118
Young W	24 000	Goneau S	300
Ziegler L	24 000	Graham S	650
		Grant A	118

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Hartnett D	150
Hawkins D	500
Hendel B	248
Henningham D	300
Hudson G	579
Huitema J	500
Hutchinson J	159
Johnson R	480
Joly F	100
Jones M	1 417
Kendall C	300
Kirkland R	420
Lamothe J	113
Langley B	850
Lanouette V	445
Lanteigne P	190
Laporte A	344
L'Archer Y	410
Lavers G	450
Leben B	200
Li R	225
Lloyd J	420
Luffman S	200
Macdow M	1 200
Maclachlan D	399
Makeyar A	747
Markham S	1 100
Martin J	250
Mercer K	347
Murgatroyd S	175
Naime E	1 000
Niles M	170
Noel R	100
Nolet J	150
Pare E	175
Park M	365
Phillips G	246
Pichette-Trepanier M	370
Proteau G	108
Rowsell D	320
Russell C	200
Russell R	700
Savard G	150
Schmidt R	145
Shaw D	113
Sheard L	210
Skinner K	324
Stewart M	306
St-Leger R	204
Storey ML	158
Takamaa K	470
Taylor C	1 200
Taylor S	120
Tibeaud R	195
Towers J	477
Turcq P	232
Valcourt L	140
Valentine D	119
Valentine S	306
Verville J	243
Weatherbee D	135
Whelan I	120
Whitman G	218
Wiseman J	550
Zaharia R	400
Indemnisation pour pertes d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension—	
Massicotte D	2 000
Palhazi L	60 000
Indemnisation pour blessures corporels—	
Thomson R	35 568
Paiements pour dommages et pertes en Afghanistan—	
272 paiements @ 185 $ à 21 420 $[1]	661 045
Paiements inférieurs à 100 $ (35)	2 340
	5 297 590
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Indemnisation pour les frais juridiques dépensés par le plaignant—	
Nom retenu[1]	*60 000*
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Paiement inférieur à 100 $ (1)	*43*
	60 043
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Indemnisation pour le remplacement de lunettes—	
Li S L	882
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Agence des services frontaliers du Canada	
Indemnisation pour frais d'ambulance et de rayons X—	
Thompson S	648
Indemnisation pour soins dentaires—	
Denison C	543
Indemnisation liée au règlement d'un grief pour les ressources humaines—	
Gardiner S	955
	2 146
Gendarmerie royale du Canada	
Dommage aux lunettes ou lentilles cornéennes—	
Legrande L	590
Lomax L	202
Northern Property	633
Spencer P	639
Dommage de véhicule loué—	
National Car Rental	226
Dommage à la propriété privée—	
Alkhafaji H	268
All Kinds of Glass pour Vedanta Academy	128
B Ricwatch Property Agent	242
Cellucci A	200
Century Glass Ltd	148
Christian E	699
Ville de Burnaby	359

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Desroches C.	832
Dodd J	791
East West Express Inc.	1 190
First Maple Leaf Realty Ltd.	633
Hansen M.	540
Hoff T.	270
Holland G	120
Iqaluit Housing Authority	448
Joe S.	187
Lac La Ronge Indian Band.	338
Lambert W.	190
Linmar Construction.	1 500
Listers Motor Sports for Wyers T	233
Magnell R	379
Manor E	250
Marmot Restoration and Demolition.	500
Meilleur G	249
Moropito K	375
Nadler V.	392
Peartree Maintenance pour Realty Executives	530
Redpath J	860
Rempel J	1 756
Richmond Olympic Oval Corp	150
Robertson C.	170
Robinson R	271
Samms G	1 038
Sanfred Enterprises.	263
Sharidan M	319
St.Andrews United	325
Tetlichi M	120
Time Piece Woodwork pour Dahdona M	634
Troung Y	536
Unrau S	168
Villeneuve L	400
Weatherhead T.	781
White Y	117
Dommages aux vêtements et aux effets personnels—	
Aklunark M	165
Anderson K	218
Dyck J	135
Farnden T.	110
Harrison J.	100
Jackson B J	800
Kirby L.	300
Lafleur D	168
Laforge F	490
Leach K	149
Murphy P	224
Noble C	260
Tanguay G	129
Dommage au véhicule personnel—	
Correction AutoBody pour Baker W.	294
Cyre R	609
Paulovich L	323
Perte d'argent / revenus—	
Brodbin R	100
Brodie M	184
Iverson B	1 523
Rabesca E.	823
Young PA	1 500
Perte d'effets personnels—	
Chief R.	749
Lavoie B.	1 229
Remboursement de coûts / dépenses—	
Basra S	987
Behiel B	299
Bi Linda	216
Caisse Populaire St-Damase	140
Cameron H.	1 220
Chen J.	146
Ville de Burnaby	164
Clarke K B	137
Comté de Wetaskiwi	188
Diamond S	255
Donahue S	233
Dor M.	254
Douthwright K.	240
Ellis G	500
Fracek M	494
Giesbrecht D	313
Grewal R N	750
Hallett J	500
Hatcher J	358
Jo R	227
Kee S	420
Kennedy T	300
Lafontaine R	173
Lickers M J	183
Lovric D.	280
MacDougall G	263
Mansell G	1 000
Moropito K	935
Moropito K	550
Nguyen T	741
Pitt A B	114
Stewart V	168
Sung E	335
Thoms M	388
Tsai H.	165
Weidner C	132
Williams M	116
Yee S	137
Zahed H	250
Paiements inférieurs à 100 $ (98)	7 936
	54 978
	57 124

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Indemnités en remplacement d'impôts fonciers—	
Ville d'Hamilton	862 689

PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
ANCIENS COMBATTANTS	
Paiements d'avantages spéciaux relatifs aux essais d'herbicides militaires américains non homologués, y compris l'agent Orange—	
633 paiements @ 20 000 $[(1)]	12 660 000
Paiement d'avantages spéciaux aux anciens combattants de la marine marchande—	
2 paiements @ 10 000 $[(1)]	20 000
2 paiements @ 5 000 $[(1)]	10 000
Paiements inférieurs à 100 $ (5)	286
	12 690 286
Total	19 843 425

(1) Nom retenu en vertu des conditions de l'exemption accordé par le Comité permanent des Comptes publics.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Cet état fournit, par portefeuille ministériel, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice.

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Autorisation—Cour d'appel fédérale A-385-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Bruun Anders LLP en fiducie pour	
Friends of the Canadian Wheat Board et al.	*19,132*
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-270-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Zaytoun M	7,051
Autorisation—Cour d'appel fédérale A-513-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Richer & Associés Avocats Inc for	
Doyon M	4,238
	11,289
	30,421
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Autorisation—Cour suprême du Canada	
SCC 31516	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
McLarty A	26,300
SCC 32546	
United Parcel Service Canada Ltd	11,696
SCC 32907	
Robert McMechan en fiducie pour	
Wood H M	1,251
S083736	
Baker Newby LLP en fiducie pour	
G & R Singh & Son Trucking	2,558
G & R Singh & Son Trucking	2,547
Cassady & Company LLP en fiducie pour	
United Lock-Block Ltd.	1,110
Davis LLP en fiducie pour	
Raydon Rentals Ltd	1,963
Jenkins Marzban Logan LLP en fiducie pour	
PCL Constructors Westcoast Inc	2,479
Kane Shannon & Weiler LLP en fiducie pour	
Action Holdings Ltd	1,205
Autorisation—Cour d'appel fédérale	
A-181-08	
Hugh D McDonald en fiducie pour	
Couture L	3,734
A-25-09	
Welchner Law Office en fiducie pour	
Johal H	3,154
A-252-08	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Prévost Car Inc	8,021
A-378-07	
Robins Appleby & Taub LLP en fiducie pour	
Sackman & Artistic Ideas Inc	1,187
Sackman & Artistic Ideas Inc	2,049
A-416-06	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
MIL (investments) SA	86,214
A-433-08	
Hunter Litigation Chambers en fiducie pour	
Lidar S K	3,325
A-456-08	
Desnoyers JP	2,835
A-459-08	
Diamond L	2,801
A-537-06	
Legacy Tax and Trust Lawyers en fiducie pour	
Mathisen C G et al.	2,082
A-548-08	
Langlois Kronström Desjardins	1,761
A-604-06	
United Parcel Services Canada Ltd	23,121
A-714-04	
Low Murchison LLP en fiducie pour	
Wetzel M G	15,589
A-72-09	
McGowan Johnson Barristers & Solicitors pour	
Palmer R et al.	3,160
Autorisation—Cour fédérale	
T-1086-08	
Welchner Law Office en fiducie pour	
Insch K	2,820
T-1183-08	
Welchner Law Office en fiducie pour	
Glofcheskie J et Horning D	15,000
T-1402-08	
Gangnon R	1,200
T-1494-09	
Blakes, Cassels & Graydon LLP en fiducie pour	
Miracle A	2,002
T-1631-06	
Leung S	8,589
Leung S	4,727
T-1869-07	
Règlement d'un recours collectif—	
10 versements @ 150 $[1]	1,350
2 versements @ 200 $	400
T-1946-07	
Williams R	200
T-292-09	
Felesky Flynn LLP en fiducie pour	
Watzenberg M	650

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
T-299-07	
Osborne G Barnwell en fiducie pour	
Boparai et al.	3,716
T-309-09	
Angels of Flight Canada Inc	600
Davidson H	50
T-407-09	
Szemenyei Kirwin Mackenzie LLP en fiducie pour	
1068827 Ontario Inc	2,000
T-540-08	
Welchner Law Office en fiducie pour	
Johal H	3,119
T-591-08	
Thorsteinssons LLP Tax Lawyers en fiducie pour	
Coastal Resources Limited	5,136
Coastal Resources Limited	666
T-841-09	
Marciano Beckenstein LLP en fiducie pour	
1277666 Ontario Ltd	3,675
T-972-02	
Adamson J	7,000
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique S-082907	
Clark Wilson LLP en fiducie pour	
Ryckman E	2,000
S072815	
Baker Newby LLP en fiducie pour	
National Concrete Accessories	4,083
MacKenzie Fujisawa LLP en fiducie pour	
Menkis Construction Ltd	2,162
Autorisation—Cour d'appel de la Colombie-Britannique CA036917	
Neuman H	1,300,000
Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta Q.B. 1182	
McDougall Gauley LLP en fiducie pour	
Smale R	1,520
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 08-CV-41929	
Gowling Henderson Lafleur LLP en fiducie pour	
Nisha Technologies Inc	5,287
Autorisation—Cour provinciale de la Colombie-Britannique N° 061994 & 061995	
Felesky Flynn LLP en fiducie pour	
Smolensky A	12,222
Autorisation—Cour canadienne de l'impôt 2001-1994(GST)I	
Hough W	100
2001-967(GST)G	
Danson Schwarz Recht LLP en fiducie pour	
Bonfield Construction Co (1983) Ltd	94,709
2003-1855(GST)G	
Robins Appleby & Taub LLP en fiducie pour	
Sackman & Artistic Ideas Inc	29,333
2003-25(GST)G	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Stafford R	8,738
2003-2892(IT)G	
Ducharme Fox LLP en fiducie pour	
Zeller D, Succession de Marjorie	226,190
2003-2907(IT)G	
Fogler, Rubinoff LLP en fiducie pour	
Mahmood F	19,208
2003-3573(IT)G	
Advocates LLP en fiducie pour	
Henley C M	8,695
2004-2006(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Prévost Car Inc	247,295
2004-2045(IT)G	
Phillips Aiello en fiducie pour	
Alexander A	12,750
2004-2108(IT)G	
Phillips Aiello en fiducie pour	
Strongquill J	4,250
2004-3026(IT)G	
Aird & Berlis LLP en fiducie pour	
Landrus G	18,570
2004-3090(IT)G	
McGinnis M et Friedland S	250
2004-3314(IT)G	
Smitlener V	700
2004-3540(IT)G	
Phillips Aiello en fiducie pour	
Boubard H	4,771
Boubard H	51,662
2004-3629(IT)G	
McCarthy Tétrault LLP en fiducie pour	
Perfect Fry Co	17,769
2004-3662(IT)G	
Scott Simser en fiducie pour	
Khaira J	1,185
2004-4151(IT)G	
Ogilvy Renault LLP en fiducie pour	
McLean G	26,300
2004-4287(GST)G	
MacIvor Harris Roddy LLP en fiducie pour	
Lecuyer P	5,558
2004-600(GST)G	
Bennett Jones LLP en fiducie pour	
County of Lethbridge	17,353
2004-919(IT)G	
Spiegel Sohmer Inc en fiducie pour	
McDonough P	6,365
2005-1243(IT)G	
Boily Morency Roy en fiducie pour	
Dolbec C	3,200
2005-1829(IT)G	
Merchant W	16,539
2005-1930(IT)G	
Richler & Tari Tax Lawyers en fiducie pour	
Teelucksingh L M	700
2005-3091(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Fiorante G	254
2005-3348(IT)I	
Maxime Faille en fiducie pour	
Tillicum Lelum	2,776

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
2006-2529(IT)G	
Nguyen C	500
2006-1197(IT)G	
Ogilvy Renault LLP en fiducie pour	
Groleau A R	2,100
2006-1596(IT)G	
Ogilvy Renault LLP en fiducie pour	
CDSL Canada Ltd et al.	18,850
2006-1674(IT)G	
Borden Ladner Gervais LLP en fiducie pour	
Leola Purdy Sons Ltd	12,101
2006-1817(IT)G	
Fasken Martineau Dumoulin LLP en fiducie pour	
ADP Canada Co	10,132
2006-2000(IT)I	
Winfield Edward Corcoran en fiducie pour	
Flaherty J	1,495
2006-2241(IT)G	
McInnes Cooper en fiducie pour	
Langille L	3,124
2006-2246(IT)G	
McInnes Cooper en fiducie pour	
Langille L	4,597
2006-2260(IT)G	
R Van Banning en fiducie pour	
Tesainer S et al.	2,862
2006-2403(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Peter Cedar Products Ltd	15,094
2006-2404(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
596283 BC Ltd	13,962
2006-2405(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
Europa Cedar Corp	9,164
Europa Cedar Corp	1,623
2006-2991(IT)G	
Drache LLP en fiducie pour	
Maccrimmon Consulting Inc	2,089
2006-2996(IT)G	
Osler, Hoskin & Harcourt LLP en fiducie pour	
Banque Toronto-Dominion	10,000
2006-3044(GST)G	
Anderson Sinclair LLP en fiducie pour	
Robinson Construction	3,828
2006-3799(IT)G	
McInnes Cooper en fiducie pour	
Stora Enso Beteiligungen GmbH	1,945
2006-924(IT)G	
Ogilvy Renault LLP en fiducie pour	
Valiant Cleaning Technology Inc	12,121
2007-1542(IT)G	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Homer D M	2,800
2007-1742(IT)G	
J D Buote & Associates en fiducie pour	
Agostini G	3,898
2007-1971(IT)G	
Couzin Taylor LLP en fiducie pour	
Blackburn Radio Inc	96,698
2007-2376(IT)G	
Sampson McDougall en fiducie pour	
Hillier B	2,637
2007-2705(GST)I	
Melinte J	639
2007-2883(IT)G	
Laishley Reed LLP en fiducie pour	
Ounpuu M	6,929
2007-3069(IT)G	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Doteasy Technology Inc	1,930
2007-3077(IT)G	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
In2Net Network Inc	7,531
2007-3474(IT)G	
Osler, Hoskin & Harcourt LLP en fiducie pour	
Edwards M	500
2007-4015(IT)G	
Peters Oley Rouse en fiducie pour	
H B Barton Trucking Ltd	5,270
2007-4311(IT)I	
Zieber C	100
2007-4599(IT)I	
Vidamour N	400
2007-4885(IT)G	
Clark Drummie en fiducie pour	
Leland E	3,981
2007-623(IT)G	
Sarwari A	5,825
2007-761(IT)G	
Patterson Law en fiducie pour	
Bitar F	46,767
Bitar F	9,148
2008-1020(IT)I; 2008-1019(IT)I	
Blackburn English en fiducie pour	
Norton L C et al.	4,023
2008-1301(IT)I	
Rogers-Glabush en fiducie pour	
Santagapita J & C	2,216
2008-1366(IT)I	
Frederick Cole en fiducie pour	
Freake L	500
2008-1491(GST)G	
Bennett Jones LLP en fiducie pour	
Home Depot of Canada Inc	10,517
2008-1661(IT)G	
Romanuk D	1,837
2008-1769(IT)I	
Ken Gratton en fiducie pour	
Mikhailova L	930
2008-1882(IT)G	
Spiegel Sohmer Inc en fiducie pour	
Latendre D	3,212
2008-1964(IT)I	
Lewin R	757

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
2008-2054(IT)I	
Cooper D	250
Cooper D	400
2008-2087(IT)I	
Cervini D	300
2008-2088(IT)I	
Walji N	300
2008-2262(IT)I	
Walji S	300
2008-2736(IT)I	
Cheema Cleaning Services Ltd	1,124
2008-3071(GST)I	
Eddy R	100
2008-3819(IT)I	
Visser G	400
2008-413(IT)G	
BC Public Interest	1,034
2009-1026(IT)I	
Robertson Stromberg Pedersen LLP	810
2009-1029(IT)I	
Ziobrowska L.	750
2009-1290(IT)I	
Magloire J	300
2009-13(IT)I	
Preiss S.	456
2009-167(GST)I	
A Christina Tari Professional	3,000
2009-1673(IT)I	
Danny Mitonides en fiducie pour	
Leontis I.	405
2009-2075(IT)G	
Quessy, Henry, St-Hilaire avocats pour	
Morissette Y	650
2009-213(IT)I	
Robert G.	100
2009-2195(IT)I	
Dessureault G	50
2009-2692(IT)I	
Gilbert C	375
2009-345(IT)I	
Tyrell N	200
2009-725(IT)I	
Hewitt R.	250
2009-967(GST)I	
Murphy T	100
97-3628(IT)G	
Fraser Milner Casgrain LLP en fiducie pour	
McLarty A	64,827
	2,846,649

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
PATRIMOINE CANADIEN	
Commission de la fonction publique	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1576-09	
Règlement de frais de litige—	
Nom retenu[2]	2,000
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-1835-06	
Règlement des frais judiciaires—	
Cecil Rotenburg, Q.C., en fiducie pour	
Rahim M	7,115
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-2076-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Stephen W Green en fiducie pour	
Pakravan F	3,500
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-3939-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Raoul Boulakia en fiducie pour	
Bageerathan K	3,000
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-4648-09/IMM-4649-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Geraldine Macdonald en fiducie pour	
Cosgun K	500
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-5090-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Osborne G Barnwell en fiducie pour	
Tindale A	5,020
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale IMM-5602-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Lu A	7,500
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1695-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Max Berger Professional Law Corporation en fiducie pour	
Sivakandappu S.	1,000
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-444-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Constance Brown, Q.C., en fiducie pour	
Mueller U.	1,250
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-6-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Howard P Eisenberg en fiducie pour	
Bishara R	1,000

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario DC-09-1200	
Règlement des frais judiciaires—	
Falconer Charney LLP en fiducie pour	
Loojune N	5,000
	34,885
ENVIRONNEMENT	
Ministère	
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 47224 London 06-46 Cornwall	
Paiement pour dommages corporels suite à une plainte d'abus sexuel—	
Ledroit Beckett en fiducie pour	
Tyo J N	*25,000*
Agence Parcs Canada	
Autorisation—Cour du Québec Constat d'infraction #200-61-129234-090	
Circuler avec un véhicule lourd sur un chemin ouvert à la circulation publique malgré une interdiction à cet effet (L.R.Q., c. P-30.3, Article 48)—	
Croteau JF	*663*
	25,663
PÊCHES ET OCÉANS	
Autorisation—Arrêt de la Cour suprême du Canada 32797	
Règlement des frais judiciaires—	
Écojustice Canada	54,955
SANTÉ	
Ministère	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale A-486-07 SCC 32830	
Règlement des frais judiciaires—	
Goodmans en fiducie pour	
Nu-Pharm Inc	3,558
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale SCC 32944	
Règlement des frais judiciaires—	
Lang Michener en fiducie pour	
Sfetkopoulos D et al.	1,186
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-837-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Lang Michener en fiducie pour	
Pharmascience Inc	2,211
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale A-11756-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Deschamps L	1,250
Hartviksen C	2,500
Lakehead University	63,175
Mannodzawin Health Services	1,243
Première Nation Nipissing Health Services	2,000
Première Nation Shawanaga	1,250
Comptable de la Cour supérieure de justice	21,789
	100,162
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-470-8 & T-939-08	
Intérêt accru sur le remboursement—	
Teva Neuroscience	*169,471*
	269,633
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Autorisation—Cour suprême du Canada 31809, 31810	
Règlement des coûts—	
Pépin et Roy en fiducie pour	
Confédération des syndicats nationaux	47,830
Autorisation—Cour d'appel fédérale A-329-08 et A-372-08	
Règlement des coûts—	
Howard Ryan Kelford Knott & Dixon en fiducie pour	
Layden M	4,767
Autorisation—Cour d'appel fédérale A-536-08	
Règlement des coûts—	
Sweets Law Corporation en fiducie pour	
Kinney I G	4,514
Autorisation—Cour d'appel fédérale A-84-09	
Règlement des coûts—	
Pinto Wray James en fiducie pour	
Hayes S	2,820
Autorisation—Cour fédérale T-1147-08	
Règlement des coûts—	
Belo-Alves G	1,500
Autorisation—Cour fédérale T-1549-08	
Règlement des coûts—	
Lee R G et al.	500
Autorisation—Cour fédérale T-1679-07	
Règlement des coûts et des déboursés—	
Howard Ryan Kelford Knott & Dixon en fiducie pour	
Layden M	7,236
Autorisation—Cour fédérale T-720-06	
Règlement des coûts—	
McDonald K J	3,128
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 01-CV-221056CP	
Règlement des frais d'intérêts et judiciaires—	
Roy Elliot O'Connor LLP en fiducie pour	
Hislop G, Daum B E, McNutt A, Brogaard E et Meredith G	512,547
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario SC-09-00110076-0000	
Règlement des coûts—	
Jovanovic M	200
	585,042

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Autorisation—Cour fédérale T-1379-05 et T-1996-05	
Réclamation concernant le projet de pipeline pour l'huile et le gaz—	
Mandell Pinder Barristers and Solicitors en fiducie pour	
le chef Chicot L et al.	60,258
Autorisation—Cour fédérale T-363-85	
Réclamation concernant la perte de leurs droits—	
Peter Grant & Associates en fiducie pour	
Joseph A et al. au nom de tous les membres d'Hagwilget Village, de la bande d'Hagwilget Village et du conseil d'Hagwilget Village	20,389
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-363-85	
Dépenses pour des séances d'information tenues par les demandeurs—	
Peter Grant & Associates en fiducie pour	
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	13,528
Frais de justice reliés à la poursuite de la partie demanderesse—	
Peter Grant & Associates en fiducie pour	
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	2,278
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	160,272
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	16,292
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	184,740
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	2,508
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	65,481
Règlement des frais judiciaires—	
Peter Grant & Associates en fiducie pour	
Joseph A et la bande indienne Hagwilget	352
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1583-08	
Paiement des coûts pour frais de requête—	
Peter Grant & Associates en fiducie pour	
le chef Sam F et la Première nation Nak'azdli	550
Autorisation—Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan Q.B.G. No. 2820 of 1997	
Réclamation concernant des cas d'abus physiques et sexuels—	
Merchant Law Group en fiducie	
Nom retenu[3]	299,037
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique - A941142, Cour d'appel de la Colombie-Britannique - CA035223, Cour suprême du Canada -33201	
Réclamation concernant la *Loi sur les indiens*—	
Heenan Blaikie LLP en fiducie pour	
Mclvor S et Grismer J.	116,649
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique S065215	
Règlement des frais judiciaires—	
LSBC Captive Insurance Company Ltd	7,000
Autorisation—Cour suprême du Yukon 96-A0059	
Règlement des demandes d'injonction provisoire—	
Première nation Nacho Nyak Dun	2,000
Autorisation—Cour d'appel du Nunavut 08-08-05-CAD	
Réclamation concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut—	
Nunavut Tunngavik Inc	10,000
Nunavut Tunngavik Inc pour	
le Gouvernement du Nunavut	10,000
Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario 01-CV-216375CM	
Dommages-intérêts de l'État concernant des manquements à l'obligation fiduciaire—	
Marsha Miskokomon et al. pour	
Detlor A	5,000
Detlor A	662
	976,996
JUSTICE	
Ministère	
Autorisation—Cour fédérale T-1442-08 et T-1447-08	
Paiement des coûts pour frais judiciaires—	
Ogilvy Renault LLP	16,786
Autorisation—Cour fédérale T-2172-99	
Paiement des coûts pour frais de requête—	
Paliare Roland Rosenberg Rothsteing LLP pour	
Daniels H et al.	1,000
Autorisation—Cour fédérale T-2225-07	
Paiement des coûts pour frais judiciaires—	
Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck LLP en fiducie pour	
Busch P	2,607
	20,393
Commissaire à la magistrature fédérale	
Autorisation—Cour fédérale T-429-00	
Prestation de pension—	
Corbett M C.	*62,370*
Bureau du directeur des poursuites pénales	
Autorisation—Cour de justice du Nunavut 21-08-276	
Coût du logement pour un procès suspendu à la demande de l'État—	
Langille J	2,310
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 156/08	
Frais ordonnés par la cour pour une poursuite à l'encontre de l'État—	
1363669 Ontario Inc.	19,048
	21,358
	104,121

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Suite*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Service correctionnel	
Autorisation—Cour fédérale T-1266-08	
À la suite d'une révision judiciaire d'un grief au troisième palier, la cour a rejeté la demande et aucun frais judiciaire n'a été accordé. Cependant, le demandeur a introduit une requête pour une prolongation, donc la cour a accordé les frais judiciaires au délinquant—	
Nom retenu[3]	100
Autorisation—Cour fédérale T-1116-09	
À la suite d'une révision judiciaire, la cour a annulé la décision du président prise le 6 novembre 2008, où le demandeur a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire, et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Diane van de Valk en fiducie pour 2 noms retenus[3]	5,000
Autorisation—Cour fédérale T-1117-09	
À la suite d'une révision judiciaire, la cour a annulé la décision du président prise le 10 juin 2009 où le demandeur a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Me Daniel Royer en fiducie pour Nom retenu[3]	1,000
Autorisation—Cour fédérale T-1273-09	
À la suite d'une requête en radiation de la déclaration, la cour a rejeté la requête et a accordé les frais judiciaires au plaignant—	
Nom retenu[3]	1,200
Autorisation—Cour fédérale T-1360-08	
À la suite d'une requête en radiation de la déclaration, la cour a rejeté la requête et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Nom retenu[3]	100
Autorisation—Cour fédérale T-1394-06	
À la suite d'une révision judiciaire, la cour a annulé la décision du président prise le 5 juillet 2006 où le demandeur a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Jennifer Metcalfe en fiducie pour Nom retenu[3]	3,716
Autorisation—Cour fédérale T-1613-05	
À la suite d'une révision judiciaire, la cour a annulé la décision du président prise le 24 août 2005 où le demandeur a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire grave et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Mark Redgwell en fiducie pour Nom retenu[3]	2,612
Autorisation—Cour fédérale T-1761-05	
À la suite d'une requête, la cour a accordé une indemnisation de 6,000$ en dommages-intérêts ainsi que les frais judiciaires à un délinquant—	
John L Hill en fiducie pour Nom retenu[3]	7,201
À la suite d'un appel de la décision rendue le 14 octobre 2008 ayant déterminé que le SCC était responsable d'une faute d'exécution de sa charge publique, la cour a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
John L Hill en fiducie pour Nom retenu[3]	6,885
Autorisation—Cour fédérale T-2122-07	
À la suite d'une requête d'ordonner la production de documents, la cour a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Nom retenu[3]	100
Autorisation—Cour fédérale T-2264-04	
À la suite d'une révision judiciaire, la cour a annulé la décision du président prise le 24 novembre 2004 où le demandeur a été reconnu coupable d'une infraction disciplinaire et a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Mark Redgwell en fiducie pour Nom retenu[3]	1,968
Autorisation—Cour fédérale T-2284-06	
À la suite d'une révision judiciaire relative à la décision prise par le juge Blanchard au sujet de la température à l'Unité de détention temporaire, la cour a accordé les frais judiciaires à un délinquant—	
Nom retenu[3]	10,898
Autorisation—Cour fédérale T-62-06	
Un délinquant agressé alors qu'il était incarcéré a demandé des dommages-intérêts, et la cour lui a accordé une indemnisation de 12,000$ plus les frais judiciaires—	
John L Hill en fiducie pour Nom retenu[3]	18,533
Autorisation—Cour fédérale T-700-09	
La cour a refusé la demande d'une révision judiciaire concernant le refus du SCC de fournir au demandeur l'accès à ses renseignements personnels. Toutefois, la cour a accordé les frais à un délinquant—	
Nom retenu[3]	150
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 337/07	
À la suite d'une demande en radiation, la cour a accordé les frais juridiques au plaignant—	
Nom retenu[3]	9,000

MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR—*Fin*

Détail et bénéficiaire	Montant
	$
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique L050998	
À la suite de l'opposition à la demande en radiation, la cour a accordé les frais au plaignant—	
Carfra and Lawton en fiduciepour	
Franklin M.	5,234
	73,697
Gendarmerie royale du Canada	
Autorisation—Cour suprême du Canada 33121	
Rèflement des frais judiciaires—	
Doane & Young LLP en fiduciepour	
Merrified P	1,691
Autorisation—Cour suprême de la Colombie-Britannique M044452	
Dommages intérêts non-pécuniaires, perte de revenus antérieurs, perte de revenus anticipés—	
Maryn & Associates en fiduciepour	
Towson E.	400,000
	401,691
	475,388
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2006-045	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
Gordon Lafortune LLP en fiduciepour	
Les Systèmes Equinox Inc	4,100
Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2008-062	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
Adelard Soucy (1975) Inc	1,000
Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2008-063	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
Service d'entretien JDH Inc.	2,400
Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur PR-2009-031	
Remboursement des frais engagés pour la préparation et le traitement d'une plainte—	
Femme Cachee Productions Inc.	2,400
Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario 53222/99	
Règlement suite à une plainte relative à un avis d'adjudication de contrat—	
799970 Ontario Inc.	37,586
	47,486
ANCIENS COMBATTANTS	
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1044-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Sylvain Lamarche LLM en fiduciepour	
Boisvert A	2,932
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1539-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Witten LLP en fiduciepour	
McLean CE	2,084
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-1757-07	
Règlement des frais judiciaires—	
Ross & Associates en fiduciepour	
Clapp K	2,750
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-543-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Levinson & Associates en fiduciepour	
Johnston M	4,241
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-604-08	
Règlement des frais judiciaires—	
Levinson & Assiciates en fiduciepour	
Patterson D	2,500
Autorisation—Arrêt de la Cour fédérale T-944-09	
Règlement des frais judiciaires—	
Duggan J R K en fiduciepour	
LeBrasseur A.	2,805
	17,312
Total	5,470,551

(1) Un versement payé en 2008-2009 a été renversé en 2009-2010.
(2) Nom retenu en vertu des exigences législatives contenues dans l'entente règlementaire jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue dans le dossier.
(3) Nom retenu conformément aux conditions d'exemption accordées par le Comité permanent des Comptes publics.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

SOMMAIRE

	Page
Affaires étrangères et Commerce international	9.2
Affaires indiennes et du Nord canadien	9.2
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	9.6
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9.6
Agence du revenu du Canada	9.8
Agriculture et Agroalimentaire	9.8
Défense nationale	9.14
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	9.14
Environnement	9.16
Finances	9.18
Industrie	9.18
Justice	9.20
Patrimoine canadien	9.20
Pêches et Océans	9.20
Ressources humaines et Développement des compétences	9.24
Ressources naturelles	9.26
Sécurité publique et Protection civile	9.26
Transports	9.28
Travaux publics et Services gouvernementaux	9.30

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite aux *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère				
XII Sommet de la francophonie	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère				
Aide à la gestion des urgences	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Association des trappeurs Indiens Cris	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Bureau de géoscience du Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Développement des ressources naturelles	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
École Mosakahiken	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Élections Nation Métis - Relations Métis et des Premières Nations de la Saskatchewan	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Entente avec les Mohawk Wahta pour les revendications de terrains/Droit de passage	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Entente concernant la mise en oeuvre de la convention de la Baie James et du nord québécois en matière de logement du Nunavik	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
3	…	…	…	…	…	3	…	…	…	3
10 553	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**10 553**	**…**	**…**	**…**	**10 553**
13 640	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*13 640*	*...*	*...*	*...*	*13 640*
3	…	…	…	…	…	3	…	…	…	3
10 553	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**10 553**	**…**	**…**	**…**	**10 553**
13 640	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*13 640*	*...*	*...*	*...*	*13 640*
…	813	…	…	…	…	813	…	…	…	813
…	**813**	**…**	**…**	**…**	**…**	**813**	**…**	**…**	**…**	**813**
...	*5 767*	*...*	*...*	*...*	*...*	*5 767*	*...*	*...*	*...*	*5 767*
82	…	…	…	…	…	82	…	…	…	82
82	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**82**	**…**	**…**	**…**	**82**
2 526	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*2 526*	*...*	*...*	*...*	*2 526*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*3 395*	*...*	*3 395 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**14**	**…**	**14**
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*191*	*119*	*...*	*310*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*13 685*	*...*	*...*	*...*	*...*	*13 685*	*...*	*...*	*...*	*13 685 (f)*
…	…	14 477	…	…	…	14 477	…	…	…	14 477
…	**…**	**5 006**	**…**	**…**	**…**	**5 006**	**…**	**…**	**…**	**5 006**
...	*...*	*19 483*	*...*	*...*	*...*	*19 483*	*...*	*...*	*...*	*19 483*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*720*	*...*	*...*	*720*	*...*	*...*	*...*	*720 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*634*	*...*	*...*	*...*	*...*	*634*	*...*	*...*	*...*	*634 (f)*
14 300	…	…	…	…	…	14 300	…	…	…	14 300
14 697	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**14 697**	**…**	**…**	**…**	**14 697**
90 656	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*90 656*	*...*	*...*	*...*	*90 656*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Entente conjointe pour les immobilisations liées à l'éducation - AINC, Manow - Bandes NAN	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente du nord-est du Québec	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Entente sur les inondations du Nord	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Indiens Cris Conseil scolaire du Kativik (Baie James)	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Ministère des Premières Nations et Relations des Métis	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Négociations de traité trilatéral	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Piste d'atterrissage et chemin d'accès de St.Theresa Point et de Wasagamack	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme d'aide intérimaire de gestion des ressources	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme des infrastructures	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Programme social de la gestion des infrastructures	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Projet d'évaluation spécial pour le groupe de travail pilote d'Ontario	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection contre les inondations	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection contre les inondations de la rivière Fisher	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Protection des forêts	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Province/Six Nations/Canada Protocole d'entente Caledonia	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Rapport annuel de la mise en oeuvre des réclamations Inuit du Labrador	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Rapport annuel sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Routes des réserves	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...
Services directs de l'éducation	…	…	…	…
	...	...	...	...
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*33 060*	...	...	...	...	*33 060*	...	...	...	*33 060 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
65 722	...	...	...	...	...	*65 722*	...	...	...	*65 722 (f)*
…	…	749	…	…	…	749	…	…	…	749
…	**…**	**579**	**…**	**…**	**…**	**579**	**…**	**…**	**…**	**579 (a)**
...	...	*122 257*	...	...	...	*122 257*	...	...	...	*122 257 (a)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
1 536	...	...	...	...	...	*1 536*	...	...	...	*1 536 (a) (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	*69*	...	...	*69*	...	...	...	*69 (f)*
…	…	…	…	…	6 209	6 209	…	…	…	6 209
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 071**	**6 071**	**…**	**…**	**…**	**6 071**
...	...	...	...	...	*85 062*	*85 062*	...	...	...	*85 062*
…	…	10	…	…	…	10	…	…	…	10
…	**…**	**217**	**…**	**…**	**…**	**217**	**…**	**…**	**…**	**217**
...	...	*1 649*	...	...	...	*1 649*	...	...	...	*1 649*
…	…	…	…	…	…	…	1 655	…	…	1 655
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 655**	**…**	**…**	**1 655**
...	...	...	...	...	...	...	*19 035*	...	...	*19 035*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**32**	**…**	**…**	**32**
...	...	...	...	...	...	...	*10 973*	...	...	*10 973 (f)*
…	95	…	…	…	…	95	…	…	…	95
…	**12**	**…**	**…**	**…**	**…**	**12**	**…**	**…**	**…**	**12**
...	*152*	...	...	...	...	*152*	...	...	...	*152*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**1 102**	**…**	**…**	**1 102**	**…**	**…**	**…**	**1 102**
...	...	...	*3 257*	...	...	*3 257*	...	...	...	*3 257*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**470**	**…**	**…**	**…**	**470**	**…**	**…**	**…**	**470**
...	...	*1 713*	...	...	...	*1 713*	...	...	...	*1 713 (f)*
256	1 643	4 981	1 731	…	…	8 611	…	…	…	8 611
203	**1 688**	**4 377**	**1 000**	**…**	**…**	**7 268**	**…**	**…**	**…**	**7 268**
2 665	*30 145*	*30 928*	*23 575*	...	...	*87 313*	...	...	...	*87 313*
…	350	…	…	…	…	350	…	…	…	350
…	**750**	**…**	**…**	**…**	**…**	**750**	**…**	**…**	**…**	**750**
...	*2 321*	...	...	...	...	*2 321*	...	...	...	*2 321*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**40**	**…**	**40**
...	...	...	...	...	...	...	...	*40*	...	*40 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	44	…	44
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	...	...	*44*	...	*44 (f)*
…	…	4 169	…	…	…	4 169	…	…	…	4 169
…	**…**	**6 466**	**…**	**…**	**…**	**6 466**	**…**	**…**	**…**	**6 466**
...	...	*70 530*	...	...	...	*70 530*	...	...	...	*70 530*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*2 692*	...	...	...	...	*2 692*	...	...	...	*2 692 (f)*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Services sociaux	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Traitement Waterhen Wastewater	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Vérification de l'Accord de 1965 avec le ministère des Services sociaux et communautaires	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Vérification du français d'un protocole d'entente pour la modification d'un réglement concernant les Terres Inuits du Labrador	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Agence canadienne de développement économique du Nord				
Infrastructure municipale	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
Contributions à la province de Québec aux termes du Programme Infrastructure Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Contributions en vertu du Programme Infrastructures de loisirs du Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme infrastructure Canada	580	…	…	69
	646	**…**	**…**	**110**
	51 246	*12 337*	*67 021*	*54 709*
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales	178	107	391	391
	306	**183**	**672**	**672**
	1 075	*645*	*2 366*	*2 366*
Total du portefeuille ministériel	758	107	391	460
	952	**183**	**672**	**782**
	52 321	*12 982*	*69 387*	*57 075*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	212 249	…	…	…	…	212 249	…	…	…	212 249
…	**197 797**	**…**	**…**	**…**	**…**	**197 797**	**…**	**…**	**…**	**197 797**
...	*3 098 726*	...	...	...	...	*3 098 726*	...	...	...	*3 098 726*
…	…	293	…	…	…	293	…	…	…	293
…	**…**	**1 000**	**…**	**…**	**…**	**1 000**	**…**	**…**	**…**	**1 000**
...	...	*1 293*	...	...	...	*1 293*	...	...	...	*1 293*
…	124	…	…	…	…	124	…	…	…	124
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*124*	...	...	...	...	*124*	...	...	...	*124*
…	…	…	…	…	…	…	…	1	…	1
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5**	**…**	**5**
...	...	...	...	...	...	...	...	*7*	...	*7 (a)*
…	…	…	…	…	…	…	32	…	…	32
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	...	*32*	...	...	*32*
14 638	215 274	24 679	1 731	…	6 209	262 531	1 687	45	…	264 263
14 982	**201 060**	**18 115**	**2 102**	**…**	**6 071**	**242 330**	**1 687**	**59**	**…**	**244 076**
163 105	*3 187 306*	*247 853*	*27 621*	...	*85 062*	*3 710 947*	*30 231*	*3 605*	...	*3 744 783*
12 033	…	…	…	…	…	12 033	…	…	…	12 033
50 018	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 018**	**…**	**…**	**…**	**50 018**
495 686	...	...	...	...	...	*495 686*	...	...	...	*495 686*
1 420	…	…	…	…	…	1 420	…	…	…	1 420
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
1 420	...	...	...	...	...	*1 420*	...	...	...	*1 420*
13 453	…	…	…	…	…	13 453	…	…	…	13 453
50 018	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 018**	**…**	**…**	**…**	**50 018**
497 106	...	...	...	...	...	*497 106*	...	...	...	*497 106*
…	…	…	…	…	…	649	…	…	…	649
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**756**	**…**	**…**	**…**	**756**
...	...	...	...	...	...	*185 313*	...	...	...	*185 313*
…	…	…	…	…	…	1 067	…	…	…	1 067
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 833**	**…**	**…**	**…**	**1 833**
...	...	...	...	...	...	*6 452*	...	...	...	*6 452*
…	…	…	…	…	…	1 716	…	…	…	1 716
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 589**	**…**	**…**	**…**	**2 589**
...	...	...	...	...	...	*191 765*	...	...	...	*191 765*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
Agence du revenu du Canada				
Groupe de travail sur l'économie clandestine	1	…	1	1
	…	**…**	**1**	**1**
	2	*1*	*3*	*3*
Total du portefeuille ministériel	1	…	1	1
	…	**…**	**1**	**1**
	2	*1*	*3*	*3*
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère				
Accroissement des compétences en leadership et perfectionnement en gestion	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Agri-flexibilité	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Agri-protection - Contributions[(1)]	165	7 070	805	3 477
	188	**4 785**	**959**	**3 245**
	3 072	*57 775*	*15 294*	*48 057*
Agri-protection recherche - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Agri-stabilité - Contributions	…	(4 376)	…	…
	518	**9 820**	**679**	**2 429**
	1 653	*51 346*	*25 870*	*63 263*
Agri-stabilité - Subventions	388	…	10 982	1 598
	…	**…**	**…**	**…**
	388	*...*	*10 982*	*1 598*
Analyse comparative	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Appui des organisations nationales	…	…	…	…
	5	**19**	**27**	**22**
	5	*19*	*27*	*22*
Assistance pour le H1N1 Alberta	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Communication et sensibilisation	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Couverture végétale	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	5	*508*	*702*	*374*
Création d'un climat d'innovation agroalimentaire	…	…	…	…
	7	**28**	**39**	**33**
	7	*28*	*971*	*258*
Cultivons l'avenir - Programmes coût partagé	2 900	2 059	2 710	2 319
	…	**…**	**…**	**…**
	2 900	*2 059*	*2 710*	*2 319*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
30	29	2	3	15	11	93	…	…	…	93
26	**22**	**2**	**3**	**12**	**10**	**77**	**…**	**…**	**…**	**77**
136	*119*	*10*	*13*	*57*	*49*	*393*	*...*	*...*	*...*	*393*
30	29	2	3	15	11	93	…	…	…	93
26	**22**	**2**	**3**	**12**	**10**	**77**	**…**	**…**	**…**	**77**
136	*119*	*10*	*13*	*57*	*49*	*393*	*...*	*...*	*...*	*393*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**370**	**…**	**370**	**…**	**…**	**…**	**370**
...	*...*	*...*	*...*	*1 467*	*...*	*1 467*	*...*	*...*	*...*	*1 467 (f)*
…	…	…	498	…	…	498	…	…	…	498
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*498*	*...*	*...*	*498*	*...*	*...*	*...*	*498*
35 670	58 161	73 390	181 587	126 894	15 697	502 916	…	…	…	502 916[(1)]
27 048	**55 160**	**79 950**	**187 482**	**174 377**	**15 152**	**548 346**	**…**	**…**	**…**	**548 346**
571 829	*922 235*	*1 008 808*	*2 793 800*	*2 074 057*	*199 107*	*7 694 034*	*...*	*...*	*...*	*7 694 034*
…	…	…	396	…	…	396	…	…	…	396
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*396*	*...*	*...*	*396*	*...*	*...*	*...*	*396*
99 855	118 633	…	53 826	136 279	15 261	419 478	…	…	…	419 478
15 501	**82 294**	**7 159**	**40 155**	**163 065**	**18 913**	**340 533**	**…**	**…**	**(40)**	**340 493**
764 670	*903 510*	*587 386*	*1 139 118*	*1 076 082*	*223 738*	*4 836 636*	*...*	*...*	*124*	*4 836 760*
…	…	92 262	…	…	…	105 230	…	…	(5)	105 225
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*92 262*	*...*	*...*	*...*	*105 230*	*...*	*...*	*(5)*	*105 225*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**128**	**…**	**128**	**…**	**…**	**…**	**128**
...	*...*	*...*	*...*	*870*	*...*	*870*	*...*	*...*	*...*	*870 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
314	**499**	**200**	**440**	**475**	**124**	**2 125**	**…**	**…**	**…**	**2 125**
314	*499*	*200*	*440*	*475*	*124*	*2 125*	*...*	*...*	*...*	*2 125 (f)*
…	…	…	…	115	…	115	…	…	…	115
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*...*	*115*	*...*	*115*	*...*	*...*	*...*	*115 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**100**	**…**	**…**	**…**	**…**	**100**	**…**	**…**	**…**	**100**
...	*523*	*...*	*...*	*...*	*...*	*523*	*...*	*...*	*...*	*523 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
1 328	*8 543*	*5 116*	*13 395*	*9 472*	*2 762*	*42 205*	*...*	*...*	*...*	*42 205 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
460	**733**	**294**	**646**	**697**	**182**	**3 119**	**…**	**…**	**…**	**3 119**
3 615	*2 906*	*7 602*	*2 008*	*1 623*	*182*	*19 200*	*...*	*...*	*...*	*19 200 (f)*
16 895	23 877	8 122	24 624	18 152	6 658	108 316	369	220	479	109 384
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
16 895	*23 877*	*8 122*	*24 624*	*18 152*	*6 658*	*108 316*	*369*	*220*	*479*	*109 384*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Cultivons l'avenir - Programmes fédéraux de coût attribué	134	111	111	111
	…	**…**	**…**	**…**
	134	*111*	*111*	*111*
Élimination des matières à risques spécifiées - Contributions	…	258	2 307	300
	…	**87**	**1 497**	**1 633**
	…	*1 609*	*4 269*	*2 300*
Encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	…	…	…	…
	(8)	**(5)**	**…**	**(47)**
	181	*3 113*	*1 641*	*1 859*
Entente Canada/Ontario sur les mesures prises en raison de la présence du virus de la Sharka en Ontario	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Financement pour continuité provinciale	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**114**
	…	*…*	*…*	*114*
Fonds d'innovation pour les sciences de la vie et l'agroalimentaire	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Fonds de recherche et développement pour les carburants de remplacement renouvelables	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Fovealis de duponchelia	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Gestion de l'environnement (pratiques de gestion bénéfiques)	…	…	…	…
	…	**486**	**521**	**467**
	…	*1 988*	*3 552*	*1 980*
Gestion de la formation sur le risque	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Info-Centre (Guelph)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Initiative d'appui aux conseillers agricoles	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Initiative de la traçabilité	…	…	…	…
	2	**6**	**8**	**7**
	9	*32*	*45*	*39*
Initiative du Cadre stratégique pour l'agriculture (ICSA) - Cultivons l'avenir	…	…	…	…
	1 482	**…**	**…**	**…**
	1 482	*…*	*…*	*…*
Initiative provinciale Alberta	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Initiative scientifique relative à l'agriculture et à la médecine	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Initiatives liées au cadre stratégique pour l'agriculture	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	15 596	*…*	*…*	*…*
Inondation Manitoba - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*
Institut de gestion agricole	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	…	*…*	*…*	*…*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
867	1 363	531	1 148	1 239	355	5 970	18	12	22	6 022
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**
867	*1 363*	*531*	*1 148*	*1 239*	*355*	*5 970*	*18*	*12*	*22*	*6 022*
72	...	406	6 773	1 795	1 941	13 852	...	...	...	13 852
3 861	**4 318**	**964**	**3 006**	**2 601**	**1 185**	**19 152**	**...**	**...**	**...**	**19 152**
10 157	*8 411*	*1 651*	*12 803*	*10 815*	*3 785*	*55 800*	*...*	*...*	*...*	*55 800 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**(1 002)**	**(11)**	**(660)**	**(350)**	**(35)**	**(2 118)**	**...**	**...**	**...**	**(2 118)**
71 469	*88 647*	*37 458*	*65 194*	*270 427*	*17 178*	*557 167*	*...*	*...*	*...*	*557 167 (f)*
...	8 600	...	...	...	...	8 600	...	...	...	8 600
...	**8 600**	**...**	**...**	**...**	**...**	**8 600**	**...**	**...**	**...**	**8 600**
...	*54 816*	*...*	*...*	*...*	*...*	*54 816*	*...*	*...*	*...*	*54 816*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**1 153**	**...**	**...**	**...**	**1 267**	**...**	**...**	**...**	**1 267**
...	*...*	*1 153*	*...*	*...*	*...*	*1 267*	*...*	*...*	*...*	*1 267 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**170**	**...**	**...**	**...**	**...**	**170**	**...**	**...**	**...**	**170**
...	*972*	*...*	*...*	*...*	*...*	*972*	*...*	*...*	*...*	*972 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**100**	**...**	**...**	**...**	**...**	**100**	**...**	**...**	**...**	**100**
...	*677*	*...*	*...*	*...*	*...*	*677*	*...*	*...*	*...*	*677 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**952**	**...**	**...**	**...**	**...**	**952**	**...**	**...**	**...**	**952**
...	*952*	*...*	*...*	*...*	*...*	*952*	*...*	*...*	*...*	*952 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4 049	**13 072**	**4 729**	**8 304**	**5 140**	**2 208**	**38 976**	**...**	**...**	**...**	**38 976**
17 645	*67 897*	*39 850*	*39 251*	*30 381*	*12 741*	*215 285*	*...*	*...*	*1*	*215 286 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**105**	**...**	**...**	**...**	**105**	**...**	**...**	**...**	**105**
...	*...*	*415*	*...*	*...*	*...*	*415*	*...*	*...*	*...*	*415 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**200**	**...**	**...**	**...**	**...**	**200**	**...**	**...**	**...**	**200**
...	*1 200*	*...*	*...*	*...*	*...*	*1 200*	*...*	*...*	*...*	*1 200 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
605	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**605**	**...**	**...**	**...**	**605**
4 989	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*4 989*	*...*	*...*	*...*	*4 989 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
98	**156**	**63**	**138**	**149**	**39**	**666**	**...**	**...**	**...**	**666**
531	*845*	*338*	*745*	*804*	*209*	*3 597*	*...*	*...*	*...*	*3 597 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1 482**	**261**	**179**	**321**	**2 243**
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*1 482*	*261*	*179*	*321*	*2 243 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**2 286**	**...**	**2 286**	**...**	**...**	**...**	**2 286**
...	*...*	*...*	*...*	*2 286*	*...*	*2 286*	*...*	*...*	*...*	*2 286 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**500**	**...**	**...**	**...**	**...**	**500**	**...**	**...**	**...**	**500**
...	*2 171*	*...*	*...*	*...*	*...*	*2 171*	*...*	*...*	*...*	*2 171 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1**	**...**	**1**
...	*...*	*625*	*...*	*...*	*...*	*16 221*	*...*	*1*	*1 695*	*17 917 (f)*
...	...	(41)	...	...	...	(41)	...	...	...	(41)
...	**...**	**19 980**	**...**	**...**	**...**	**19 980**	**...**	**...**	**...**	**19 980**
...	*...*	*19 939*	*...*	*...*	*...*	*19 939*	*...*	*...*	*...*	*19 939 (f)*
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	**1 140**	**...**	**...**	**...**	**...**	**1 140**	**...**	**...**	**...**	**1 140**
...	*4 121*	*...*	*...*	*...*	*...*	*4 121*	*...*	*...*	*...*	*4 121 (f)*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Nématode à kyste de la pomme de terre - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Nématode Doré Québec	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Paiements relatifs à la Loi sur la protection du revenu agricole - Programmes complémentaires de sécurité du revenu	…	…	…	…
	(140)	**(19)**	**(47)**	**…**
	10 745	*15 015*	*13 210*	*5 755*
Perfectionnement des conseillers	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Planification environnementale à la ferme (PEF)	…	…	…	…
	87	**160**	**514**	**207**
	484	*1 064*	*1 603*	*1 040*
Producteurs de pommes de terre inondés Île-du-Prince-Édouard - Contributions	…	(1)	…	…
	…	**7 640**	**…**	**…**
	...	*7 639*	...	...
Programme Agri-investissement - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme Agri-investissement - Subventions	(46)	944	846	1 281
	108	**2 124**	**1 068**	**1 590**
	134	*4 988*	*2 964*	*4 137*
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	*150*
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins - Subventions	…	(1)	…	…
	…	**(2)**	**(1)**	**(1)**
	387	*4 512*	*3 996*	*3 676*
Programme d'approvisionnement en eau des exploitations agricoles	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme d'appui aux initiatives des tables filières québécoises	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme d'assurance de la qualité des aliments	…	…	…	…
	…	**1**	**1**	**1**
	...	*2*	*2*	*1*
Programme d'incitation à la salubrité et à la qualité des aliments	…	…	…	…
	…	**…**	**279**	**…**
	...	*120*	*905*	...
Programme de transition relatif aux vergers et vignobles	…	…	713	111
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	*934*	*168*
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs - Subventions	…	(9)	…	…
	…	**(2)**	**(1)**	**(1)**
	102	*1 070*	*903*	*814*
Recherche en agriculture dans les universités	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Risques et occasions de recherche	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Salubrité des aliments à la ferme	…	…	…	…
	4	**16**	**22**	**19**
	23	*94*	*132*	*110*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	…	1 510	…	1 510	…	…	…	1 510
…	**…**	**…**	**…**	**9 636**	**…**	**9 636**	**…**	**…**	**…**	**9 636**
...	...	...	...	*11 146*	...	*11 146*	...	...	...	*11 146 (f)*
3 194	…	…	…	…	…	3 194	…	…	…	3 194
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
3 194	...	...	...	...	...	*3 194*	...	...	...	*3 194 (f)*
…	…	(15)	…	…	(331)	(346)	…	…	…	(346)
…	**(1 062)**	**(29)**	**…**	**(2 973)**	**(2 663)**	**(6 933)**	**…**	**…**	**…**	**(6 933)**
518 004	*248 712*	*38 613*	*45 996*	*190 826*	*63 107*	*1 149 983*	*340*	...	*416*	*1 150 739 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**93**	**…**	**93**	**…**	**…**	**…**	**93**
...	...	...	...	*442*	...	*442*	...	...	...	*442 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
5 824	**1 333**	**250**	**2 262**	**628**	**1 230**	**12 495**	**…**	**…**	**…**	**12 495**
34 933	*9 118*	*3 247*	*11 672*	*11 378*	*7 844*	*82 383*	...	...	...	*82 383 (f)*
…	…	…	…	…	…	(1)	…	…	…	(1)
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 640**	**…**	**…**	**…**	**7 640**
...	...	...	...	...	...	*7 639*	...	...	...	*7 639 (f)*
26 725	…	…	…	…	…	26 725	…	…	…	26 725
17 709	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**17 709**	**…**	**…**	**…**	**17 709**
46 104	...	...	...	...	...	*46 104*	...	...	...	*46 104*
…	12 538	19 265	46 287	27 442	4 994	113 551	…	…	4	113 555
…	**36 774**	**26 454**	**58 284**	**44 478**	**4 818**	**175 698**	**…**	**…**	**…**	**175 698**
16 812	*82 408*	*66 881*	*148 113*	*113 128*	*15 272*	*454 837*	...	...	*4*	*454 841*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	*150*	...	...	...	*150*
…	(8)	(3)	(4)	(15)	(11)	(42)	…	…	…	(42)
…	**(38)**	**(38)**	**(87)**	**(103)**	**(10)**	**(280)**	**…**	**…**	**…**	**(280)**
4 000	*95 711*	*56 283*	*97 413*	*248 250*	*22 853*	*537 081*	...	...	*10*	*537 091*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**1 750**	**…**	**1 750**	**…**	**…**	**…**	**1 750**
...	...	...	...	*1 750*	...	*1 750*	...	...	...	*1 750 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
500	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**500**	**…**	**…**	**…**	**500**
2 363	...	...	...	...	...	*2 363*	...	...	...	*2 363 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
9	**14**	**5**	**12**	**13**	**3**	**59**	**…**	**…**	**…**	**59**
26	*43*	*17*	*38*	*40*	*10*	*179*	...	...	...	*179 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
105	**2 091**	**896**	**99**	**2 878**	**1 709**	**8 057**	**…**	**…**	**…**	**8 057**
4 605	*19 264*	*2 962*	*404*	*13 777*	*4 315*	*46 352*	...	...	...	*46 352 (f)*
1 631	6 725	…	…	…	1 804	10 984	…	…	…	10 984
…	**11 408**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 408**	**…**	**…**	**…**	**11 408**
1 631	*18 134*	...	...	...	*2 206*	*23 073*	...	...	...	*23 073*
…	(2)	…	(1)	(6)	…	(18)	…	…	…	(18)
…	**(32)**	**(21)**	**(38)**	**(84)**	**(7)**	**(186)**	**…**	**…**	**…**	**(186)**
...	*22 643*	*14 362*	*25 820*	*64 047*	*5 023*	*134 784*	...	...	*7*	*134 791*
…	423	…	…	…	…	423	…	…	…	423
…	**891**	**…**	**…**	**…**	**…**	**891**	**…**	**…**	**…**	**891**
...	*7 958*	...	...	...	...	*7 958*	...	...	...	*7 958*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**255**	**…**	**255**	**…**	**…**	**…**	**255**
...	...	...	...	*824*	...	*824*	...	...	...	*824 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
261	**415**	**166**	**366**	**395**	**103**	**1 767**	**…**	**…**	**…**	**1 767**
1 533	*2 442*	*978*	*2 150*	*2 322*	*605*	*10 389*	...	...	...	*10 389 (f)*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Salubrité des aliments hors de la ferme	…	…	…	…
	2	**6**	**9**	**7**
	11	*45*	*62*	*52*
Sécheresse Saskatchewan - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Service canadien de développement des compétences en agriculture (SCDCA)	…	…	…	…
	16	**188**	**132**	**30**
	265	*1 255*	*279*	*503*
Services-conseils aux exploitations agricoles canadiennes	…	…	…	…
	28	**123**	**103**	**115**
	161	*536*	*500*	*261*
Stratégie de recherche et de développement agroalimentaire de l'Ontario	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	*456*	...	...
Stratégie emploi jeunesse - Programme objectif carrière	…	2	14	…
	…	**…**	**…**	**…**
	13	*2*	*183*	*100*
Tuberculose bovine Colombie-Britannique - Contributions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Volet de mise en oeuvre à la ferme	…	…	…	…
	6	**25**	**35**	**30**
	23	*91*	*128*	*106*
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Programme d'indemnisation des propriétaires d'animaux morts de la rage	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	*5*
Total du portefeuille ministériel	3 541	6 057	18 488	9 197
	2 305	**25 486**	**5 844**	**9 900**
	37 780	*155 477*	*91 975*	*139 172*
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère				
Fonds des nouvelles initiatives (NSS)	…	…	…	…
	993	**…**	**229**	**48**
	2 176	...	*306*	*95*
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	993	**…**	**229**	**48**
	2 176	...	*306*	*95*
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
Entente Canada/Saskatchewan pour le développement du Nord	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Entente relative au Fonds, adaptation des collectivités avec la province de l'Alberta	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Entente relative au Fonds, adaptation des collectivités avec la province de la Colombie-Britannique	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Ententes sur le développement urbain de la ville de Regina	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total	
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
103	**164**	**66**	**145**	**156**	**41**	**699**	**…**	**…**	**…**	**699**	
726	*1 157*	*464*	*1 019*	*1 100*	*286*	*4 922*	*...*	*...*	*...*	*4 922*	*(f)*
…	…	…	(10 758)	…	…	(10 758)	…	…	…	(10 758)	
…	**…**	**…**	**18 000**	**…**	**…**	**18 000**	**…**	**…**	**…**	**18 000**	
...	*...*	*...*	*7 242*	*...*	*...*	*7 242*	*...*	*...*	*...*	*7 242*	
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
…	**2 000**	**759**	**3 041**	**634**	**351**	**7 151**	**…**	**…**	**…**	**7 151**	
2 193	*10 307*	*7 958*	*30 873*	*10 919*	*1 471*	*66 023*	*3*	*...*	*...*	*66 026*	*(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
4 689	**463**	**109**	**749**	**74**	**143**	**6 596**	**…**	**…**	**…**	**6 596**	
18 307	*2 242*	*756*	*3 262*	*822*	*638*	*27 485*	*...*	*...*	*...*	*27 485*	*(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
…	**2 480**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 480**	**…**	**…**	**…**	**2 480**	
...	*4 181*	*...*	*...*	*17 602*	*...*	*22 239*	*...*	*...*	*...*	*22 239*	*(f)*
350	31	45	12	…	…	454	…	…	…	454	
641	**1**	**…**	**…**	**…**	**…**	**642**	**…**	**…**	**…**	**642**	
3 747	*258*	*63*	*16*	*131*	*71*	*4 584*	*...*	*...*	*...*	*4 584*	
…	…	…	…	…	49	49	…	…	…	49	
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**100**	**100**	**…**	**…**	**…**	**100**	
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*149*	*149*	*...*	*...*	*...*	*149*	*(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
412	**656**	**263**	**578**	**624**	**163**	**2 792**	**…**	**…**	**…**	**2 792**	
1 486	*5 597*	*948*	*2 084*	*2 250*	*586*	*13 299*	*...*	*...*	*...*	*13 299*	*(f)*
…	2	…	…	…	…	2	…	…	…	2	
…	**2**	**2**	**…**	**…**	**…**	**4**	**…**	**…**	**…**	**4**	
232	*2 399*	*91*	*18*	*1*	*...*	*2 746*	*...*	*...*	*...*	*2 746*	
185 259	230 343	193 962	304 388	313 405	46 417	1 311 057	387	232	500	1 312 176	
82 189	**224 552**	**143 468**	**322 922**	**407 392**	**43 749**	**1 267 807**	**261**	**180**	**281**	**1 268 529**	
2 124 205	*2 626 739*	*2 005 079*	*4 469 540*	*4 189 020*	*591 275*	*16 430 262*	*991*	*412*	*3 074*	*16 434 739*	
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
…	**1 070**	**43**	**130**	**…**	**907**	**3 420**	**304**	**…**	**…**	**3 724**	
190	*4 885*	*683*	*432*	*1 197*	*5 335*	*15 299*	*1 321*	*418*	*19*	*17 057*	*(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
…	**1 070**	**43**	**130**	**…**	**907**	**3 420**	**304**	**…**	**…**	**3 724**	
190	*4 885*	*683*	*432*	*1 197*	*5 335*	*15 299*	*1 321*	*418*	*19*	*17 057*	
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	
…	**…**	**…**	**1 753**	**…**	**…**	**1 753**	**…**	**…**	**…**	**1 753**	
...	*...*	*...*	*8 421*	*...*	*...*	*8 421*	*...*	*...*	*...*	*8 421*	*(f)*
…	…	…	…	4 169	…	4 169	…	…	…	4 169	
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	
...	*...*	*...*	*...*	*4 169*	*...*	*4 169*	*...*	*...*	*...*	*4 169*	
…	…	…	…	…	14 655	14 655	…	…	…	14 655	
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*14 655*	*14 655*	*...*	*...*	*...*	*14 655*	
…	…	…	1 747	…	…	1 747	…	…	…	1 747	
…	**…**	**…**	**1 326**	**…**	**…**	**1 326**	**…**	**…**	**…**	**1 326**	
...	*...*	*...*	*3 679*	*...*	*...*	*3 679*	*...*	*...*	*...*	*3 679*	

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Ententes sur le développement urbain de la ville de Saskatoon	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Ententes sur le développement urbain de la ville de Winnipeg	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
L'Accord de Vancouver	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Les ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme d'infrastructure Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
ENVIRONNEMENT				
Ministère				
Accord Canada/Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Accord Canada/Terre-Neuve relatif aux stations et programmes climatologiques	30	…	…	…
	27	**…**	**…**	**…**
	1 379	...	...	...
Accord concernant les relevés hydrométriques	676	50	223	468
	581	**38**	**170**	**449**
	3 921	*206*	*1 045*	*2 175*
Contribution en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Loi sur la gestion des déchets de la Colombie-Britannique	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Loi sur les espèces en péril	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Lutte intégrée contre les parasites	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Pâtes et papier	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Pétrole et gaz du Nord	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Plan d'action du bassin de Georgie (anciennement Initiative de l'écosystème du bassin de Georgie)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme de gérance de l'habitat	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	157	…	…	157	…	…	…	157
…	**…**	**…**	**2 582**	**…**	**…**	**2 582**	**…**	**…**	**…**	**2 582**
...	...	...	*4 563*	...	...	*4 563*	...	...	...	*4 563*
…	…	2 723	…	…	…	2 723	…	…	…	2 723
…	**…**	**4 250**	**…**	**…**	**…**	**4 250**	**…**	**…**	**…**	**4 250**
...	...	*18 390*	...	...	...	*18 390*	...	...	...	*18 390*
…	…	…	…	…	674	674	…	…	…	674
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**704**	**704**	**…**	**…**	**…**	**704**
...	...	...	...	...	*9 701*	*9 701*	...	...	...	*9 701*
…	…	6 334	8 814	7 293	2 086	24 527	…	…	…	24 527
…	**…**	**4 767**	**3 708**	**3 905**	**485**	**12 865**	**…**	**…**	**…**	**12 865**
...	...	*28 382*	*31 109*	*33 395*	*27 328*	*120 214*	...	...	...	*120 214*
…	…	525	…	…	3 200	3 725	…	…	…	3 725
…	**…**	**1 312**	**40**	**3 919**	**7 679**	**12 950**	**…**	**…**	**…**	**12 950**
...	...	*62 085*	*56 534*	*171 028*	*264 700*	*554 347*	...	...	...	*554 347*
…	…	9 582	10 718	11 462	20 615	52 377	…	…	…	52 377
…	**…**	**10 329**	**9 409**	**7 824**	**8 868**	**36 430**	**…**	**…**	**…**	**36 430**
...	...	*108 857*	*104 306*	*208 592*	*316 384*	*738 139*	...	...	...	*738 139*

241	…	…	…	…	…	241	…	…	…	241
239	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**239**	**…**	**…**	**…**	**239**
7 483	...	...	...	...	...	*7 483*	...	...	...	*7 483*
…	…	…	…	…	…	30	…	…	…	30
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**27**	**…**	**…**	**…**	**27**
...	...	...	...	...	...	*1 379*	...	...	...	*1 379*
630	3 637	1 707	1 919	1 879	…	11 189	…	…	…	11 189
604	**3 288**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 130**	**…**	**…**	**…**	**5 130**
21 815	*36 011*	*7 824*	*7 742*	*16 090*	...	*96 829*	...	...	...	*96 829*
…	313	431	727	484	3	1 958	…	…	…	1 958
…	**313**	**421**	**640**	**484**	**3**	**1 861**	**…**	**…**	**…**	**1 861**
...	*1 186*	*5 326*	*8 911*	*7 345*	*35*	*22 803*	...	...	...	*22 803*
…	…	3	3	6	…	12	8	3	…	23
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	*3*	*3*	*6*	*15*	*27*	*8*	*3*	...	*38*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*20*	*20*	...	...	...	*20*
…	…	…	…	…	…	…	35	…	…	35
218	**…**	**…**	**…**	**…**	**110**	**328**	**…**	**…**	**…**	**328**
654	...	...	...	...	*502*	*1 156*	*35*	...	...	*1 191*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*5*	*5*	...	...	...	*5*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
125	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**125**	**…**	**…**	**…**	**125 (a)**
2 850	...	...	...	...	*273*	*3 123*	...	...	...	*3 123 (a)*
…	…	…	…	25	…	25	…	…	…	25
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	*25*	*5*	*30*	...	...	...	*30*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*350*	*350*	...	...	...	*350*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**50**	**50**	**…**	**…**	**…**	**50**
...	...	...	...	...	*318*	*318*	...	...	*9*	*327*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Protection et dépollution du fleuve Saint-Laurent	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Régularisation de la rivière des Outaouais	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Réseau radiométéo	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	1 150	*21*	*791*	*2 376*
Stratégie d'initiative de la qualité de l'air	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Stratégie des zones protégées (SZP) des T.N.-O. - Loi sur les espèces en péril	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Convention de la Baie James et du Nord québécois	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	706	50	223	468
	608	**38**	**170**	**449**
	6 450	*227*	*1 836*	*4 551*
FINANCES				
Ministère				
Corporation de revitalisation du secteur riverain de Toronto[(2)]	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Harbourfront Corporation[(2)]	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
INDUSTRIE				
Ministère				
Infrastructure Canada/Ontario	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Infrastructure de loisirs du Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Programme d'infrastructure du Savoir	12 188	5 250	28 373	24 523
	…	**…**	**…**	**…**
	12 188	*5 250*	*28 373*	*24 523*
Total du portefeuille ministériel	12 188	5 250	28 373	24 523
	…	**…**	**…**	**…**
	12 188	*5 250*	*28 373*	*24 523*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
111	…	…	…	…	…	111	…	…	…	111
108	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**108**	**…**	**…**	**…**	**108**
887	...	...	...	...	...	*887*	...	...	...	*887*
405	…	…	…	…	…	405	…	…	…	405
450	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**450**	**…**	**…**	**…**	**450**
29 661	...	...	...	...	...	*29 661*	...	...	...	*29 661*
4	91	…	…	…	…	95	…	…	…	95
(22)	**73**	**…**	**…**	**…**	**…**	**51**	**…**	**…**	**…**	**51**
(85)	*517*	...	...	...	...	*432*	...	...	...	*432*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	*4 338*	...	...	...	*4 338*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*218*	*218*	...	...	*6*	*224*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**29**	**…**	**…**	**29**
...	...	...	...	...	...	...	*29*	...	...	*29*
296	…	…	…	…	…	296	…	…	…	296
146	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**146**	**…**	**…**	**…**	**146**
2 524	...	...	...	...	...	*2 524*	...	...	...	*2 524*
1 687	4 041	2 141	2 649	2 394	3	14 362	43	3	…	14 408
1 868	**3 674**	**421**	**640**	**484**	**163**	**8 515**	**29**	**…**	**…**	**8 544**
65 789	*37 714*	*13 153*	*16 656*	*23 466*	*1 741*	*171 583*	*72*	*3*	*15*	*171 673*
…	108 401	…	…	…	…	108 401	…	…	…	108 401[(2)]
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*183 088*	...	...	...	...	*183 088*	...	...	...	*183 088*
…	5 000	…	…	…	…	5 000	…	…	…	5 000[(2)]
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*10 000*	...	...	...	...	*10 000*	...	...	...	*10 000*
…	113 401	…	…	…	…	113 401	…	…	…	113 401
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*193 088*	...	...	...	...	*193 088*	...	...	...	*193 088*
…	6 243	…	…	…	…	6 243	…	…	…	6 243
…	**11 825**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 825**	**…**	**…**	**…**	**11 825**
...	*674 600*	...	...	...	...	*674 600*	...	...	...	*674 600*
…	30 000	…	…	…	…	30 000	…	…	…	30 000
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*30 000*	...	...	...	...	*30 000*	...	...	...	*30 000*
229 200	390 000	35 558	28 645	97 680	116 574	967 991	1 091	1 100	1 000	971 182
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
229 200	*390 000*	*35 558*	*28 645*	*97 680*	*116 574*	*967 991*	*1 091*	*1 100*	*1 000*	*971 182*
229 200	426 243	35 558	28 645	97 680	116 574	1 004 234	1 091	1 100	1 000	1 007 425
…	**11 825**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 825**	**…**	**…**	**…**	**11 825**
229 200	*1 094 600*	*35 558*	*28 645*	*97 680*	*116 574*	*1 672 591*	*1 091*	*1 100*	*1 000*	*1 675 782*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
JUSTICE				
Ministère				
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	2 044	445	3 612	2 453
	2 045	**445**	**3 612**	**2 453**
	47 425	*8 159*	*87 238*	*46 834*
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	121	…	151	…
	118	**…**	**151**	**…**
	2 702	*52*	*1 481*	*...*
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	5 119	2 021	6 170	4 822
	5 119	**2 021**	**6 170**	**4 822**
	117 007	*46 147*	*140 238*	*110 093*
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes - Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	444	465	1 018	608
	498	**358**	**681**	**437**
	1 590	*1 423*	*2 826*	*1 710*
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (soit l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	7 728	2 931	10 951	7 883
	7 780	**2 824**	**10 614**	**7 712**
	168 724	*55 781*	*231 783*	*158 637*
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère				
Appui d'Espaces culturels Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	3 100	...	...	...
Programme d'appui aux organismes nationaux de sport	280	258	310	368
	263	**233**	**322**	**321**
	1 747	*1 329*	*2 070*	*1 829*
Programme des langues officielles dans l'enseignement	4 466	5 250	11 004	24 626
	4 495	**4 357**	**12 997**	**24 768**
	108 236	*70 053*	*220 719*	*759 125*
Programme Présentation des arts Canada	75	…	…	…
	75	**…**	**…**	**…**
	941	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	4 821	5 508	11 314	24 994
	4 833	**4 590**	**13 319**	**25 089**
	114 024	*71 382*	*222 789*	*760 954*
PÊCHES ET OCÉANS				
Amélioration du passage pour poissons à Cariboo Regional District	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Amélioration du passage pour poissons à Goose Creek	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
28 905	53 290	4 853	4 203	11 010	15 014	125 829	…	…	…	125 829
26 996	**50 132**	**4 803**	**4 203**	**10 679**	**14 460**	**119 828**	**…**	**…**	**…**	**119 828**
553 858	*1 115 848*	*104 159*	*84 583*	*215 458*	*288 179*	*2 551 741*	*24 435*	*...*	*7 605*	*2 583 781*
570	1 080	485	660	1 033	1 134	5 234	68	20	45	5 367
590	**1 080**	**435**	**660**	**1 054**	**1 129**	**5 217**	**40**	**30**	**34**	**5 321**
12 965	*23 747*	*9 985*	*12 676*	*28 876*	*27 767*	*120 251*	*6 677*	*65*	*2 277*	*129 270*
36 683	63 809	6 433	7 416	16 957	22 134	171 564	3 060	1 577	1 103	177 304
36 683	**63 809**	**6 433**	**7 416**	**16 957**	**22 134**	**171 564**	**3 060**	**1 577**	**1 103**	**177 304**
816 537	*1 479 315*	*141 425*	*169 443*	*359 173*	*452 339*	*3 831 717*	*91 553*	*18 079*	*29 110*	*3 970 459*
348	2 135	1 010	860	1 347	1 333	9 568	347	348	300	10 563
273	**2 066**	**800**	**637**	**1 110**	**1 313**	**8 173**	**342**	**204**	**310**	**9 029**
1 269	*8 019*	*2 718*	*2 396*	*4 112*	*4 115*	*30 178*	*1 589*	*1 602*	*1 510*	*34 879*
…	…	…	…	…	…	…	2 072	1 892	1 192	5 156
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 143**	**1 963**	**1 263**	**5 369**
...	...	...	...	...	...	...	*20 228*	*18 056*	*10 865*	*49 149*
66 506	120 314	12 781	13 139	30 347	39 615	312 195	5 547	3 837	2 640	324 219
64 542	**117 087**	**12 471**	**12 916**	**29 800**	**39 036**	**304 782**	**5 585**	**3 774**	**2 710**	**316 851**
1 384 629	*2 626 929*	*258 287*	*269 098*	*607 619*	*772 400*	*6 533 887*	*144 482*	*37 802*	*51 367*	*6 767 538*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	*900*	...	...	*4 000*	...	*88*	...	*4 088*
684	884	365	342	461	519	4 471	272	247	247	5 237
839	**1 035**	**518**	**438**	**566**	**519**	**5 054**	**417**	**280**	**287**	**6 038**
4 260	*4 782*	*1 953*	*2 170*	*2 887*	*2 976*	*26 003*	*1 979*	*1 712*	*1 561*	*31 255*
65 522	88 041	16 338	9 193	18 688	18 404	261 532	2 588	1 423	2 213	267 756
66 372	**82 767**	**17 860**	**8 760**	**20 639**	**17 179**	**260 194**	**2 735**	**1 327**	**2 350**	**266 606**
2 745 481	*2 554 122*	*322 889*	*229 611*	*338 491*	*364 685*	*7 713 412*	*39 802*	*18 128*	*30 472*	*7 801 814*
…	…	…	…	…	…	75	…	…	…	75
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**75**	**…**	**…**	**…**	**75**
...	...	...	...	...	...	*941*	...	...	...	*941*
66 206	88 925	16 703	9 535	19 149	18 923	266 078	2 860	1 670	2 460	273 068
67 211	**83 802**	**18 378**	**9 198**	**21 205**	**17 698**	**265 323**	**3 152**	**1 607**	**2 637**	**272 719**
2 749 741	*2 558 904*	*324 842*	*232 681*	*341 378*	*367 661*	*7 744 356*	*41 781*	*19 928*	*32 033*	*7 838 098*
…	…	…	…	…	20	20	…	…	…	20
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*20*	*20*	...	...	...	*20*
…	…	…	…	…	20	20	…	…	…	20
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*20*	*20*	...	...	...	*20*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Amélioration du passage pour poissons dans les criques Blueberry, Pass, Snowball et Conkle	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Améliorations de ponceaux de Cache Creek	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Coalition du centre de ressources de la faune du Nunavut	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Commissionnaires de la Colombie-Britannique	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Conseil de gestion de l'environnement de Voisey's Bay	28	…	…	…
	32	**…**	**…**	**…**
	363	...	...	...
Détection des effets écologiques - Ministère de la Santé de l'Alberta	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Enquête sur la pêche récréative au Canada	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Équipe intégrée d'application de la règlementation du homard	…	…	…	…
	…	**…**	**57**	**…**
	...	...	*270*	...
Espèces en péril en Ontario	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Évaluation de mysidacé et de diporeia dans le Lac Ontario	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Évaluation des risques de pêches en eau douce	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Gestion des données SISP (Ministère de l'Environnement)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990 à 2005)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Identification des réserves de truites arc-en-ciel anadromes de la rivière Skeena	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Incidences sur l'environnement des métabolites de benzoate d'Emamecpin	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Initiative sur le renouvellement de l'industrie de la pêche Canada/Terre-Neuve-et-Labrador	…	…	…	…
	4	**…**	**…**	**…**
	133	...	...	...
L'évaluation des incidences potentielles de l'aquaculture de la panope du Pacifique intertidale (Panope abrupta) sur l'environnement benthique (MAFF)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Levées hydrographiques de Coral Harbour, production de carte et de couloir marin	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	…	…	20	20	…	…	…	20
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*20*	*20*	...	...	...	*20*
…	…	…	…	…	3	3	…	…	…	3
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**3**	**3**	**…**	**…**	**…**	**3 (a)**
...	...	...	...	...	*5*	*5*	...	...	...	*5 (a)(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	2	…	2
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2**	**…**	**2 (a)**
...	...	...	...	...	...	...	...	*57*	...	*57 (a)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**… (a)**
...	...	...	...	...	*46*	*46*	...	...	...	*46 (a)*
…	…	…	…	…	…	28	…	…	…	28
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**32**	**…**	**…**	**…**	**32**
...	...	...	...	...	...	*363*	...	...	...	*363*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	*18*	...	*18*	...	...	...	*18*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
37	...	...	...	...	...	*37*	...	...	...	*37*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**57**	**…**	**…**	**…**	**57**
...	...	...	...	...	...	*270*	...	...	...	*270*
…	122	…	…	…	…	122	…	…	…	122
…	**815**	**…**	**…**	**…**	**…**	**815**	**…**	**…**	**…**	**815**
...	*1 531*	...	...	...	...	*1 531*	...	...	...	*1 531*
…	105	…	…	…	…	105	…	…	…	105
…	**175**	**…**	**…**	**…**	**…**	**175**	**…**	**…**	**…**	**175**
...	*347*	...	...	...	...	*347*	...	...	...	*347*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**15**	**15**	**…**	**…**	**…**	**15**
...	...	...	...	...	*15*	*15*	...	...	...	*15*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*280*	*280*	...	...	...	*280*
55	…	…	…	…	…	55	…	…	…	55
56	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**56**	**…**	**…**	**…**	**56**
592	...	...	...	...	...	*592*	...	...	...	*592*
…	…	…	…	…	16	16	…	…	…	16
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**19**	**19**	**…**	**…**	**…**	**19 (a)**
...	...	...	...	...	*35*	*35*	...	...	...	*35 (a)*
…	…	…	…	…	8	8	…	…	…	8
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**8**	**8**	**…**	**…**	**…**	**8 (a)**
...	...	...	...	...	*17*	*17*	...	...	...	*17 (a)(f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4**	**…**	**…**	**…**	**4**
...	...	...	...	...	...	*133*	...	...	...	*133*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**26**	**26**	**…**	**…**	**…**	**26 (a)**
...	...	...	...	...	*26*	*26*	...	...	...	*26 (a)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**213**	**…**	**213**
...	...	...	...	...	...	...	...	*842*	...	*842 (f)*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Ministère des Transports - contrat pour l'installation d'un pont	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Modèle de prévision d'onde de tempête Thomson, Rick	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Participation des Premières nations dans le Programme de surveillance du saumon de l'Atlantique	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Passage de poissons de Faeder, Clapperton, Mann & Shuta Creek	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Photo aérienne de lits d'algues brunes	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Processus de consultation sur l'aquaculture de l'archipel Broughton	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Projet d'amélioration des pêches des Exchamsiks	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Projet de gestion sur les quotas du poisson de fond (Ministère de l'Environnement)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Projet de recherche sur la morue et l'intendance des pêches	218	…	…	…
	267	**…**	**…**	**…**
	1 556	...	...	...
Projet Quinte	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Recouvrement LEP (Ministère de l'Environnement, des terres et des parcs)	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Ruisseau Moonbeam	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Santé Alberta - Analyse du poisson du lac Cristina, analyse Swan Hills	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Yukon Placer Implementation Secretariat	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	246	…	…	…
	303	**…**	**57**	**…**
	2 052	...	*270*	...
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère				
Comité consultatif d'information sur le marché du travail	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	…	…	51	51	…	…	…	51
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**15**	**15**	**…**	**…**	**…**	**15 (a)**
...	...	...	...	...	*67*	*67*	...	...	...	*67 (a)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**… (a)**
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	*... (a)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**… (a)**
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	*... (a)*
…	…	…	…	…	3	3	…	…	…	3
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**3**	**3**	**…**	**…**	**…**	**3 (a)**
...	...	...	...	...	*10*	*10*	...	...	...	*10 (a) (f)*
…	…	…	…	…	5	5	…	…	…	5
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**5**	**5**	**…**	**…**	**…**	**5 (a)**
...	...	...	...	...	*15*	*15*	...	...	...	*15 (a) (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**… (a)**
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	*... (a) (f)*
…	…	…	…	…	26	26	…	…	…	26
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*26*	*26*	...	...	...	*26 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*108*	*108*	...	...	...	*108*
…	…	…	…	…	…	218	…	…	…	218
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**267**	**…**	**…**	**…**	**267**
...	...	...	...	...	...	*1 556*	...	...	...	*1 556*
…	457	…	…	…	…	457	…	…	…	457
…	**427**	**…**	**…**	**…**	**…**	**427**	**…**	**…**	**…**	**427**
...	*3 079*	...	...	...	...	*3 079*	...	...	...	*3 079*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*9*	*9*	...	...	...	*9*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	*86*	*86*	...	...	...	*86*
…	…	…	…	…	14	14	…	…	…	14
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**11**	**11**	**…**	**…**	**…**	**11 (a)**
...	...	...	...	*213*	*25*	*238*	...	...	...	*238 (a) (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	...	...	...	...	...	...	...	...	*668*	*668*
55	684	…	…	…	186	1 171	…	2	…	1 173
56	**1 417**	**…**	**…**	**…**	**105**	**1 938**	**…**	**215**	**…**	**2 153**
629	*4 957*	...	...	*231*	*830*	*8 969*	...	*899*	*668*	*10 536*
76	…	…	…	…	…	76	…	…	…	76
230	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**230**	**…**	**…**	**…**	**230**
306	...	...	...	...	...	*306*	...	...	...	*306 (f)*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*
(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées	4 578	1 376	8 290	5 951
	4 578	**1 376**	**8 290**	**5 951**
	27 469	*8 255*	*49 741*	*35 706*
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)	2 702	486	1 310	1 191
	2 087	**555**	**1 051**	**1 561**
	4 788	*1 238*	*3 615*	*2 817*
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI)	69	69	69	69
	74	**74**	**74**	**74**
	964	*964*	*964*	*964*
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
Programme de logement à frais partagés	70 414	14 300	89 689	63 882
	57 340	**10 686**	**64 470**	**42 722**
	1 388 100	*212 756*	*1 527 164*	*999 249*
Total du portefeuille ministériel	77 763	16 231	99 358	71 093
	64 079	**12 691**	**73 885**	**50 308**
	1 421 321	*223 213*	*1 581 484*	*1 038 736*
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère				
Entente de gestion environnementale projet Voisey's Bay	8	…	…	…
	8	**…**	**…**	**…**
	104	*...*	*...*	*...*
Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	…	…	2 179	…
	…	**…**	**2 782**	**…**
	...	*...*	*26 706*	*...*
Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	4 888	…	…	…
	4 098	**…**	**…**	**…**
	54 429	*...*	*...*	*...*
Service DGPS pancanadien (CGPS)	5	…	5	5
	5	**…**	**5**	**5**
	19	*...*	*19*	*19*
Total du portefeuille ministériel	4 901	…	2 184	5
	4 111	**…**	**2 787**	**5**
	54 552	*...*	*26 725*	*19*
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère				
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)	7 524	…	700	…
	9 753	**1 700**	**8 505**	**1 017**
	39 315	*7 349*	*31 270*	*56 944*
Programme conjoint de protection civile (PCPC)	90	55	436	261
	94	**94**	**643**	**193**
	6 006	*6 127*	*8 663*	*8 989*
Programme de services de police des Premières nations	…	26	466	671
	…	**…**	**296**	**665**
	1 345	*1 020*	*19 447*	*5 658*
Subventions au Système national de repérage	29	26	32	30
	29	**26**	**32**	**30**
	86	*78*	*94*	*90*
Gendarmerie royale du Canada				
Programme canadien du contrôle des armes à feu	…	220	975	975
	…	**220**	**960**	**975**
	2 255	*3 031*	*13 002*	*14 275*
Total du portefeuille ministériel	7 643	327	2 609	1 937
	9 876	**2 040**	**10 436**	**2 880**
	49 007	*17 605*	*72 476*	*85 956*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
45 893	76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	…	…	…	218 251
45 893	**76 411**	**8 965**	**10 853**	**25 190**	**30 744**	**218 251**	**…**	**…**	**…**	**218 251**
275 358	*453 494*	*53 790*	*65 117*	*151 141*	*184 464*	*1 304 535*	...	...	...	*1 304 535*
6 532	…	…	1 318	…	3 499	17 038	426	…	488	17 952
10 542	**…**	**…**	**298**	**…**	**5 871**	**21 965**	**660**	**…**	**510**	**23 135**
19 411	...	...	*2 343*	...	*9 621*	*43 833*	*1 086*	...	*1 148*	*46 067*
69	69	69	69	69	69	690	69	69	69	897
74	**74**	**74**	**74**	**74**	**74**	**740**	**74**	**74**	**74**	**962**
964	*964*	*964*	*964*	*964*	*964*	*9 640*	*964*	*964*	*964*	*12 532*
455 305	884 185	120 145	149 991	171 276	263 570	2 282 757	34 492	56 409	6 415	2 380 073
328 821	**641 211**	**76 916**	**108 616**	**97 922**	**155 528**	**1 584 232**	**30 823**	**55 051**	**5 737**	**1 675 843**
5 221 629	*12 556 084*	*1 752 302*	*2 832 045*	*2 290 734*	*2 802 361*	*31 582 424*	*1 550 831*	*639 529*	*112 928*	*33 885 712*
507 875	960 665	129 179	162 231	196 535	297 882	2 518 812	34 987	56 478	6 972	2 617 249
385 560	**717 696**	**85 955**	**119 841**	**123 186**	**192 217**	**1 825 418**	**31 557**	**55 125**	**6 321**	**1 918 421**
5 517 668	*13 010 542*	*1 807 056*	*2 900 469*	*2 442 839*	*2 997 410*	*32 940 738*	*1 552 881*	*640 493*	*115 040*	*35 249 152*
…	…	…	…	…	…	8	…	…	…	8
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**8**	**…**	**…**	**…**	**8**
...	...	...	...	...	...	*104*	...	...	...	*104*
…	…	…	…	…	…	2 179	…	…	…	2 179
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 782**	**…**	**…**	**…**	**2 782**
...	...	...	...	...	...	*26 706*	...	...	...	*26 706*
…	…	…	…	…	…	4 888	…	…	…	4 888
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 098**	**…**	**…**	**…**	**4 098**
...	...	...	...	...	...	*54 429*	...	...	...	*54 429*
…	26	…	13	26	26	106	2	…	…	108
…	**26**	**…**	**13**	**26**	**26**	**106**	**2**	**…**	**…**	**108**
...	*97*	...	*49*	*97*	*97*	*397*	*6*	...	...	*403*
…	26	…	13	26	26	7 181	2	…	…	7 183
…	**26**	**…**	**13**	**26**	**26**	**6 994**	**2**	**…**	**…**	**6 996**
...	*97*	...	*49*	*97*	*97*	*81 636*	*6*	...	...	*81 642*
5 000	…	7 000	…	76 700	3 000	99 924	…	…	…	99 924
55 000	**700**	**21 066**	**…**	**…**	**22 250**	**119 991**	**…**	**…**	**500**	**120 491**
965 445	*142 196*	*324 497*	*13 648*	*241 887*	*242 633*	*2 065 184*	*1 690*	...	*3 165*	*2 070 039*
722	2 519	930	263	1 271	1 060	7 607	1	149	125	7 882
830	**2 442**	**1 151**	**212**	**901**	**1 351**	**7 911**	**…**	**…**	**79**	**7 990**
27 866	*55 294*	*13 198*	*7 128*	*16 609*	*16 074*	*165 954*	*4 346*	*1 371*	*3 963*	*175 634*
25 403	47 192	4 339	1 811	4 718	1 318	85 944	…	…	…	85 944
27 500	**34 203**	**4 423**	**1 344**	**3 724**	**784**	**72 939**	**…**	**…**	**…**	**72 939**
271 217	*432 330*	*74 116*	*77 618*	*87 813*	*65 298*	*1 035 862*	*6 910*	*3 784*	*16 774*	*1 063 330*
79	112	33	32	48	54	475	9	9	9	502
79	**112**	**33**	**32**	**48**	**54**	**475**	**9**	**9**	**9**	**502**
236	*335*	*99*	*96*	*145*	*163*	*1 422*	*17*	*43*	*17*	*1 499*
5 700	5 850	…	…	…	…	13 720	…	…	…	13 720
5 700	**5 550**	**…**	**…**	**…**	**…**	**13 405**	**…**	**…**	**…**	**13 405**
105 964	*84 158*	*2 464*	*2 190*	*4 587*	*27 893*	*259 819*	*1 137*	...	*1 297*	*262 253*
36 904	55 673	12 302	2 106	82 737	5 432	207 670	10	158	134	207 972
89 109	**43 007**	**26 673**	**1 588**	**4 673**	**24 439**	**214 721**	**9**	**9**	**588**	**215 327**
1 370 728	*714 313*	*414 374*	*100 680*	*351 041*	*352 061*	*3 528 241*	*14 100*	*5 198*	*25 216*	*3 572 755*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Suite*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
TRANSPORTS				
Ministère				
Code canadien de sécurité	…	…	…	…
	177	**148**	**303**	**217**
	2 470	*2 082*	*4 176*	*3 008*
Programme de contribution pour les simulateurs maritimes	…	…	593	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	*593*	...
Programme stratégique d'infrastructure routière - Composante routière - Programmes et cessions	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**1**
	11 548	*5 804*	*17 351*	*15 240*
Programme stratégique d'infrastructure routière - Initiatives de transports aux points de passage frontaliers - Programmes et cessions	…	…	…	…
	13	**…**	**…**	**…**
	13	...	...	*440*
Programme stratégique d'infrastructure routière - Planification et intégration aux points de passage frontaliers	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	*207*	...
Programme stratégique d'infrastructure routière - Systèmes de transport intelligents	…	200	…	376
	14	**6**	**…**	**211**
	949	*426*	*1 253*	*1 705*
Rénovations des routes en Outaouais	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Coaliton nationale sur les sentiers	…	…	25 000	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	*25 000*	...
Contributions sous les FCC - Volet collectivités - Fonds complémentaires	2 601	69	1 272	255
	…	**…**	**…**	**…**
	2 601	*69*	*1 272*	*255*
Contributions sous les fonds Chantiers Canada - Volet collectivités	2 102	5 539	2 055	5 238
	…	**808**	**…**	**…**
	2 102	*6 347*	*2 055*	*5 238*
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	4 018	1 270	12 879	35 206
	3 033	**1 176**	**15 037**	**12 242**
	64 831	*29 641*	*85 609*	*286 627*
Fonds Chantiers Canada - Volet grande infrastructure	…	4 505	12 584	…
	…	**…**	**142**	**…**
	...	*4 505*	*12 726*	...
Fonds de l'infrastructure verte	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Fonds de stimulation de l'infrastructure	19 768	7 175	32 903	31 522
	…	**…**	**…**	**…**
	19 768	*7 175*	*32 903*	*31 522*
Fonds sur l'infrastructure frontalière	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**6 976**
	...	...	...	*30 245*
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	5 635	5 042	12 401	3 505
	7 048	**6 987**	**7 763**	**10 646**
	18 533	*21 082*	*33 681*	*34 299*

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
723	**1 134**	**269**	**283**	**499**	**378**	**4 131**	**128**	**…**	**128**	**4 387**
9 806	*14 932*	*3 713*	*3 898*	*6 788*	*5 173*	*56 046*	*1 603*	*278*	*1 809*	*59 736*
…	…	…	…	…	…	593	…	…	…	593
…	**375**	**…**	**…**	**…**	**…**	**375**	**…**	**…**	**…**	**375**
...	*1 435*	*...*	*...*	*...*	*...*	*2 028*	*...*	*...*	*...*	*2 028*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**82**	**…**	**…**	**500**	**…**	**583**	**…**	**…**	**…**	**583**
108 501	*168 917*	*20 176*	*18 500*	*46 293*	*61 239*	*473 569*	*4 925*	*4 194*	*4 399*	*487 087 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**505**	**518**	**…**	**…**	**…**	**518**
30 101	*6 628*	*...*	*...*	*...*	*13 647*	*50 829*	*...*	*...*	*...*	*50 829 (f)*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…
240	**10 538**	**…**	**…**	**…**	**166**	**10 944**	**…**	**…**	**…**	**10 944**
1 130	*12 327*	*21*	*23*	*49*	*397*	*14 154*	*...*	*...*	*23*	*14 177 (f)*
1 720	12	…	251	…	352	2 911	135	…	…	3 046
1 143	**748**	**30**	**33**	**509**	**639**	**3 333**	**8**	**…**	**520**	**3 861**
3 982	*4 394*	*986*	*1 091*	*3 861*	*4 499*	*23 146*	*357*	*...*	*647*	*24 150 (f)*
3 253	…	…	…	…	…	3 253	…	…	…	3 253
7 340	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 340**	**…**	**…**	**…**	**7 340**
91 219	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*91 219*	*...*	*...*	*...*	*91 219*
…	…	…	…	…	…	25 000	…	…	…	25 000
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*25 000*	*...*	*...*	*...*	*25 000*
…	18 402	1 980	1 505	3 467	493	30 044	…	…	…	30 044
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*18 402*	*1 980*	*1 505*	*3 467*	*493*	*30 044*	*...*	*...*	*...*	*30 044*
1 660	56 918	2 941	14 192	7 509	1 610	99 764	…	…	…	99 764
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**808**	**…**	**…**	**…**	**808**
1 660	*56 918*	*2 941*	*14 192*	*7 509*	*1 610*	*100 572*	*...*	*...*	*...*	*100 572*
166 744	114 673	38 213	3 585	…	21 887	398 475	11 143	…	5 940	415 558
130 418	**168 692**	**59 388**	**9 757**	**5 000**	**33 022**	**437 765**	**7 622**	**9 428**	**2 621**	**457 436**
495 343	*642 837*	*296 620*	*98 980*	*150 000*	*729 384*	*2 879 872*	*70 325*	*33 972*	*21 500*	*3 005 669*
14 039	94 617	…	13 032	52 799	3 199	194 775	…	…	…	194 775
5 926	**17 307**	**…**	**11 837**	**20 213**	**…**	**55 425**	**…**	**…**	**…**	**55 425**
19 965	*111 925*	*...*	*24 869*	*73 012*	*3 199*	*250 201*	*...*	*...*	*...*	*250 201*
…	…	…	…	…	…	…	…	…	5 160	5 160
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
...	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*...*	*5 160*	*5 160*
16 036	208 668	42 459	31 002	49 067	35 442	474 042	1 598	332	377	476 349
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**
16 036	*208 668*	*42 459*	*31 002*	*49 067*	*35 442*	*474 042*	*1 598*	*332*	*377*	*476 349*
5 412	75 165	…	10	…	176	80 763	…	…	…	80 763
9 097	**59 917**	**…**	**1 422**	**…**	**3 698**	**81 110**	**…**	**…**	**…**	**81 110**
15 851	*236 011*	*...*	*5 000*	*...*	*89 009*	*376 116*	*...*	*...*	*...*	*376 116*
46 949	54 875	9 902	4 498	49 000	18 532	210 339	7 927	…	2 900	221 166
31 990	**86 616**	**5 641**	**14 840**	**21 396**	**11 382**	**204 309**	**7 214**	**6 238**	**2 561**	**220 322**
92 102	*263 744*	*33 102*	*41 098*	*77 528*	*30 415*	*645 584*	*15 141*	*7 014*	*10 123*	*677 862*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	50 000	67 000	42 300	25 000
	25 000	**25 000**	**50 000**	**25 000**
	75 000	*92 000*	*92 300*	*50 000*
Total du portefeuille ministériel	84 124	90 800	141 987	101 102
	35 285	**34 125**	**73 245**	**55 293**
	197 815	*169 131*	*309 126*	*458 579*
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Assainissement des étangs bitumineux et du site des fours à coke de Sydney	…	…	39 364	…
	…	**…**	**15 868**	**…**
	...	...	*91 917*	...
Coût d'entretien du pont MacDonald-Cartier	…	…	…	…
	…	**…**	**…**	**…**
	...	...	...	...
Total du portefeuille ministériel	…	…	39 364	…
	…	**…**	**15 868**	**…**
	...	...	*91 917*	...
Total global	204 420	127 261	355 243	241 663
	131 125	**81 977**	**207 127**	**152 467**
	2 118 412	*711 049*	*2 728 450*	*2 728 300*

Les montants en caractères romains représentent les dépenses de 2009-2010.

Les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de 2008-2009.

Les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration (y compris les dépenses de 2009-2010).

(a) Modifie les *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

(1) Ce programme était présenté antérieurement sous le nom d'Assurance production.

(2) Programme transféré du ministère de l'Environnement.

Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
100 000	…	67 500	37 500	50 000	80 500	519 800	74 108	38 940	38 984	671 832
…	**…**	**37 500**	**37 500**	**25 000**	**50 000**	**275 000**	**38 769**	**38 403**	**38 430**	**390 602**
100 000	*...*	*105 000*	*75 000*	*75 000*	*130 500*	*794 800*	*112 877*	*77 343*	*77 413*	*1 062 433*
355 813	623 330	162 995	105 575	211 842	162 191	2 039 759	94 911	39 272	53 361	2 227 303
186 877	**345 409**	**102 828**	**75 672**	**73 117**	**99 790**	**1 081 641**	**53 741**	**54 069**	**44 260**	**1 233 711**
985 696	*1 747 138*	*506 998*	*315 158*	*492 574*	*1 105 007*	*6 287 222*	*206 826*	*123 133*	*121 451*	*6 738 632*
…	…	…	…	…	…	39 364	…	…	…	39 364
…	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**15 868**	**…**	**…**	**…**	**15 868**
...	...	...	...	...	...	*91 917*	...	...	...	*91 917*
254	254	…	…	…	…	508	…	…	…	508
56	**56**	**…**	**…**	**…**	**…**	**112**	**…**	**…**	**…**	**112**
3 375	*8 513*	...	...	...	...	*11 888*	...	...	...	*11 888*
254	254	…	…	…	…	39 872	…	…	…	39 872
56	**56**	**…**	**…**	**…**	**…**	**15 980**	**…**	**…**	**…**	**15 980**
3 375	*8 513*	...	...	...	...	*103 805*	...	...	...	*103 805*
1 477 883	2 839 202	599 884	640 733	965 592	714 084	8 165 965	141 525	102 797	67 067	8 477 354
953 047	**1 750 703**	**418 683**	**554 434**	**667 719**	**433 079**	**5 350 361**	**96 327**	**115 038**	**56 797**	**5 618 523**
15 105 837	*27 815 844*	*5 722 750*	*8 465 348*	*8 755 791*	*6 711 886*	*80 863 667*	*1 993 782*	*832 991*	*349 883*	*84 040 323*

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

SOMMAIRE

Page

Détail budgétaire par affectation 10.2
Commissions 10.19
Frais d'étude 10.22
Revenus de placements 10.24
Dépenses des cabinets des ministres 10.26
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires 10.34

Détail budgétaire par affectation

Cet état présente les crédits budgétaires par affectation tels qu'approuvés par le Conseil du Trésor en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP), de même que les dépenses connexes de l'exercice.

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION

	Affectations	Dépenses
	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	802 379 879	744 218 069
Dévolution agristabilité—Initiative de diversification des modes de prestation des services—		
Personnel	309 193	309 193
Autres frais de fonctionnement	633 968	
Bloquées	14 276 215	
Moins: revenus affectés aux dépenses	46 600 000	29 197 189
	770 999 255	*715 330 073*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	9 606 000	9 606 000
Projet pilote de crédits permanents au titre de la gestion des immobilisations	54 283 810	47 028 267
	63 889 810	*56 634 267*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	402 089 966	292 691 158
Bloquées	100 597 462	
	502 687 428	*292 691 158*
Crédit 15—Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières et la somme de 1 500 000 000$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié	*1*	
Crédit 20—Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000$ payable à l'égard des accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	*1*	
Crédit 22b—Dépenses du programme— Agence canadienne du pari mutuel—		
Capital	475 000	508 232
Capital—Personnel	50 000	7 237
	525 000	*515 469*
Montants législatifs	*1 545 467 067*	*1 540 017 708*
Total du ministère	**2 883 568 562**	**2 605 188 675**
Commission canadienne du lait		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	4 014 358	4 012 897
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement et contributions—		
Budget de fonctionnement	660 066 739	637 056 103
Subventions et contributions	1 102 983	1 102 983
Éclosion de grippe H1N1 du printemps 2009—		
Budget de fonctionnement	7 357 426	6 745 570
Accueil des Sommets du G8 et G20 de 2010 au Canada—		
Budget de fonctionnement	70 624	70 624
Bloquées	3 632 076	
Moins: revenus affectés aux dépenses	53 459 906	53 459 906
	618 769 942	*591 515 374*
Crédit 35—Dépenses en capital—		
Capital	37 500 379	32 880 134
Éclosion de grippe H1N1 du printemps 2009	2 225 000	2 097 452
	39 725 379	*34 977 586*
Montants législatifs	*92 134 016*	*91 618 849*
	750 629 337	718 111 809
Commission canadienne des grains		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*40 289 418*	*39 941 618*
Montants législatifs	*34 974 828*	*(5 139 756)*
	75 264 246	34 801 862
Total du portefeuille ministériel	**3 713 476 503**	**3 362 115 243**

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	92 539 925	85 687 726
Bloquées	1 185 236	
	93 725 161	*85 687 726*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*262 808 368*	*262 808 180*
Crédit 7b—Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes publics du Canada 456 680$ en capital et 279 053 $ en intérêt pour des prêts consentis à l'industrie par la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador—		
Autorité de radiation de dettes	*735 734*	*735 733*
Montants législatifs	*54 618 511*	*54 611 784*
Total du ministère	**411 887 774**	**403 843 423**
Société d'expansion du Cap-Breton[1]		
Crédit 10—Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	10 115 000	10 115 000
Société de développement du Cap-Breton[1]		
Crédit 20—Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement	73 484 000	73 484 000
Total du portefeuille ministériel	**495 486 774**	**487 442 423**
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
Crédit 1—Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et de la *Loi sur l'assurance-emploi*—		
Budget de fonctionnement	3 186 841 093	3 064 814 439
Subventions et contributions	5 951 760	5 824 278
Initiatives publicitaires	17 712 000	17 660 614
Locaux et services de biens immobiliers	329 308 817	325 593 000
Paiements à la Province de Québec pour l'administration de la TPS	172 708 942	148 437 278
Réforme de l'administration de la taxe de vente provinciale—		
Budget de fonctionnement	39 845 504	35 945 407
Bloquées	25 519 355	
Moins: revenus affectés aux dépenses	300 841 398	300 841 083
	3 477 046 073	*3 297 433 933*
Montants législatifs	*1 109 114 407*	*1 109 114 407*
Total du portefeuille ministériel	**4 586 160 480**	**4 406 548 340**

	Affectations	Dépenses
	$	$
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	296 269 319	282 130 742
Initiatives publicitaires	215 000	215 000
Bloquées	12 143 975	
Moins: revenus affectés aux dépenses	4 500 000	4 117 957
	304 128 294	*278 227 785*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1 168 275 786	1 164 187 478
Bloquées	11 825 000	
	1 180 100 786	*1 164 187 478*
Montants législatifs	*32 224 806*	*32 217 985*
Total du ministère	**1 516 453 886**	**1 474 633 248**
Conseil des Arts du Canada		
Crédit 10—Paiements au Conseil des Arts du Canada	183 115 893	183 115 891
Société Radio-Canada		
Crédit 15—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	*1 017 587 060*	*1 017 587 060*
Crédit 20—Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	*4 000 000*	*4 000 000*
Crédit 25—Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	*117 929 001*	*117 929 000*
Crédit 27b—Pour autoriser, en vertu de l'aliéna 46.1(3)(B) de la *Loi sur la radiodiffusion*, un passif total résultant de prêts consentis conformément aux paragraphes 46.1(1) et 46.1(2) de la loi n'excédant pas 220 000 000$ —		
Budget de fonctionnement	*1*	
	1 139 516 062	1 139 516 060
Musée canadien des droits de la personne		
Crédit 30—Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	26 700 000	26 700 000
Musée canadien des civilisations		
Crédit 35—Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	66 355 097	66 355 096
Musée canadien de la nature		
Crédit 40—Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	33 436 286	33 436 286

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	48 915 766	47 375 679
Bloquées	332 196	
Moins: revenus affectés aux dépenses	41 314 073	41 314 073
	7 933 889	*6 061 606*
Montants législatifs	*6 372 581*	*6 372 581*
	14 306 470	12 434 187
Bibliothèque et Archives du Canada		
Crédit 50—Dépenses de programme—		
Budget de fonctionnement	106 620 170	101 731 997
Subventions et contributions	2 543 368	2 543 368
Bloquées	6 381 274	
Moins: revenus affectés aux dépenses	550 000	367 412
	114 994 812	*103 907 953*
Crédit 52b—Dépenses en capital—		
Capital	7 556 279	7 556 243
Bloquées	4 329 128	
	11 885 407	*7 556 243*
Montants législatifs	*13 198 605*	*13 003 337*
	140 078 824	124 467 533
Société du Centre national des Arts		
Crédit 55—Paiements à la Société du Centre national des Arts—		
Budget de fonctionnement	28 402 307	28 402 307
Réparations à l'édifice et paiements à la ville d'Ottawa	7 000 000	7 000 000
	35 402 307	35 402 307
Commission des champs de bataille nationaux		
Crédit 60—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	7 529 835	7 162 118
Bloquées	325 000	
	7 854 835	*7 162 118*
Montants législatifs	*2 292 397*	*2 292 392*
	10 147 232	9 454 510
Office national du film		
Crédit 65—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	78 321 808	75 705 622
Subventions et contributions	250 000	248 500
Moins: revenus affectés aux dépenses	8 452 446	6 274 396
	70 119 362	*69 679 726*
Montants législatifs	*5 941 808*	*113 949*
	76 061 170	69 793 675
Musée des beaux-arts du Canada		
Crédit 70—Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement	*42 592 554*	*42 592 554*
Crédit 75—Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la Collection	*8 000 000*	*8 000 000*
	50 592 554	50 592 554
Musée national des sciences et de la technologie		
Crédit 80—Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	36 693 989	36 693 989
Bureau de la coordonatrice de la situation de la femme		
Crédit 85—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	10 296 584	9 825 453
Bloquées	49 160	
	10 345 744	*9 825 453*
Crédit 90—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*20 633 000*	*20 471 824*
Montants législatifs	*1 271 298*	*1 271 153*
	32 250 042	31 568 430
Commission de la fonction publique		
Crédit 95—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	109 981 374	103 866 735
Bloquées	2 851 632	
Moins: revenus affectés aux dépenses	14 000 000	11 183 261
	98 833 006	*92 683 474*
Montants législatifs	*14 085 089*	*14 085 089*
	112 918 095	106 768 563
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Crédit 100—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*12 982 248*	*11 615 830*
Montants législatifs	*1 251 540*	*1 251 476*
	14 233 788	12 867 306
Tribunal de la dotation de la fonction publique		
Crédit 105—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	4 530 926	4 213 920
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	625 000	112 734
	5 155 926	*4 326 654*

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Montants législatifs	*558 097*	*558 097*
	5 714 023	4 884 751
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
Crédit 110—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*1 726 200*	*834 790*
Montants législatifs	*109 113*	*109 113*
	1 835 313	943 903
Téléfilm Canada		
Crédit 115—Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	105 667 143	105 667 143
Total du portefeuille ministériel	**3 601 478 174**	**3 525 295 432**
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	487 027 803	464 824 798
Programme fédéral de santé intérimaire	90 979 731	90 957 818
LIPR Division 9, Dépenses de programme—		
Budget de fonctionnement	3 050 501	2 495 271
Bloquées	3 207 897	
	584 265 932	*558 277 887*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	949 924 583	938 463 595
Bloquées	9 711 658	
	959 636 241	*938 463 595*
Crédit 7b—Radiation de dettes conformément au paragraphe 25(2) de la LGFP	*828 006*	*820 949*
Montants législatifs	*79 355 195*	*79 338 878*
Total du ministère	**1 624 085 374**	**1 576 901 309**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	99 848 944	94 731 236
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	10 679 744	6 399 858
Bloquées	219 256	
	110 747 944	*101 131 094*
Montants législatifs	*12 935 138*	*12 935 138*
	123 683 082	114 066 232
Total du portefeuille ministériel	**1 747 768 456**	**1 690 967 541**
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	*55 277 550*	*49 871 682*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	265 513 394	246 245 028
Bloquées	22 379 666	
	287 893 060	*246 245 028*
Montants législatifs	*101 963 558*	*101 937 997*
Total du portefeuille ministériel	**445 134 168**	**398 054 707**
ENVIRONNEMENT		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	913 191 142	887 719 131
Bloquées	15 125 437	
Moins : revenus affectés aux dépenses	71 144 505	69 162 395
	857 172 074	*818 556 736*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	51 608 087	47 264 018
Bloquées	3 426 653	
	55 034 740	*47 264 018*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	108 461 773	101 461 607
Bloquées	24 342 563	
	132 804 336	*101 461 607*
Montants législatifs	*128 695 502*	*127 853 693*
Total du ministère	**1 173 706 652**	**1 095 136 054**
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	36 522 251	28 303 810
Subventions et contributions	2 048 200	2 043 196
Bloquées	1 800 000	
Moins: revenus affectés aux dépenses	8 001 000	3 398 132
	32 369 451	*26 948 874*
Montants législatifs	*3 412 004*	*3 410 750*
	35 781 455	30 359 624
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	5 013 604	4 512 788
Bloquées	29 471	
	5 043 075	*4 512 788*
Montants législatifs	*407 785*	*407 761*
	5 450 860	4 920 549
Agence Parcs Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	566 636 830	525 330 886
Subventions et contributions	9 619 866	9 619 866
Initiatives publicitaires	3 000 000	3 000 000
Améliorations et modernisations des lieux historiques nationaux et des installations pour les visiteurs de Parcs Canada—		
Personnel	6 219 430	6 219 430
Subventions et contributions	4 000 000	2 704 913

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Autres frais de fonctionnement	58 420 284	58 420 284
Bloquées	7 076 229	
	654 972 639	*605 295 379*
Crédit 30—Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques—		
Budget de fonctionnement	*500 000*	*500 000*
Montants législatifs	*171 977 289*	*171 977 289*
	827 449 928	777 772 668
Total du portefeuille ministériel	**2 042 388 895**	**1 908 188 895**
FINANCES		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	105 761 779	97 476 813
Initiatives publicitaires	17 426 148	17 426 148
Accueil des Sommets du G8 et du G20 de 2010 au Canada	5 198 521	2 682 394
Réforme de l'administration de la taxe de vente provinciale	1 733 050	1 733 050
Mise en oeuvre des mesures du Budget 2009	2 657 460	2 327 935
Bloquées	2 788 383	
Moins : revenus affectés aux dépenses	400 000	
	135 165 341	*121 646 340*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	342 444 000	217 331 556
Bloquées	19 762 000	
	362 206 000	*217 331 556*
Montants législatifs	*77 772 710 771*	*77 704 135 339*
Total du ministère	**78 270 082 112**	**78 043 113 235**
Vérificateur général		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	82 284 270	77 301 350
Bloquées	19 856	
Moins : revenus affectés aux dépenses	660 000	17 851
	81 644 126	*77 283 499*
Montants législatifs	*10 524 119*	*10 524 119*
	92 168 245	87 807 618
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*9 968 923*	*9 644 951*
Montants législatifs	*1 308 102*	*1 307 442*
	11 277 025	10 952 393
Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Montants législatifs	10 754 514	10 754 417
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	46 501 933	43 986 842
Subventions et contributions	1 400 000	1 400 000
Bloquées	1 250 000	
	49 151 933	*45 386 842*
Montants législatifs	*4 511 354*	*4 511 354*
	53 663 287	49 898 196
Bureau du surintendant des institutions financières		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*938 824*	*938 824*
Montants législatifs	*70 794 011*	*(11 137 511)*
	71 732 835	(10 198 687)
PPP Canada Inc.		
Crédit 35—Paiements à PPP Canada Inc pour le fonctionnement et l'exécution des programmes—		
Budget de fonctionnement	6 600 000	6 600 000
Bloquées	3 500 000	
	10 100 000	*6 600 000*
Crédit 40—Paiements à PPP Canada Inc pour les investissements du fonds P3—		
Budget de fonctionnement	*165 400 000*	*165 400 000*
	175 500 000	172 000 000
Total du portefeuille ministériel	**78 685 178 018**	**78 364 327 172**
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 388 501 140	1 351 289 263
Dépenses pour la sécurité des Olympiques—		
Personnel	1 226 400	1 226 400
Autres frais de fonctionnement	1 670 000	1 670 000
Bloquées	8 281 696	
Moins : revenus affectés aux dépenses	53 066 563	41 541 155
	1 346 612 673	*1 312 644 508*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	172 200 458	170 990 631
Capital—Personnel	4 255 736	4 255 736
Projet pilote sur les crédits permanents pour l'immobilisation—		
Budget de fonctionnement	232 710 114	223 476 737
Personnel	16 107 198	16 107 198
Bloquées	3 332 340	
	428 605 846	*414 830 302*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	121 385 840	111 779 775
Bloquées	9 688 213	
	131 074 053	*111 779 775*

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Montants législatifs	*142 706 375*	*141 982 909*
Total du portefeuille ministériel	**2 048 998 947**	**1 981 237 494**
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 423 699 729	1 373 742 098
Sécurité pour la mission—		
Personnel	321 600	321 600
Autres frais de fonctionnement	10 872 272	10 502 272
Activités de vérification et d'évaluation en appui au programme de partenariat mondial	995 450	472 103
LIPR Division 9, Dépenses de programme	426 543	354 248
Accueil des Sommets du G8 et du G20 de 2010 au Canada	34 586 981	23 067 052
Frais de litige sur le bois d'oeuvre résineux	5 000 000	
Bloquées	69 535 467	
Moins : revenus affectés aux dépenses	42 490 000	34 119 406
	1 502 948 042	*1 374 339 967*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Projet pilote de crédits permanents au titre de la gestion des immobilisations	189 276 909	185 036 476
Sécurité pour la mission	3 300 000	3 277 180
Bloquées	4 845 786	
	197 422 695	*188 313 656*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	898 821 909	826 748 678
Accueil des Sommets du G8 et du G20 de 2010 au Canada	536 673	
	899 358 582	*826 748 678*
Crédit 15—Passeport Canada—Dépenses en capital—		
Capital	*10 000 000*	*9 833 848*
Montants législatifs	*7 615 387 148*	*7 567 020 224*
Total du ministère	**10 225 116 467**	**9 966 256 373**
Corporation commerciale canadienne		
Crédit 20—Versements à la Corporation commerciale canadienne—		
Budget de fonctionnement	15 745 091	15 745 091
Agence canadienne de développement international		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	229 005 464	220 709 809
Bloquées	1 882 004	
	230 887 468	*220 709 809*
Crédit 30—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	3 061 878 601	3 059 366 945
Bloquées	3 452 000	
	3 065 330 601	*3 059 366 945*
Crédit 32c—Conformément à l'article 24.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, faire grâce d'un montant jusqu'à concurrence de 449 533 044$ que doit le gouvernement de la République islamique du Pakistan relativement à des ententes de prêt, sous réserve des conditions énoncées dans le protocole d'entente signé le 20 avril 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République islamique du Pakistan—		
Subventions et contributions	*449 533 044*	*16 147 699*
Montants législatifs	*465 910 238*	*465 910 238*
	4 211 661 351	3 762 134 691
Centre de recherches pour le développement international		
Crédit 40—Versements au Centre de recherches pour le développement international—		
Budget de fonctionnement	171 295 802	171 296 002
Bloquées	200	
	171 296 002	171 296 002
Commission mixte internationale		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*9 265 462*	*7 047 483*
Montants législatifs	*455 617*	*455 617*
	9 721 079	7 503 100
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	2 327 611	1 056 847
Membres des groupes de résolution des différends	620 000	113 861
	2 947 611	*1 170 708*
Montants législatifs	*112 531*	*112 531*
	3 060 142	1 283 239
Total du portefeuille ministériel	**14 636 600 132**	**13 924 218 496**
GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	17 473 766	16 314 140
Subventions et contributions	11 000	
	17 484 766	*16 314 140*
Montants législatifs	*2 632 492*	*2 632 479*
Total du portefeuille ministériel	**20 117 258**	**18 946 619**
SANTÉ		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 241 489 344	1 214 859 205

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Santé des Premières nations et des Inuits—		
Budget de fonctionnement	179 525 087	177 146 900
Revenus affectés aux dépenses	(5 450 000)	(3 071 813)
Prestation de services de santé non assurés	609 005 315	609 005 315
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens—		
Budget de fonctionnement	18 747 866	13 900 366
Épidémie de grippe H1N1—		
Personnel	7 523 835	3 961 200
Autres frais de fonctionnement	28 615 054	18 794 727
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20—		
Personnel	16 539	14 600
Autres frais de fonctionnement	28 361	30 300
Bloquées	3 511 769	
Moins : revenus affectés aux dépenses	66 911 341	66 911 341
	2 016 101 829	*1 967 729 459*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	50 242 405	45 456 142
Santé des Premières nations et des Inuits	3 000 000	1 467 600
Épidémie de grippe H1N1	241 000	81 600
	53 483 405	*47 005 342*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	737 317 781	735 556 217
Santé des Premières nations et des Inuits	690 167 900	690 167 900
Conseil canadien de la santé	10 000 000	4 828 316
Stratégie canadienne de lutte contre le cancer	57 500 000	57 500 000
Soutien en santé de résolution des pensionnats indiens	24 122 000	24 045 300
Épidémie de grippe H1N1	9 110 443	7 096 159
	1 528 218 124	*1 519 193 892*
Montants législatifs	*215 512 014*	*214 968 613*
Total du ministère	**3 813 315 372**	**3 748 897 306**
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*10 015 117*	*4 800 840*
Montants législatifs	*390 644*	*390 644*
	10 405 761	5 191 484
Instituts de recherche en santé du Canada		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	51 998 236	48 843 585
Bloquées	699 883	
	52 698 119	*48 843 585*
Crédit 25—Subventions—		
Subventions et contributions	*929 326 812*	*929 144 803*
Montants législatifs	*5 744 700*	*5 744 678*
	987 769 631	983 733 066
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*5 374 666*	*5 233 014*
Montants législatifs	*611 813*	*611 813*
	5 986 479	5 844 827
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	8 480 990	6 860 180
Audiences publiques	2 500 000	1 267 873
	10 980 990	*8 128 053*
Montants législatifs	*971 794*	*971 794*
	11 952 784	9 099 847
Agence de la santé publique du Canada		
Crédit 40—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	378 279 400	358 074 826
Épidémie de grippe H1N1—		
Personnel	10 120 000	4 368 084
Autres frais de fonctionnement	78 715 503	45 950 435
Achat de vaccins contre la grippe pandémique H1N1	242 000 000	229 382 686
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20—		
Personnel	70 000	17 346
Autres frais de fonctionnement	120 000	69 664
Dépenses pour la sécurité des Jeux Olympiques	700 000	550 860
Initiatives publicitaires	14 339 000	14 339 000
Bloquées	178 600 000	
Moins : revenus affectés aux dépenses	53 895	53 895
	902 890 008	*652 699 006*
Crédit 45—Dépenses en capital—		
Capital	16 362 333	12 619 073
Capital—Personnel	741 200	701 252
Épidémie de grippe H1N1	1 616 320	994 938
	18 719 853	*14 315 263*
Crédit 50—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*246 663 251*	*242 937 396*
Montants législatifs	*34 253 949*	*34 233 228*
	1 202 527 061	944 184 893
Total du portefeuille ministériel	**6 031 957 088**	**5 696 951 423**
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	2 542 020 216	2 455 773 592
Assurance-emploi—Systèmes de GI/TI	113 667 000	112 613 008

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	10 526 000	8 567 574
Fond de mise en oeuvre du Budget de 2009	5 021 626	4 947 995
Initiatives publicitaires	7 000 000	6 940 173
Bloquées	21 998	
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 925 364 943	1 867 565 202
	752 891 897	*721 277 140*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1 953 266 768	1 890 643 807
Fonds d'intégration	23 751 000	23 751 000
Bloquées	76 816 747	
	2 053 834 515	*1 914 394 807*
Crédit 7c—Radiation de dettes	*87 104*	*84 434*
Montants législatifs	*39 187 383 556*	*39 187 233 788*
Total du ministère	**41 994 197 072**	**41 822 990 169**
Conseil canadien des relations industrielles		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	11 996 664	11 558 361
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	154 000	154 000
Bloquées	829	
	12 151 493	*11 712 361*
Montants législatifs	*1 614 736*	*1 613 871*
	13 766 229	13 326 232
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Crédit 15—Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*—		
Budget de fonctionnement	*2 329 009 000*	*2 217 458 762*
Montants législatifs	*810 697 263*	*810 697 263*
	3 139 706 263	3 028 156 025
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*1 976 990*	*990 892*
Montants législatifs	*124 216*	*124 216*
	2 101 206	1 115 108
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	8 752 920	8 079 085
Bloquées	9 376	
Moins : revenus affectés aux dépenses	4 300 000	3 949 690
	4 462 296	*4 129 395*
Montants législatifs	*1 116 586*	*1 116 586*
	5 578 882	5 245 981
Total du portefeuille ministériel	**45 155 349 652**	**44 870 833 515**
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	923 841 121	901 689 986
Programme d'éducation spéciale—		
Personnel	1 954 501	1 954 501
Autres frais de fonctionnement	589 754	513 895
Affectation des règlements	321 770 912	321 221 084
Bloquées	5 041	
	1 248 161 329	*1 225 379 466*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	*1 159 000*	*334 410*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	5 815 582 163	5 493 160 241
Programme d'éducation spéciale	128 445 991	128 445 991
Infrastructure—Construction d'écoles et Projets d'infrastructure liés à l'eau potable et aux eaux usées	150 719 065	150 338 138
Financement pour contrebalancer le coût du carburant nécessaire aux infrastructures des Premières nations relatif à l'infrastructure	27 623 412	21 500 664
Financement pour les mesures d'urgence au sein des collectivités des Premières nations	10 727 655	8 819 378
	6 133 098 286	*5 802 264 412*
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes—		
Budget de fonctionnement	*66 200 000*	*58 313 980*
Crédit 20—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits— Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	9 302 899	8 428 060
Bloquées	83 217	
	9 386 116	*8 428 060*
Crédit 25—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—		
Subventions et contributions	*32 386 836*	*31 370 412*

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Montants législatifs	*286 555 401*	*254 634 468*
Total du ministère	**7 776 946 968**	**7 380 725 208**
Agence canadienne de développement économique du Nord		
Crédit 37—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	*12 994 713*	*7 061 796*
Crédit 39b—Subventions—		
Subventions et contributions	*20 029 521*	*17 864 003*
Montants législatifs	*14 703 398*	*14 703 398*
	47 727 632	39 629 197
Commission canadienne des affaires polaires		
Crédit 40—Dépenses du programme et contributions—		
Budget de fonctionnement	971 942	880 516
Subventions et contributions	10 000	10 000
	981 942	*890 516*
Montants législatifs	*65 172*	*65 172*
	1 047 114	955 688
Institut de la statistique des Premières nations		
Crédit 45—Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	4 700 000	1 567 000
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens		
Crédit 50—Dépenses de programme—		
Budget de fonctionnement	*22 892 743*	*6 235 334*
Montants législatifs	*211 256*	*211 256*
	23 103 999	6 446 590
Greffe du Tribunal des revendications particulières		
Crédit 55—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*2 696 196*	*1 940 223*
Montants législatifs	*62 531*	*62 189*
	2 758 727	2 002 412
Total du portefeuille ministériel	**7 856 284 440**	**7 431 326 095**
INDUSTRIE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	549 651 397	519 022 816
Dépenses pour la sécurité des Olympiques—		
Personnel	576 392	576 392
Autres frais de fonctionnement	2 896 329	1 577 005
Dépenses pour la sécurité du G8 et du G20	1 242 000	1 092 714
Bloquées	5 960 415	
Moins : revenus affectés aux dépenses	63 047 497	63 047 497
	497 279 036	*459 221 430*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	18 990 083	17 615 911
Capital—Personnel	1 692 600	523 155
Dépenses pour la sécurité des Jeux Olympiques	3 165 000	990 338
Bloquées	450 000	
	24 297 683	*19 129 404*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	1 531 465 600	1 165 922 292
Bloquées	90 453 241	
	1 621 918 841	*1 165 922 292*
Montants législatifs	*1 077 388 721*	*923 363 905*
Total du ministère	**3 220 884 281**	**2 567 637 031**
Agence spatiale canadienne		
Crédit 25—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	231 634 772	217 973 366
Bloquées	4 999 667	
	236 634 439	*217 973 366*
Crédit 30—Dépenses en capital—		
Capital	77 091 000	77 011 783
Bloquées	12 491 000	
	89 582 000	*77 011 783*
Crédit 35—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	38 502 002	38 491 689
Bloquées	10 561 000	
	49 063 002	*38 491 689*
Montants législatifs	*11 108 156*	*11 096 488*
	386 387 597	344 573 326
Commission canadienne du tourisme		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	105 101 804	105 101 803
Commission du droit d'auteur		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*2 949 721*	*2 479 796*
Montants législatifs	*251 710*	*251 296*
	3 201 431	2 731 092
Conseil national de recherches du Canada		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	430 510 883	430 451 799
Bloquées	8 056 314	
	438 567 197	*430 451 799*
Crédit 55—Dépenses en capital—		
Capital	51 209 200	51 209 026
Bloquées	1 388 000	
	52 597 200	*51 209 026*

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 60—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*274 579 113*	*271 036 276*
Montants législatifs	*224 325 324*	*178 316 659*
	990 068 834	931 013 760
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Crédit 65—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	45 299 781	42 109 634
Bloquées	527 082	
	45 826 863	*42 109 634*
Crédit 70—Subventions—		
Subventions et contributions	*1 004 420 594*	*1 004 173 718*
Montants législatifs	*4 963 972*	*4 963 930*
	1 055 211 429	1 051 247 282
Greffe du Tribunal de la concurrence		
Crédit 75—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*2 016 289*	*1 231 564*
Montants législatifs	*136 415*	*136 255*
	2 152 704	1 367 819
Conseil de recherches en sciences humaines		
Crédit 80—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	25 522 525	24 035 113
Bloquées	324 842	
	25 847 367	*24 035 113*
Crédit 85—Subventions—		
Subventions et contributions	659 890 409	659 459 398
Bloquées	4 976 000	
	664 866 409	*659 459 398*
Montants législatifs	*2 938 965*	*2 938 943*
	693 652 741	686 433 454
Conseil canadien des normes		
Crédit 90—Paiements au Conseil canadien des normes—		
Budget de fonctionnement	7 129 000	7 129 000
Statistique Canada		
Crédit 95—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	574 696 985	534 490 505
Subventions et contributions	561 000	560 800
Bloquées	4 975 041	
Moins : revenus affectés aux dépenses	119 999 999	102 946 526
	460 233 027	*432 104 779*
Montants législatifs	*76 988 172*	*76 988 172*
	537 221 199	509 092 951
Total du portefeuille ministériel	**7 001 011 020**	**6 206 327 518**

	Affectations	Dépenses
	$	$
JUSTICE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	565 159 184	554 620 114
LIPR Division 9, Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	6 231 031	6 231 031
Initiative du renouvellement de la justice pour les jeunes—		
Budget de fonctionnement	4 292 966	2 544 966
Services juridiques ministériels chargés de l'accès légal—		
Budget de fonctionnement	604 000	537 245
Bloquées	15 743 888	
Moins : revenus affectés aux dépenses	229 427 239	229 427 239
	362 603 830	*334 506 117*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	165 331 494	156 521 181
LIPR Division 9, Dépenses du programme	3 203 280	3 189 195
Fonds pour le renouvellement de la justice pour les jeunes	1 030 000	641 782
Services d'aide juridique	79 827 507	79 827 507
Ententes sur le partage des coûts pour la justice pour les jeunes	144 750 000	144 750 000
	394 142 281	*384 929 665*
Montants législatifs	*79 076 334*	*79 067 872*
Total du ministère	**835 822 445**	**798 503 654**
Commission canadienne des droits de la personne		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	20 844 013	19 944 884
Bloquées	145 166	
	20 989 179	*19 944 884*
Montants législatifs	*2 684 144*	*2 684 144*
	23 673 323	22 629 028
Tribunal canadien des droits de la personne		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	4 361 692	3 798 397
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	139 029	139 029
	4 500 721	*3 937 426*
Montants législatifs	*377 254*	*377 254*
	4 877 975	4 314 680
Commissaire à la magistrature fédérale		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	9 016 301	8 443 954
Opérations de la Commission d'examen de la rémunération des juges	100 000	25 639
Bloquées	69 596	

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Moins : revenus affectés aux dépenses	275 000	140 068
	8 910 897	*8 329 525*
Crédit 25—Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 702 526	1 637 353
Bloquées	72 270	
	1 774 796	*1 637 353*
Montants législatifs	*428 363 682*	*428 363 682*
	439 049 375	438 330 560
Service administratif des tribunaux judiciaires		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	56 209 550	55 279 616
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	350 019	350 019
LIPR Division 9, Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	3 601 838	3 601 838
Bloquées	60 886	
	60 222 293	*59 231 473*
Montants législatifs	*6 950 693*	*6 945 749*
	67 172 986	66 177 222
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Crédit 35—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	116 227 432	101 777 226
Fonds des poursuites en matière de drogues—		
Budget de fonctionnement	41 442 700	41 442 700
Bloquées	20 717 687	
Moins : revenus affectés aux dépenses	11 342 000	10 624 291
	167 045 819	*132 595 635*
Montants législatifs	*14 372 618*	*14 372 618*
	181 418 437	146 968 253
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Crédit 40—Commissariat à l'information du Canada— Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*10 508 145*	*10 326 145*
Crédit 45—Commissariat à la protection de la vie privée du Canada— Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	21 090 939	20 085 585
Subventions et contributions	500 000	435 266
Bloquées	100 000	
	21 690 939	*20 520 851*
Montants législatifs	*3 256 740*	*3 256 231*
	35 455 824	34 103 227
Cour suprême du Canada		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	23 322 889	21 289 959
Bloquées	116 258	
	23 439 147	*21 289 959*
Montants législatifs	*7 759 825*	*7 759 799*
	31 198 972	29 049 758
Total du portefeuille ministériel	**1 618 669 337**	**1 540 076 382**
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	15 437 201 774	15 099 466 950
Dépenses pour la sécurité	2 100 361	2 100 361
Dépenses pour la sécurité des Jeux Olympiques—		
Budget de fonctionnement	184 980 155	157 610 595
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20—		
Budget de fonctionnement	5 054 667	2 380 291
Initiatives publicitaires	7 000 000	7 000 000
Bloquées	44 104 232	
Moins : revenus affectés aux dépenses	476 205 410	476 205 410
	15 204 235 779	*14 792 352 787*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	3 422 028 215	3 228 332 667
Personnel	108 319 626	108 319 626
Dépenses pour la sécurité des Jeux Olympiques	6 233 829	5 110 692
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20	1 000 000	749 074
Projet lié à l'installation à long terme du Centre de la sécurité des télécommunications Canada	6 581 868	920 239
Bloquées	563 972 949	
	4 108 136 487	*3 343 432 298*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*232 815 107*	*229 850 925*
Montants législatifs	*1 500 199 310*	*1 490 033 887*
Total du ministère	**21 045 386 683**	**19 855 669 897**
Comité des griefs des Forces canadiennes		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*6 606 337*	*5 094 518*
Montants législatifs	*570 977*	*570 436*
	7 177 314	5 664 954
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	3 490 536	3 272 812
Audience d'intérêt public	3 225 954	1 135 778
	6 716 490	*4 408 590*
Montants législatifs	*274 942*	*274 942*
	6 991 432	4 683 532

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*2 123 976*	*1 389 691*
Montants législatifs	*142 885*	*142 885*
	2 266 861	1 532 576
Total du portefeuille ministériel	**21 061 822 290**	**19 867 550 959**
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	742 207 741	709 203 446
Mise en oeuvre du programme par EACL dans le cadre du programme des responsabilités nucléaires héritées—		
Autres frais de fonctionnement	116 000 000	116 000 000
Commission de la frontière internationale—		
Budget de fonctionnement	2 356 309	2 335 777
Commission d'établissement des soldats—		
Saskatchewan	44 100 000	34 918 563
Alberta	39 400 000	33 450 066
Bloquées	12 930 782	
Moins : revenus affectés aux dépenses	29 392 000	26 228 638
	927 602 832	*869 679 214*
Crédit 2b—Dépenses en capital—		
Capital	*8 933 501*	*8 919 905*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	801 414 719	780 501 029
Bloquées	5 150 000	
	806 564 719	*780 501 029*
Montants législatifs	*1 839 866 491*	*1 832 165 653*
Total du ministère	**3 582 967 543**	**3 491 265 801**
Énergie atomique du Canada limitée		
Crédit 10—Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement	841 691 000	841 691 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	50 248 228	45 419 513
Subventions et contributions	847 788	847 788
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	15 000	15 000
	51 111 016	*46 282 301*
Montants législatifs	*93 744 430*	*92 069 764*
	144 855 446	138 352 065
Office national de l'énergie		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	57 405 543	49 716 099
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	343 455	334 620
	57 748 998	*50 050 719*
Montants législatifs	*6 124 361*	*6 124 141*
	63 873 359	56 174 860
Administration du pipe-line du Nord		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*625 200*	*574 688*
Montants législatifs	*34 859*	*34 859*
	660 059	609 547
Total du portefeuille ministériel	**4 634 047 407**	**4 528 093 273**
PARLEMENT		
Sénat		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	58 244 619	54 986 298
Subventions et contributions	414 431	414 431
	58 659 050	*55 400 729*
Montants législatifs	*34 800 467*	*34 800 467*
	93 459 517	90 201 196
Chambre des communes		
Crédit 5—Dépenses de programme—		
Budget de fonctionnement	292 345 189	277 249 183
Subventions et contributions	976 868	976 868
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 212 115	1 212 115
	292 109 942	*277 013 936*
Montants législatifs	*150 677 984*	*150 677 984*
	442 787 926	427 691 920
Bibliothèque du Parlement		
Crédit 10—Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement—		
Budget de fonctionnement	37 133 170	36 134 478
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 000 000	811 101
	36 133 170	*35 323 377*
Montants législatifs	*4 877 430*	*4 877 430*
	41 010 600	40 200 807
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*6 338 000*	*4 890 993*
Montants législatifs	*636 912*	*636 912*
	6 974 912	5 527 905

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Conseiller sénatorial en éthique		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*754 340*	*685 477*
Montants législatifs	*99 222*	*99 222*
	853 562	784 699
Total du portefeuille ministériel	**585 086 517**	**564 406 527**
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	136 480 588	129 352 818
Subventions et contributions	105 000	105 000
Initiatives publicitaires	500 000	
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India—		
Personnel	1 538 904	1 051 405
Contributions	30 625	5 045
Autres frais de fonctionnement	2 432 616	2 153 578
Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney—		
Personnel	1 080 443	1 030 577
Contributions	41 319	41 319
Autres frais de fonctionnement	5 794 165	5 409 977
Enquête interne relative sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin—		
Personnel	181 896	181 896
Autres frais de fonctionnement	578 382	335 667
Stratégie de communication pour le Plan d'action économique—		
Personnel	1 927 992	1 188 940
Autres frais de fonctionnement	2 031 731	1 271 454
Bloquées	1 117 243	
	153 840 904	*142 127 676*
Montants législatifs	*16 480 468*	*16 473 651*
Total du ministère	**170 321 372**	**158 601 327**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Crédit 5—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*6 486 083*	*4 737 988*
Montants législatifs	*404 041*	*404 041*
	6 890 124	5 142 029
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Crédit 10—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*28 614 667*	*27 735 527*
Montants législatifs	*3 714 192*	*3 713 711*
	32 328 859	31 449 238
Directeur général des élections		
Crédit 15—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*30 886 194*	*26 746 023*
Montants législatifs	*111 015 789*	*111 015 788*
	141 901 983	137 761 811
Commissariat aux langues officielles		
Crédit 20—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	19 959 076	18 978 549
Bloquées	17 867	
	19 976 943	*18 978 549*
Montants législatifs	*2 307 508*	*2 307 297*
	22 284 451	21 285 846
Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*992 250*	*264 493*
Montants législatifs	*26 089*	*26 089*
	1 018 339	290 582
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Crédit 30—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	2 893 086	2 123 008
Bloquées	6 846	
	2 899 932	*2 123 008*
Montants législatifs	*231 602*	*231 602*
	3 131 534	2 354 610
Total du portefeuille ministériel	**377 876 662**	**356 885 443**
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement et contributions—		
Budget de fonctionnement	141 528 798	133 807 421
Initiatives publicitaires	414 000	390 200
LIPR Division 9, Dépenses de programme—		
Personnel	395 945	217 867
Autres frais de fonctionnement	203 449	199 834
Dépenses pour la sécurité des Olympiques—		
Personnel	154 293	154 293
Autres frais de fonctionnement	114 848	90 327
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20	271 700	193 947
Bloquées	181 281	
	143 264 314	*135 053 889*

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	251 029 096	230 204 626
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20	15 300 000	15 300 000
Bloquées	18 427 749	
	284 756 845	*245 504 626*
Montants législatifs	*15 214 554*	*15 214 554*
Total du ministère	**443 235 713**	**395 773 069**
Agence des services frontaliers du Canada		
Crédit 10—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 508 235 218	1 436 532 516
Paiement de frais de manutention de la Société canadienne des postes	15 892 345	5 399 343
Initiatives publicitaires	900 000	858 110
LIPR Division 9, Dépenses de fonctionnement—		
Personnel	3 896 633	3 460 354
Autres frais de fonctionnement	1 276 038	571 821
Dépenses pour la sécurité des Olympiques—		
Budget de fonctionnement	645 059	363 087
Bloquées	28 850 870	
Moins : revenus affectés aux dépenses	21 131 712	21 131 712
	1 538 564 451	*1 426 053 519*
Crédit 15—Dépenses en capital—		
Capital	63 248 472	32 644 501
Personnel	1 922 581	
LIPR Division 9, Dépenses de fonctionnement	12 600	12 600
Bloquées	51 455 436	
	116 639 089	*32 657 101*
Montants législatifs	*182 501 820*	*182 333 592*
	1 837 705 360	1 641 044 212
Service canadien du renseignement de sécurité		
Crédit 20—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	431 060 827	415 049 118
LIPR Division 9, Dépenses de fonctionnement	3 451 577	3 411 821
Sécurité des Jeux Olympiques—		
Budget de fonctionnement	7 627 900	6 438 443
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20—		
Budget de fonctionnement	596 738	359 829
Bloquées	11 383	
	442 748 425	*425 259 211*
Crédit 25—Dépenses en capital—		
Capital	*44 421 001*	*44 420 602*
Montants législatifs	*43 701 885*	*43 410 105*
	530 871 311	513 089 918
Service correctionnel		
Crédit 30—Dépenses de fonctionnement et subventions et contributions—		
Budget de fonctionnement	1 879 274 882	1 841 570 948
Subventions et contributions	1 620 485	1 620 485
Bloquées	19 286 975	
	1 900 182 342	*1 843 191 433*
Crédit 35—Dépenses en capital—		
Capital	208 003 280	200 356 601
Bloquées	38 796 720	
	246 800 000	*200 356 601*
Montants législatifs	*232 258 282*	*221 554 654*
	2 379 240 624	2 265 102 688
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	43 287 386	41 160 714
Coûts associés à la traduction (Décision Devinat)	271 280	271 280
Bloquées	2 587 374	
	46 146 040	*41 431 994*
Montants législatifs	*5 884 528*	*5 878 137*
	52 030 568	47 310 131
Bureau de l'enquêteur correctionnel		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*3 673 392*	*3 595 997*
Montants législatifs	*405 695*	*405 695*
	4 079 087	4 001 692
Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	1 720 715 642	1 700 413 500
Services de police contractuelle—		
Budget de fonctionnement	1 996 609 037	1 851 088 270
Revenus affectés aux dépenses	(1 575 296 075)	(1 492 272 766)
Projet pilote—		
Gestion des immobilisations	600 000	
École de la GRC—		
Budget de fonctionnement	5 095 738	5 095 738
Dépenses de sécurité des Jeux Olympiques—		
Personnel	103 330 317	90 214 609
Autres frais de fonctionnement	337 110 474	323 223 668
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20—		
Budget de fonctionnement	57 420 189	57 420 189
Initiatives publicitaires	3 000 000	3 000 000
Bloquées	119 428 440	
Moins : revenus affectés aux dépenses	19 500 781	14 741 662
	2 748 512 981	*2 523 441 546*
Crédit 55—Dépenses en capital—		
Capital	128 125 994	125 667 176
Services de police contractuelle	92 786 712	91 008 671
Projet pilote—		
Gestion des immobilisations	26 401 607	19 381 607
École de la GRC	17 940 000	10 022 435
Rétablir l'efficacité de la police fédérale	4 128 000	3 097 000

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Suite*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Dépenses de sécurité des Jeux Olympiques	3 290 000	922 452
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20	5 251 000	2 115 114
Bloquées	10 065 563	
	287 988 876	*252 214 455*
Crédit 60—Subventions et contributions— Subventions et contributions	*105 506 376*	*99 431 377*
Montants législatifs	*441 370 630*	*436 914 065*
	3 583 378 863	3 312 001 443
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 65—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement	*1 830 755*	*1 476 214*
Montants législatifs	*138 289*	*138 289*
	1 969 044	1 614 503
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Crédit 70—Dépenses du programme— Budget de fonctionnement	7 954 530	6 947 725
Bloquées	10 884	
	7 965 414	*6 947 725*
Montants législatifs	*601 776*	*601 776*
	8 567 190	7 549 501
Total du portefeuille ministériel	**8 841 077 760**	**8 187 487 157**
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement	1 119 719 847	1 064 072 547
Services immobiliers— Personnel	80 863 745	80 863 745
Autres frais de fonctionnement	2 548 579 880	2 416 190 376
Fonction de trésorerie du receveur général— Autres frais de fonctionnement	96 469 993	84 258 390
Projets étangs de goudron à Sydney— Personnel	823 387	806 128
Autres frais de fonctionnement	38 573 053	38 557 561
Services linguistiques— Personnel	15 952 200	15 952 200
Autres frais de fonctionnement	20 414 714	15 269 360
Accueil des Sommets du G8 et du G20 de 2010 au Canada	16 094 842	16 092 815
Subventions et contributions	1 145 000	623 852
Bloquées	122 702 769	
Moins : revenus affectés aux dépenses	1 510 741 313	1 510 741 313
	2 550 598 117	*2 221 945 661*
Crédit 5—Dépenses en capital— Capital	401 117 009	357 028 863
Capital—Personnel	587 354	236 654
Bloquées	25 234 194	
	426 938 557	*357 265 517*
Crédit 6a—Fonds renouvelable des Services immobiliers— Budget de fonctionnement	*1*	
Crédit 7b—Fonds renouvelable des services communs de télécommunications et d'informatique— Budget de fonctionnement	*1*	
Montants législatifs	*666 224 641*	*87 974 450*
Total du portefeuille ministériel	**3 643 761 317**	**2 667 185 628**
TRANSPORTS		
Ministère		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement— Budget de fonctionnement	781 853 239	736 522 207
Dépenses liées à la sécurité des Jeux Olympiques— Personnel	2 653 814	2 653 814
Autres frais de fonctionnement	2 661 743	1 563 993
Dépense pour la sécurité du G8 et du G20— Personnel	172 279	25 090
Autres frais de fonctionnement	296 147	163 627
Bloquées	3 001 752	
Moins : revenus affectés aux dépenses	341 978 805	341 978 805
	448 660 169	*398 949 926*
Crédit 5—Dépenses en capital— Capital	141 262 971	104 425 376
Capital—Personnel	2 205 618	2 205 618
Bloquées	39 479 224	
	182 947 813	*106 630 994*
Crédit 10—Subventions et contributions— Subventions et contributions	359 201 147	285 328 035
Dépenses liées à la sécurité des Jeux Olympiques	17 900 000	15 900 000
Projet du Pont Blue Water	2 500 000	1 450 765
Projet Peace Bridge	800 000	82 944
Bloquées	360 205 093	
	740 606 240	*302 761 744*
Montants législatifs	*205 391 683*	*203 373 457*
Total du ministère	**1 577 605 905**	**1 011 716 121**
Société canadienne des postes		
Crédit 15—Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales— Budget de fonctionnement	72 210 000	72 210 000
Dépenses pour la sécurité des Olympiques— Autres frais de fonctionnement	652 000	652 000
	72 862 000	*72 862 000*
Crédit 17b—Conformément à l'article 28 de la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à l'article 101 et au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser la Société canadienne des postes à emprunter de l'argent d'autres sources que l'États, pour des sommes ne dépassant pas, de temps		

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
à autre, un montant principal dû de 2 500 000 000$ et ce, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances—		
Autorisation du Parlement	*1*	
	72 862 001	72 862 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
Crédit 20—Paiements à l'administration canadienne de la sûreté du transport aérien—		
Budget de fonctionnement	615 941 000	603 941 000
Bloquées	9 202 000	
	625 143 000	603 941 000
Office des transports du Canada		
Crédit 25—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*26 128 490*	*24 626 357*
Montants législatifs	*3 415 166*	*3 414 941*
	29 543 656	28 041 298
La Société des ponts fédéraux limitée		
Crédit 30—Paiements à la Société des ponts fédéraux limitée—		
Budget de fonctionnement	2 436 000	2 140 000
Bloquées	38 459 000	
	40 895 000	2 140 000
Marine Atlantique SCC		
Crédit 35—Paiements à Marine Atlantique S.C.C.—		
Budget de fonctionnement	126 593 000	123 493 000
Commission de la capitale nationale		
Crédit 40—Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	*85 387 208*	*85 387 205*
Crédit 45—Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital—		
Budget de fonctionnement	19 533 001	19 533 001
Bloquées	13 000 000	
	32 533 001	*19 533 001*
	117 920 209	104 920 206
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Crédit 50—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	58 015 131	51 751 496
Initiatives publicitaires	8 000 000	7 639 058
Bloquées	304 227	
	66 319 358	*59 390 554*
Crédit 55—Contributions—		
Subventions et contributions	4 683 582 441	3 448 905 807
Bloquées	10 982 878	
	4 694 565 319	*3 448 905 807*
Montants législatifs	*709 764 203*	*709 763 720*
	5 470 648 880	4 218 060 081
Société du Vieux-Port de Montréal Inc		
Crédit 60—Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc—		
Budget de fonctionnement	23 145 000	23 144 999
Bloquées	250 000	
	23 395 000	23 144 999
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée		
Crédit 65—Paiements à la Société les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc—		
Budget de fonctionnement	90 099 938	78 238 999
Bloquées	17 320 000	
	107 419 938	78 238 999
Tribunal d'appel des transports du Canada		
Crédit 70—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*1 673 138*	*1 313 486*
Montants législatifs	*115 735*	*115 735*
	1 788 873	1 429 221
VIA Rail Canada Inc		
Crédit 75—Paiements à VIA Rail Canada Inc—		
Budget de fonctionnement	387 291 000	387 290 756
Bloquées	89 626 000	
	476 917 000	387 290 756
Total du portefeuille ministériel	**8 670 732 462**	**6 655 277 681**
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat		
Crédit 1—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	269 620 587	245 779 214
Subventions et contributions	220 000	220 000
Moins : revenus affectés aux dépenses	5 853 007	3 912 966
	263 987 580	*242 086 248*
Crédit 5—Éventualités du gouvernement—		
Bloquées	*712 117 000*	
Crédit 10—Initiatives pangouvernementales—		
Budget de fonctionnement	*7 511 368*	
Crédit 20—Assurances de la fonction publique—		
Budget de fonctionnement	2 525 123 630	2 423 098 986

DÉTAIL BUDGÉTAIRE PAR AFFECTATION—*Fin*

	Affectations	Dépenses
	$	$
Subventions et contributions	500 000	372 501
Moins : revenus affectés aux dépenses	361 321 487	361 321 487
	2 164 302 143	*2 062 150 000*
Crédit 25—Report du budget de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	*481 553 959*	
Crédit 30—Besoins en matière de rémunération—		
Budget de fonctionnement	*4 543 358*	
Crédit 35—Initiatives d'exécution du budget - Sous réserve de l'approbation du Conseil de Trésor et pour la période commençant le 1 avril 2009 et se terminant le 30 juin 2009, pour augmenter d'autres crédits et pour accorder des crédits aux ministres compétents afin de financer des initiatives annoncées dans le budget fédéral du 27 janvier 2009, notamment de nouvelles subventions et des augmentations aux montants des subventions inscrites dans les budgets des dépenses, lorsque les montants des dépenses ne sont pas prévus autrement et lorsque les dépenses s'inscrivent dans les mandats statutaires des organismes gouvernementaux—		
Budget de fonctionnement	*883 489 014*	
Montants législatifs	*37 328 472*	*37 320 429*
Total du secrétariat	**4 554 832 894**	**2 341 556 677**
École de la fonction publique du Canada		
Crédit 40—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	58 176 607	57 728 674
Subventions et contributions	315 000	288 057
Bloquées	6 739 990	
	65 231 597	*58 016 731*
Montants législatifs	*91 720 812*	*80 253 407*
	156 952 409	138 270 138
Commissariat au lobbying		
Crédit 45—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	*4 458 988*	*3 810 305*
Montants législatifs	*368 558*	*368 558*
	4 827 546	4 178 863
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Crédit 50—Dépenses du programme—		
Budget de fonctionnement	5 147 863	3 475 260
Bloquées	1 200 000	
	6 347 863	*3 475 260*
Montants législatifs	*363 431*	*363 431*
	6 711 294	3 838 691
Total du portefeuille ministériel	**4 723 324 143**	**2 487 844 369**
ANCIENS COMBATTANTS		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	294 887 367	291 107 713
Achat de services de santé	604 206 000	587 325 995
Achat de services de santé— Personnel	8 577 000	8 049 085
Nouvelle charte des anciens combattants— Services de soutien	10 657 349	10 657 349
Paiements à titre gracieux liés aux essais de l'agent orange à la BFC Gagetown	16 000 000	12 690 000
Initiatives publicitaires	2 850 000	2 618 165
Bloquées	30 643 707	
	967 821 423	*912 448 307*
Crédit 5—Dépenses en capital—		
Capital	9 038 000	9 038 000
Bloquées	2 065 000	
	11 103 000	*9 038 000*
Crédit 10—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	*2 493 593 000*	*2 432 439 341*
Crédit 15—Tribunal des Anciens Combattants (révision et appel)— Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	*10 573 229*	*10 371 196*
Montants législatifs	*47 958 453*	*47 950 253*
Total du portefeuille ministériel	**3 531 049 105**	**3 412 247 097**
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Crédit 1—Dépenses de fonctionnement—		
Budget de fonctionnement	59 100 805	54 990 548
Bloquées	382 305	
	59 483 110	*54 990 548*
Crédit 5—Subventions et contributions—		
Subventions et contributions	241 422 797	226 147 411
Bloquées	36 038 659	
	277 461 456	*226 147 411*
Montants législatifs	*140 165 540*	*140 165 540*
Total du portefeuille ministériel	**477 110 106**	**421 303 499**
TOTAL GLOBAL	**236 231 947 111**	**224 961 138 928**

(1) Le décret du Conseil 2009-1616 a désigné le ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministre aux fins de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton* et ce à compter du 23 septembre 2009. L'organisation a été transférée de Ressources naturelles à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. En décembre 2009, la Société de développement du Cap-Breton a été dissoute.

Commissions

Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION

	Membres				
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*	Autres traitements	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère					
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India	427 947	11 219	806 277	2 147 404	3 392 847
Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-293 en date du 1er mai 2006) en vertu de la partie 1 de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les aspects de l'explosion d'un appareil d'Air India en 1985 y compris les questions capitales qu'a soulevées Bob Rae dans le rapport qu'il a déposé en novembre 2005.					
Commisison d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin	4 239	873	207 394	334 794	547 300
Cette Commission a été instituée par décret (CP 2006-1526 en date du 11 décembre 2006) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes* sur recommendation du Ministre de la sécurité publique et de la protection civile. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin.					
Commission d'enquête relative sur le déclin des populations de saumon rouge du fleuve Fraser			139 575	988 319	1 127 894
Cette Commission a été instituée par décret (CP 2009-1861) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. Le mandat de la Commission est de cerner les causes du déclin, connaître les perspectives à long terme concernant les stocks de saumon rouge du fleuve Fraser et déterminer si les politiques, les pratiques et les procédures en matière de gestion des pêches devraient être revues.					

INFORMATION GÉNÉRALE PAR COMMISSION—*Fin*

	Membres				
	Traitements	Frais de déplacement et de séjour*	Autres traitements	Autres dépenses	Total
	$	$	$	$	$
Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney		144 550	1 210 671	5 306 746	6 661 967
Cette Commission a été instituée par décret (CP 2008-1092 en date du 12 juin 2008) en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*. La Commission est chargée de faire enquête et de faire rapport sur les questions liées aux transactions financières et commerciales entre M. Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney, c.p.					
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère					
Commission des plaintes du public contre la GRC	187 278	22 187			209 465
La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme fédéral indépendant qui a été créé en 1986 en vertu de modifications apportées à la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*. La partie VI de la Loi établit la structure de la Commission ainsi que les fonctions et les responsabilités de ses membres, qui sont nommés par décret du gouverneur en conseil. La partie VII décrit le processus de réception et de révision des plaintes déposées par le public concernant la conduite des membres de la GRC. Ce processus inclut le pouvoir de la Commission de recevoir les plaintes et de les envoyer à la GRC en vue d'une enquête et d'un règlement. La partie VII donne également aux plaignants le droit de faire réviser par la Commission la manière dont leur plainte a été réglée par la GRC. Le processus de révision établi dans la partie VII donne au Président le pouvoir de faire enquête sur les plaintes et de tenir des audiences publiques à cette fin. Le Président a également le pouvoir de porter plainte lorsqu'il estime qu'il existe des motifs raisonnables de le faire.					
Conformément au décret CP 1986-2904, la Commission est réputée être un ministère pour l'application de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*.					

* Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figure au tableau suivant intitulé « Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission ».

Détail sur les frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commissions.

DÉTAIL SUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE SÉJOUR PAR COMMISSION

Nom des membres	Dépenses en 2009-2010
	$
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin	
Justice Frank Iacobucci (Commissaire)	873
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India	
Juge John C Major (Commissaire)	11 219
Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney	
Juge Jeffrey J Oliphant (Commissaire)	144 550
	156 642
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère	
Commission des plaintes du public contre la GRC	
Ian McPhail	9 299
Paul E Kennedy	12 888
	22 187

Frais d'étude

Cet état fournit le détail des frais d'étude encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, un frais d'étude représente le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 $ (y compris le traitement).

FRAIS D'ÉTUDE

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements [1]	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité [2]	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE						
Ministère	4	213 909	55 603	36 651	1 240	307 403
Agence canadienne d'inspection des aliments	3	178 840	297	12 779		191 916
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE						
Ministère	1	47 368		3 561		50 929
AGENCE DU REVENU DU CANADA	29	7 434		28 764		36 198
PATRIMOINE CANADIEN						
Ministère	2	44 575		4 519		49 094
Commission de la fonction publique	1	18 399				18 399
Tribunal de la dotation de la fonction publique	1	36 832				36 832
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION						
Ministère	1	12 000		2 615		14 615
ENVIRONNEMENT						
Ministère	6	33 567				33 567
Agence Parcs Canada	10	81 679		28 312		109 991
PÊCHES ET OCÉANS						
Ministère	8	185 057	8 858	16 920	366	211 201
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL						
Ministère	2	112 484	72 645	27 693		212 822
SANTÉ						
Ministère	41	302 812	90 351	128 028		521 191
Agence de la santé publique du Canada	1	16 613		16 051		32 664
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES						
Ministère	10	96 518		48 220	6 639	151 377
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1	3 259		7 104		10 363
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN						
Ministère	3	60 872		26 785		87 657
INDUSTRIE						
Ministère	4	63 478		62 253		125 731
JUSTICE						
Ministère	13	269 273	3 151	19 258		291 682
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1	3 727		4 490		8 217

FRAIS D'ÉTUDE—*Fin*

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Traitements [1]	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité [2]	Autres dépenses	Total
		$	$	$	$	$
DÉFENSE NATIONALE						
Ministère	418	16 496 877		67 085	1 343 841	17 907 803
RESSOURCES NATURELLES						
Ministère	14	141 792	16 473	7 183	2 932	168 380
Office national de l'énergie	2	13 624		17 600		31 224
CONSEIL PRIVÉ						
Directeur général des élections	1	2 519		13 000		15 519
Commissariat aux langues officielles	1	22 981		2 603		25 584
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE						
Ministère	1	19 727				19 727
Agence des services frontaliers du Canada	3	42 471		7 568		50 039
Gendarmerie royale du Canada	9	139 049	8 781	132 141		279 971
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	4	41 437	3 713	20 563	879	66 592
TRANSPORTS						
Ministère	1	5 400		40 500		45 900
CONSEIL DU TRÉSOR						
Secrétariat	2	79 643				79 643
Commissariat à l'intégrité du secteur public	1	4 882		65		4 947
ANCIENS COMBATTANTS	4	42 804		5 802		48 606
Total	603	18 841 902	259 872	788 113	1 355 897	21 245 784

[1] Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.
[2] Comprend les indemnités pour livres.

Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

REVENUS DE PLACEMENTS

	Montant réalisé en 2009-2010 [1]
	$
TRÉSORERIE ET CRÉANCES—	
Finances—	
Intérêt des dépôts bancaires	82 908 468
Ressources humaines et Développement des compétences—	
Intérêt des dépôts bancaires	27 433
Total de la Trésorerie et des créances	**82 935 901**
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE—	
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—	
Virement des bénéfices	1 455 539 421
Fonds monétaire international—	
Virement des bénéfices—	
Souscriptions	4 528 573
Prêts	464 465
Total des comptes d'opérations de change	**1 460 532 459**
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES—	
Sociétés d'État entreprises—	
Banque du Canada—	
Virement des bénéfices	1 251 936 821
Banque de développement du Canada—	
Intérêts	$ 34 063 434
Dividendes	16 830 797
	50 894 231
Corporation de développement des investissements du Canada—	
Dividendes	100 700 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement—	
Intérêts	2 118 469 157
Commission canadienne du lait—	
Intérêts	1 100 617
Financement agricole Canada—	
Intérêts	$ 89 747 037
Dividendes	18 600 000
	108 347 037
Monnaie royale canadienne—	
Dividendes	5 000 000
	3 636 447 863
Autres—	
Andrew Ferri—Voie maritime du Saint-Laurent—	
Autres	16 678
Administration portuaire de Belledune—	
Autres	165 237
Administration portuaire de Halifax—	
Autres	1 015 068
Administration portuaire de Hamilton—	
Autres	395 963
Administration portuaire de Montréal—	
Autres	3 789 356
Administration portuaire de Nanaimo—	
Autres	118 863
Administration portuaire de Port Alberni—	
Autres	85 283
Administration portuaire de Prince Rupert—	
Autres	380 582
Administration portuaire de Québec—	
Autres	719 460
Administration portuaire de Saguenay—	
Autres	55 622
Administration portuaire de Saint John—	
Autres	347 752
Administration portuaire de Sept-Îles—	
Autres	268 753
Administration portuaire de St. John's—	
Autres	106 688
Administration portuaire de Thunder Bay—	
Autres	60 056
Administration portuaire de Toronto—	
Autres	630 078
Administration portuaire de Trois-Rivières—	
Autres	98 322
Administration portuaire Vancouver Fraser—	
Autres	4 909 717
Administration portuaire de Windsor—	
Autres	30 677
	13 194 155
Total des sociétés d'État entreprises	3 649 642 018
Placements de portefeuille—	
Agence canadienne de développement international—	
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique—	
Intérêt	1 576 348
Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement—	
Agence canadienne de développement international—	
Aide au développement international—	
Prêts aux pays en développement	2 248 553
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	16 824
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement	2 265 377

[1] Montant réalisé en 2009-2010

REVENUS DE PLACEMENTS—*Fin*

	Montant réalisé en 2009-2010 [1]
	$
Organisations internationales—	
Fonds monétaire international—	
Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	3 757 965
Société financière internationale—	
Programme global de liquidités pour le commerce	157 412
Total des organisations internationales	3 915 377
Administrations provinciales et territoriales—	
NOUVEAU-BRUNSWICK—	
Industrie—	
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	93 856
Autres prêts, placements et avances—	
Prêts, placements et avances—	
Affaires étrangères et Commerce international—	
Employés affectés à l'étranger	335 683
Expansion du commerce d'exportation	
Intérêts	664 568 173
	664 903 856
Autre—	
Citoyenneté et Immigration—	
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	543 081
Finances—	
Agence de la consommation en matière financière du Canada	15 593
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944
Ressources humaines et Développement des compétences—	
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	389 403 397
Affaires indiennes et du Nord canadien—	
Caisse de prêts aux Inuits	4 474
Fonds du développement économique des Indiens	21 399
Conseil des Premières nations du Yukon—Ainés	463 306
Revendicateurs autochtones	4 893 981
Premières nations de la Colombie-Britannique	1 962 294
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—	
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	2 009 252
Anciens Combattants—	
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances	686
	399 388 095
Total des autres prêts, placements et avances	1 064 291 951
Total des prêts, placements et avances	**4 721 784 927**
AUTRES COMPTES—	
Affaires étrangères et Commerce international—	
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	110 752
Affaires indiennes et du Nord canadien—	
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	74 243 803
Défense nationale—	
Compte de banque	500 585
Service à l'étranger - Prêt de mutation	440 706
Dépôt de sécurité (mutations à l'étranger)	9 059
Sécurité publique et Protection civile—	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectés à l'étranger	15 064
Travaux publics et Services gouvernementaux—	
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	188 335
Total des autres comptes	**75 508 304**
TOTAL DES REVENUS DE PLACEMENTS	**6 340 761 591**
Sommaire—	
Intérêt	3 399 706 732
Virement des bénéfices	2 786 713 083
Dividendes	141 130 797
Autres	13 210 979
Total	**6 340 761 591**

[1] Les montants inscrits sous cette colonne représentent de l'intérêt sauf indication contraire.

Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006 la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifié par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* pour exiger le chef du ministère ou un ministère d'État du gouvernement du Canada de publier un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre et n'incluent pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés.

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES

Ministère et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transport et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
		$	$	$	$
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—					
L'hon G Ritz	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 993 211**	**418 563**	**1 967**	**24 167**
Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles—					
L'hon J Moore	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 583 940**	**198 848**	**2 520**	**22 495**
Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme—					
L'hon J Kenney	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**2 057 615**	**365 828**	**11 398**	**83 334**
Ministre de l'Environnement—					
L'hon J Prentice	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 678 065**	**571 439**	**1 747**	**187 614**
Ministre des Finances—					
L'hon J M Flaherty	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**2 182 933**	**621 150**	**398**	**17 064**
Ministre(s) des Pêches et Océans—					
L'hon L Hearn	1 avr 2008 au 29 oct 2008[1]		198		10 122
L'hon G Shea	1 avr 2009 au 31 mars 2010	1 575 725	308 560	2 040	193 394
		1 575 725	**308 758**	**2 040**	**203 516**
Ministre des Affaires étrangères—					
L'hon L Cannon	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 682 652**	**291 912**	**10 089**	**14 557**
Ministre(s) du Commerce international—					
L'hon S Day	1 avr 2009 au 18 jan 2010	1 300 802	345 447		13 386
L'hon P Van Loan	19 jan 2010 au 31 mars 2010	229 277	64 138	10	364
		1 530 079	**409 585**	**10**	**13 750**
Ministre de la Santé—					
L'hon L Aglukkaq	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 492 340**	**314 849**	**12 737**	**11 190**
Ministre des Ressources humaines et Développement des compétences—					
L'hon D Finley	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 920 009**	**241 229**	**3 706**	**38 920**

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
$	$	$	$	$	$	$
5 616	**594**	**17 521**		**39 176**		**2 500 815**
13 506		**36**			**1**	**1 821 346**
2 772	**102**	**40 667**		**30 330**		**2 592 046**
12 321	**2 556**	**26 913**		**4 595**	**361**	**2 485 611**
585	**509**	**33 225**		**851**	**11 507**	**2 868 222**
					14	10 334
4 839		240			23	2 084 821
4 839		**240**			**37**	**2 095 155**
3 201		**20 007**		**801**	**61**	**2 023 280**
1 255		3 153		222	(346)	1 663 919
		542				294 331
1 255		**3 695**		**222**	**(346)**	**1 958 250**
9 318	**1 129**	**22 076**		**12 818**	**103**	**1 876 560**
930	**1 604**	**26 611**		**18 570**	**308**	**2 251 887**

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES—*Suite*

Ministères et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transport et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
		$	$	$	$
Ministre(s) du Travail—					
L'hon R Ambrose	1 avr 2009 au 19 jan 2010	906 676	134 592	998	2 267
L'hon L Raitt	19 jan 2010 au 31 mars 2010	169 597	21 946	3 119	389
		1 076 273	**156 538**	**4 117**	**2 656**
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l,Agence canadienne de développement économique du Nord—					
L'hon C Strahl	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 662 722**	**258 511**	**2 967**	**24 128**
Ministre de l'Industrie—					
L'hon T Clement	1avr 2009 au 31 mars 2010	**1 536 462**	**203 090**	**4 274**	**47 426**
Ministre de la Justice et procureur général du Canada—					
L'hon R Nicholson	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 942 263**	**151 690**	**4 764**	**29 757**
Ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique—					
L'hon P MacKay	1 avr 2009 au 18 jan 2010	**62 926**	**5 366**		**1 977**
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique—					
L'hon K Ashfield	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**444 657**	**126 544**	**395**	**1 160**
Ministre de la Défense nationale—					
L'hon P MacKay	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**2 272 025**	**428 784**		**60 963**
Ministre(s) des Ressources naturelles—					
L'hon G Lunn	6 fév 2006 au 29 oct 2008[(2)]		18 103		
L'hon L Raitt	1 avr 2009 au 18 jan 2010	1 319 879	283 050	946	26 610
L'hon C Paradis	19 jan 2010 au 31 mars 2010	375 391	55 120	2 700	47
		1 695 270	**356 273**	**3 646**	**26 657**
Ministre(s) de la Sécurité publique—					
L'hon P Van Loan	1 avr 2009 au 18 jan 2010	1 273 960	112 894	144	59 538
L'hon V Toews	19 jan 2010 au 31 mars 2010	324 674	17 267		9 389
		1 598 634	**130 161**	**144**	**68 927**
Ministre(s) des Travaux publics et des Services gouvernementaux—					
L'hon C Paradis	1 avr 2009 au 18 jan 2010	1 334 506	110 446	436	163 028
L'hon R Ambrose	19 jan 2010 au 31 mars 2010	266 780	45 762	330	18 517
		1 601 286	**156 208**	**766**	**181 545**
Ministre(s) des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—					
L'hon J Baird	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**2 001 585**	**145 161**	**9**	**32 885**

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
$	$	$	$	$	$	$
390	843	10 752		3 311		1 059 829
43	544	4 404		11 128		211 170
433	**1 387**	**15 156**		**14 439**		**1 270 999**
	11 630	**23 879**		**38 855**	**50 312**	**2 073 004**
729	**570**	**16 895**		**13 973**	**3 303**	**1 826 722**
11 760	**4 615**	**26 351**		**16 540**	**1 062**	**2 188 802**
						70 269
185		**6 371**				**579 312**
		71 259				**2 833 031**
						18 103
225					1 723	1 632 433
		59			2 767	436 084
225		**59**			**4 490**	**2 086 620**
2 904	100	6 885		678		1 457 103
		2 652				353 982
2 904	**100**	**9 537**		**678**		**1 811 085**
3 358	1 158	15 198			330	1 628 460
890		2 332		9 256		343 867
4 248	**1 158**	**17 530**		**9 256**	**330**	**1 972 327**
3 875	**189**	**35 286**		**11 907**	**555**	**2 231 452**

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES—*Suite*

Ministères et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transport et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
		$	$	$	$
Ministre(s) des Anciens Combattants—					
L'hon G Thompson	1 avr 2009 au 19 jan 2010	886 360	234 143	576	41 549
L'hon J-P Blackburn	19 jan 2010 au 31 mars 2010	179 752	74 257	475	4 311
		1 066 112	**308 400**	**1 051**	**45 860**
Premier ministre—					
Très hon S J Harper	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**8 855 295**	**684 805**	**15 192**	**230 365**
Ministre du Revenu national—					
L'hon K Ashfield	19 jan 2010 au 31 mars 2010	**179 818**	**13 689**	**243**	**1 407**
Ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture)—					
L'hon J-P Blackburn	1 avr 2009 au 18 jan 2010	**1 052 612**	**205 322**	**2 845**	**52 079**
Leader du gouvernement au Sénat—					
L'hon M LeBreton	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**444 272**	**6 679**	**1 406**	**48**
Président(s) du Conseil du Trésor—					
L'hon V Toews	1 avr 2009 au 18 jan 2010	1 150 337	76 319		12 317
L'hon S Day	19 jan 2010 au 31 mars 2010	250 686	10 815		61
		1 401 023	**87 134**		**12 378**
Ministre de la Coopération internationale—					
L'hon B Oda	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 496 625**	**227 573**	**987**	**12 489**
Ministre des Affaires intergouvernementales, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie—					
L'hon J Verner	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 458 896**	**130 600**	**2 293**	**25 557**
Leader du gouvernement à la Chambre des communes—					
L'hon J Hill	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**1 027 095**	**21 524**	**12 568**	**18 231**
Ministre d'État (Sport)—					
L'hon G Lunn	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**329 357**	**266 639**	**2 598**	**2 473**
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement—					
L'hon G O'Connor	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**189 421**	**819**		
Ministre d'État (Condition féminine)—					
L'hon H Guergis	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**445 435**	**152 139**	**19 530**	**24 270**
Ministre(s) d'État (Petite entreprise et tourisme)—					
L'hon D Ablonczy	1 avr 2009 au 18 jan 2010	519 366	100 510	1 618	15 838
L'hon R Moore	19 jan 2010 au 31 mars 2010	70 915	17 461	298	626
		590 281	**117 971**	**1 916**	**16 464**

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
$	$	$	$	$	$	$
13 878	2 624	5 477		33 536	256	1 218 399
729	59	3 076		3 348	2	266 009
14 607	**2 683**	**8 553**		**36 884**	**258**	**1 484 408**
35 088	**95**	**71 085**			**2 445**	**9 894 370**
544		**1 502**		**792**		**197 995**
2 322	**1 195**	**13 652**		**11 563**	**181**	**1 341 771**
4 386		**957**			**939**	**458 687**
447	208	10 813		3 362		1 253 803
		1 113		331		263 006
447	**208**	**11 926**		**3 693**		**1 516 809**
	240	**10 980**		**6 047**	**4**	**1 754 945**
3 419	**186**	**6 344**			**783**	**1 628 078**
10 118		**4 951**			**401**	**1 094 888**
6		**1 163**				**602 236**
						190 240
300		**1 936**				**643 610**
145	176	2 749		5 869	2 349	648 620
16	47	899		2 008		92 270
161	**223**	**3 648**		**7 877**	**2 349**	**740 890**

DÉPENSES DES CABINETS DES MINISTRES—*Fin*

Ministères et département d'État	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transport et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
		$	$	$	$
Ministre d'État des Transports—					
L'hon R Merrifield	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**427 454**	**87 107**		**300**
Ministre d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest)—					
L'hon L Yelich	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**551 510**	**109 036**	**240**	**186**
Ministre d'État (Réforme démocratique)—					
L'hon S Fletcher	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**525 024**	**114 720**	**7 745**	**9 431**
Ministre d'État (Science et Technologie)—					
L'hon G Goodyear	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**519 231**	**108 480**	**2 088**	**3 750**
Ministre d'État de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—					
L'hon D Lebel	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**691 082**	**108 627**	**9 383**	**1 286**
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)—					
L'hon P Kent	1 avr 2009 au 31 mars 2010	**481 173**	**91 381**		**1 704**
Ministre(s) d'État (Aînés)—					
L'hon M LeBreton	1 avr 2009 au 18 jan 2010	229 809	44 750		
L'hon D Ablonczy	19 jan 2010 au 31 mars 2010	104 565	8 034	3 250	1 569
		334 374	**52 784**	**3 250**	**1 569**
Ministre d'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)—					
L'hon G Goodyear	13 août 2009 au 31 mars 2010	**302 710**	**61 385**	**333**	
Total		**55 959 472**	**8 817 301**	**151 362**	**1 554 535**

(1) Honoraires de services professionnels de placement à l'égard d'un membre du personnel exonéré au cours de l'année suivant la date de fin d'emploi conformément aux politiques et lignes directrices à l'intention des cabinets des ministres.

(2) Frais de réinstallation encourus en juillet 2009.

Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages (8)	Acquisition de matériel et d'outillage (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
$	$	$	$	$	$	$
2 645	**1 325**	**6 419**		**1 740**	**1 081**	**528 071**
		1 227		**5 658**	**44**	**667 901**
1 689		**8 909**			**42**	**667 560**
300	**141**	**7 238**		**18 036**	**5 319**	**664 583**
7 833		**1 046**		**1 698**	**408**	**821 363**
180	**5**	**2 752**		**1 168**	**5 500**	**583 863**
		144				274 703
	104	6 275		5 542		129 339
	104	**6 419**		**5 542**		**404 042**
		68		**10 326**		**374 822**
162 747	**32 548**	**584 089**		**324 035**	**91 838**	**67 677 927**

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice lorsqu'en service ministériel commandé. Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes—État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2009-2010 »;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères et Commerce international—Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

	Crédit	Montant
		$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et ministre de la Commission canadienne du blé—		
L'hon G Ritz	1	46 972
Secrétaire parlementaire—		
P Lemieux	1	8 915
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et ministre de la porte d'entrée de l'Atlantique—		
L'hon K Ashfield	1	40 011
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
Ministres—		
L'hon K Ashfield	1	4 319
L'hon J P Blackburn[1]	1	51 018
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles—		
L'hon J Moore	1	37 866
Ministre d'État (Sports)—		
L'hon G Lunn	1	167 527
Secrétaires parlementaires—		
S Boucher	1	284
D Del Mastro	1	158
S Glover	1	5 397
Ministre d'État (Condition féminine)—		
L'hon H Guergis	85	43 094
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme—		
L'hon J Kenney	1	77 408
Secrétaire parlementaire—		
R Dykstra	1	2 675
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
Ministre d'État—		
L'hon D Lebel	1	44 124
ENVIRONNEMENT		
Ministre—		
L'hon J Prentice	1	79 129
FINANCES		
Ministre—		
L'hon J M Flaherty	1	116 270
Secrétaire parlementaire—		
T Menzies	1	46 016
PÊCHES ET OCÉANS		
Ministre—		
L'hon G Shea	1	106 043
Secrétaire parlementaire—		
R Kamp	1	9 240
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministre des Affaires étrangères—		
L'hon L Cannon	1	42 657
Secrétaire parlementaire—		
D Obhrai	1	47 558
Ministres du Commerce international—		
L'hon S Day	1	83 442
L'hon P. Van Loan	1	35 393
Secrétaire parlementaire—		
G Keddy	1	7 528
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques)—		
L'hon P Kent	1	42 148
Ministre de la Coopération internationale—		
L'hon B Oda	25	65 334
Secrétaire parlementaire—		
J Abbott	25	8 786
SANTÉ		
Ministre—		
L'hon L Aglukkaq	1	85 969
Secrétaire parlementaire—		
C Carrie	1	3 911
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministre—		
L'hon D Finley	1	67 298

FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MINISTRES ET SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES—*Fin*

	Crédit	Montant
		$
Ministres du Travail—		
L'hon R Ambrose	1	68 090
L'hon L Raitt	1	10 404
Ministres d'État (Aînés)—		
L'hon D Ablonczy	1	802
L'hon M LeBreton	1	9 679
Secrétaire parlementaire—		
E Komarnicki	1	13 189
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord—		
L'hon C Strahl	1	56 594
Secrétaire parlementaire—		
J Duncan	1	4 362
INDUSTRIE		
Ministre—		
L'hon T Clement	1	62 066
Ministres d'État (Petite Entreprise et Tourisme)—		
L'hon D Ablonczy	1	34 932
L'hon R Moore	1	9 142
Ministre d'État (Sciences et Technologie)—		
L'hon G Goodyear	1	28 250
Ministre D'État (Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario)—		
L'hon G Goodyear	1	8 436
Secrétaire parlementaire—		
M Lake	1	1 590
JUSTICE		
Ministre—		
L'hon R Nicholson	1	60 320
Secrétaire parlementaire—		
D Petit	1	3 276
DÉFENSE NATIONALE		
Ministre—		
L'hon P MacKay	1	112 077
Secrétaire parlementaire—		
L Hawn	1	10 201
RESSOURCES NATURELLES		
Ministres—		
L'hon C Paradis	1	14 384
L'hon L Raitt	1	94 389
Secrétaire parlementaire—		
D Anderson	1	1 909
CONSEIL PRIVÉ		
Premier ministre—		
Très hon S J Harper	1	7 551
Leader du gouvernement au Sénat—		
L'hon M LeBreton	1	957
Ministre des Affaires intergouvernementales, président du Conseil Privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Francophonie—		
L'hon J Verner	1	14 353
Ministre d'État (Réforme démocratique)—		
L'hon S J Fletcher	1	34 072
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministres de la Sécurité publique—		
L'hon V Toews	1	7 691
L'hon P Van Loan	1	25 784
Secrétaire parlementaire—		
D Mackenzie	1	1 874
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Ministres—		
L'hon R Ambrose	1	8 909
L'hon C Paradis[2]	1	22 554
TRANSPORTS		
Ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités—		
L'hon J Baird	1	38 503
Secrétaire parlementaire—		
B Jean	1	7 114
Ministre d'État—		
L'hon R Merrifield	1	32 727
CONSEIL DU TRÉSOR		
Présidents du Conseil du Trésor—		
L'hon S Day	1	8 971
L'hon V Toews	1	24 780
ANCIENS COMBATTANTS		
Ministres—		
L'hon J P Blackburn	1	28 624
L'hon G Thompson	1	68 958
Secrétaire parlementaire—		
G Kerr	1	563
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
Ministre d'État—		
L'hon L Yelich	1	31 440
Président du Conseil du Trésor (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)—		
L'hon V Toews[3]	1	2 630

(1) Les dépenses de voyage du ministre du Revenu national et ministre d'État (Agriculture et Agroalimentaire) inclus les dépenses associées aux fonctions de ministre et ministre d'État.
(2) Inclut toutes les dépenses de voyage pour le ministre en tant que ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux et secrétaire d'État (Agriculture).
(3) Le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien doit inscrire les frais de déplacement de l'hon V Toews à son budget.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Autres informations diverses

SOMMAIRE

Page

Affaires étrangères et Commerce international—
- Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales 11.2
- Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales 11.5

Ressources humaines et Développement des compétences—
- Paiements d'indemnités et frais d'administration. 11.12

Parlement—
- État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2009-2010 (Sénat) 11.13
- État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2009-2010 (Chambre des communes). 11.15
- Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2009-2010 (Chambre des communes). 11.20

Conseil privé—
- Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État 11.21
- État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme 11.22
- Détails des dépenses—40e élection générale (octobre 2008) 11.22
- Détails des dépenses—39e élection générale (janvier 2006) 11.23
- Détails des dépenses législatives— Élections partielles — novembre 2009 (4 partielles) 11.23

Sécurité publique et Protection civile—
- État des dépenses par établissement 11.24

Conseil du Trésor—
- Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits 11.26

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

Conférences et réunions	Montant
	$
Visite du Premier ministre à Strasbourg (France) - Sommet de l'OTAN	129 769
Visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) - Sommet des Amériques et visite bilatérale à Kingston (Jamaïque)	446 419
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) - Sommet du G20	247 770
Visite du Premier ministre à Aquila (Italie) - Sommet du G8 et visite bilatérale à Rome (Italie)	769 325
Visite du Premier ministre à Singapour (Singapour) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2009 et visite bilatérale à Mumbai, New Delhi et Amritsar (Inde)	1 365 920
Visite du Premier ministre à Prague (République tchèque) - Sommet Canada-Union européenne	249 752
Visite du Premier ministre à Guadalajara (Mexique) - Sommet des leaders nord-américains et visite bilatérale à Panama (Panama)	320 738
Visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) - Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth	531 278
Visite du Premier ministre à New York et Pittsburgh (É.-U.) - Sommet du G20	298 136
Visite du Premier ministre en Normandie (France) - 65e Anniversaire du Jour J	275 224
Visite du Premier ministre à Davos (Suisse)	606 959
Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - 64e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	181 291
Visite du Premier ministre à Washington et à New York (É.-U.)	225 054
Visite du Premier ministre à Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) et à Séoul (Corée du Sud)	856 737
Visite du Premier ministre à Copenhague (Danemark) - 15e Sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP15)	400 418
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Washington (É.-U.) - Sommet sur la sécurité nucléaire	12 302
Frais initiaux pour la visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) - Sommet Canada-Union européenne, à La Haye (Pays-Bas) - 65e Anniversaire de la libération des Pays-Bas, à Zagreb (Croatie) et à Moscou (Russie)	113 245
Visite de la gouverneure générale à Kiev et Lviv (Ukraine), et Oslo et Tromso (Norvège)	599 177
Visite de la gouverneure générale à Mexico (Mexique), Guatemala (Guatemala) et San José (Costa Rica)	601 551
Visite de la gouverneure générale à Ljubljana (Slovénie), Zagreb, Dubrovnik et Split (Croatie), et Athènes (Grèce)	1 006 944
Visite de la gouverneure générale à Paris (France) - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	35 162
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite officielle de la gouverneure générale à Dakar (Sénégal), Kinshasa (Congo), Kigali (Rwanda), et la visite officielle à Cap-Vert (Sal) (Cap-Vert)	407 179
Commémoration du début de la Seconde Guerre mondiale à Gdánsk (Pologne)	17 368
Investiture du président Jacob Zuma à Pretoria (Afrique du Sud)	39 777
Investiture du président Tsakhia Elbegdorj à Ulaanbaatar (Mongolie)	11 198
Investiture du président Ricardo Martinelli à Panama (Panama)	11 723
Investiture du président Rafael Corria à Quito (Équateur)	6 641
Investiture du président élu Evo Morales à La Paz (Bolivie)	23 891
Investiture du président Ivo Josipovic à Zagreb (Croatie)	5 561
Investiture du président Viktor Yanukovych à Kiev (Ukraine)	22 311
Investiture du président élu Jose Mujica à Montevideo (Uruguay)	8 607
Investiture du président élu Sebastian Piñera à Valparaíso (Chili)	17 946
Funérailles nationales de l'ex-président Kim Dae-jung à Séoul (Corée du Sud)	9 598
Funérailles nationales du sénateur Edward Kennedy à Boston (Massachusetts)	5 316
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Charm el-Cheikh (Égypte) - Conférence de soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de Gaza	189
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Medellín (Colombie) - 50e Réunion annuelle des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement	2 898
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Haye (Pays-Bas) - Conférence internationale sur l'Afghanistan	9 872
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Addis-Abeba (Éthiopie) - 14e Sommet de l'Union Africaine (Sommet UA)	28 637
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	63 737

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

Conférences et réunions	Montant
	$
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Corfou (Grèce) - Réunion des ministres du Conseil de l'OTAN-Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	32 509
11e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	53 394
Ministre du Commerce international (MINT) à Genève (Suisse) - 7eConférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	35 356
Forum annuel de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (ADCNU) à Istanbul (Turquie)	24 817
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Istanbul (Turquie) - Conférence des amis d'un Pakistan démocratique	55 598
5e Réunion ministérielle de la Communauté de démocraties à Lisbonne (Portugal)	26 244
Forum mondial sur l'apprentissage et la technologie (comprend le séminaire « Moving Young Minds ») à Londres (Royaume-Uni)	9 350
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Londres (Royaume-Uni) - Conférence de Londres sur l'Afghanistan	50 668
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Marrakesh (Maroc) - Initiative du G8 pour le Moyen Orient élargi et l'Afrique du Nord (G8 BMENA) - Forum ministériel pour l'avenir	8 689
Ministre des Affaires étrangères (MINA) et ministre de la Coopération internationale (MINE) à New York (É.-U.) - Conférence internationale pour les annonces de contributions pour Haïti	20 684
Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Délégation canadienne à New York (É.-U.) - 64e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	463 186
25e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie à Paris (France)	37 608
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Trieste (Italie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 et conférence Afghanistan-Pakistan	76 105
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Tromso (Norvège) - 6e Réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique	76 692
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Washington (É.-U.) - Traité sur l'Antarctique/Conseil de l'Arctique	9 363
Ministre de la Coopération internationale (MINE) à Washington (É.-U.) - Conférence des donateurs pour Haïti	11 863
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Cancun (Mexique) - 51e Réunion annuelle des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID)	34 908
Ministre du Commerce international (MINT) à New Delhi (Inde) - Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (annulation de MINT)	14 562
42e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/16e Forum régional de l'ANASE (FRA) à Phuket (Thaïlande)	40 440
Conseil ministériel de la 17e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Athènes (Grèce)	31 138
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Cartagena (Colombie) - Seconde conférence d'examen de la Convention d'Ottawa - « the Cartagena Summit on Mine-Free World »	23 968
Ministre de la Coopération internationale (MINE) à Rome (Italie) - Sommet mondial des Nations Unies sur la sécurité alimentaire - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	78 700
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à San Pedro Sula (Honduras) - 39e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	75 972
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Tallinn (Estonie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	24 800
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	468
35e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France)	71 973
13e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	16 569
12e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	14 923
Ministre du Commerce international (MINT) à Singapour (Singapour) - 15e APEC des ministres responsables du commerce (MRC)	82 519
Réunion ministérielle du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris (France)	28 880
44e Conférence du Conseil de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (DCCOME) et 4e Réunion des ministres de l'Éducation (ASED) de l'Association des Nations de l'Asie du Sud Est (ANASE) à Phuket (Thaïland)	18 125

Affaires étrangères et Commerce international

DÉPENSES RELATIVES À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

Conférences et réunions	Montant
	$
Réunion informelle des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Oslo (Norvège)	14 143
17e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (CMEC) à Kuala Lumpur (Malaisie)	42 943
Conférence mondiale sur l'Éducation supérieure de l'UNESCO 2009 à Paris (France)	16 226
6e Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation des États américains (OEA) à Quito (Équateur)	9 808
6e Conférence internationale sur l'Éducation des adultes (CONFINTEA VI) à Belém (Brésil)	16 709
2e Forum de la politique de Bologne et Conférence d'anniversaire ministérielle à Vienne (Autriche)	10 050
Frais initiaux pour la visite du ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É.-U.) - Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) 2010	692
Jumelage ministerial	26 899
Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Visites bilatérales (Agents de visites)	62 547
Ministre du Commerce international (MINT) - Visites bilatérales (Agents de visites)	35 057
Ministre de la Coopération internationale (MINE) - Visites bilatérales (Agents de visites)	58 294
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) - Visites bilatérales (Agents de visites)	52 598
Total	11 861 657

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES

	$
Visite du Premier ministre à Strasbourg (France) - Sommet de l'OTAN	*83 470*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Cannon Hon. L., MacKay Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Campbell A., Crawford, A., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacDougall A., McIntee C., Mohamed A., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom J., Robertson D., Soudas D., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Carrière C., Guénette C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Prusakowski T., Quinn J., Tremblay E.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bazinet F.-X., Béland, F., Béland S., Berg A., Boehm Amb. P., Burgess A., Cooter C.J., Furuya E., Laporte E., Lortie Amb. M.R., McRae R.G., Meunier M., Panitcherska E., Poupart I., Racine A., Sarafian N., Scrimshaw S.D., Swords C., Therrien P., Weekes, M.	
Ministère de la Défense nationale	
Cooper Dr. S., Dean J., Oshier J., Van Veen W.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Grce-Evans S., Vogt B.	
Autre	
Muntean M.	
Visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) - Sommet des Amériques et visite bilatérale à Kingston (Jamaïque)	*336 725*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Cannon Hon. L., Kent Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Beaton, M., Brown A, Bunner P., Campbell A., Campbell D., Crawford A., Desai N., Di Mambro J., Hunt J., Leroux K., Lindia G., Long Y., McGuigan A., Mohamed A., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom J., Robertson D., Soudas D.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Carrière C., Cloutier B., Cridland S., Larocque D., Legros G., Pappas C., Pilon T., Pomerleau P., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Barbarie D., Beaulne L. J.R., Benson I., Boucher C., Bugailiskis A., Clark G., Forest D., Grenier D., Kern M., Kutz H., Laframboise J.-P., Lambert D., Lévêque A., Loken M., Machel S., MacKay C.D., Mendioroz K., Munro H., Sarafian N., Schrock W., Scott L., Squarcia-White V., Terrien P., Thompson G., Williams P.R.	
Ministère de la Défense nationale	
Berquist S., Boucher D., Breton V., Harrison I., Martin S., Savage Dr. E.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Guerrero N., Youssef F.	
Autres	
Abrahams S., Christian P., Meredith D., Muntean M., Walters A., Wright H.	
Visite du Premier ministre à Londres (Royaume-Uni) - Sommet du G20	*123 065*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Flaherty Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Campbell A., Crawford A., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacDougall A., McIntee C., Mohamed A., Muttart P., Nicolson H., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom D., Ransom J., Robertson D., Soudas D., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Carrière C., Drake D., Guénette C., Larocque D., Legros G., Pomerleau P., Savard M.,Tremblay E.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Edwards L., Garson R., Gompf J., Kern M., Khatchadourin R., Koop B., Lambert D.	
Ministère de la Défense nationale	
Clement R., Cooper Dr. S., Herbert A., Toupin E.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Ryu C.	
Sénat du Canada	
MacLeod Sen. K.	
Finances Canada	
Flack G., Haley J., MacKlem T., McCarthy K., Stanton M.	
Autres	
Harper L., Muntean M.	
Visite du Premier ministre à Aquila (Italie) - Sommet du G8 et visite bilatérale à Rome (Italie)	*513 071*
Chambre des communes	
Harper Rt. Hon. S.J., Bevilacqua Hon. M., Calandra P., Clement Hon. T., Del Mastro D., Di Nino Sen. C., Prentice Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Brown A., Cameron M., Campbell A., Giorno G., Hunt J., Kennedy J., Leroux K., Lindia G., Long Y., McDonald M., Mohamed A., Plouffe M.-A., Ransom D., Ransom J., Roberston D., Soudas D., Staley S., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K., Carrière C., Guénette C., Larocque D., Legros G., Paradis M., Pommerleau P., Tremblay E., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Angell D. J.R, Berlanda P., Boucher C., Christie K.H., Edwards L., Fyfe T., Garson R., Gompf J.D., Hall J., Kern M., Khatchadourian R.H., Martin B.S., Mazzuca A., Meunier G., Mulas M., Plouffe L., Sacca C., Swords C., Vachon K., White J., Zaphiropoulos C.	
Ministère de la Défense nationale	
Baribeau N., Hildreth W., Lapointe B., Mcgrath-Mccoombs C., Palmer K., St-Gelais S., Wasser Dr. E.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Geddes-Mondino F., Pisoni M., Ritchie S., Silvester R., Situ M.	
Industrie Canada	
King W.	
Environnement Canada	
Martin M.	
Autres	
Cortelluci M., Di Iulio P., Harper B., Harper L., Harper R., Muntean M., Palumbo J.	
Visite du Premier ministre à Singapour (Singapour) - Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) 2009 et visite bilatérale à Mumbai, New Delhi et Amritsar (Inde)	*943 299*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Brown P., Cannon Hon. L., Day Hon. S., Grewal N., Obhrai D., Shory D., Uppal T.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Brown A., Brown J., Campbell A., Crawford A., Desai N., Di Mambro J., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacDougall A., McDonald M., McGuigan A., Mohamed A., Novak R., Ransom D., Ransom J., Soudas D., Staley S., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Brooman K., Carrière C., Cloutier B., Heinbecker C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Pappas C., Pilon T., Prusakowski T., Savard M., Tremblay E., Wilson T.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	$
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Amundsen H., Bacile R., Beck B., Boucher C., Burger N., Calvert P.J., Coulombe L., Drabkin N., Gowling D., Grenier D., Heffernan J., Hong P., Hutchins R.A., Ihme J., Jacques A., Johnston D., Kern M., Lambert D., Landry S.A., Leclerc M., Leuprecht F., Loubier C., MacKay C.D., Marengere L., Martin C.P., Modanu M., Munro H., Nickel J.S., Parsons J., Plouffe L., Preston T., Racine A., Shaw S., Sloan J.C., Smailbegovic D., Snider C., Terrien P., Tremblay D.E., Wozniak J.	
Ministère de la Défense nationale	
Aitken J., Boucher J., Burgess R., Gagnon R., Giroux E., Khalil A., Liew Dr. C., Maniyan M., Neilson P., Philpott K.A.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Al-Masani E., Graham I., Ngoc T.	
Autres	
Ahluwalia B., Dhillon B., Grewal G., Harper L, Jha A., Khurana V., Muntean M., Ruparell D., Varshney H.	
Visite du Premier ministre à Prague (République tchèque) - Sommet Canada-Union européenne	*223 672*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Day Hon. S.,	
Cabinet du Premier ministre	
Beaton M., Brown A., Campbell A., Collins G., Croy V., Hunt J., Leroux K., Lindia G., Long Y., McGuigan A., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom D., Ransom J., Teneycke K.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Carrière C., Larocque D., Legros G., Pappas C., Picard A., Stinson S., Tremblay E.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bacile R., Barry J.-D., Christie B., Drabkin N., Guérin M., Hornby Amb. R., Hunt E., Kern M., Leblanc J.-B., Leclerc M., Lévesque L, Mawhinney T., Ready R., Steele K., Stubbert R., Sylvain C., Verheul S.	
Ministère de la Défense nationale	
Couture J., De la Roche Dr. M., Nicholas-Barnett A., Walsh L.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Gosselin R., Missikova M.	
Autre	
Muntean M.	
Visite du Premier ministre à Guadalajara (Mexique) - Sommet des leaders nord-américains et visite bilatérale à Panama (Panama)	*225 620*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Kent Hon. P., Van Loan Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Brown A., Collins G., Crawford A., Igneski J., Lindia G., Long Y., Menard K., Mohamed A., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom J., Soudas D., Staley S., White M., Wright S.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Brooman K., Brown D., Carrière C., Cloutier B., Cridland S., Gagnon M., Larocque D., Legros G., Pommerleau P., Prusakowski T., Whittaker R.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Beaupré R., Boileau G., Caldwell P., Challborn D., Desroches K., Dubeau R., Feldman E., Gascon V., Goodfellow M., Herran-Lima J., Kern M., Lambert D., Larocque N., Loken M., McIntosh N., McKay C., Munro H., Ramcharan L., Rishchynski Amb. G.E., St-Jean B., Vilches P., Webb T.R., White J.	
Ministère de la Défense nationale	
Clarke D., Gagnon M., Kerr J., Liew Dr. C., McKiel K., Moores D., Nick Z., Trahan M.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Silvester R.	
Sécurité publique Canada	
Buckler S., Wilczynski, A.	
Autre	
Muntean M.	
Visite du Premier ministre à Port of Spain (Trinité-et-Tobago) - Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC)	*389 075*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Cannon Hon. L, Kent Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Brown A., Crawford A., Hannaford N., Hunt J., MacIntyre S., McGuigan A., McIntee C., Molaro N., Novak R., O'Connor R., Ransom D., Soudas D., Staley S.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Carrière C., Guénette C., Harder A., Larocque D., Legros G., Litwinczuk R., Prusakowski T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Angell D., Atar L, Balint T., Beaulieu S., Benson I., Berman M., Boucher C., Cayer R., Crowe J.R., Cullen L., Deshaies V., Duggan C., Girouard P., Guenette R., Hung K., Johnston E., Kutz G.A., Laframboise J.-P., Lévêque A., Mendioroz K., Nicoloff O., Renault L.M., Scott L., Snider C., Watts R., Wittmann P.	
Ministère de la Défense nationale	
Aitken J., Cockburn Dr. J., Menard K., Passley T.R.	
Autre	
Muntean M.	
Visite du Premier ministre à New York et Pittsburgh (É.-U.) - Sommet du G20	*213 643*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Flaherty Hon. J.M.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Brown J., Collins G., Crawford A., Croy V., Di Mambro J., Hunt J., Leroux K., Long Y., McIntee C., Molaro N., Novak R., Propp J., Ransom D., Soudas D., Staley S., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Carrière C., Guénette C., Larocque D., Legros G., Stinson S., Tremblay E., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Boucher C., Boudreau R., Edwards L., Elliot S., Frost G., Garson R., Gompf J.D., Lambert D., Landeryou M.E., MacKay D.R., Mowatt M., Sauvé J., Wade S.	
Ministère de la Défense nationale	
Shepherd J., Taylor D., Ward D.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Miyang C., Nakamura-Brunet S., Situ M.	
Finances Canada	
Flack G., Greer S., Haley J., Macklem T., Masson S., Pothier C., Stanton M.	
Autres	
Bélanger M., Harper L., Muntean M.	
Visite du Premier ministre en Normandie (France) - 65e Anniversaire du Jour J	*134 371*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Thompson Hon. G.F.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Bunner P., Campbell A., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacDougall A., McIntee C., Mohamed A., Novak R., Plouffe M.-A., Ransom J., Reid D., Soudas D., Staley S., Thompson R.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	$
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Brooman K, Carrière C., Cloutier B., Larocque D., Legros G., Pinder G., Prusakowski T., Rivet R., Tremblay E.,	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Racine A.	
Ministère de la Défense nationale	
Cooper Dr. S., Côté C., North S., Speck K.	
Autres	
Anderson A., Bernard C., Casey H., Chalifoux M., Diamond J., Garnet S., Hall A., Lebreton P., Muntean M., Streppa J.M., Walker C.	
Visite du Premier ministre à Davos (Suisse)	*148 643*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Flaherty Hon. J.M., Van Loan Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Crawford A., Doucet A., Hannaford N., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacIntyre S., Molaro N., Novak R., Ransom J., Soudas D., Staley S.,	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K, Carrière C., Cloutier B., Guénette C., Larocque D., Legros G., Senay C.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Boucher C., Gupta S.K., Munante C., Nichols-Nelson D., O'Shea J.L., Robertson E., Sanchez C., Santi Amb. R., Schwenger C., Stone D., Strussione P., Welton G.	
Ministère de la Défense nationale	
Hanfield-Jones Dr. R., Thompson M., Toupin E., Ward A.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Guerrero A., Ritchie S.	
Autre	
Muntean M.	
Visite du Premier ministre à New York (É.-U.) - 64e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	*148 589*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Prentice Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Campbell A., Hunt J., Long Y., McGuigan A., Ransom J., Soudas D., Staley S.	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K., Carrière C., Cloutier B., Guénette C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Senay C., Tremblay E., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Barbara M., Boucher C., Guérin M.	
Ministère de la Défense nationale	
McDonald O., Phinney G.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Guerrero N.	
Environnement Canada	
Kelly S.	
Visite du Premier ministre à Washington et à New York (É.-U.)	*169 977*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Cannon Hon. L., Oliver Sen. D.H., Prentice Hon. J., Van Loan Hon. P.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Brown A., Bunner P., Cameron M., Campbell A., Hunt J., Lindia G., Leroux K., Long Y., Mohamed A., Molaro N., Novak R., Ransom J., Soudas D., Staley S., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Brooman K., Carrière C., Cloutier B., Larocque D., Legros G., Pappas C., Prusakowski T., Tremblay E., Whittaker R.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Guérin M., Munro H.	
Ministère de la Défense nationale	
Gervais M., Lecuyer J.-P., Loiselle G., Nick Z., Phinney G.	
Environnement Canada	
Kelly S., Rodgers B.	
Sécurité publique Canada	
Stone D.	
Autre	
Bélanger M.	
Visite du Premier ministre à Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) et à Séoul (Corée du Sud)	*625 018*
Chambre des communes	
Harper Rt. Hon. S.J., Chong Hon. M., Day Hon. S., Dechert B., Kramp D., Ritz Hon. G., Saxton A., Weston J., Wong A.	
Cabinet du Premier ministre	
Brown A., Brown J., Campbell A., Crawford A., Chueng H., Collins G., Desai N., Di Mambro J., Hunt J., Lindia G., Long Y., MacDougall A., McGuigan A., McIntee C., Mohamed A., Molaro N., Novak R., Propp J., Ransom J., Robertson D., Soudas D., Staley S., Wallace A.	
Bureau du Conseil privé	
Brooman K., Carrière C., Cloutier B., Côté S., Denault P., Gagnon M, Guénette C., Heinbecker C., Larocque D., Laurin A., Legros G., Lemire L, Litwinczuk R., Pappas C., Pilon T., Tremblay E., Wilson T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bostwick D., Christopher L., David J., Denney J., Dorsemaine F., Drabkin N., Grenier D., Johnston D., Lambert D., Munro H., Plouffe L., Racine A., Skabar L.	
Ministère de la Défense nationale	
Cockburn Dr. J., Gervais M., Hodge S., McBride C.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Chen H.Y., Riochet J.-F., Situ M., Wei S., Zhu K.	
Agriculture et Agroalimentaire Canada	
Gairdner A., MacKay T.	
Autres	
Chan T., Choy A., Harper L., Lee J., Lee Hon. P., Leong P., Muntean M., Oh V.	
Visite du Premier ministre à Copenhague (Danemark) - 15e Sommet des Nations Unies sur le changement climatique (COP15)	*241 166*
Chambre des communes	
Harper Le très hon. S.J., Prentice Hon. J.	
Cabinet du Premier ministre	
Barrett A., Di Mambro J., Giorno G., Hunt J., Lindia G., MacDougall A., McGuigan A., Nauta R., Plouffe M.-A., Soudas D., Ransom J., Staley S.,Wallace A., White M., Williamson J.	
Bureau du Conseil privé	
Bazinet E., Carrière C., Cloutier B., Drake D., Hallman D., Jean D., Larocque D., Legros G., Olson K., Prusakowski T.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Couroux G., Munro H.	
Ministère de la Défense nationale	
Chambers T., Patterson Dr. J., Pellerin M., Pelletier P.	
Environnement Canada	
Baril F, Grenier C., Kelly S., Rodgers B.	
Autre	
Muntean M.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	$
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du Premier ministre à Washington (É.-U.) - Sommet sur la sécurité nucléaire	*12 302*
Cabinet du Premier ministre	
Bourbeau O., Brown A., Molaro N.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Lambert D.	
Frais initiaux pour la visite du Premier ministre à Bruxelles (Belgique) - Sommet Canada-Union européenne, à La Haye (Pays-Bas) - 65e Anniversaire de la libération des Pays-Bas, à Zagreb (Croatie) et à Moscou (Russie) - Victory Day	*113 245*
Visite de la Gouverneure générale à Kyïv et Lviv (Ukraine), et Oslo et Tromso (Norvège)	*466 624*
Jean M. Son Excellence la très hon.	
Lafond M. J-D. Son Excellence	
Résidence de la Gouverneure générale	
Anctil N., Barangé S., Bégin N., Blouin M., Cook S.M., Flegel P., Létourneau M.-È., MacIntyre C., Marchand A.-B., Mousseau D., Morin J.-P., Rousselle N., Steals M., Vaillant J., Vernet L.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bates P., Caron Amb. D.G., Hague R., Lachance A., Larocque C., Lessard M., Lortie L., Menzies J., Peck R., Richardson A., Stirk Amb. J.	
Ministère de la Défense nationale	
Caron Capt. C., Cooper Cpl. S., Gijzen Lt. (N) L., Gouin Sgt. S., Le Scelleur Capt. H., Lévesque Lt. (N) F., Néron MCpl. J.-F., Pronovost Pte. D., Warren WO I.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Dmytryshyn I., Druzenko O., Fedossova N., Kovaltchouk B., Malanchuk M., Rismo B., Schjoth-Iversen M.-C., Shulah V	
Autres	
Aparicio M.T., Brueggergosman M., Bull H., Cloutier S., Cook S.-M., Cross D., Dougherty I., Grod P., Meehan P., Osutei N., Verreault J., White K.	
Visite de la Gouverneure générale à Mexico (Mexique), Guatemala (Guatemala) et San José (Costa Rica)	*479 153*
Jean M. Son Excellence la très hon.	
Lafond M. J-D. Son Excellence	
Résidence de la Gouverneure générale	
Anctil N., Barangé S., Bégin N., Blouin M., Caron L., Cook S.M., Flegel P., Lemieux R., MacIntyre C., Marchand A.-B., Mousseau D., Plouffe L., Rocheleau J., Steals M., Vaillant J.	
Chambre des communes	
Kent Hon. P.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Butler K., Gauthier R., Guérin M., Guilbeault M., Huot-Bolduc F., Johnston E., Lambert J., Lemieux P., Lessard M.V., Lévêque A., Moffett S., Patterson K., Peck R., Reinecke K.J.	
Ministère de la Défense nationale	
Brais Capt. C., Bristol Pte. D., Cunningham Sgt. J., Garand LtCol. Dr. L., Gouin Sgt. S., Kuelz MCpl. E., Néron MCpl. J.-F., Paquet Pte. V., Therrien Capt. M., Van der Kamp Capt. L.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Asselin S., Chang-Castillo P., Del Castillo C., Guerrero N., Kuriansky D., Sarot R.	
Autres	
Craig R., El-Khoury Y., Ferrand C., Illauq N., Koebel J., Martinez Prof. A., McSorley T., Renaud M., Sheppard G.	
Visite de la Gouverneure générale à Ljubljana (Slovénie), Zagreb, Dubrovnik et Split (Croatie), et Athènes (Grèce)	*847 118*
Jean M. Son Excellence la très hon.	
Lafond M. J-D. Son Excellence	
Résidence de la Gouverneure générale	
Anctil N., Barangé S., Bégin N., Blouin M., Caron L., Flegel P., Lemieux R., Létourneau M.-È., MacIntyre C., Marchand A.-B., Mousseau D., Rousselle N., Vaillant J.	
Chambre des communes	
Housakos Sen. L.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Barry J.-D., Fairchild D., Guimon P., Hage R.E., Lachance A., Lambert D., Lemieux P., Lessard M.V., Loughlin Amb. E., Patenaude I., Peck R., Pinnington P., Yu E.	
Ministère de la Défense nationale	
Duplantie Pte. N., Gairy Pte. K., Gijzen Lt. (N) L., Gouin Sgt. S., Goulard MCpl. J.-P., Kuelz MCpl. E., Lévesque Lt. (N) F., Néron MCpl. J.-F., Therrien Capt. M., Van der Kamp Capt. L.	
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	
Ball M., Drazenovic-Carrieri M., Kontokonti A., Planinsec U., Xyla K., Youssef F.	
Autres	
Bragg C., George P., Gerolymatos A., Koumettis N., Lafond M.-É., Lapointe S., Loughlin S., McDonald C., Pazira N., Sicuro L., Walker K., Zarikos D.	
Visite de la Gouverneure générale à Paris (France) - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	*16 100*
Jean M. Son Excellence la très hon.	
Lafond M. J-D. Son Excellence	
Résidence de la Gouverneure générale	
Blouin M., Lemieux R., Marchand A.-B.	
Ministère de la Défense nationale	
Brais Maj. C., Gouin Sgt. S.	
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite officielle de la Gouverneure générale à Dakar (Sénégal), Kinshasa (Congo), Kigali (Rwanda), et la visite officielle à Cap-Vert (Sal) (Cap-Vert)	*389 199*
Résidence de la Gouverneure générale	
Anctil N., Cloutier A., Mousseau D.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Guérin M., Lessard M.V., Peck R., Racine R.	
Ministère de la Défense nationale	
Brais Maj. C., Courtemanche C.	
Commémoration du début de la Seconde Guerre mondiale à Gdánsk (Pologne)	*17 368*
Chambre des communes	
Thompson Hon. G.	
Anciens Combattants Canada	
Taylor C.	
Investiture du président Jacob Zuma à Pretoria (Afrique du Sud)	*39 367*
Chambre des communes	
Obhrai D., Silva M.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Whitehead D.	
Investiture du président Tsakhia Elbegdorj à Ulaanbaatar (Mongolie)	*10 946*
Chambre des communes	
Andreychuk Sen. R.	
Investiture du président Ricardo Martinelli à Panama (Panama)	*11 402*
Sénat du Canada	
LeBreton Sen. M., Melo S.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Suite*

	$
Investiture du président Rafael Corria à Quito (Équateur)	*6 570*
Chambre des communes Lunney J.	
Investiture du président élu Evo Morales à La Paz (Bolivie)	*21 986*
Chambre des communes Kent Hon. P. Affaires étrangères et Commerce international Canada Cayer R., Guérin M., Marder J., McIntosh N.	
Investiture du président Ivo Josipovic à Zagreb (Croatie)	*5 261*
Chambre des communes Yelich Hon. L. Diversification de l'économie de l'Ouest Hutniak L.	
Investiture du président Viktor Yanukovych à Kiev (Ukraine)	*22 311*
Chambre des communes Kent Hon. P. Affaires étrangères et Commerce international Canada Berlanga P., Gagnon Y.	
Investiture du président élu Jose Mujica à Montevideo (Uruguay)	*8 607*
Chambre des communes Andreychuk Sen. R.	
Investiture du président élu Sebastian Piñera à Valparaíso (Chili)	*17 946*
Chambre des communes Kent Hon. P. Affaires étrangères et Commerce international Canada Guérin M.	
Funérailles nationales de l'ex-président Kim Dae-jung à Séoul (Corée du Sud)	*9 213*
Chambre des communes Devolin B. Affaires étrangères et Commerce international Canada Hong P.	
Funérailles nationales du sénateur Edward Kennedy à Boston (Massachusetts)	*5 316*
Chambre des communes Kent Hon. P. Affaires étrangères et Commerce international Canada Johnston E.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Charm el-Cheikh (Égypte) - Conférence de soutien à l'économie palestinienne pour la reconstruction de Gaza	*190*
Affaires étrangères et Commerce international Canada Lantsman M.	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Medellín (Colombie) - 50e Réunion annuelle des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement	*2 898*
Affaires étrangères et Commerce international Canada Marder J., Newcomb B.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à La Haye (Pays-Bas) - Conférence internationale sur l'Afghanistan	*10 972*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Brodeur Y., Gibbins, C., Hoffman R., Munro H., Sarafian N., Terrien P.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Addis-Abeba (Éthiopie) - 14e Sommet de l'Union Africaine (Sommet UA)	*28 427*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Racine A., Terrien P., Watts R.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	*63 035*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Brodeur Y., Cayer R., Sarafian N., Terrien P., Watts R., Whiting S.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Corfou (Grèce) - Réunion des ministres du Conseil de l'OTAN-Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)	*32 158*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Beaulieu Y., Linteau L Col. P., Pecora J., Racine A., Sarafian N., Swords C., Terrien P.	
11e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	*53 394*
Affaires étrangères et Commerce international Canada Bach E., Berry V., McCulloch M., Ulmer D.	
Ministre du Commerce international (MINT) à Genève (Suisse) - 7e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	*35 302*
Chambre des communes Day Hon. S. Affaires étrangères et Commerce international Canada Demarais P., Drabkin N., McCaskill A., Theodore N.	
Forum annuel de l'Alliance des civilisations des Nations Unies (ADCNU) à Istanbul (Turquie)	*24 817*
Chambre des communes Obhrai D. Affaires étrangères et Commerce international Canada Giokas G.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Istanbul (Turquie) - Conférence des amis d'un Pakistan démocratique	*51 235*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Giokas G., Lambert D., Kadim M., Lantsman M., MacKey T., Sarafian N., Terrien P. Bureau du Conseil privé Bossenmaier G.	
5e Réunion ministérielle de la Communauté de démocraties à Lisbonne (Portugal)	*26 244*
Chambre des communes Fletcher Hon. S. Affaires étrangères et Commerce international Canada Angell D., McQueen C. Bureau du Conseil privé McDougall D., McMillan M., Nicoll K., Wielgosz J.	
Forum mondial sur l'apprentissage et la technologie (comprend le séminaire « Moving Young Minds ») à Londres (Royaume-Uni)	*9 324*
Ministère de l'Éducation King Hon. D., Reid D.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Londres (Royaume-Uni) - Conférence de Londres sur l'Afghanistan	*50 017*
Chambre des communes Cannon Hon. L. Affaires étrangères et Commerce international Canada Brodeur Y., Loubier C., Norfolk A., Racine A., Terrien P., Watts R.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALESS—*Suite*

	$
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Marrakesh (Maroc) - Initiative du G8 pour le Moyen Orient élargi et l'Afrique du Nord (G8 BMENA) - Forum ministériel pour l'avenir	*8 689*
Chambre des communes	
Cannon Hon. L.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Loubier C., Paquin R., Sylvain C., Terrien P.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) et ministre de la Coopération internationale (MINE) à New York (É.-U.) - Conférence internationale pour les annonces de contributions pour Haïti	*17 188*
Chambre des communes	
Oda Hon.B., Rafferty J.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bugailiskis A., Cote A., Lambert D., Munro H., Marder J., Rivard Amb. G.	
Agence canadienne de développement international	
Mills A.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Délégation canadienne à New York (É.-U.) - 64e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU)	*403 720*
Chambre des communes	
Cannon Hon. L., Kent Hon. P.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Angell D., Bach E., Benson I., Bejzyk M., Boisclair M., Brodeur Y., Bugailiskis A., Crowe J., Dempsey G., Duplessis J., Flanagan S, Gartshore G., Grinius M., Guerin M., Heaton J., Hiebert D., Hong P., Hung K., Jacovella D., Jarvis F., Kessel A., Kutz G., Mach M., Major F., Martin B., Mcintosh N., Mergle C., Millington S., Mitchell A., Munro H., Nandkeolyar R., Nelson C., Robertson S., Russo M.-F., Sarafian N., Tan J., Ulmer D., Ventura C., Von Kaufmann J., Wittman P.	
25e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie à Paris (France)	*31 728*
Chambre des communes	
Verner Hon. J.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bilodeau J., Girard K., Nicoloff O., Savoie E.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Trieste (Italie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères du G8 et conférence Afghanistan-Pakistan	*73 787*
Chambre des communes	
Cannon Hon. L.,	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Allder S., Egyed P., Hall J., Martin B., McNiven A., Racine A., Riviere W., Sarafian N., Siemens R., Swords C., Terrien P.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Tromso (Norvège) - 6e Réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique	*70 134*
Chambre des communes	
Cannon Hon. L.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bronstein L., Brunet F., Kadas R., Loubier C., Munro H., Peters C., Vis K.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Washington (É.-U.) - Traité sur l'Antarctique/Conseil de l'Arctique	*9 363*
Chambre des communes	
Cannon Hon. L.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Munro H., Sarafian N., Vis K.	
Ministre de la Coopération internationale (MINE) à Washington (É.-U.) - Conférence des donateurs pour Haïti	*11 242*
Chambre des communes	
Oda Hon. B.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Denis R.	
Agence canadienne de développement international	
Cabrera E., Coates M.	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Cancun (Mexique) - 51e Réunion annuelle des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement (BID)	*34 357*
Chambre des communes	
Kent Hon. P., Rafferty J.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Ayotte D., Bugailiskis A., Guerin M., Hindle L., Laird H., Mcintosh N., Newcombe B., Sunderland S.	
Ministre du Commerce international (MINT) à New Delhi (Inde) - Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (annulation de MINT)	*14 063*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Keddy G., Mclean S.	
42e Conférence post-ministérielle de l'ANASE/16e Forum régional de l'ANASE (FRA) à Phuket (Thaïlande)	*40 440*
Chambre des communes	
Obhrai D.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Burger N., Lacasse J.-F., Pust A., Sinclair D., Tinkler S.	
Conseil ministériel de la 17e Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Athènes (Grèce)	*31 138*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Beaulieu Y., Brodeur Y., Dadic J., Gosal J., Gregory Amb. F., Michon A.-E., Pierre-Wade M., Whiting S.	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à Cartagena (Colombie) - Seconde conférence d'examen de la Convention d'Ottawa - « the Cartagena Summit on Mine-Free World »	*23 968*
Chambre des communes	
Kent Hon. P.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Benson I., des Rivières Amb. G., Drouin D., Schramm S.	
Ministre de la Coopération internationale (MINE) à Rome (Italie) - Sommet mondial des Nations Unies sur la sécurité alimentaire - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	*77 949*
Chambre des communes	
Allen M., Oda Hon. B., Valeriote F.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Cayer R., Kent D., Mackay J., Sloan J.	
Agence canadienne de développement international	
Bailey M., Fletcher J.,	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) à San Pedro Sula (Honduras) - 39e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA)	*51 831*
Chambre des communes	
Kent Hon. P., Rafferty J.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Beaulne L., Benson I., D'Costa P., Graeme C., Giroux P., Guy R., Kappagantula S., Kutz H., Lambert J., Machel S., Scarcia-White V.	
Frais initiaux pour la visite du ministre des Affaires étrangères (MINA) à Tallinn (Estonie) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	*24 800*
Ministre des Affaires étrangères (MINA) à Bruxelles (Belgique) - Réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN	*32*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Hong P.	

Affaires étrangères et Commerce international

FRAIS DE VOYAGE LIÉS À LA PARTICIPATION CANADIENNE AUX CONFÉRENCES ET RÉUNIONS INTERNATIONALES—*Fin*

	$
35e session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris (France)	*70 447*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bisson V.	
Conseil des ministres de l'Éducation	
David D.	
Autres	
Barot E., Berg K., Jean M., Lemieux A., McGifford Hon. D., Pollex H., Reichert H., Walden D.,	
13e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	*12 230*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bejkyk M., Berry V.	
12e session du Conseil des droits de l'homme (CDH) à Genève (Suisse)	*12 820*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Junke J., Ulmer D.	
Ministre du Commerce international (MINT) à Singapour (Singapour) - 15e APEC des ministres responsables du commerce (MRC)	*75 565*
Chambre des communes	
Day Hon. S.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bacile R., Chater J., Christie B., Coe A., Drabkin N., Gowling D., O'nions C., Preston T., Russo M.-F., Sloan J.	
Autre	
Day V.	
Réunion ministérielle du Conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris (France)	*27 726*
Chambre des communes	
Day Hon. S.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Clarke W., Drabkin N., Gowling D., Guerin M., Leclerc M.	
44e Conférence du Conseil de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (DCCOME) et 4e Réunion des ministres de l'Éducation (ASED) de l'Association des Nations de l'Asie du Sud Est (ANASE) à Phuket (Thaïlande)	*18 125*
Ministère de l'Éducation	
Auclair J.-V.	
Conseil des ministres de l'Éducation	
David D.	
Réunion informelle des ministres de l'Éducation de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Oslo (Norvège)	*14 143*
Ministère de l'Éducation	
Flynn R., Wynne Hon. K.	
Conseil des ministres de l'Éducation	
David D.	
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Beaulieu S.	
17e Conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth (CMEC) à Kuala Lumpur (Malaisie)	*42 943*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Crowe J., Greenshields C.	
Ministère de l'Éducation	
Kershaw J., Lydon B.	
Conseil des ministres de l'Éducation	
Avdyeyeva Y.	
Autres	
Boyko J., Fraser E.	
Conférence mondiale sur l'Éducation supérieure de l'UNESCO 2009 à Paris (France)	*16 226*
Conseil des ministres de l'Éducation	
David D.	
Autres	
Barot E., Ghiassi A., Milloy Hon. J.,	
6e Réunion des ministres de l'Éducation de l'Organisation des États américains (OEA) à Quito (Équateur)	*9 808*
Ministère de l'Éducation	
Bouikni S., Lowe Dr. A.	
Conseil des ministres de l'Éducation	
Mollow S.	
6e Conférence internationale sur l'Éducation des adultes (CONFINTEA VI) à Belém (Brésil)	*16 709*
Ministère de l'Éducation	
Gaudet E.	
Autres	
Barot E., Plett L., Tellez J.	
2e Forum de la politique de Bologne et Conférence d'anniversaire ministérielle à Vienne (Autriche)	*10 050*
Conseil des ministres de l'Éducation	
Beaudin Y., McGifford Hon. D., Rollins D.	
Frais initiaux pour la visite du ministre des Affaires étrangères (MINA) à New York (É.-U.) - Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) 2010	*692*
Jumelage ministériel	*26 899*
Chambre des communes	
Brison Hon. S., Chow Hon. O., Pearson G., Rae Hon. B.	
Ministre des Affaires étrangères (MINA) - Visites bilatérales (Agents de visites)	*60 168*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bacile R., Benson I., Boucher C., Lambert D., Munro H., Racine A.	
Ministre du Commerce international (MINT) - Visites bilatérales (Agents de visites)	*33 582*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bacile R., Guérin G., Munro H.	
Ministre de la Coopération internationale (MINE) - Visites bilatérales (Agents de visites)	*54 872*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Cayer R., Racine A.	
Ministre d'État des Affaires étrangères (Amériques) (MEAE) - Visites bilatérales (Agents de visites)	*51 800*
Affaires étrangères et Commerce international Canada	
Bacile R., Benson I., Guérin M.	

Ressources humaines et Développement des compétences
Ministère

PAIEMENTS D'INDEMNITÉS ET FRAIS D'ADMINISTRATION[1]

Détails	Paiements d'indemnités[2]	Frais d'administration[3]	Total des paiements
	$	$	$
Terre-Neuve-et-Labrador	2 907 399	1 116 288	4 023 687
Île-du-Prince-Édouard	537 084	166 816	703 900
Nouvelle-Écosse—Fédéral	8 182 716	1 937 616	10 120 332
Nouvelle-Écosse—Société de développement du Cap-Breton (SDCB)	13 468 794	2 283 144	15 751 938
Nouvelle-Écosse—SDCB (article 9a)	4 456 047	774 488	5 230 535
Nouvelle-Écosse—Vieille Silicose	303 080	51 364	354 444
Nouveau-Brunswick	3 147 194	702 230	3 849 424
Québec	18 525 730	4 164 418	22 690 148
Ontario	49 313 383	10 592 170	59 905 553
Manitoba	2 526 457	850 171	3 376 628
Saskatchewan	3 062 998	1 103 644	4 166 642
Alberta	7 679 763	2 228 063	9 907 826
Colombie-Britannique	10 265 829	4 727 470	14 993 299
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des marins marchands*	2 345		2 345
Frais juridiques, médicaux et professionnels relativement à l'indemnité pour accident de travail à la suite de réclamations obtenues de tiers	(74 519)		(74 519)
Paiements à l'égard d'employés engagés sur place hors du Canada (Section 7)	33 307		33 307
Les indemnités versées aux autres ministères du gouvernement pour les employés recrutés sur place hors du Canada	1 621		1 621
	124 339 228	30 697 882	155 037 110
Moins : recouvrements			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouvrés des organismes de l'État	55 724 161	17 160 663	72 884 824
Coûts de réclamations et frais d'administration recouvrés des autres ministères de l'État	36 525 018	7 306 826	43 831 844
Coûts de réclamations et frais d'administration recouvrés de l'assurance-emploi	427 500	85 500	513 000
Frais de sinistres recouvrés de tierce partie responsable (subrogation)	705 519		705 519
	93 382 198	24 552 989	117 935 187
Dépenses nettes[4]	30 957 030	6 144 893	37 101 923

[1] Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (voir le Sommaire du portefeuille ministériel de la section 22 du volume II).

[2] Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :
a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et
c) les employés des mines maintenant dirigées par la Société de développement du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

[3] Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.
Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont examinées par les commissions provinciales des accidents de travail sur les fonds avancés par le gouvernement fédéral.
Les réclamations des employés résidant dans les Territoires du Nord-Ouest au Yukon et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

[4] Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités relatifs à des employés de l'État et des marins marchands.

Parlement
Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2009-2010

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	$	$	$
Adams W, Nunavut[1]	29 768	38 358	17 391
Andreychuk R, Sask	132 300	80 246	91 229
Président de comité	8 952		
Vice-président de comité	4 200		
Angus W D, Qc	132 300	33 452	140 233
Président de comité	8 981		
Atkins N K, Ont[1]	31 605	14 215	29 462
Bacon L, Qc[1]	52 635	22 840	57 230
Président de comité	4 416		
Baker G, T-N-L	132 300	147 052	117 388
Banks T, Alb	132 300	118 888	143 686
Biron M, Qc[1]		1 510	
Boisvenu P-H, Qc	23 117	6 264	8 275
Brazeau P, Qc	132 300	27 634	130 267
Brown B, Alb	132 300	163 620	150 694
Bryden J G, N-B[1]	77 175	43 095	51 277
Callbeck C S, Î-P-É	132 300	41 570	147 543
Campbell L W, C-B	132 300	63 734	132 491
Carignan C, Qc	78 953	15 659	78 776
Carstairs S, Man	132 300	122 238	150 051
Président de comité	3 372		
Champagne A, Qc	132 300	35 164	124 097
Vice-président de comité	4 441		
Chaput M, Man	132 300	95 221	144 991
Président de comité	8 802		
Cochrane E M, T-N-L	132 300	100 481	139 356
Vice-président de comité	4 185		
Comeau G J, N-É	132 300	123 492	61 990
Leader adjoint du gouvernement	36 000		
Cook J, T-N-L[1]	67 928	49 078	74 219
Cools A C, Ont	132 300	49 095	151 352
Corbin E G, N-B[1]	44 456	8 459	29 002
Cordy J, N-É	132 300	107 655	89 493
Cowan J, N-É	132 300	137 165	133 148
Leader de l'opposition	36 000		
Dallaire R, Qc	132 300	52 944	149 953
Vice-président de comité	256		
Dawson D, Qc	132 300	67 970	128 820
Président de comité	3 894		
Day J A, N-B	132 300	104 063	149 778
Président de comité	8 952		
De Bané P, Qc	132 300	21 526	97 499
Demers J, Qc	78 953	10 507	52 406
Di Nino C, Ont	132 300	54 314	124 392
Whip du gouvernement	2 775		
Whip adjoint du gouvernement	4 200		
Président de comité	9 131		
Dickson F, N-É	132 300	45 879	79 343
Downe P E, Î-P-É	132 300	63 929	147 221
Duffy M, Î-P-É	132 300	105 437	148 748
Dyck L E, Sask	132 300	73 393	103 015
Vice-président de comité	331		
Eaton N, Ont	132 300	57 188	115 678
Eggleton A, Ont	132 300	89 425	116 071
Président de comité	8 922		
Eyton J T, Ont[1]	36 987	26 414	45 177
Président de comité	3 103		
Fairbairn J, Alb	132 300	103 674	142 809
Vice-président de comité	4 185		
Finley D, Ont	78 953	25 270	69 156
Fortin-Duplessis S, Qc	132 300	48 612	141 391
Fox F, Qc	132 300	26 156	141 401
Fraser J, Qc	132 300	38 991	125 377
Président de comité	8 952		
Frum L, Ont	78 953	48 708	96 186
Furey G, T-N-L	132 300	117 515	147 545
Président de comité	10 491		
Vice-président de comité	298		
Gerstein I, Ont	132 300	56 989	147 338
Vice-président de comité	4 516		
Goldstein Y, Qc[1]	14 581	20 827	27 329
Vice-président de comité	617		
Grafstein J S, Ont[1]	99 581	52 024	147 116
Greene Raine N, C-B	132 300	99 685	81 803
Greene S, N-É	132 300	92 849	113 555
Whip adjoint du gouvernement	1 400		
Harb M, Ont	132 300	33 296	151 606
Hervieux-Payette C, Qc	132 300	43 438	138 378
Vice-président de comité	3 869		
Housakos L, Qc	132 300	21 144	69 488
Vice-président de comité	346		
Hubley E, Î-P-É	132 300	112 481	132 447
Whip adjoint de l'opposition	3 100		
Jaffer M S B, C-B	132 300	156 486	150 011
Vice-président de comité	4 441		
Johnson J G, Man	132 300	120 035	143 583
Président de comité	507		
Vice-président de comité	4 185		
Joyal S, Qc	132 300	11 616	149 401
Président de comité	8 325		
Kenny C, Ont	132 300	68 996	150 921
Président de comité	8 295		
Keon W J, Ont	132 300	65 627	114 379
Vice-président de comité	5 886		
Kinsella N A, N-B	132 300	69 742	147 918
Président du Sénat	55 200		
Kochhar V, Ont	23 117	6 914	10 768
Lang D, Yn	132 300	116 084	138 043
Lapointe J, Qc	132 300	29 735	144 884
Lavigne R, Qc	132 300	43 959	88 003
Lebreton M, Ont	132 300	835	117 216

Parlement
Sénat

ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DE FONCTIONS, FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RECHERCHE PAYÉS EN 2009-2010—*Fin*

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
	$	$	$
Losier-Cool R-M, N-B	132 300	156 488	151 700
Président Pro Tempore	22 800		
Lovelace-Nicholas S M, N-B	132 300	112 479	123 061
Macdonald M L, N-É	132 300	119 345	132 397
Mahovlich F W, Ont	132 300	117 072	107 759
Manning F, T-N-L	132 300	224 876	113 602
Marshall E, T-N-L	23 117	34 555	17 853
Martin Y, C-B	132 300	190 346	144 320
Massicotte P J, Qc	132 300	25 546	80 865
McCoy E, Alb	132 300	76 565	148 050
Meighen M A, Ont	132 300	75 634	142 730
Président de comité	8 952		
Mercer TM, N-É	132 300	168 706	149 302
Président du caucus de l'opposition	5 600		
Merchant P, Sask	132 300	116 170	126 654
Milne L, Ont[1]	92 468	70 967	86 422
Mitchell G, Alb	132 300	144 513	129 945
Vice-président de comité	4 531		
Mockler P, N-B	132 300	74 223	158 592
Président de comité	8 981		
Moore W P, N-É	132 300	107 464	150 712
Munson J, Ont	132 300	81 216	141 098
Whip de l'opposition	6 500		
Vice-président de comité	4 606		
Murray L, Ont	132 300	36 179	96 600
Nancy R, Ont	132 300	70 302	119 153
Neufeld R, C-B	132 300	140 376	88 306
Nolin P C, Qc	132 300	64 503	150 800
Vice-président de comité	4 185		
Ogilvie K K, N-É	78 953	77 386	46 523
Vice-président de comité	316		
Oliver D H, N-É	132 300	106 525	150 019
Président de comité	8 295		
Patterson D G, Nunavut	78 953	122 312	99 910
Vice-président de comité	241		
Pépin L, Qc	132 300	63 929	140 597
Peterson R W, Sask	132 300	117 650	131 213
Pitfield P M, Ont	132 300		80 373
Plett D N, Ont	78 953	116 454	67 320
Poirier R-M, N-B	11 419	10 762	14 727
Poulin (Charette) M-P, Ont	132 300	30 097	130 787
Poy V, Ont	132 300	123 726	145 342
Prud'homme M, Qc[1]	87 833	31 685	95 670
Ringuette P, N-B	132 300	76 370	136 146
Rivard M, Qc	132 300	56 701	145 592
Rivest J-C, Qc	132 300	18 084	72 956
Robichaud F, N-B	132 300	89 615	117 628
Vice-président de comité	346		
Rompkey W, T-N-L	132 300	107 437	135 656
Président de comité	8 773		
Runciman B, Ont	23 117	4 325	15 635
Segal H, Ont	132 300	49 741	140 241
Seidman J, Qc	78 953	15 792	66 894
Sibbeston N G, TN-O	132 300	262 005	142 202
Vice-président de comité	4 185		
Smith D P, Ont	132 300	43 829	130 616
Président de comité	477		
Vice-président de comité	4 185		
Spivak M, Man[1]	36 987	42 453	48 940
St. Germain G, C-B	132 300	170 726	146 700
Président de comité	8 952		
Stewart Olsen C, N-B	78 953	29 777	44 477
Stollery P A, Ont	132 300	62 818	148 734
Vice-président de comité	4 516		
Stratton T, Man	132 300	120 192	130 850
Whip du gouvernement	8 325		
Président de comité	8 295		
Vice-président de comité	241		
Tardif C, Alb	132 300	121 404	138 695
Leader adjoint de l'opposition	22 800		
Tkachuk D, Sask	132 300	112 850	141 846
Président du caucus du gouvernement	6 500		
Vice-président de comité	5 284		
Président de comité	627		
Wallace J D, N-B	132 300	93 244	91 230
Président de comité	2 536		
Vice-président de comité	331		
Wallin P, Sask	132 300	121 499	146 150
Président de comité	507		
Vice-président de comité	4 185		
Watt C, Qc	132 300	131 967	150 136
Zimmer R A A, Man	132 300	152 632	146 875
Total	13 977 366	8 942 374	13 180 395

[1] Sénateurs qui ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice 2009-2010, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice précédent.

Parlement
Chambre des communes
ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2009-2010

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement[1]
	$	$
Abbott L'hon J	157 731	179 722
Ablonczy L'hon D	157 731	141 429
Aglukkaq L'hon L	157 731	137 022
Albrecht H	157 731	76 560
Indemnité à titre de whip suppléant gouvernement	11 165	
Allen M	157 731	89 950
Allen Mike	157 731	93 109
Allison D	157 731	112 275
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Ambrose L'hon R	157 731	50 839
Anders R.	157 731	113 762
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 248	
Anderson DL	157 731	166 453
André G	157 731	66 369
Andrews S	157 731	184 912
Angus C	157 731	139 696
Armstrong S	62 216	35 016
Arthur A	157 731	45 772
Ashfield L'hon K	157 731	77 017
Ashton N	157 731	165 792
Asselin G	157 731	106 233
Atamanenko A	157 731	175 972
Bachand C	157 731	61 885
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Bagnell L'hon L	157 731	158 904
Bains L'hon N	157 731	135 345
Baird L'hon J	157 731	6 587
Beaudin J	157 731	52 253
Bélanger L'hon M	157 731	31 263
Indemnité à titre de vice-président de comité	351	
Bellavance A	157 731	79 083
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 584	
Bennett L'hon C	157 731	158 843
Benoit L	157 731	119 492
Indemnité à titre de président de comité	8 974	
Bernier L'hon M	157 731	90 068
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Bevilacqua L'hon M	157 731	120 377
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Bevington D	157 731	211 520
Bezan J	157 731	143 854
Indemnité à titre de président de comité	8 974	
Bigras B	157 731	43 101
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Black D.	5 696	12 210
Blackburn L'hon J-P	157 731	118 487
Blais R	157 731	204 141
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 614	
Blaney S	157 731	78 210
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Block K	157 731	119 619
Bonsant F	157 731	41 911
Bouchard R	157 731	131 891
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Boucher S	157 731	38 896
Boughen R	157 731	137 749
Bourgeois D	157 731	39 262
Braid P	157 731	78 341
Breitkreuz G.	157 731	157 593
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Brison L'hon S	157 731	164 892
Brown G	157 731	61 794
Brown L	157 731	85 617
Brown P	157 731	109 829
Bruinooge R	157 731	114 741
Brunelle P.	157 731	43 044
Byrne L'hon G	157 731	186 550
Cadman D.	157 731	190 248
Calandra P	157 731	70 823
Calkins B	157 731	140 854
Cannan R	157 731	97 608
Cannis J	157 731	51 697
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Cannon L'hon L	157 731	30 839
Cardin S	157 731	45 163
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 248	
Carrie C	157 731	49 770
Carrier R.	157 731	32 282
Casey B	13 144	10 248
Casson R	157 731	196 853
Indemnité à titre de président de comité	8 344	
Charlton C	157 731	82 119
Indemnité à titre de whip suppléante autre parti d'opposition	5 684	
Chong L'hon M	157 731	63 295
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Chow O.	157 731	84 588
Christopherson D.	157 731	82 379
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Clarke R	157 731	184 398
Clement L'hon T	157 731	95 994
Coady S	157 731	149 887
Coderre L'hon D	157 731	77 786

Parlement
Chambre des communes
ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2009-2010—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement[1]
	$	$
Comartin J	157 731	108 424
Indemnité à titre de leader parlementaire adjoint autre parti d'opposition	5 684	
Cotler L'hon I.	157 731	63 897
Crête P	22 048	15 375
Indemnité à titre de vice-président de comité	795	
Crombie B	157 731	112 957
Crowder J	157 731	120 570
Indemnité à titre de présidente de caucus autre parti d'opposition	5 684	
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 569	
Cullen N	157 731	248 371
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Cummins JM	157 731	167 091
Cuzner R.	157 731	214 439
Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle	28 420	
D'Amours J-C	157 731	139 294
Davidson P	157 731	95 698
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 569	
Davies D	157 731	153 426
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 173	
Davies E	157 731	187 103
Indemnité à titre de leader parlementaire autre parti d'opposition	15 834	
Day L'hon S	157 731	137 111
DeBellefeuille C	157 731	50 315
Indemnité à titre de whip suppléante autre parti d'opposition	5 684	
Dechert B	157 731	69 491
Del Mastro D	157 731	83 707
Demers N	157 731	54 048
Deschamps J.	157 731	70 360
Desnoyers L	157 731	62 331
Devolin B	157 731	93 852
Indemnité à titre de vice-président adjoint des comités pléniers	15 834	
Dewar P	157 731	19 464
Dhaliwal S	157 731	160 549
Dhalla R	157 731	118 387
Dion L'hon S	157 731	63 321
Donnelly F	62 216	60 865
Dorion J	157 731	34 220
Dosanjh L'hon U	157 731	183 975
Dreeshen E	157 731	125 414
Dryden L'hon K	157 731	106 893
Duceppe G	157 731	125 022
Indemnité à titre de chef autre parti d'opposition	53 694	
Dufour N	157 731	49 204
Duncan J.	157 731	126 992
Duncan K	157 731	88 108
Duncan L	157 731	130 749
Dykstra R	157 731	93 898
Easter L'hon W	157 731	175 276
Eyking L'hon M.	157 731	161 783
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 584	
Faille M	157 731	45 147
Fast E	157 731	122 511
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Finley L'hon D.	157 731	49 803
Flaherty L'hon J.	157 731	81 282
Fletcher L'hon S	157 731	152 166
Folco R.	157 731	81 979
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 614	
Foote J	157 731	262 575
Freeman C	157 731	50 127
Fry L'hon H	157 731	186 061
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Gagnon C	157 731	70 404
Indemnité à titre de leader parlementaire adjointe autre parti d'opposition	5 684	
Galipeau R	157 731	21 447
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 355	
Gallant C	157 731	38 608
Garneau M	157 731	46 465
Gaudet R.	157 731	88 113
Généreux B	62 216	28 889
Glover S	157 731	105 998
Godin Y	157 731	133 797
Indemnité à titre de whip en chef autre parti d'opposition	11 165	
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Goldring P	157 731	137 320
Goodale L'hon RE	157 731	195 260
Indemnité à titre de leader parlementaire Opposition officielle	39 179	
Goodyear L'hon G	157 731	38 472
Gourde J	157 731	91 725
Gravelle C	157 731	93 278
Grewal N	157 731	154 329
Guarnieri L'hon A	157 731	74 537
Guay M.	157 731	60 600
Guergis L'hon H	157 731	118 007
Guimond C	157 731	114 961

Parlement
Chambre des communes
ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2009-2010—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement[1]
	$	$
Guimond M	157 731	131 488
Indemnité à titre de whip en chef autre parti d'opposition	11 165	
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 691	
Hall Findlay M.	157 731	94 283
Harper Le très hon S	157 731	74 613
Harris J	157 731	135 465
Indemnité à titre de vice-président de comité	347	
Harris RM	157 731	206 426
Hawn L	157 731	140 669
Hiebert R	157 731	163 226
Indemnité à titre de vice-président de comité	2 810	
Hill L'hon J	157 731	194 910
Hoback R	157 731	166 203
Hoeppner C	157 731	154 914
Indemnité à titre de présidente de comité	720	
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	1 406	
Holder E	157 731	93 741
Holland M	157 731	139 404
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Hughes C	157 731	131 621
Hyer B	157 731	121 779
Ignatieff L'hon M	157 731	212 927
Indemnité à titre de chef Opposition officielle	75 516	
Jean B	157 731	83 286
Jennings L'hon M	157 731	47 579
leader parlementaire adjointe Opposition officielle	15 834	
Julian P	157 731	156 970
Kamp R.	157 731	155 805
Kania A	157 731	69 935
Indemnité à titre de président de comité	8 554	
Karygiannis L'hon J	157 731	53 412
Keddy G	157 731	145 977
Kennedy G	157 731	88 070
Kenney L'hon JT	157 731	104 055
Kent L'hon P	157 731	62 667
Kerr G.	157 731	104 805
Komarnicki E	157 731	78 912
Kramp D	157 731	68 043
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Laforest J-Y	157 731	86 722
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Laframboise M.	157 731	78 336
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Lake M	157 731	107 255
Lalonde F	157 731	40 719
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	3 652	
Lauzon G	157 731	50 244
Indemnité à titre de président de caucus gouvernement	11 165	
Lavallée C	157 731	56 980
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 569	
Layton L'hon J	157 731	265 512
Indemnité à titre de chef autre parti d'opposition	53 694	
Lebel L'hon D	157 731	94 847
LeBlanc L'hon D	157 731	174 899
Lee D	157 731	68 009
Indemnité à titre de président de comité	5 520	
Lemay M	157 731	130 215
Lemieux P	157 731	42 028
Leslie M	157 731	133 016
Lessard Y	157 731	56 582
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 614	
Lévesque Y	157 731	196 526
Lobb B	157 731	58 811
Lukiwski T	157 731	155 709
Lunn L'hon GV	157 731	114 665
Lunney J	157 731	173 014
MacAulay L'hon L	157 731	186 106
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 614	
MacKay L'hon PG	157 731	59 462
MacKenzie D	157 731	64 119
Malhi L'hon G	157 731	60 038
Malo L	157 731	47 946
Maloway J	157 731	74 142
Mark IM	157 731	121 391
Marston W	157 731	109 844
Martin A	157 731	135 772
Martin L'hon K	157 731	71 081
Martin PD.	157 731	171 641
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 584	
Masse B	157 731	137 193
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 355	
Mathyssen I	157 731	116 060
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 599	
Mayes C	157 731	145 130
McCallum L'hon J	157 731	140 636
McColeman P.	157 731	80 374
McGuinty D	157 731	21 805
Indemnité à titre de vice-président de comité	321	
McKay L'hon J	157 731	97 997

Parlement
Chambre des communes
ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2009-2010—*Suite*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement[1]
	$	$
McLeod C.	157 731	140 087
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	351	
McTeague L'hon D	157 731	86 141
Ménard R	72 732	12 147
Indemnité à titre de vice-président de comité	2 621	
Ménard S	157 731	39 124
Indemnité à titre de vice-président de comité	1 773	
Mendes A	157 731	38 219
Menzies T.	157 731	151 216
Merrifield L'hon R	157 731	124 552
Miller L	157 731	133 316
Indemnité à titre de président de comité	9 004	
Milliken L'hon P	157 731	22 524
Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes	75 516	
Minna L'hon M	157 731	126 235
Moore L'hon J	157 731	180 599
Moore L'hon R.	157 731	126 964
Mourani M	157 731	28 002
Mulcair T	157 731	89 402
Murphy B	157 731	129 081
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Murphy L'hon S.	157 731	100 971
Indemnité à titre de président de comité	8 974	
Murray J	157 731	151 655
Indemnité à titre de vice-présidente de comité	4 569	
Nadeau R	157 731	30 131
Neville L'hon A	157 731	172 947
Nicholson L'hon R	157 731	68 183
Norlock R.	157 731	48 329
Obhrai D.	157 731	149 091
O'Connor L'hon G.	157 731	1 518
Indemnité à titre de whip en chef gouvernement	28 420	
Oda L'hon B.	157 731	30 956
Oliphant R	157 731	122 364
Indemnité à titre de vice-président de comité	1 650	
O'Neill-Gordon T	157 731	112 883
Ouellet C	157 731	70 615
Pacetti M	157 731	73 616
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Paillé D.	62 216	19 371
Indemnité à titre de vice-président de comité	351	
Paillé P-P	157 731	84 232
Paquette P.	157 731	56 026
Indemnité à titre de leader parlementaire autre parti d'opposition	15 834	
Paradis L'hon C	157 731	78 960
Patry B	157 731	37 876
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Payne LV	157 731	191 694
Pearson GD	157 731	169 915
Petit D.	157 731	56 838
Plamondon L	157 731	92 152
Indemnité à titre de président de caucus autre parti d'opposition	5 684	
Poilievre P	157 731	22 440
Pomerleau R.	157 731	50 720
Prentice L'hon J.	157 731	185 000
Preston J.	157 731	72 071
Indemnité à titre de président de comité	9 214	
Proulx M	157 731	12 693
Indemnité à titre de whip suppléant Opposition officielle	11 165	
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 691	
Rae L'hon B	157 731	123 331
Rafferty J	157 731	143 128
Raitt L'hon L	157 731	79 729
Rajotte J	157 731	151 265
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Ratansi Y	157 731	87 761
Indemnité à titre de présidente de comité	3 271	
Rathgeber B	157 731	149 435
Regan L'hon GP.	157 731	131 114
Reid S.	157 731	5 909
Indemnité à titre de leader parlementaire adjoint gouvernement	15 834	
Richards B	157 731	165 396
Richardson L	157 731	192 534
Indemnité à titre de président de comité	9 034	
Rickford G	157 731	202 616
Ritz L'hon G	157 731	147 530
Rodriguez P	157 731	66 065
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Rota A.	157 731	107 697
Indemnité à titre de président de caucus Opposition officielle	11 165	
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 599	
Roy J-Y	157 731	81 178
Russell T	157 731	255 633
Indemnité à titre de vice-président de comité	4 569	
Savage M	157 731	133 503
Savoie D.	157 731	121 338
Indemnité à titre de vice-présidente des comités pléniers.	15 834	

Parlement
Chambre des communes
ÉTAT DES INDEMNITÉS DE SESSION ET DES FRAIS DE DÉPLACEMENT PAYÉS EN 2009-2010—*Fin*

Député de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement[1]
	$	$
Saxton A.	157 731	130 214
Scarpaleggia F.	157 731	61 387
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 248	
Scheer A.	157 731	126 153
Indemnité à titre de vice-président de la Chambre et président des comités pléniers.	39 179	
Schellenberger GR	157 731	66 135
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
Sgro L'hon J.	157 731	108 943
Indemnité à titre de vice-présidente de comité.	2 810	
Shea L'hon G	157 731	61 789
Shipley B	157 731	143 574
Shory D	157 731	173 020
Siksay WL	157 731	121 351
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 569	
Silva M.	157 731	115 631
Simms S	157 731	201 770
Indemnité à titre de vice-président de comité.	16	
Simson M.	157 731	47 501
Smith J	157 731	160 864
Indemnité à titre de présidente de comité.	8 974	
Sorenson K.	157 731	173 594
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
St-Cyr T	157 731	37 272
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 569	
Stanton B	157 731	79 728
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
Stoffer P	157 731	96 209
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 569	
Storseth B.	157 731	222 803
Strahl L'hon C	157 731	191 638
Sweet D	157 731	77 428
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
Szabo P.	157 731	69 639
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
Thi Lac E-MT	157 731	82 576
Thibeault G	157 731	98 358
Thompson L'hon G	157 731	84 362
Tilson D	157 731	71 644
Indemnité à titre de président de comité.	8 974	
Toews L'hon V.	157 731	124 869
Tonks A	157 731	78 714
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 569	
Trost B	157 731	148 853
Trudeau J	157 731	110 104
Tweed M.	157 731	152 970
Indemnité à titre de président de comité.	9 034	
Uppal T.	157 731	121 083
Valeriote F	157 731	75 324
Van Kesteren D	157 731	104 481
Van Loan L'hon P	157 731	62 614
Vellacott M.	157 731	113 019
Verner L'hon J	157 731	68 275
Vincent R	157 731	50 344
Volpe L'hon J	157 731	81 864
Indemnité à titre de vice-président de comité.	4 599	
Wallace M	157 731	79 593
Warawa M	157 731	140 135
Warkentin C	157 731	136 660
Indemnité à titre de vice-président de comité.	336	
Wasylycia-Leis J	157 731	150 599
Indemnité à titre de vice-présidente de comité.	4 569	
Watson J	157 731	129 529
Weston J	157 731	112 477
Weston R	157 731	93 142
Indemnité à titre de président de comité.	9 064	
Wilfert L'hon B	157 731	118 898
Indemnité à titre de vice-président de comité.	9 168	
Wong A.	157 731	123 023
Woodworth S	157 731	51 221
Wrzesnewskyj B	157 731	53 665
Yelich L'hon L.	157 731	157 889
Young T	157 731	110 677
Zarac L	157 731	48 501
Indemnité à titre de vice-présidente de comité.	4 248	
Anciens députés[2]		51 246
Total	49 369 309	32 943 305

[1] Cette colonne exclut :
- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lorsqu'en service ministériel commandé. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 10 de ce volume intitulé "Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires";
- les frais de déplacement des membres au service de divers comités parlementaires;
- toutes les dépenses du ministère de la Défense nationale pour l'utilisation des avions de propriété de l'État; et
- tous les frais de déplacement des membres pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de cette section intitulé "Affaires étrangères et Commerce international - Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales".

[2] Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

Parlement
Chambre des communes

TRAITEMENTS DES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES DES MINISTRES PAYÉS EN 2009-2010

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
		$
Abbott	ministre de la Coopération internationale	15 834
L'hon J		
Anderson DL	ministre des Ressources naturelles et pour la Commission canadienne du blé	15 834
Boucher S	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles (Condition féminine)*	6 342
	ministre d'État (Condition féminine)*	9 492
Carrie C	ministre de la Santé	15 834
Dechert B	ministre de la Justice	1 149
Del Mastro D	ministre du Patrimoine canadien	15 834
Duncan J	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	15 834
Dykstra R	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	15 834
Glover S	ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles (Langues officielles)*	15 834
Gourde J	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et du ministre du Revenu national	15 834
Hawn L	ministre de la Défense nationale	15 834
Jean B	ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités	15 834
Kamp R	ministre des Pêches et des Océans	15 834
Keddy G	ministre du Commerce international	15 834
Kerr G	ministre des Anciens Combattants	15 834
Komarnicki E	ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences et de la ministre du Travail	15 834
Lake M	ministre de l'Industrie	15 834
Lemieux P	ministre de l'Agriculture	15 834
Lukiwski T	leader du gouvernement à la Chambre des communes	15 834
MacKenzie D	ministre de la Sécurité publique	15 834
Menzies T	ministre des Finances	15 834
Moore R	ministre de la Justice	12 642
Obhrai D	ministre des Affaires étrangères	15 834
Petit D	ministre de la Justice	15 834
Poilievre P	premier ministre et de la ministre des Affaires intergouvernementales	15 834
Saxton A	président du Conseil du Trésor	15 834
Warawa M	ministre de l'Environnement	15 834
Wong A	ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme (Multiculturalisme)*	15 834
	Total	425 475

* Portefeuille

Conseil privé
Ministère

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS AUX MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

	Traitements	Indemnités	Total
	$	$	$
NOMS DES MINISTRES D'ÉTAT ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT (pour la période du 1er avril 2009 au 31 mars 2010)			
O'Connor L'hon G	28 217	2 122	30 339
Fletcher L'hon S J	56 637	2 122	58 759
Total	84 854	4 244	89 098

Conseil privé

Bureau du directeur général des élections

ÉTAT DES DÉPENSES— AUTORISATION LÉGISLATIVE ET DÉPENSES DU PROGRAMME

Autorisation de financement	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions électorales	Services internes	Total
	$	$	$	$	$	$
Crédit 15 - Dépenses de programme	5 159 887	9 424 610	2 208 707	1 046	9 951 773	26 746 023
Loi électorale du Canada—						
40e élection générale (octobre 2008)	1 629 265					1 629 265
39e élection générale (janvier 2006)	841 350					841 350
Novembre 2009, 4 élections partielles	2 838 363					2 838 363
Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales				88 456		88 456
Autres dépenses législatives conformément à la *Loi électorale du Canada*	31 687 378	35 281 759	2 947 774	922	29 195 567	99 113 400
	36 996 356	35 281 759	2 947 774	89 378	29 195 567	104 510 834
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées au crédit 15	1 205 031	2 175 885	513 210	245	2 299 749	6 194 120
Cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés reliées aux travailleurs d'élection	310 834					310 834
Total	43 672 108	46 882 254	5 669 691	90 669	41 447 089	137 761 811

DÉTAILS DES DÉPENSES— 40e ÉLECTION GÉNÉRALE (OCTOBRE 2008)

Autorisation législative conformément à la *Loi électorale du Canada*	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions électorales	Services internes	Total
	$	$	$	$	$	$
Loi électorale du Canada—						
Terre-Neuve-et-Labrador	167 490					167 490
Île-du-Prince-Édouard	150 949					150 949
Nouvelle-Écosse	504 447					504 447
Nouveau-Brunswick	497 077					497 077
Québec	3 477 026					3 477 026
Ontario	4 679 198					4 679 198
Manitoba	473 843					473 843
Saskatchewan	546 428					546 428
Alberta	686 181					686 181
Colombie-Britannique	1 505 520					1 505 520
Territoire du Yukon	51 704					51 704
Territoires du Nord-Ouest	393					393
Nunavut	66 874					66 874
	12 807 130					12 807 130
Bureau chef d'Ottawa	(11 177 865)					(11 177 865)
Total	1 629 265					1 629 265

DÉTAILS DES DÉPENSES— 39e ÉLECTION GÉNÉRALE (JANVIER 2006)

Autorisation législative conformément à la *Loi électorale du Canada*	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions électorales	Services internes	Total
	$	$	$	$	$	$
Loi électorale du Canada—						
Terre-Neuve-et-Labrador	250					250
Québec	(28 920)					(28 920)
Ontario	44 432					44 432
Manitoba	2 523					2 523
Alberta	766					766
Colombie-Britannique	3 242					3 242
	22 293					22 293
Bureau chef d'Ottawa	819 057					819 057
Total	841 350					841 350

DÉTAILS DES DÉPENSES LÉGISLATIVES—ÉLECTIONS PARTIELLES — NOVEMBRE 2009 (4 PARTIELLES)

Autorisation législative	Conduites des scrutins et financement politique	Préparation aux scrutins et améliorations	Éducation, information et soutien	Redécoupage des circonscriptions électorales	Services internes	Total
	$	$	$	$	$	$
Loi électorale du Canada—						
Bureau chef d'Ottawa	1 115 180					1 115 180
Cumberland-Colchester-Musquodoboit Valley Nouvelle-Écosse	436 850					436 850
Montmagny-L'Islet-Kamouraska Rivière du Loup Québec	471 134					471 134
Hochelaga Québec	400 499					400 499
New Westminster-Coquitlam Colombie-Britannique	414 700					414 700
Total	2 838 363					2 838 363

Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel
ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	$	$	$
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	30 573 195	4 402 443	34 975 638
Établissement Atlantique, Renous, N-B	33 873 276	567 623	34 440 899
Établissement Bath, Bath, Ont	28 659 908	1 715 622	30 375 530
Établissement Beaver Creek, Gravenhurst, Ont	10 675 951	1 311 647	11 987 598
Établissement Bowden, Innisfail, Alb	44 856 130	6 850 294	51 706 424
Collins Bay Institution, Kingston, Ont	33 197 340	2 683 512	35 880 852
Établissement Cowansville, Cowansville, Qc	34 065 153	7 152 818	41 217 971
Établissement Donnacona, Donnacona, Qc	39 784 522	904 892	40 689 414
Pénitencier Dorchester, Dorchester, N-B	38 654 755	3 598 832	42 253 587
Établissement Drumheller, Drumheller, Alb	41 670 588	1 705 758	43 376 346
Établissement Drummond, Drummondville, Qc	31 452 345	249 710	31 702 055
Établissement pour femmes d'Edmonton, Edmonton, Alb.	18 797 150	243 450	19 040 600
Établissement Edmonton, Edmonton, Alb	35 063 361	1 610 788	36 674 149
Centre fédéral de formation, Laval, Qc	19 038 471	1 593 207	20 631 678
Établissement Fenbrook, Gravenhurst, Ont	30 808 352	1 362 638	32 170 990
Établissement Ferndale, Mission, C-B	9 598 297	232 065	9 830 362
Établissement de la vallée du Fraser, Abbotsford, C-B	15 605 643	1 600 365	17 206 008
Établissement Frontenac, Kingston, Ont	11 514 299	813 266	12 327 565
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ont	19 809 746	1 921 133	21 730 879
Établissement Grande Cache, Grande Cache, Alb	25 549 288	4 064 584	29 613 872
Établissement Grierson, Edmonton, Alb	3 488 398	361 567	3 849 965
Établissement Joliette, Joliette, Qc.	16 974 888	447 757	17 422 645
Établissement Joyceville, Kingston, Ont	33 693 517	3 065 881	36 759 398
Établissement Kent, Agassiz, C-B	34 195 345	5 172 764	39 368 109
Pénitencier Kingston, Kingston, Ont	46 552 326	3 396 796	49 949 122
Village de ressourcement Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, C-B	6 049 345	305 807	6 355 152
Établissement La Macaza, La Macaza, Qc	26 783 305	2 528 543	29 311 848
Établissement Leclerc, Laval, Qc	40 254 967	1 888 060	42 143 027
Établissement Matsqui, Abbotsford, C-B	30 191 401	2 820 968	33 012 369
Établissement Millhaven, Bath, Ont.	44 685 212	5 803 207	50 488 419
Établissement Mission, Mission, C-B	24 719 822	2 181 568	26 901 390
Établissement Montée Saint-François, Laval, Qc	13 103 795	1 430 168	14 533 963
Établissement Mountain, Agassiz, C-B	30 893 998	936 622	31 830 620
Administration centrale, Ottawa, Ont	219 468 725	60 494 941	279 963 666
Établissement Nova pour femmes, Truro, N-É	16 019 535	1 042 596	17 062 131
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Sask	7 128 289	304 273	7 432 562
Établissement Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, C-B	48 330 261	721 257	49 051 518
Établissement Pê Sâkâstêw, Hobbema, Alb	6 071 208	958 089	7 029 297
Établissement Pittsburgh, Kingston, Ont	12 517 840	442 048	12 959 888
Établissement Port-Cartier, Port-Cartier, Qc	30 473 649	329 681	30 803 330
Centre régional de formation correctionnelle - Atlantique, Memramcook, N-B	2 537 406		2 537 406
Centre régional de formation correctionnelle - Ontario, Kingston, Ont	5 411 135	731 350	6 142 485
Centre régional de formation correctionnelle - Pacifique, Abbotsford, C-B	3 348 812		3 348 812
Centre régional de formation correctionnelle - Prairies, Saskatoon, Sask	5 768 319		5 768 319
Centre régional de formation correctionnelle - Québec, Laval, Qc.	5 245 804	287 559	5 533 363
Administration régionale - Atlantique, Moncton, N-B.	37 125 406	1 011 066	38 136 472
Administration régionale - Ontario, Kingston, Ont	47 519 693	2 691 516	50 211 209
Administration régionale - Pacifique, Abbotsford, C-B.	43 920 134	2 634 355	46 554 489
Administration régionale - Prairies, Saskatoon, Sask.	39 421 588	5 890 075	45 311 663
Administration régionale - Québec, Laval, Qc	47 738 518	900 443	48 638 961
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	8 871 981		8 871 981
Bureaux de district régionaux - Atlantique, Moncton, N-B.	23 699 617	857 422	24 557 039
Bureaux de district régionaux - Ontario, Kingston, Ont	51 833 537	102 027	51 935 564
Bureaux de district régionaux - Pacifique, Abbotsford, C-B.	38 715 369	140 336	38 855 705
Bureaux de district régionaux - Prairies, Winnipeg, Man	49 351 904	1 554 509	50 906 413
Bureaux de district régionaux - Québec, Montréal, Qc	51 503 304	437 737	51 941 041
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Sask	41 154 849	4 250 779	45 405 628

Sécurité publique et Protection civile
Service correctionnel
ÉTAT DES DÉPENSES PAR ÉTABLISSEMENT—*Fin*

	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
	$	$	$
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	36 284 308	1 087 625	37 371 933
Centre régional de traitement, Kingston, Ont	17 887 589	193 860	18 081 449
Établissement Riverbend, Prince Albert, Sask	8 543 592	522 714	9 066 306
Établissement Rockwood, Stony Mountain, Man	9 241 262	941 345	10 182 607
Établissement Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Anne-des-Plaines, Qc	16 738 217	6 735 826	23 474 043
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Sask	57 502 318	11 093 501	68 595 819
Centre de rétablissement Shepody, Dorchester, N-B	10 507 119	6 050	10 513 169
Établissement Springhill, Springhill, N-É	41 828 836	7 822 158	49 650 994
Établissement Stony Mountain, Winnipeg, Man	43 922 650	4 554 197	48 476 847
Établissement Warkworth, Campbellford, Ont	43 304 301	4 387 028	47 691 329
Établissement Westmorland, Dorchester, N-B	14 074 478	1 352 247	15 426 725
Établissement William Head, Victoria, C-B	12 159 280	929 829	13 089 109
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Sask	5 080 376	23 807	5 104 183
Total	2 065 085 298	200 356 601	2 265 441 899

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Agriculture et Agroalimentaire—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		30 510 937	28 868 050	13 829 518	
Commission canadienne du lait—						
Dépenses du programme	25		231 435		62 357	
Agence canadienne d'inspection des aliments—						
Dépenses de fonctionnement et contributions	30		24 952 182	18 975 635	20 413 392	
Dépenses en capital	35			4 147 629		9 105 000
Commission canadienne des grains—						
Dépenses du programme	40		195 214	237 800	700 404	
Agence de promotion économique du Canada atlantique—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		3 534 600	3 114 278	2 091 960	130 000
Subventions et contributions	5					4 334 133
Agence du revenu du Canada—						
Dépenses du programme	1		56 641 327		70 860 982	8 585 821
Patrimoine canadien—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		7 614 856	13 744 900	6 276 550	
Conseil des Arts du Canada—						
Paiements au Conseil des Arts du Canada	10		1 565 255			
Société Radio-Canada—						
Paiements à la Société Radio-Canada	15		26 908 087			
Musée canadien des civilisations—						
Paiements au Musée canadien des civilisations	35		3 530 283		213 594	
Musée canadien de la nature—						
Paiements au Musée canadien de la nature	40		947 776		103 383	
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes—						
Dépenses du programme	45		1 607 988	2 020 000	1 421 730	
Bibliothèque et Archives du Canada—						
Dépenses du programme	50		4 047 750	2 714 996	3 019 906	
Société du Centre national des Arts—						
Paiements à la Société du Centre national des Arts	55		226 828			
Commission des champs de bataille nationaux—						
Dépenses du programme	60		100 070	400 450		
Office national du film—						
Dépenses du programme	65		3 241 387	617 525	1 198 088	
Musée des beaux-arts du Canada—						
Paiements au Musée des beaux-arts du Canada	70		610 923		56 435	
Musée national des sciences et de la technologie—						
Paiements au Musée national des sciences et de la technologie	80		1 907 365		182 497	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme—						
Dépenses de fonctionnement	85		266 080	374 950	321 696	
Commission de la fonction publique—						
Dépenses du programme	95		4 557 803	4 916 500	3 624 038	
Commission des relations de travail dans la fonction publique—						
Dépenses du programme	100		341 565	299 800	173 290	
Tribunal de la dotation de la fonction publique—						
Dépenses du programme	105		72 566	224 050	9 238	
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles—						
Dépenses du programme	110			82 200		
Téléfilm Canada—						
Paiements à Téléfilm Canada	115		1 005 016			
Citoyenneté et Immigration—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		13 561 090	3 809 140	9 454 307	
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada—						
Dépenses du programme	10		3 466 678	4 482 050	1 989 426	
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—						
Dépenses de fonctionnement	1		2 208 736	2 205 200	1 613 855	
Subventions et contributions	5					20 000 000
Environnement—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		36 550 771	28 109 730	15 792 496	4 610 980
Subventions et contributions	10					24 375
Agence canadienne d'évaluation environnementale—						
Dépenses du programme	15		619 534	1 762 500	450 628	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie—						
Dépenses du programme	20		74 875	236 150		
Agence Parcs Canada—						
Dépenses du programme	25		13 018 261		8 167 613	15 110 081
Finances—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		3 279 722	4 333 146	2 887 785	
Vérificateur général—						
Dépenses du programme	15		3 344 805	3 509 903	2 160 272	
Tribunal canadien du commerce extérieur—						
Dépenses du programme	20		420 678	449 200	272 958	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada—						
Dépenses du programme	25		235 450	2 379 550	778 696	
Bureau du surintendant des institutions financières—						
Dépenses du programme	30		52 689			

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Pêches et Océans—						
Dépenses de fonctionnement	1		41 355 099	26 421 667	22 296 015	7 539 016
Dépenses en immobilisations	5					10 341 300
Affaires étrangères et Commerce international—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		19 783 241	4 326 137	21 181 250	
Corporation commerciale canadienne—						
Paiements à la Corporation commerciale canadienne	20		553 449			
Agence canadienne de développement international—						
Dépenses de fonctionnement	25		6 414 614	6 073 353	5 419	
Centre de recherches pour le développement international—						
Paiements au Centre de recherches pour le développement international	40		2 171 005			
Commission mixte internationale—						
Dépenses du programme	45		206 356	396 250	196 117	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne—						
Dépenses du programme	50		41 964	78 700		
Gouverneur général—						
Dépenses du programme	1		505 759	282 551	191 939	
Santé—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		49 121 192		24 941 493	
Dépenses en immobilisations	5					500 000
Subventions et contributions	10					9 500 000
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée—						
Dépenses du programme	15		3 127	589 150		
Instituts de recherche en santé du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	20		829 071	2 144 550	1 335 976	
Subventions	25					6 901 000
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses—						
Dépenses du programme	30		172 458	154 850	192 199	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés—						
Dépenses du programme	35		225 227	245 550	141 670	
Agence de la santé publique du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	40		9 461 161	12 816 505	6 088 650	104 000
Dépenses en immobilisations	45					900 000
Ressources humaines et Développement des compétences—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		21 151 451	17 279 185	17 553 108	
Subventions et contributions	5					269 000 000
Conseil canadien des relations industrielles—						
Dépenses du programme	10		332 097	413 949	283 538	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs—						
Dépenses du programme	20		46 606	90 300		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail—						
Dépenses du programme	25		85 124	399 100	150 024	
Affaires indiennes et du Nord canadien—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		18 647 255	28 750 714	11 094 960	6 770 028
Subventions et contributions	10					13 133 000
Bureau de l'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—						
Dépenses de fonctionnement	20			263 400	80 866	
Agence canadienne de développement économique du Nord—						
Dépenses de fonctionnement	37				36 947	
Commission canadienne des affaires polaires—						
Dépenses du programme	40		18 992	45 950		
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens—						
Dépenses du programme	50			4 817 743		
Greffe du Tribunal des revendications particulières—						
Dépenses du programme	55			51 366		
Industrie—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		24 762 792	19 681 300	15 537 622	34 682 700
Dépenses en immobilisations	5					3 135 000
Subventions et contributions	10					751 481 487
Agence spatiale canadienne—						
Dépenses de fonctionnement	25		5 422 691	9 655 500	1 400 446	7 000 000
Commission canadienne du tourisme—						
Dépenses du programme	40		1 575 585			20 000 000
Commission du droit d'auteur—						
Dépenses du programme	45		64 266	115 850		
Conseil national de recherches du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	50		38 324 944	19 171	11 389 246	
Dépenses en immobilisations	55					8 710 000
Subventions et contributions	60					103 500 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie—						
Dépenses de fonctionnement	65		1 089 180	2 008 391	1 062 386	
Subventions	70					16 500 000
Greffe du Tribunal de la concurrence—						
Dépenses du programme	75		71 992	77 300	6 478	
Conseil de recherches en sciences humaines—						
Dépenses de fonctionnement	80		526 050	823 259	630 298	
Subventions	85					7 000 000
Statistique Canada—						
Dépenses du programme	95		22 960 514	26 022 047	16 960 334	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Justice—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		6 209 996	22 122 100	15 510 803	
Commission canadienne des droits de la personne—						
Dépenses du programme	10		889 244	382 841	491 689	
Tribunal canadien des droits de la personne—						
Dépenses du programme	15		88 760	193 494	191 650	
Commissaire à la magistrature fédérale—						
Dépenses de fonctionnement	20		340 646	372 350	215 600	
Conseil canadien de la magistrature—						
Dépenses de fonctionnement	25			79 700	101 096	
Service administratif des tribunaux judiciaires—						
Dépenses du programme	30		1 777 440	2 159 120	1 298 916	
Bureau du directeur des poursuites pénales—						
Dépenses du programme	35		8 536 044	5 515 807	2 597 951	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada—						
Bureau du Commissaire à l'information du Canada—						
Dépenses du programme	40		290 412	304 710	10 242	
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—						
Dépenses du programme	45		480 746	614 179	394 600	
Cour suprême du Canada—						
Dépenses du programme	50		1 011 012	1 083 650	291 472	
Défense nationale—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		106 649 957	75 039 395	44 970 290	
Dépenses en capital	5			23 780 325		
Subventions et contributions	10			1 999 373		
Comité des griefs des Forces canadiennes—						
Dépenses du programme	15		237 118	293 200	178 956	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire—						
Dépenses du programme	20		83 732	157 500	88 317	
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications—						
Dépenses du programme	25			68 226	85 230	
Ressources naturelles—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		27 032 051	39 370 550	11 061 293	
Subventions et contributions	5	37 883 000				58 400 000
Énergie atomique du Canada limitée—						
Paiements à Énergie atomique du Canada limitée	10					276 000 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire—						
Dépenses du programme	15		1 163 727	2 538 457	516 545	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Suite*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
		$	$	$	$	$
Office national de l'énergie—						
Dépenses du programme	25		5 432 651	2 032 877	1 335 152	
Administration du pipe-line du Nord—						
Dépenses du programme	30			12 200		
Conseil privé—						
Ministère—						
Dépenses du programme	1		2 500 006	5 441 715	3 455 513	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—						
Dépenses du programme	5		65 672	303 750	21 409	
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports—						
Dépenses du programme	10		1 645 626	663 661	670 871	
Directeur général des élections—						
Dépenses du programme	15		1 544 281	1 103 100	843 635	
Commissariat aux langues officielles—						
Dépenses du programme	20		583 008	888 200	616 952	
Secrétariat de la Commission des nominations publiques—						
Dépenses du programme	25			47 250		
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité—						
Dépenses du programme	30		89 240	131 850	29 996	
Sécurité publique et Protection civile—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		2 609 155	5 929 400	2 292 103	
Subventions et contributions	5					7 500 000
Agence des services frontaliers du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	10		77 504 022		29 629 396	
Dépenses en immobilisations	15					3 405 000
Service canadien du renseignement de sécurité—						
Dépenses de fonctionnement	20		8 288 988	11 448 228		
Service correctionnel—						
Dépenses de fonctionnement	30		33 068 465	29 283 698	32 747 633	
Commission nationale des libérations conditionnelles—						
Dépenses du programme	40		1 231 115	1 927 589	1 135 590	
Bureau de l'enquêteur correctionnel—						
Dépenses du programme	45		77 443	167 050	156 257	
Gendarmerie royale du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	50		22 524 455	103 777 752	63 170 482	2 140 000
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada—						
Dépenses du programme	65		30 113	66 650		
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—						
Dépenses du programme	70		167 216	396 700	85 820	

Conseil du Trésor

Secrétariat

DÉTAIL DES SOMMES VIRÉES À D'AUTRES PORTEFEUILLES MINISTÉRIELS POUR AJOUTER À D'AUTRES CRÉDITS—*Fin*

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor				
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 35 Initiatives d'exécution du budget
			$	$	$	$
Travaux publics et Services gouvernementaux—						
Dépenses de fonctionnement	1		41 867 652	34 731 124	23 664 257	26 000 000
Dépenses en immobilisations	5					74 000 000
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	(S)				1 004 737	
Transports—						
Ministère—						
Dépenses de fonctionnement	1		31 329 689	26 267 317	12 434 468	1 843 879
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien—						
Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	20					155 700 000
Office des transports du Canada—						
Dépenses du programme	25		1 191 569	1 140 150	863 923	
Commission de la capitale nationale—						
Paiement à la Commission de la capitale nationale	40		2 702 793		1 684 481	
Bureau de l'infrastructure du Canada—						
Dépenses de fonctionnement	50		656 485	1 876 500	868 502	
Contributions	55					22 500 000
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée—						
Paiement à Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	65					4 300 000
Tribunal d'appel des transports du Canada—						
Dépenses du programme	70		24 161	60 650		
VIA Rail Canada Inc.—						
Paiement à VIA Rail Canada Inc.	75					125 000 000
Conseil du Trésor—						
Secrétariat—						
Dépenses du programme	1		6 103 156	11 732 690	7 702 402	
École de la fonction publique du Canada—						
Dépenses du programme	40		2 505 841	875 946	2 727 249	
Commissariat au lobbying—						
Dépenses du programme	45		70 879	204 850	62 843	
Commissariat à l'intrégrité du secteur privé—						
Dépenses du programme	50			301 650	13 213	
Anciens Combattants—						
Dépenses de fonctionnement	1		13 814 184	2 587 836	8 151 469	
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—						
Dépenses de fonctionnement	15		256 501	473 911	131 817	
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—						
Dépenses de fonctionnement	1		1 806 481	2 437 650	1 067 747	1 461 295
Subventions et contributions	5					19 662 891
Total		37 883 000	931 855 576	718 446 041	595 456 642	2 116 510 986

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2009-2010

Index

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, 5
ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, 4
ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume 1, section 10*
Activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2
Aliénation des biens immobiliers, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.8
ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *voir volume II, section 1*
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *voir volume II, section 1*
Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *voir volume II, section 1*
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *voir volume II, section 1*
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *voir volume II*, *section 1*
AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, 11
AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, 10
Avances à justifier, 2.14

B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.19
Commissions, 10.19
COMPTES CONSOLIDÉS*, voir volume I, section 4*
COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*
Conseils et Vérification Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.28
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.35
Créances—radiations ou renonciations, 2.9
CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume 1, section 5*

D

Dépenses des cabinets des ministres, 10.26
Dépenses ministérielles par article courant, *voir volume II, section 1*
Dépenses ministérielles par catégorie, *voir volume II, section 1*
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Affaires étrangères et Commerce international), 11.2
Détail budgétaire par affectation, 10.2
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *voir volume II, section 1*
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
Détail des montants disponibles pour être dépensés, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Conseil du Trésor), 11.26
Détails des dépenses—39e élection générale (janvier 2006), (Conseil privé), 11.23
Détails des dépenses—40e élection générale—(octobre 2008), (Conseil privé), 11.22
Détails des dépenses législatives—Élections partielles—(novembre 2009) (4 partielles) (Conseil privé), 11.23
DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*

E

État des dépenses—Autorisation législative et dépenses du programme, (Conseil privé), 11.22
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.24
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2009-2010, (Sénat), 11.13
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2009-2010, (Chambre des communes), 11.15
État des revenus et charges, *voir volume II, section 1*
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, 1
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU CANADA*, voir volume I, section 2*

F

Frais d'étude, 10.22
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.34
FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, 7
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, 11.5

G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.43

I

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA *LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES*, 2

M

Montants adjugés par une cour, 8.25

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.49
Office national du film, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.56

P

Paiements à titre gracieux, 8.18
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ressources humaines et Développement des compétences), 11.12
Paiements de réclamations contre l'État, 8.2
PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, 8
PAIEMENTS DE TRANSFERT, 6
Paiements de transfert, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.65
Pertes de fonds et de biens publics, 2.18
PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*
Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.71
PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, 9
Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *voir volume II, section 1*
Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *voir volume II, section 1*

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *voir volume II, section 1*
Récapitulation des charges externes par catégorie, *voir volume II, section 1*
Récapitulation des revenus externes par provenance, *voir volume II, section 1*
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
Résultat stratégique et description des activités de programme, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
Revenus, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*
REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*
Revenus de placements, 10.24
Revenus ministériels, *voir volume II, section 1*

S

Services communs de télécommunications et d'informatique, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.72
Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.78
Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.85
SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, 3
Sommaire du portefeuille ministériel, *voir la section ministérielle appropriée du volume II*

T

Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2009-2010, (Chambre des communes), 11.20
Traitements et indemnités aux Ministres d'État et Secrétaires d'État, (Conseil privé), 11.21
TRÉSORERIE ET CRÉANCES, *voir volume I, section 7*

V

Ventes de biens et de services, *voir volume II, section 1*